

**REVUE**  
**HISTORIQUE**





# REVUE HISTORIQUE

FONDÉE EN 1876 PAR GABRIEL MONOD

DIRECTEURS :

CHARLES BÉMONT ET CHRISTIAN PFISTER.

*Ne quid falsi audent, ne quid veri non audeat historia.*

*Cicéron, de Orat., II, 45.*

**QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE.**

---

TOME CENT QUARANTE-CINQUIÈME

Janvier-Avril 1924.

---

PARIS

LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN

1924



D  
1  
.R6  
t. 145.  
1924

H  
R3282  
x.145  
OCT 7 1924  
197918  
Q. R

UNIVERSITY  
COLLEGE  
LIBRARY

## LES DERNIÈRES ANNÉES

DE

## L'ATHÉNIEN PHOCION

(322-318 AVANT J.-C.)

(Suite et fin<sup>1</sup>)

### III.

*Les débuts de l'agitation à Athènes. La résistance de Phocion. Les intrigues et la mort de Démade (320-319).* —

Comme l'expliquent les considérations que nous avons fait valoir précédemment (§ II) touchant la composition du corps privilégié des Neuf-Mille, la présence d'une garnison macédonienne était une humiliation pour les nombreux patriotes que comptait encore, à partir de 322, la population de l'Attique. Il est bien possible aussi qu'entre ces Macédoniens et les habitants (surtout ceux du Pirée) des relations au moins intermittentes se soient établies : d'où des conflits, difficilement évitables entre gens de mœurs et de traditions différentes. Si résignés à la situation que parussent l'ensemble des Neuf-Mille, occupés de leurs affaires, de leur commerce, de l'exploitation de leurs biens fonciers (cf. *supra*, § II, les indications de Diodore sur le regain de vie économique qui se produit à cette époque), il était à peu près fatal qu'au bout d'un certain temps, les souvenirs de la défaite de 322 s'éloignant, recommençât une certaine agitation antimacédonienne, d'abord contenue et déferente, puis relativement audacieuse. Nous allons examiner successivement les origines et l'évolution de cette première agitation.

Qu'elle ait été, au moins en partie, l'œuvre des « exclus »

1. Voir *Rev. histor.*, t. CXLIV, p. 161-186.

restés en Attique, ce n'est pas impossible : menant une existence pénible et humiliée (*Phocion*, 28, 3), ils étaient tout naturellement enclins à protester et à intriguer contre les conséquences variées de la paix de 322, contre le régime établi et l'occupation étrangère. Mais il est parfaitement évident que, si les protestations étaient venues uniquement ou principalement de ces gens-là, étrangers au pays légal, si elles s'étaient heurtées à l'indifférence ou à l'hostilité générale de la cité officielle (cité nombreuse et vaste), une telle agitation fût restée, dès le début, totalement impuissante et inaperçue.

Les termes mêmes dont se servent les textes pour qualifier les protestataires, s'ils ne sont pas d'une très rigoureuse précision, laissent cependant entendre qu'au moins une large fraction du pays légal a participé au mouvement : « *Les Athéniens* se plaignant à Phocion... », dit Plutarque (*Phocion*, 30, 3) : expression qui n'aurait pas grand sens s'il ne s'était agi que d'une poignée d'agitateurs et qui serait assez singulière si les protestataires n'étaient que des demi-Athéniens, que Phocion, rigide exécuteur de la paix de 322, n'eût même pas consenti à écouter. « *Les Athéniens* envoyèrent Démade à Antipater... », écrit Diodore (XVIII, 48, 1); et, plus bas, l'auteur nous montre Démade négociant conformément aux instructions qu'il a reçues « du peuple » (ἐπὶ τοῦ δήμου : XVIII, 48, 3). Démade eût-il agi de la sorte si les seuls « exclus » l'avaient délégué auprès d'Antipater? Quelle eût été, en ce cas, son autorité? Il y aurait eu là une violation flagrante du traité de 322, qui laissait aux seuls « Neuf-Mille » la πολιτεία<sup>1</sup>.

Nous croyons donc pouvoir conclure que l'agitation antimacédonienne fut, au moins en grande partie, l'œuvre d'une fraction considérable des « Neuf-Mille ». Rien de plus naturel, d'ailleurs, puisque un très grand nombre de ces privilégiés étaient tout voisins, par le rang social, par la condition pécuniaire, des « exclus » qui menaient, à leurs côtés, une misérable existence. De part et d'autre de la « frontière censitaire », il y avait bien des sentiments communs (cf. *supra*, § II).

Quelle fut la marche de l'événement? Les textes, très sim-

1. Ajoutons que Démade doit réclamer à Antipater le retrait de la garnison comme l'exécution d'une promesse (ἀπαιτοῦντος τὴν ἐπαγγελίαν : 48, 3) : est-ce aux misérables « exclus » qu'Antipater eût fait pareille promesse?

plement et très clairement, nous la représentent de la façon suivante. Les Athéniens se plaignent d'abord à Phocion et le prient d'aller trouver Antipater pour obtenir le retrait de la garnison; Phocion refuse constamment (Plutarque, *Phocion*, 30, 3). Alors les Athéniens s'adressent à Démade, qui accepte de se rendre auprès du Macédonien et qui, au cours de cette ambassade, trouvera la mort (*Ibid.*, 30, 4; Diodore, XVIII, 48, 1-3)<sup>1</sup>. Voilà, très brièvement résumée, l'évolution des faits, selon Diodore et Plutarque.

On voit qu'il n'est nullement question, en toute cette affaire, d'une intrigue originelle de Démade, provoquant et fomentant l'agitation<sup>2</sup>. Les textes, du moins, ne disent rien de tel, et il est infiniment vraisemblable que, s'il s'était agi d'un mouvement factice, né des machinations de ce politicien, le mouvement se fût éteint avec la mort de son premier auteur : la suite des faits (cf. § IV) montre abondamment qu'il n'en sera rien et, quand on se représente la composition du groupe privilégié de 322, on ne doit pas s'en étonner.

Peut-on, du moins, imaginer l'hypothèse suivante? Les privilégiés patriotes, tenant Démade pour leur chef ou, tout au moins, pour l'un des leurs, se sont adressés d'abord à lui<sup>3</sup>. Mais, sur le conseil même de Démade, ils ont porté leur réclamation à Phocion, pour lequel l'estime et l'amitié d'Antipater étaient nécessairement plus grandes que pour l'individu taré et cupide qu'était Démade : celui-ci resterait « dans la coulisse », prêt à n'intervenir ouvertement que si Phocion refusait d'agir.

Seulement, si l'on adopte pareille hypothèse, il faut renoncer

1. Diodore ne met en cause que Démade; mais il ne dément nullement les premières démarches auprès de Phocion.

2. C'est ce que l'on pourrait supposer, si l'on admettait, avec Ferguson (p. 27), que Démade était le chef des censitaires démocrates et patriotes, tout disposé à soutenir ardemment « la cause populaire ». De Sanctis (p. 6-7), qui, d'ailleurs, n'analyse aucunement les textes cités plus haut, rapproche le mouvement dissident de 320 de celui qui divisa en 404 le gouvernement des Trente, et il rapproche Démade de Thérémène. Mais ce dernier avait été réellement, en 404 comme en 411, l'initiateur du mouvement antioligarchique et anti-partiate, tandis que Démade (ainsi qu'il résulte de son rôle en 322 et des textes concernant l'agitation de 320-319) n'a été que l'instrument tardif d'un mouvement collectif, à la naissance duquel aucun témoignage ne le montre participant. D'une manière générale, il y a un abîme entre le chef et doctrinaire de l'aristocratie modérée de 404 et le bas politicien de 322.

3. Pure hypothèse : aucun texte ne dit rien de tel.



à voir dans Démade un homme rempli de confiance en lui-même, tout gonflé de son importance, sûr de sa faveur auprès du Macédonien, empressé à se mettre en avant et à gagner, par une efficace intervention, la faveur des patriotes<sup>1</sup>. Si Démade voulait étaler vraiment son influence, on ne comprend plus qu'il ait renvoyé à Phocion les réclaments et avoué ainsi son impuissance relative. Cet homme d'une vanité remuante se résignait de la sorte au rôle de pis aller, si Phocion refusait d'aller trouver Antipater; et si Phocion acceptait, quelle serait la situation de Démade, frustré de la gloire de la réussite?

Il y a donc accord entre la vraisemblance et les témoignages formels et précis de nos autorités pour se représenter de la manière suivante la marche de cette première agitation antimacédonienne. Les Athéniens désirent le départ de la garnison de Munychie. Trop faibles pour la chasser ou même pour décréter en assemblée son départ, ils songent tout naturellement à présenter une requête à Antipater, par l'intermédiaire d'un personnage influent et « bien en cour ». C'est à Phocion que, très normalement, ils vont tout d'abord s'adresser : il occupe une haute situation gouvernementale (Diod., XVIII, 65, 6) et il jouit de la pleine amitié confiante d'Antipater. Mais Phocion refuse, et il refuse obstinément (*ἐκείνην μὲν ἀεὶ διωθεῖτο τὴν προσέλιαν* : *Phocion*, 30, 4), soit, dit Plutarque, parce qu'il n'attend rien d'une telle démarche, soit plutôt parce qu'il attribue à la crainte de la garnison l'ordre et la tranquillité régnant dans Athènes (*Ibid.*, 30, 4). Il est clair que, si Phocion, en 322, avait estimé plus ou moins sincèrement que la présence d'une garnison étrangère était inutile, l'expérience des deux années paisibles qui venaient de s'écouler devait l'engager à souhaiter le maintien de cette garnison : tout allait bien; un changement ne pouvait que tout compromettre.

Tel fut le premier heurt déclaré qui survint entre Phocion et une notable fraction des Neuf-Mille. Il est vrai qu'en même temps il rendait à ses concitoyens un précieux service pécuniaire : il obtenait d'Antipater la remise du paiement de l'in-

1. Cf. Ferguson, p. 27 : « Démade..., à cause de quatre interventions efficaces auprès des dirigeants macédoniens, en était venu à surestimer sa propre influence. » Droysen (p. 162, 163) dit que Démade voulait à tout prix « être quelque chose » et « montrer son influence sur l'homme le plus puissant du jour ».

demnité à laquelle la paix de 322 condamnait Athènes (*Phocion*, 30, 4). Bref, Phocion reste fidèle à son système initial, fondé à la fois sur la compression politique et sur la prospérité matérielle : il supprime la liberté, tout en favorisant les intérêts.

Mais les patriotes ne pouvaient se contenter de telles satisfactions. Devant les refus répétés de Phocion, ils recoururent à Démade (μεταβάντες οὖν Δημάδην παρεκάλουν : *Phocion*, 30, 4). Ce n'est pas qu'ils aient vu le moins du monde en lui leur chef et leur guide : aucun texte ne dit rien de tel ; et comment eussent-ils pu compter pour un des leurs l'homme qui, depuis deux ans, n'avait cessé de soutenir la cause macédonienne, de vivre et de s'enrichir aux dépens des caisses macédoniennes, l'homme qui avait approuvé la paix humiliante de 322 et proposé contre les orateurs patriotes le verdict de mort ? Mais ce Démade (et c'est la seule raison qu'attribuent les textes à la démarche des patriotes) était, avec Phocion, l'Athénien le plus influent à la cour de Macédoine (βουκούντα καλῶς πολιτεύεσθαι τὰ πρὸς τοὺς Μακεδόνας : Diod., XVIII, 48, 1) : n'ayant rien obtenu de l'honnête et inexorable Phocion, les patriotes, en désespoir de cause, se décidaient à invoquer l'aide de l'autre chef philomacédonien ; ils n'avaient plus le moyen de dédaigner un tel appui.

Démade saisit avidement cette occasion de jouer un rôle (προθύμως ὑπέστη : *Phocion*, 30, 4). Depuis quelque temps, il pouvait s'être signalé, dans une certaine mesure, à l'attention de ses concitoyens autrement que par ses prodigalités et ses manifestations philomacédoniennes. Il avait fait voter de menus décrets louant et récompensant des étrangers qui avaient rendu service à divers Athéniens : éloge d'Eucharistos, qui a introduit du blé dans Athènes (*IG.*, II, 193<sup>c</sup> ; cet éloge, d'après Köhler, n'est probablement pas de beaucoup antérieur à la mort de Démade) ; éloge d'Eurylochos, à cause de la bienveillance qu'il a témoignée à des Athéniens (*IG.*, II, 193 ; ce décret date au plus tôt de l'année 320-319, qui est celle de la mort de Démade) ; décret voté probablement à l'instigation de Démade (le nom de l'orateur n'a pas été conservé ; mais le décret, remarque Köhler, ressemble fort au précédent) et faisant l'éloge d'un étranger qui a sauvé et racheté des Athéniens après la bataille de l'Hellespont (*IG.*, II, 194)<sup>1</sup>. Il n'y avait rien là de compro-

1. Ferguson (p. 27, n. 3), sans insister ni même préciser l'objet de ces décrets, paraît en exagérer la portée.



mettant pour les intérêts macédoniens; mais Démade pouvait ainsi gagner quelques sympathies dans les milieux patriotes. C'est également à cette époque, vers la fin de l'été 320, qu'il fit voter diverses mesures intéressant l'amélioration matérielle de la cité, l'aménagement des rues et des places du Pirée (sous le contrôle des agoranomes) : toutes choses en elles-mêmes de minime importance, mais qui paraissent indiquer chez l'orateur quelque souci de popularité, le désir de plaire aux petites gens par l'octroi de certains avantages matériels<sup>1</sup>.

L'intrigant fut donc enchanté quand il vit s'adresser à lui les patriotes, oubliant ou feignant d'oublier son rôle en 322. Accompagné de son fils Déméas, il partit pour la Macédoine et, avec sa pétulance ordinaire, il plaida la cause qu'il avait trahie deux ans plus tôt. Antipater, qui était malade et qu'accompagnait son fils Cassandre, jugeait sans doute, comme Phocion, que la situation était bonne à Athènes et que toute modification serait inutile ou dangereuse. Les réclamations assez vives et quelque peu menaçantes de Démade (παρησιωδέστερον ἀπειλήσαντος : XVIII, 48, 3) purent donc l'irriter et l'inquiéter, parce qu'il entrevoyait, derrière la personne de l'ambassadeur, l'existence d'un désir et d'un mouvement collectifs qui ne pouvaient le laisser indifférent : la tranquillité de l'Attique, qu'il croyait assurée par la paix de 322, put lui paraître compromise<sup>2</sup>. C'est probablement en grande partie pour ce motif que Cassandre, se substituant à Antipater malade, fit arrêter et exécuter Démade avec son fils : il fallait, sans délai, couper court à l'agitation naissante<sup>3</sup>. Il fallait aussi rassurer les philomacédoniens d'Athènes, représentés auprès d'Antipater et de Cassandre par Dinarque de

1. Cf. *J. G.*, II, 192<sup>e</sup>; Dittenberger, *Syll.*<sup>2</sup>, 337; Ch. Michel, n° 114, p. 124. De Phocion, on n'a conservé la trace d'aucun décret analogue. De Sanctis (p. 5) conjecture qu'en 318, après leur victoire, Hagnônides et ses amis détruisirent les décrets de Phocion.

2. Ferguson (p. 27) pense que le départ de la garnison eût entraîné la fin du privilège des Neuf-Mille et « la restauration de la démocratie antimacédonienne ». C'est aller un peu loin. En admettant que la majorité des censitaires patriotes aient été des démocrates, désireux de rouvrir l'Attique aux exilés, il était parfaitement possible à la Macédoine de limiter ses concessions au retrait de la garnison.

3. Sur les détails pittoresques de cette mort, cf. le récit si coloré de Plutarque (*Phocion*, 30, 5); il nous montre Cassandre égorgeant d'abord Déméas dont le sang vient éclabousser Démade, puis faisant mettre à mort l'ambassadeur lui-même (cf. Diodore, XVIII, 48, 3).

Corinthe, qui se fit l'accusateur de Démade (cf. Plutarque, *Démosthène*, 31). Enfin, les deux chefs macédoniens pouvaient aussi garder rancune à Démade, à cause de la lettre trouvée dans les papiers de Perdicas (cf. *supra*, § II); mais il semble bien que cette lettre, déjà découverte depuis 321, ne fut pas la raison déterminante de l'exécution de Démade : tout au plus pouvait-elle avoir renforcé les méfiances, bien naturelles, d'Antipater à l'égard de l'orateur athénien. Elle put servir à amplifier les accusations de Dinarque<sup>1</sup>.

Ainsi se termina, au cours de l'hiver 320-319, l'une des carrières les plus mêlées et les plus orageuses qu'ait connues l'Athènes du IV<sup>e</sup> siècle. Si justement décrié qu'ait été ce personnage de Démade, ce serviteur zélé et grassement rémunéré de Philippe, d'Alexandre et d'Antipater, il n'en succombait pas moins, par l'ironie des circonstances, en « martyr » du patriotisme et de la liberté. Il est vrai que les Athéniens qui avaient essayé de s'en servir se faisaient sans doute peu d'illusions sur la valeur et la sincérité de sa « conversion » et qu'ils n'attachèrent peut-être qu'une importance limitée à la disparition de cette misérable épave des luttes politiques. Ils pouvaient se dire qu'en toute cette affaire Démade n'avait été qu'un instrument temporaire et médiocrement estimé, que sa mort, au fond, ne changeait rien à la situation et ne faisait qu'ajourner et suspendre le mouvement dont ils avaient pris l'initiative.

#### IV.

*La mort d'Antipater, ses conséquences et l'agitation à Athènes jusqu'à l'arrivée d'Alexandre (319-318).* — Peu après la mort de Démade, Antipater succombait à son tour (hiver 319), laissant à son fils Cassandre la chiliarchie et au vieux général Polyperchon la régence au nom du jeune roi Philippe Arrhidaeos<sup>2</sup>. La mort d'Antipater n'était pas encore connue du

1. Nous avons vu (§ II) qu'il n'y avait pas de motif décisif de rejeter l'authenticité de la lettre en question. Mais elle peut fort bien n'avoir été, comme le pense de Sanctis (p. 7, n. 2), que le prétexte officiel du meurtre de Démade. De Sanctis, d'autre part, nous paraît exagérer l'action exercée en la circonstance par les oligarques philomacédoniens d'Athènes : même si Dinarque n'avait pas accusé Démade, Antipater et Cassandre étaient suffisamment intéressés à briser l'agitation pour faire immédiatement un exemple.

2. Sur le détail de ces événements et leur intérêt au point de vue macédonien, cf. Grote, p. 79; Droysen, p. 165; Ferguson, p. 28; Cavaignac, p. 20-21.

public, que Cassandre, dont la brutalité et l'impatiente ardeur venaient de se révéler aux dépens de Démade, envoyait à Munychie un de ses affidés, Nicanor, chargé d'y remplacer Ményllos. Ce dernier obéit (Plutarque, *Phocion*, 31, 2)<sup>1</sup>. « Quelques jours » après cet événement, les Athéniens apprenaient la mort d'Antipater; aussitôt des rumeurs s'élevèrent contre Phocion, auquel on reprocha d'avoir été informé à temps de la mort d'Antipater et de l'avoir cachée pour favoriser l'entreprise de Nicanor (*Ibid.*, 31, 2).

Que voulaient dire exactement ces protestations? A ne considérer que l'aspect matériel et extérieur des événements, elles n'ont pas nécessairement une signification nationale et patriotique : elles ne concernent, en somme, que la substitution d'un officier macédonien à un autre, dont on ne nous dit nulle part qu'il ait jamais faibli dans l'obéissance due à la Macédoine. Phocion est blâmé, à tort ou à raison, non pour avoir livré Munychie à la mainmise étrangère, mais pour avoir laissé remplacer un chef par un autre. Pourquoi donc le mécontentement gronde-t-il à Athènes?

Nous pensons qu'on est obligé ici d'ajouter quelques considérations, nécessairement hypothétiques, mais plausibles, aux brèves et insuffisantes données de Plutarque. Les Athéniens patriotes, toujours ulcérés de la présence d'une garnison étrangère, avaient probablement gardé rancune à Phocion des refus obstinés qu'il avait opposés à leur demande antérieure. A la première occasion, leur rancune se manifeste. La substitution de Nicanor à Ményllos, coïncidant avec la mort d'Antipater, apparaît comme le résultat d'une intrigue, et non d'un hasard; que cette intrigue, en elle-même, soit indifférente à la cause nationale d'Athènes, puisqu'il ne s'agit, au fond, que d'un changement de maître, peu importe : c'est un acte peu correct et peu régulier; il y a donc là un prétexte pour manifester contre l'homme chargé de l'administration suprême du pays et qui avait le devoir (même si l'affaire n'avait qu'un intérêt de pure forme) d'avertir loyalement le public athénien et Ményllos lui-même de la mort de Cassandre.

1. Diodore ne signale pas la circonstance de l'arrivée de Nicanor : après le récit de la mort de Démade (XVIII, 48), il cesse de s'occuper spécialement des affaires d'Athènes et n'y revient que pour nous montrer Nicanor occupant Munychie déjà depuis un certain temps (XVIII, 64, 1).

Mais ne peut-on aller plus loin et prêter aux mécontents les motifs suivants? La mort d'Antipater et la compétition qui pouvait surgir entre Ményllos et Nicanor n'offraient-elles pas à Athènes une occasion d'en finir avec l'occupation étrangère, d'éliminer Ményllos tout en repoussant Nicanor? Tout changement de règne peut être propice à qui veut s'affranchir du joug étranger : faciliter la transition (comme Phocion était accusé de l'avoir fait), n'était-ce pas détruire de gaité de cœur toute chance de prompt libération?

De toute façon, avant l'apparition du fameux rescrit de Polyperchon, si propre à encourager les espoirs des patriotes (cf. *infra*), l'agitation, déjà antérieure à la mort d'Antipater, avait repris de plus belle contre le tenace et zélé représentant de la cause macédonienne à Athènes. Il y a bien là un mouvement sérieux, étendu et profond, issu d'un sentiment arrêté et persistant, et non des intrigues d'un Démade, à la disparition duquel il a survécu.

Ajoutons qu'aux récriminations des patriotes pouvaient se mêler désormais celles de citoyens généralement paisibles, peu enclins à détester l'occupation étrangère, mais habitués à la présence de Ményllos et redoutant tout changement que la nécessité n'imposait pas. Un tel sentiment ne pourra-t-il pas grandir en force quand la division sera pleinement déclarée et notoire entre les chefs macédoniens?

A toutes ces rumeurs, Phocion, gardant ses allures impérieuses et dédaigneuses, opposa publiquement la plus complète indifférence. Mais, fidèle à sa politique initiale de modération relative, il invita Nicanor à ménager autant que possible les Athéniens (τοῖς Ἀθηναίοις πρὸς αὐτὸν καὶ κεχαρισμένον παρεῖχε); à son instigation, Nicanor fit pour les Athéniens diverses dépenses et donna des jeux et des fêtes (*Phocion*, 31, 2). Cette dernière indication mérite de retenir l'attention : elle tend à montrer le caractère au moins partiellement populaire du mouvement anti-macédonien ; ce ne sont évidemment pas les riches, mais les petites gens (dont une grande partie étaient enrôlés parmi les Neuf-Mille) que l'on s'efforce ainsi de gagner ou d'apaiser par l'octroi de plaisirs à leur portée : si l'on parvient à les détacher de la cause nationale, la paix macédonienne sera plus solidement garantie<sup>1</sup>.

1. Ces premiers rapports entre Phocion et Nicanor sont nettement antérieurs



Ce calcul eût pu en partie réussir si, bientôt, un nouvel événement n'avait réveillé l'agitation. Désormais, l'opposition va trouver un appui étranger, très fort, et manifester plus clairement et plus vigoureusement ses sentiments<sup>1</sup>. Cet événement, c'est le rescrit libérateur de Polyperchon. Un tel décret avait été plus ou moins imposé à son auteur par les nécessités de sa politique extérieure (lutte contre Cassandre et Antigonos) : il était obligé de tendre la main aux démocrates contre les oligarchies soutenues par Cassandre<sup>2</sup>. Les démocraties grecques — et celle d'Athènes en particulier — allaient donc devoir dans une certaine mesure leur restauration à l'action d'une puissance étrangère; mais aussi celle-ci ne reconnaissait-elle pas la vigueur toujours grande des partis démocratiques, même exilés et dispersés, en les prenant pour alliés dans sa lutte contre Cassandre? Si la démocratie athénienne avait cessé d'être une force, Polyperchon l'eût pleinement dédaignée : il n'en fait rien.

Il rétablissait donc, au nom du roi, l'autonomie et les constitutions helléniques, telles qu'elles avaient existé au temps de Philippe et d'Alexandre; il ordonnait la réintégration des exi-

à la proclamation du rescrit de Polyperchon (cf. *infra*), comme il résulte clairement du texte de Plutarque (*Phocion*, 31, 2; 32, 1). En conséquence, il ne semble pas que l'oligarchie athénienne ait adhéré à Cassandre, parce qu'elle se sentait menacée dans ses privilèges et sa tranquillité par une révolte populaire que pouvait provoquer le rescrit (comme le pense de Sanctis, p. 8). En réalité, Phocion a accepté (s'il ne l'a favorisée) l'installation de Nicanor; quand le rescrit de Polyperchon a été connu, Phocion s'est trouvé par là même de plus en plus porté à soutenir la cause de Nicanor et de Cassandre; mais il avait tout de suite adhéré à cette cause (de Sanctis est d'ailleurs très bref et incomplet sur les circonstances qui accompagnèrent et suivirent la mort d'Antipater).

1. On voit apparaître ici l'une des différences considérables existant entre ce mouvement antiphocioniste d'une partie des Neuf-Mille et le mouvement anti-oligarchique qui s'était produit en 403 chez une fraction des Trois-Mille privilégiés : les Neuf-Mille étaient depuis longtemps divisés sur un point essentiel quand Polyperchon, en rendant l'autonomie à la Grèce (cf. *infra*), permit aux dissidents de manifester plus fortement leurs désirs de liberté; les Trois-Mille, au contraire (comme nous l'avons montré dans notre travail sur la Restauration démocratique de 403), sont restés en général unis dans l'obéissance à la dékarchie laconophile, jusqu'au jour où l'autorité spartiate elle-même les a divisés et en a détaché une partie du gouvernement dékarchique (cf. *Restauration démocratique*, I<sup>re</sup> partie, chap. xiv, § II). Mais aussi le corps des Trois-Mille était plus restreint et plus homogène que celui des Neuf-Mille, si largement ouvert aux classes moyennes, aux « petits bourgeois » (cf. *supra*, § II).

2. Sur cet édit et ses motifs, cf. Grote, p. 84-85; Droysen, p. 197 et suiv.; de Sanctis, p. 8; Ferguson, p. 28-29; Cavaignac, p. 21. Le texte est donné par Diodore (XVIII, 56) et brièvement résumé par Plutarque (*Phocion*, 32, 1).

lés dans leur patrie, leurs biens et leurs droits. Pour l'exécution de l'édit, on fixait la date extrême du 30 Xandikos (avril 318)<sup>1</sup>.

Un tel édit, non seulement dut combler de joie les exilés de 322, mais fut nécessairement accueilli avec plaisir par la fraction patriote et vaguement démocratique des Neuf-Mille<sup>2</sup>. C'était, sinon le retour à la complète indépendance (car l'édit ne s'expliquait pas sur la question de la garnison macédonienne), du moins un grand pas vers l'autonomie; c'était l'assurance d'un afflux de renforts pour l'opposition antiphocioniste; c'était aussi, pour les « exclus » restés en Attique, la fin d'une séparation qui les mettait en minorité et les réduisait à l'impuissance.

Toutefois, ni le rétablissement de l'autonomie, ni la restauration du régime démocratique, ni la rentrée des nombreux exilés ne devaient suivre sans délai l'apparition du rescrit : avant que des progrès importants aient été accomplis à cet égard, il s'écoulera encore quelques mois de conflits, l'opposition cherchant à pousser ses avantages, et le pouvoir, toujours aux mains de Phocion, défendant farouchement ses positions. Ce n'est qu'au printemps suivant que le régime aristocratique va s'effondrer.

Dès que le rescrit libérateur fut connu à Athènes, l'effervescence, qui n'avait jamais complètement cessé, reprit avec force. Les événements qui vont suivre jusqu'à l'arrivée d'Alexandre, fils de Polyperchon, sont rapportés parfois assez diversement par Diodore et Plutarque, et il n'est pas toujours facile d'en démêler exactement la chronologie. Cependant, on peut en discerner aisément l'allure générale : entre Nicanor et Phocion, d'une part, et les opposants, d'autre part, s'engage un conflit tantôt sourd, tantôt déclaré, qui s'apaise, ou paraît s'apaiser, de temps à autre, grâce aux ruses et atermoiements du Macédo-

1. Le décret ne parlait pas de l'expulsion des garnisons macédoniennes (peut-être à dessein, comme le remarque très bien Ferguson, p. 30, n. 1). Polyperchon et son fils Alexandre avaient peut-être des arrière-pensées à cet égard (cf. *infra*, § V). Sur la date, cf. Wilhelm, *Jahreshefte*, XI (1908), p. 92.

2. Grote, qui n'a pas analysé les éléments très divers de ce corps privilégié et qui ne s'explique pas avec précision sur l'opposition qui s'était déjà formée du vivant d'Antipater, estime, bien à tort, que « pour les Neuf-Mille... il (le rescrit) fut sans doute odieux et alarmant » (p. 86). Plus loin, il est vrai, il va atténuer et contredire cette thèse : « Une portion considérable des Neuf-Mille citoyens ne pouvaient que redouter l'exécution de l'édit de Polyperchon » (p. 87).

nien, dont le but essentiel semble avoir été de gagner du temps. Du côté des Athéniens, on constate, d'ailleurs, une grande indécision (ce qui s'explique, en partie, par la division qui règne entre eux), une absence de netteté et de promptitude dans la délibération et l'exécution.

Le rescrit de Polyperchon n'avait pas moins ému Nicanor que les Athéniens. Dès qu'il le connut et dès qu'il sut l'intention du régent de gagner l'Attique avec une armée, il invita les Athéniens à rester en bons termes avec Cassandre. Cette démarche demeura sans succès; mais on ne voit pas qu'elle ait été accompagnée ou suivie de la moindre manifestation hostile des Athéniens (Diodore, XVIII, 64, 1-2).

Le récit de Plutarque ne présente pas tout à fait de la même manière les conséquences immédiates de la proclamation de Polyperchon. Le premier fait qu'il signale, à la suite de cette proclamation, c'est une démarche personnelle de Nicanor auprès des Athéniens, que le rescrit a fort agités (*ὑποκινουμένων δὲ πρὸς ταῦτα τῶν Ἀθηναίων βουλόμενος ἐντυχεῖν αὐτοῖς ὁ Νικάνωρ* : *Phocion*, 32, 3). Il va les trouver au Pirée (soit pour les exhorter à se rallier à Cassandre, soit pour les prier de ne pas exiger le départ immédiat de la garnison<sup>1</sup>); mais il faillit y être arrêté et n'eut que le temps de s'enfuir<sup>2</sup>.

Cet épisode ne peut être confondu avec le fait signalé par Diodore au début du chapitre 64 (cf. *supra*); car il ne semble pas qu'au cours de la démarche ainsi accomplie au Pirée, Nicanor ait eu le temps ni la possibilité d'exposer ses desirs et d'entendre la réponse des Athéniens. Il s'agit bien là de deux faits distincts : lequel s'est passé le premier? Selon toute probabilité, c'est celui que rapporte Diodore; car il suppose que les relations sont encore suffisamment correctes et normales entre Athènes et Nicanor. L'attitude menaçante des Athéniens lors de la visite de Nicanor au Pirée correspond à un état d'hostilité déjà assez avancé.

Examinons donc d'abord le premier de ces deux faits. Le texte de Diodore sur la réponse des Athéniens à la demande que leur adresse Nicanor est particulièrement intéressant : *aucun*, dit-il, n'accepte de se déclarer pour Cassandre; *tous*

1. Plutarque ne donne aucune précision sur le but que se proposait Nicanor en allant au Pirée. Quant à Diodore, il passe l'événement sous silence.

2. Sur le détail de l'événement, cf. *infra*.



pensaient, au contraire, que la garnison de Munychie devait s'éloigner au plus vite (οὐθενὸς δὲ αὐτῷ προσέχοντος, ἀλλὰ καὶ τὴν φρουρὰν πάντων οἰομένων δεῖν ἐξάγειν τὴν ταχίστην... : XVIII, 64, 2). Voilà une donnée fort importante : avant l'arrivée de l'armée d'Alexandre et de la foule des bannis qui l'accompagnent, dans une Attique où domine encore numériquement et politiquement le pays légal, on ne veut plus de la garnison de Nicanor. S'agit-il absolument de la totalité des Athéniens, comme l'écrit Diodore? Assurément non : Phocion et ses amis, s'ils avaient été complètement isolés au milieu d'une foule quasi unanime de patriotes, n'auraient pu tenir plusieurs mois. Il faut donc, selon nous, quelque peu atténuer l'indication de Diodore : du moins peut-on conclure qu'un groupe fort imposant (et sans doute la majorité) des Athéniens habitant alors l'Attique a manifesté le désir de voir Nicanor et sa garnison vider la place. C'est la continuation du mouvement commencé vers l'année 320 (cf. *supra*, § III); et même il semble que ce mouvement ait gagné en force et en ampleur et que la manifestation anticassandrienne ait été plus nette et plus générale encore que les réclamations précédemment formulées contre la présence de la garnison de Ményllos. Le fait qu'une importante fraction de la puissance macédonienne ait pris parti contre le régime en vigueur à Athènes a pu, en effet, inviter à se joindre aux patriotes (just qu'alors seuls auteurs de l'agitation) un assez grand nombre de citoyens, avant tout partisans de l'entente avec le pouvoir officiel de Macédoine<sup>1</sup>. Le refus opposé à la demande de Nicanor put ainsi émaner d'une majorité très disparate, mais imposante.

Dès lors, Phocion, qui s'est entendu avec Nicanor à peu près depuis la mort d'Antipater, voit ses compatriotes s'écarter de plus en plus de son gouvernement; de plus en plus va se restreindre la troupe de ses fidèles, au milieu d'une population méfiante ou hostile. Quand les bannis rentreront, leur besogne de réaction antioligarchique sera largement préparée, et c'est contre un petit groupe à peu près isolé qu'ils auront à porter leurs coups.

1. A la pensée que l'armée de Polyperchon pouvait arriver en Attique d'un jour à l'autre, beaucoup d'Athéniens, amis des travaux paisibles, jusqu'alors indifférents à l'agitation patriotique, ont pu redouter un conflit fort dommageable pour l'Attique au cas où Nicanor resterait à Munychie : le mieux était donc qu'il s'en allât.

Devant l'attitude résolue d'un si grand nombre d'Athéniens, qui parlent déjà haut et ferme, mais n'ont pas encore attenté (ou cherché à attenter) à sa liberté ou à sa vie, Nicanor jugea prudent de ruser et de louvoyer, tout en se renforçant. Il répondit aimablement aux réclamations athéniennes : il agirait au mieux des intérêts de la ville, mais il demandait quelques jours de délai (sans doute pour les préparatifs indispensables à l'évacuation, Diod., XVIII, 64, 2). Les Athéniens, en majorité du moins, se laissèrent persuader et ajournèrent toute démarche décisive. Le rusé Macédonien en profita pour renforcer sa garnison, en introduisant de nuit des soldats dans la place<sup>1</sup>. Les Athéniens eurent vent de cette trahison, et leurs méfiances, plus ou moins endormies, se réveillèrent. Mais ils n'essayèrent pas d'agir directement contre Nicanor, sans doute parce que leur propre général leur était suspect, et aussi parce que les Macédoniens occupaient une position très difficile à prendre d'assaut, même par une armée supérieure en nombre<sup>2</sup>. Tout en tenant des réunions assez fréquentes (πλεονάκις ἐκκλησίαν συναγαγόντες), et dont la fréquence même trahit leur embarras, ils députèrent à Polyperchon des ambassadeurs pour le prier de les secourir contre Nicanor, en vertu des promesses du rescrit (Diod., XVIII, 64, 3).

A ce moment-là, Nicanor n'avait fait encore que maintenir ses positions et renforcer sa petite armée, mais il n'avait dessiné aucun mouvement offensif contre les positions mêmes de ses adversaires. Or, c'est un mouvement de ce genre qu'il méditait, comme la suite des faits va nous le montrer. Mais, avant de mettre un tel projet à exécution, il fit encore auprès des Athéniens une tentative diplomatique. Cette tentative, passée sous silence par Diodore, c'est la démarche au Pirée que rapporte Plutarque (*Phocion*, 32, 3). C'est ici, en effet, qu'il convient de la situer, entre les premiers pourparlers, lesquels sont encore suffisamment courtois et ne supposent aucune hostilité déclarée (Diod., 64, 1-2), et le début des opérations de siège contre le Pirée, que Plutarque situe nettement après cette démarche de Nicanor (*Phocion*, 32, 5. Cf. Diodore, 64, 4).

1. Le fait paraît antérieur à l'affaire du Pirée signalée par Plutarque (cf. *supra*) ; il se produit, en effet, au cours d'une période de relations encore correctes entre Nicanor et les Athéniens.

2. C'est ce qu'avaient montré, notamment, les événements de 403 (cf. *Restauration démocratique*, I<sup>re</sup> partie, chap. v, § III-V).

Instruit de l'effervescence qui régnait à Athènes (ὑποκινουμένων δὲ... τῶν Ἀθηναίων : *Phocion*, 32, 3)<sup>1</sup>, Nicanor songea, comme précédemment, à calmer les inquiétudes par des promesses qui ne lui coûtaient rien, et, en avertissant sans doute les Athéniens de son dessein, il projeta de se rendre à une assemblée qui se tiendrait au Pirée, et où l'on discuterait, vraisemblablement, de toutes les questions pendantes<sup>2</sup>. On laissa le Macédonien s'approcher du Pirée, ou même y entrer (παρήλθε : *Phocion*, 32, 3 : le terme semble indiquer que Nicanor se présenta devant l'assemblée). Il était sans doute accompagné de Phocion, à la sauvegarde duquel, dit Plutarque, il s'était confié (τῷ Φωκίωνι ἐμπιστεύσας τὸ σῶμα). L'entente entre le chef du gouvernement athénien et le lieutenant de Cassandre n'a donc pas cessé, et elle paraît plus étroite que jamais, en dépit de la scission grandissante entre Nicanor et la majorité des Athéniens.

Mais cette entrevue devait tourner court. Qu'ils se soient engagés formellement à écouter Nicanor, ou qu'ils se soient bornés, sans mot dire, à le laisser venir, les nombreux ennemis de Nicanor étaient décidés cette fois à agir, à opposer la trahison à la trahison : trop peu résolus ou trop mal armés pour aller le forcer sur les hauteurs de Munychie, ils songèrent à l'abattre dans le Pirée même, où il venait presque se livrer à eux. L'hostilité athénienne, cette fois, ne se borne plus à des paroles ; elle offre cependant encore un caractère de mollesse relative : elle est faite de ruse plus que d'énergie brutale et résolue.

En une telle circonstance, ce fut un haut fonctionnaire athénien, le stratège Dercylos (Δερκύλλου δὲ τοῦ ἐπὶ τῆς χώρας στρατηγού : *Phocion*, 32, 3), qui exerça l'action principale : il prémédita et prépara l'arrestation de Nicanor. Qui était ce Dercylos<sup>3</sup>?

1. Effervescence que Plutarque explique par l'apparition du rescrit de Polyperchon, mais qui, selon notre chronologie, s'explique tout aussi bien par l'anxiété que les préparatifs plus ou moins mystérieux et menaçants de Nicanor provoquent à Athènes : on s'y agite, on y tient de fréquentes réunions (cf. *supra*).

2. Ἐν Παιραιῖ βουλῆς γενομένης : cette expression désigne-t-elle réellement une assemblée du Conseil (comme paraît le penser Droysen : « Le Conseil fut convoqué au Pirée », p. 201. Cf. Ferguson, p. 30 : « Le Sénat athénien »)? Ou s'agit-il d'une Ecclesia (cf. Grote, p. 87), assemblée délibérante et à laquelle, par conséquent, peut s'appliquer à la rigueur le terme de βουλῆς? Il est bien difficile de trancher cette question.

3. Sur ce personnage, cf. Schäfer, II<sup>3</sup>, p. 412, n. 2 (l'identifie avec le Dercylos envoyé à Philippe en 346); Kirchner, *Prosopographia attica*, I, p. 213 (n'admet pas l'identification).

On ne voit pas (du moins aucun texte ne contient de précision à ce sujet) qu'il ait pris part aux précédents mouvements patriotiques provoqués par la présence de la garnison étrangère; il est bien possible que son hostilité à l'égard de Nicanor ait daté seulement de la publication du rescrit royal (celui-ci eut pour effet d'unir aux patriotes un certain nombre d'Athéniens soucieux de ne pas déplaire à la Macédoine officielle), ou même du renforcement par Nicanor de sa garnison de Munychie, ce qui créait pour Athènes un danger immédiat. En tout cas, à en juger par sa fonction même, Dercylos appartenait nécessairement au corps des censitaires. Si un haut fonctionnaire agit ainsi, c'est un indice de plus, après tant d'autres, que dans le groupement privilégié lui-même, la tendance anticassandrienne et antiphocioniste était largement répandue; c'est la preuve aussi que, contrairement à certaines appréciations<sup>1</sup>, la haute administration athénienne ne restait pas, du moins dans tous ses éléments, acquise à la cause antinationale. Parmi ses collaborateurs immédiats, Phocion rencontre déjà des adversaires décidés.

Le piège préparé par Dercylos n'eut aucun succès : Nicanor, prévenu, s'échappa à temps. Dès lors, ne pouvant plus rien ménager ni tromper personne, il prend une attitude ouvertement menaçante à l'égard de la ville (attitude que, d'ailleurs, il ne gardera pas jusqu'au bout : cf. *infra*, § V). Phocion, qui avait la responsabilité suprême, fut naturellement accusé d'avoir laissé s'enfuir le Macédonien. Selon Plutarque lui-même, il n'opposa à ces allégations aucun démenti; il déclara même qu'il avait pleine confiance en Nicanor (πιστεύειν μὲν τῷ Νικάνори καὶ μὴδὲν ἀπ' αὐτοῦ προσδοκᾶν δεινόν : *Phocion*, 32, 3)<sup>2</sup>. Il aurait ajouté

1. Cf. Ferguson, p. 31, n. 1. Ferguson emploie encore, à propos de toute cette agitation, l'expression de « parti populaire », de « démocratie » (« le parti que probablement Démaïde avait dirigé ») (sur l'appréciation du rôle de Démaïde, cf. *supra*, §§ II et III). Mais la plupart des démocrates étaient encore loin d'Athènes, où ils ne rentreront qu'au printemps (cf. § V), et parmi les adversaires de Nicanor il y a quantité de non-démocrates qui ne s'agitent que par patriotisme ou, tout simplement, parce qu'ils préfèrent la Macédoine officielle au parti de Cassandre (cf. *supra*).

2. Une telle déclaration ne peut avoir de sens que si Nicanor n'a encore rien tenté ouvertement contre le Pirée et s'est borné à introduire nuitamment des soldats dans Munychie : c'est là un acte qu'il pouvait encore nier à la rigueur. En somme, jusqu'à présent, les Athéniens ne possèdent pas contre Nicanor d'information absolument décisive et écrasante : ils ont seulement des soup-

qu'au cas où Nicanor ne serait pas l'homme loyal qu'il croyait, il aimerait encore mieux subir l'injustice que de la commettre, en faisant arrêter celui auquel il avait promis d'assurer sa liberté (32, 4). Plutarque pense qu'en se refusant à arrêter Nicanor, Phocion était sincère. Ce n'est pas absolument impossible (bien que la grande expérience de Phocion eût dû, semble-t-il, le rendre sceptique au sujet des protestations de loyauté de Nicanor<sup>1</sup>) : l'habitude du pouvoir qu'avait contractée Phocion depuis trois ans et la réussite générale de sa politique, malgré les soubresauts de l'opinion athénienne, ont pu provoquer très naturellement chez lui un excès de confiance et quelque aveuglement. Mais le soupçon de mauvaise foi et de connivence avec Nicanor devait, très naturellement aussi, s'enraciner dans l'esprit des opposants athéniens, dont la nervosité et la colère purent s'exaspérer encore quand ils virent s'effondrer leur espoir d'en finir, d'un coup, avec le lieutenant de Cassandre. De toute façon, une telle affaire ne pouvait qu'élargir le fossé creusé entre Phocion et la majorité des Athéniens.

Peu après l'assemblée du Pirée et la fuite de Nicanor, celui-ci, tout en se répandant en menaces contre Athènes, acheva rapidement ses préparatifs afin de prendre l'offensive. Des nouvelles de plus en plus inquiétantes circulaient dans la ville : Nicanor méditait une agression contre le Pirée, concentrait des troupes dans Salamine et, joignant l'emploi de la diplomatie à celui de la force, gagnait à prix d'argent le concours de certains habitants du Pirée (*Phocion*, 32, 5). D'où de nouvelles réunions et discussions sur les moyens de parer la menace grandissante, en attendant le secours macédonien. C'est alors qu'ont lieu les vains avertissements adressés à Phocion par Dercylos, avertissements signalés par Cornélius Nepos : *cum apud eum (Phocion) summum esset imperium populi et Nicanorem... insidiari Piraeo... a Dercyllo moneretur, idemque postularet, ut provideret ne commeatibus civitas privaretur...* (*Phocion*, 2). La fonction même de Dercylos lui faisait un devoir de veiller à la liberté du Pirée menacé, c'est-à-dire à la

cons, d'ailleurs graves et probablement fondés. Bref, la déclaration prêtée à Phocion par Plutarque cadre avec notre chronologie, qui situe cette assemblée du Pirée avant les premières tentatives dirigées par Nicanor contre le port (cf. Diod., XVIII, 64, 4).

1. De Sanctis (p. 9, n. 2) croit à la complicité du gouvernement de Phocion.



liberté des approvisionnements de l'Attique; la question qui se pose entre Nicanor et les Athéniens a cessé alors d'être uniquement une question de fierté et de dignité nationale ou même de paix générale : elle est devenue une question de sécurité matérielle au premier chef.

Cependant, bien que l'état d'hostilité fût assez franchement déclaré (en dépit du volontaire optimisme officiel), les Athéniens ne se décident pas encore à prendre les devants. Le maximum de leur effort, jusqu'à présent, s'est borné à la tentative d'arrestation de Nicanor, sans dépasser les limites du territoire sur lequel le traité de 322 a laissé pleine juridiction aux Athéniens.

Il y eut bien alors, presque à la veille de la marche de Nicanor sur le Pirée, un essai d'action militaire, mais qui paraît n'avoir eu qu'une portée défensive, et qui, du reste, n'aboutit pas. Un certain Philomélos, du deme de Lamptres, fit voter un décret ordonnant l'armement de tous les Athéniens, qui seraient placés sous les ordres de Phocion (Plutarque, *Phocion*, 32, 5). Cet incident montre clairement, entre autres indices, que le contrôle des délibérations publiques n'appartient plus, du moins exclusivement, à Phocion : le temps du bon gouvernement, paisible et rural, était passé<sup>1</sup>. Ce décret, d'ailleurs, ne spécifiait (du moins d'après le résumé qu'en donne Plutarque<sup>2</sup>) aucune démarche offensive contre Munychie : il peut donc s'agir purement et simplement d'une mobilisation défensive, destinée à couvrir le Pirée menacé, mesure encore très légale et strictement conforme au traité de 322. Même dans ces limites, elle parut encore inutile et le décret resta lettre morte. La majorité des habitants de l'Attique, toujours privés de l'appui des plus

1. D'ailleurs, l'administration demeurait toujours (au moins en partie) confiée à des hommes du parti oligarchique et promacédonien : sous la septième prytanie de l'année 319-318, peu de temps avant l'arrivée d'Alexandre, Aphobétos, parent d'Eschine, occupe encore les fonctions de γραμματεὺς (cf. Wilhelm, p. 88, ligne 3 du décret). Mais le décret qui nous signale ce fait nous montre également l'Ecclesia consentant volontiers aux demandes présentées par une ambassade de Polyperchon (cf. l. 8 et suiv.) : c'est la tendance anticassandrienne qui prédomine. Comme l'indique fort bien Wilhelm, du reste (p. 93), cette attitude de l'Ecclesia ne signifie nullement qu'à cette date (Anthesterion 319-318) la démocratie fût déjà rétablie (elle ne le sera qu'un ou deux mois plus tard), mais seulement que l'influence du gouvernement de Polyperchon à Athènes était prépondérante.

2. Ἀθηναίους ἅπαντας ἐν ταῖς ὁπλοῖς εἶναι καὶ τῷ στρατηγῷ Φωκίῳ προσέχειν (*Phocion*, 32, 5).

ardents démocrates et patriotes, n'avait pas encore l'énergie nécessaire pour déposer le gouvernement issu de la paix de 322 et agir résolument contre Nicanor.

Mais bientôt les dernières illusions, ou les derniers prétextes, de Phocion furent mis à néant : un jour vint où, brusquement, Athènes apprit que Nicanor, à la faveur de la nuit, avait fait marcher sa garnison sur le Pirée, élevé des retranchements entre le port et la ville et occupé les Longs-Murs<sup>1</sup> : loin de s'améliorer par le départ, si souvent réclamé, de la garnison macédonienne, la situation des Athéniens venait d'empirer (Plutarque, *Phocion*, 32, 5; Diodore, XVIII, 64, 4; Nepos, *Phocion*, 2). Ils étaient exaspérés (τὴν μὲν Μουνυχίαν οὐκ ἀπειληφότες, τὸν δὲ Πειραιᾶ προσαβεβληκότας χυλεπῶς ἔφερον : Diod., 64, 4); mais, en même temps, croissait le sentiment de leur faiblesse vis-à-vis d'un ennemi que sa mainmise sur les abords du Pirée rendait plus puissant encore. Ainsi s'expliquent les deux faits, rapportés l'un par Diodore, l'autre par Plutarque, qui suivent de peu la chute du Pirée, mais précèdent encore nettement l'arrivée de l'armée macédonienne en Attique. Plutarque nous montre Phocion, après l'occupation des Longs-Murs, cherchant à entraîner les Athéniens contre l'agresseur (*Phocion*, 33, 1). Le vieux général était-il vraiment surpris et indigné de la brutale initiative prise par le Macédonien? Il est permis d'en douter; après un tel démenti donné à ses déclarations optimistes, il était moralement contraint de faire mine d'agir. Il ordonna donc la marche sur le Pirée; mais il se heurta alors à une inertie générale et méprisante; les troupes refusèrent d'aller de l'avant; Nicanor resta donc maître du Pirée comme de Munychie (*Phocion*, 33, 1).

Cette persistance de l'occupation du Pirée par Nicanor, Cornélius Nepos l'explique autrement. Les Athéniens, dit-il, en apprenant ce qui s'était passé, coururent aux armes, afin de recouvrer la position perdue; mais Phocion ne bougea pas et

1. C'est très peu de temps après les avertissements lancés par Dercylos que l'agression de Nicanor eut lieu (*neque ita multo post Nicanor Piræo est potitus* : Nepos, *Phocion*, 2) (très peu de temps aussi, probablement, après le vote de l'inutile décret Philomélos). Quant à la date, Droysen (p. 202, n. 2) la situe en septembre 319 au plus tard; mais il s'agit là de faits beaucoup plus rapprochés de la rentrée des exilés, qui date du printemps 318 : mieux vaut donc descendre à l'hiver 319-318, comme fait Ferguson (p. 31). Au mois d'Anthestersion 319-318, Alexandre n'était pas encore arrivé en Attique (cf. Wilhelm, p. 93).



refusa de prendre la tête des rassemblements armés (*Phocion*, 2). Le résultat est le même selon les deux versions<sup>1</sup>. Nous croyons devoir préférer celle de Plutarque : il est assez peu vraisemblable que Phocion, en présence de la brutale et impudente démarche de Nicanor, ait persisté dans son attitude d'inertie ; cette fois, il y avait violation indéniable et flagrante de la paix, et Phocion était impérieusement tenu de simuler au moins une résistance. Quant à l'attitude des Athéniens, celle que leur prête Nepos n'a rien d'étrange : elle est conforme, en un sens, à l'enthousiasme belliqueux que révèle la motion de Philomelos (cf. *supra*). La version de Plutarque, qui nous montre les Athéniens ironiques, amers et découragés, se comprend également fort bien : le malheur qu'ils prévoyaient, et que voulait prévenir la motion Philomelos, est arrivé ; la position de Nicanor s'est renforcée ; le mieux est donc de se résigner et d'attendre tout du secours étranger, en maudissant l'homme responsable de la catastrophe.

Diodore passe sous silence l'incident militaire, d'ailleurs bref et sans conséquence, qui suivit immédiatement la nouvelle de la chute du Pirée ; en revanche, il signale la tentative diplomatique, également vouée à l'insuccès, que firent les Athéniens pour améliorer leur situation. Cette tentative, comme le refus de suivre Phocion contre Nicanor, est aussi l'indice d'un sentiment profond d'impuissance, qui dut accroître encore les rancunes contre Phocion. Ce dernier fut député à Nicanor en compagnie de deux citoyens choisis parmi les amis du Macédonien, Conon, fils de Timothéos, et Cléarque, fils de Nausiclès, pour protester contre l'occupation du Pirée et prier Nicanor de rendre à Athènes l'autonomie promise par le rescrit de Polyperchon. Mais Nicanor, qui avait été si prodigue de belles paroles jusqu'à l'assemblée du Pirée, se fit, cette fois, brutal et cassant : il était maître de la situation. Il répondit aux envoyés d'aller trouver Cassandre, dont il ne faisait qu'exécuter les ordres (Diodore, XVIII, 64, 5-6).

En somme, vers le début de l'année 318, la politique d'inertie singulièrement suspecte suivie par Phocion semblait avoir fortifié en Attique l'influence étrangère, et, plus spécialement, celle de Cassandre. Athènes était de plus en plus entraînée (ou

1. Droysen, p. 202, suit Plutarque ; Grote, p. 88, suit Nepos.

susceptible de l'être) dans les conflits des partis macédoniens, dont l'un venait de pousser si fortement ses avantages sur le territoire attique et dont l'autre entendait bien ne pas se laisser déposséder sans résistance. La situation était pire qu'aux derniers mois de la domination d'Antipater; l'opposition, nombreuse et bigarrée, mélange de censitaires et d'« exclus », de patriotes et de pacifistes promacédoniens, n'avait su ou n'avait pu agir; pendant des mois, elle s'était laissé exploiter, duper ou endormir par des intrigants vaniteux et avides de réclame, comme Démade, des ennemis rusés et sans scrupule, comme Nicanor, des politiciens obstinés, d'une incapacité et d'une candeur par trop suspectes, comme Phocion. Il n'y avait plus de salut, apparemment, que dans l'intervention étrangère, qu'elle vînt des Macédoniens eux-mêmes ou des Athéniens expulsés depuis trois années. C'est cette intervention que nous allons étudier.

## V.

*De l'arrivée d'Alexandre à la fuite de Phocion (mars 318).*

— L'intervention armée d'Alexandre, fils de Polyperchon, eut pour prélude un fait brièvement signalé par Diodore et passé sous silence par Plutarque : une lettre de la princesse royale Olympias sommant Nicanor de rendre Munychie et le Pirée aux Athéniens (XVIII, 65, 1). L'agent de Cassandre, qui avait tour à tour berné et brutalement éconduit les Athéniens, jugea prudent de ne pas heurter de front la Macédoine officielle (il savait qu'Olympias allait revenir en Macédoine grâce à Polyperchon) : Cassandre était encore loin, et mieux valait temporiser. Il répondit à Olympias par de belles promesses, en demandant des délais, qu'il était impossible de ne pas lui laisser. Bref, la lettre d'Olympias, si elle enchantait les Athéniens (Diod., 65, 2) ne changeait rien à la situation générale.

En mars 318, Alexandre arrivait en Attique avec son armée<sup>1</sup>. Plutarque (Phocion, 33, 1) et Diodore (XVIII, 65, 3) sont pleinement d'accord pour ne voir qu'un prétexte dans le dessein proclamé de soutenir Athènes contre Nicanor : en réalité, dit Diodore, Alexandre voulait mettre la main sur le Pirée et Muny-

1. Sur la date, cf. Ferguson, p. 31.

chie en vue d'utiliser pour la guerre ces excellentes positions (*ἰδία παραληφόμενος ἀμφοτέρω πρὸς τὰς ἐν τῷ πολέμῳ χρείας*)<sup>1</sup>.

Mais les Macédoniens n'arrivaient pas seuls : avec l'armée affluèrent en Attique un très grand nombre des bannis de 322 (Plutarque, *Phocion*, 33, 1)<sup>2</sup>. Cette fois, la démocratie rentrait en scène. Avec ces bannis, dit Plutarque, arrivèrent de nombreux étrangers et esclaves fugitifs, toute une foule bariolée et assez bruyante, dont la composition et l'aspect soulevaient encore à des siècles de distance l'indignation antidémocratique de certains historiens allemands<sup>3</sup>. Cet afflux d'étrangers s'explique assez bien par le grand déplacement de population qui s'était produit en 322 : les milliers d'Athéniens exilés depuis plus de trois ans n'avaient pas été sans former de nombreuses relations avec les populations étrangères, surtout avec leurs éléments les plus mobiles et les moins stables, qu'ils pouvaient entraîner avec eux lors de leur retour en Attique<sup>4</sup>.

Désormais, Phocion allait trouver devant lui des ennemis à la fois nombreux et agissants, d'une énergie et d'une audace multipliées par la rancune, et qui ne tarderont pas à prendre la tête du mouvement antiphocioniste. L'ancienne opposition censitaire va s'effacer derrière les vrais démocrates ; et, pour résister à la grande poussée démocratique, Phocion va se trouver à peu près isolé : depuis deux ans, à force d'entêtement et de fausses manœuvres, il s'était comme ingénié à faire le vide autour de son gouvernement.

Il n'est pas facile de démêler la suite et le sens exacts des

1. Plutarque (*Phocion*, 33, 1) s'exprime à peu près dans le même sens : ἔργῳ δὲ τὴν πόλιν, εἰ δύναιτο, καταληφόμενος αὐτὴν ἑαυτῇ περιπετῇ γενομένην. La suite des faits donne, en somme, raison à ces appréciations de Plutarque et de Diodore.

2. Plutarque dit : les bannis (οἱ φυγάδες) ; mais il est croyable qu'un certain nombre restèrent à l'étranger, notamment ceux qui, depuis trois ans, avaient leurs intérêts fixés en Thrace. De plus, quelques bannis avaient pu regagner la ville avant l'arrivée d'Alexandre. En tout cas, aucun afflux considérable n'est signalé avant cet événement.

3. C'est ainsi que Droysen parle avec horreur de ce ramassis de « vagabonds de toute sorte qui... remplissent désormais l'assemblée populaire pour tenir au milieu du vacarme des séances vraiment démocratiques » (p. 204).

4. Le même fait s'était produit en 403 : avec l'armée de Thrasybule étaient arrivés en Attique une foule d'étrangers, dont un certain nombre d'esclaves, qui avaient même apporté une aide sérieuse à la lutte antioligarchique et qu'un décret du chef des démocrates (bientôt annulé grâce à l'initiative des modérés) avait gratifiés de la πολιτεία (Aristote, *Ἄθ. Πολ.*, 40, 2).

faits à partir de l'arrivée d'Alexandre, à cause des divergences qui séparent le récit de Plutarque de celui de Diodore. Le premier est le plus bref et le moins clair des deux. Il montre tout d'abord les anciens bannis formant, aussitôt après leur retour, de concert avec la tourbe d'étrangers et d'esclaves qui les accompagnent, une assemblée fort composite et désordonnée, qui destitue Phocion et désigne d'autres généraux. Puis le récit, brusquement, laissant là Phocion et les Athéniens, fait allusion à des entrevues qui ont eu lieu entre Alexandre et Nicanor auprès des remparts; ces entrevues ne restent pas inaperçues : d'où les soupçons des Athéniens, qui sauvent ainsi leur cité du péril. Plutarque montre alors l'orateur Hagnônides intentant à Phocion un procès de trahison. Une partie des chefs de l'aristocratie philomacédonienne, comme Callimédon et Chariclès, sont affolés et prennent la fuite; Phocion et quelques amis se rendent au camp de Polyperchon, où ils seront arrêtés (Phocion, 33, 1-2). En résumé, selon Plutarque, il y a eu : 1° un changement de régime et de personnel gouvernemental; 2° (en même temps ou peu après) une ébauche de rapprochement entre les deux partis macédoniens, rapprochement que les démocrates semblent croire favorisé par Phocion; 3° en conséquence, un procès entamé contre Phocion, la dispersion des oligarques et la fuite de Phocion au camp de Polyperchon.

Plus clair et plus nuancé est l'exposé de Diodore. Alexandre, dit cet auteur, entendait bien garder le Pirée et Munychie pour les besoins de la guerre. En effet, les anciens amis d'Antipater, parmi lesquels il y avait Phocion, « redoutant la vengeance des lois<sup>1</sup> », allèrent trouver Alexandre, lui firent comprendre quel était son intérêt et le persuadèrent de ne pas livrer ces positions aux Athéniens, mais de les garder pour lui-même jusqu'à la complète défaite de Cassandre. Alors Alexandre établit son camp près du Pirée, et il eut avec Nicanor des entretiens secrets, si bien que, visiblement, il se disposait à nuire aux intérêts athéniens (ἐν ἀπορρήτοις διαπραττόμενος φανερός ἦν ἀδικεῖν μέλλων τοὺς Ἀθηναίους : 65, 5)<sup>2</sup>. Le peuple se réunit, destitua les citoyens en

1. Φοβούμενοι τὰς ἐκ τῶν νόμων τιμωρίας : cette expression cadre remarquablement avec les termes de l'accusation qu'Hagnônides formulera contre Phocion devant le Dêmos et avec les termes du décret Hagnônides de novembre 318 (cf. *infra*, § VI).

2. Diodore veut dire probablement que l'existence de ces entrevues secrètes

charge, les remplaça par des démocrates éprouvés et les frappa de diverses peines (condamnations à mort ou à l'exil et à la confiscation des biens). Parmi eux se trouvait Phocion. Chassés de la ville, ils se réfugient auprès d'Alexandre, qui leur remet pour Polyperchon une lettre invitant ce dernier à bien accueillir les hommes qui avaient embrassé sa cause. Le Dèmos, également, envoie des ambassadeurs à Polyperchon, à la fois pour accuser Phocion et pour réclamer l'autonomie. Le régent, après avoir hésité, finit par céder, redoutant de perdre tout crédit en Grèce s'il violait le rescrit : il résolut de laisser le Pirée aux Athéniens ; en même temps, il fit arrêter Phocion (65, 4-6 ; 66, 1-3).

Tels sont les deux récits de Plutarque et de Diodore. Tous deux sont d'accord, en somme, pour signaler la destitution de Phocion, son départ au camp de Polyperchon, les entrevues entre Alexandre et Nicanor, l'importance attachée par le Dèmos non seulement à la question du sort de Phocion, mais à celle du Pirée et de Munychie. Diodore ne signale la destitution de Phocion qu'après que les entrevues d'Alexandre et de Nicanor furent parvenues à la connaissance des Athéniens<sup>1</sup>. Plutarque, au contraire, mentionne cette destitution comme ayant suivi sans délai l'arrivée d'Alexandre et le retour des exilés : elle apparaît ainsi comme une simple revanche, très naturelle et, d'ailleurs, limitée, des démocrates. Voilà une première différence notable : en voici une autre. Si les deux textes sont d'accord pour parler, implicitement ou explicitement, d'une accusation lancée contre Phocion, Plutarque ne dit pas qu'elle ait abouti à une condamnation, ce que paraît affirmer Diodore<sup>2</sup>. Enfin, Plutarque ne dit

fut connue des Athéniens (qui ignorèrent, d'ailleurs, les propos échangés), ce qui cadrerait avec l'assertion de Plutarque : ὁ Ἀλέξανδρος... παρὰ τὸ ταίχος ὤφθη (Phocion, 33, 2 ; cf. *supra*).

1. C'est bien ainsi que Droysen (p. 205) interprète le passage de Diodore : les Athéniens craignaient « que les deux chefs » (Nicanor et Alexandre) « ne tombassent d'accord... aux dépens de la ville. On savait que les oligarques avaient négocié avec Alexandre. On réunit donc une assemblée, où Phocion fut destitué ». De Sanctis admet pleinement le contenu et l'enchaînement du récit de Diodore (p. 10, n. 2) : les tractations entre Phocion, Alexandre et Nicanor supposent que Phocion était encore le chef du gouvernement. Wilhelm (p. 92-93) accepte entièrement les assertions de Diodore. Grote (p. 91-92) pense tout simplement que les fonctions de Phocion touchaient à leur terme et que les exilés y mirent fin dès qu'ils furent « un nombre suffisant ». Ferguson (p. 32-33) attribue, comme Droysen, la chute de Phocion aux diverses intrigues que relate Diodore.

2. Il est vrai que l'expression dont se sert ce dernier auteur (καταδίκασε) peut



pas, comme Diodore, que Phocion soit allé trouver Alexandre dès l'arrivée de celui-ci en Attique, ni qu'il l'ait visité, à son camp, avant de se rendre auprès de Polyperchon. En résumé, à côté de ressemblances importantes, il y a parfois désaccord ou, du moins, absence de concordance clairement établie entre nos deux textes.

Des indications qu'ils renferment, on peut toutefois dégager un certain nombre de conclusions fermes, solides et notables. Laissons de côté, pour l'instant, le problème de l'époque de la destitution, et ne nous occupons que des rapports entre Phocion, Alexandre et Nicanor. La visite de Phocion au camp d'Alexandre est le premier fait mentionné par Diodore (65, 4). Le silence de Plutarque à ce sujet n'est pas une raison de repousser l'assertion de Diodore, en elle-même très vraisemblable. Il est trop naturel, en effet, que Phocion, se sentant gravement menacé par la rentrée des exilés, ait cherché protection auprès de l'étranger. Cet étranger devait être Alexandre plutôt que Nicanor (à moins que Phocion ne renoncât définitivement au séjour d'Athènes); car Alexandre, étant sur place avec une nombreuse armée, avait plus de chances de l'emporter; de plus, il était encore censé très bienveillant pour Athènes: en lui rendant visite, Phocion, quelles que fussent ses intentions, ne paraissait pas nouer des intelligences avec un ennemi déclaré, comme il eût fait en s'abouchant avec Nicanor. On peut donc admettre le récit de Diodore touchant l'entrevue de Phocion avec Alexandre, entrevue dont il ne nous dit nullement d'ailleurs qu'elle ait été secrète (à la différence des entretiens entre Alexandre et Nicanor) et que Phocion n'avait nulle raison de cacher. Était-ce une simple visite de courtoisie, ou bien Phocion a-t-il engagé Alexandre à s'entendre avec Nicanor et à se faire livrer le Pirée? L'assertion de Diodore est nette et formelle, et aucun texte ne la contredit<sup>1</sup>; mais on peut regretter que l'auteur n'apporte aucune précision et n'invoque aucune preuve à l'appui de ses dires. Toutefois, même en admettant (et rien ne nous y force) que Phocion n'ait suggéré à Alexandre nulle démarche contraire aux intérêts

ne pas désigner réellement une condamnation, mais simplement, comme Droysen tend à l'admettre (p. 205, n. 2), « l'enregistrement de l'*eisangélie* et de la pénalité proposée en même temps pour le cas où les accusés seraient reconnus coupables ».

1. Nous avons vu qu'elle est admise sans hésitation par l'ensemble des critiques et historiens.

athéniens, toujours est-il que les démocrates, ennemis de Phocion et auteurs de son futur procès, devaient fort naturellement le soupçonner et l'accuser d'avoir desservi auprès d'Alexandre l'intérêt national. Pourquoi de tels soupçons? Tout simplement à cause de l'attitude que devait observer Alexandre après la visite de Phocion : entre le fils de Polyperchon et Nicanor, d'après les assertions concordantes de Plutarque et de Diodore, s'engageront des entretiens, dont le détail restera secret, mais dont l'existence sera révélée aux Athéniens, et qui menaçaient visiblement les libertés athéniennes (cf. *supra*). De tels entretiens, survenus après l'entrevue entre Alexandre et Phocion, ont pu paraître, à tort ou à raison, inspirés par ce dernier : l'attitude de Phocion vis-à-vis de Nicanor, avant l'arrivée d'Alexandre, autorisait tous les soupçons.

On dira que l'existence des entretiens en question n'est pas absolument démontrée et que la source commune de Plutarque et de Diodore peut se tromper à cet égard. Rien ne démontre qu'une telle erreur ait été commise; rien ne nous oblige, rien ne nous invite à rejeter la tradition formelle et très vraisemblable recueillie par ces auteurs et qu'aucune autre tradition ne contredit. Mais, quand bien même de tels entretiens n'auraient pas eu lieu ou n'auraient pas été constatés, il resterait un fait capital, sur lequel aucun doute n'est possible et qui suffit largement à expliquer les soupçons conçus à l'égard de Phocion : après son arrivée en Attique, Alexandre, au lieu d'attaquer immédiatement Nicanor, ou de faire des préparatifs de siège contre le Pirée, a tout au moins gardé une inaction prolongée et suspecte, au point que les démocrates athéniens (le fait n'est pas douteux) ont dû réclamer à Polyperchon lui-même qu'on leur livrât le Pirée et Munychie. A elle seule, une telle inaction suffisait pour faire naître et aiguïser tous les soupçons, d'abord à l'égard d'Alexandre lui-même, puis contre Phocion, suspect depuis longtemps et récemment entré en relations avec Alexandre.

On s'explique donc fort bien, de toute façon, l'accusation de *προδοσία* lancée contre Phocion par Hagnônides. Reste la question de l'époque de la destitution : a-t-elle suivi sans délai le retour des exilés, ou a-t-elle été provoquée par les soupçons que faisait naître l'attitude d'Alexandre? En faveur de la chronologie de Plutarque, qui situe la destitution aussitôt après l'arrivée d'Alexandre, on peut faire valoir la considération suivante : le



Démos réintégré devait être fort impatient d'abattre, au moins politiquement, les chefs d'un régime détesté et condamné depuis longtemps par le rescrit macédonien. En rejetant cette destitution après les entrevues d'Alexandre avec Nicanor, Diodore peut s'être trompé et avoir confondu la séance de destitution avec la séance de mise en accusation. Contrairement à certaine opinion, d'ailleurs<sup>1</sup>, les diverses tractations entre Phocion et les chefs macédoniens ne supposent pas nécessairement qu'il dirigeait encore le gouvernement : même destitué, il restait le chef naturel du parti antidémocratique et gardait une influence qui n'était pas négligeable.

De toute façon, quelle que soit la version adoptée, d'importantes conclusions demeurent acquises. Après l'entrevue d'Alexandre avec Phocion, en présence des hésitations prolongées d'Alexandre, qui ne se décide pas à attaquer Nicanor, mais paraît négocier avec l'ennemi, le parti démocratique, loin de reculer ou de négocier avec Alexandre, s'est attaqué hardiment, soit en les décrétant d'accusation (version de Plutarque), soit en les destituant et en les menaçant de peines diverses (version de Diodore), à ceux qu'il regardait comme les protégés des Macédoniens. Il est vrai que Polyperchon n'avait pas encore approuvé le rapprochement esquissé entre Alexandre et Phocion ; mais il pouvait très bien se faire qu'il l'approuvât (en fait, il s'en est fallu de peu que cette approbation ne fût donnée : cf. *infra*, § VI) ; si les démocrates avaient été moins résolus, ils eussent tergiversé et attendu, du moins, pour s'attaquer à Phocion, que Polyperchon se fût prononcé. Leur résolution est d'autant plus remarquable qu'Alexandre était là, aux portes d'Athènes, à la tête d'une armée considérable.

A cette fermeté, le parti démocratique paraît allier une réelle modération : en admettant (comme le veut Plutarque, et comme il est, en effet, vraisemblable) que la destitution de Phocion ait immédiatement suivi le retour des démocrates, cette destitution n'était, en somme, que la conséquence normale et obligatoire de la restauration démocratique, et elle ne lésait pas les intérêts vitaux de Phocion : il n'y avait eu alors aucun procès, aucune vengeance ; tandis que la mise en accusation, de l'accord de nos deux sources, est postérieure aux soupçons que firent conce-

1. Cf. de Sanctis, p. 10, n. 2.

voir aux démocrates les intrigues de Phocion, d'Alexandre et de Nicanor; le procès de *προδοσία* qui s'ouvre alors apparaît donc comme une précaution et comme la sanction d'un délit tout récent, et non comme une vengeance pour le passé antérieur à 318. Assurément, les rancunes à l'égard de Phocion devaient être nombreuses et vivaces, et, sous couleur de châtier une trahison récente, beaucoup de démocrates, sans doute, ne songeaient qu'à se venger (cf. *infra*, § VI); mais enfin, si Phocion s'était tenu absolument tranquille après sa destitution (ou, du moins, après le retour des exilés), s'il avait très nettement désavoué toute intrigue antinationale, il n'était peut-être pas impossible qu'il échappât à toute poursuite et à toute condamnation. Or, loin de renoncer à la vie publique, Phocion, fort imprudemment, continuait (ou paraissait continuer) à intriguer; il se rendait au camp d'Alexandre, et il pouvait ainsi sembler responsable des intrigues ou de l'attitude au moins suspecte du Macédonien. Au milieu ou à l'origine des trahisons dont ils se sentaient menacés ou enveloppés, les Athéniens se heurtaient encore, comme en 319, à la personnalité de Phocion : n'était-ce pas un excellent motif ou prétexte à l'ouverture d'un procès de *προδοσία*? Phocion et ses amis quittèrent donc Athènes, sous le coup d'une inculpation redoutable, mais pouvant très bien espérer, grâce à leurs cordiales relations avec Alexandre, que Polyperchon, l'arbitre suprême, leur donnerait raison<sup>1</sup>. L'espérance de Phocion pouvait être d'autant plus ferme qu'il était accompagné du Platéen Solon et du corinthien Dinarque, qui, tous deux, passaient pour d'excellents amis de Polyperchon (*Phocion*, 33, 1). Outre Phocion et ses amis, les démocrates envoyèrent une ambassade au Macédonien (Diod., XVIII, 66, 2; Plut., *Phocion*, 33, 2). Cette ambassade n'est pas absolument contemporaine du départ de Phocion, mais assez nettement postérieure, comme il résulte des données précises de Plutarque<sup>2</sup> : Phocion fut retenu longtemps à Élatée, en Phocide, par une maladie survenue à Dinarque (*συνγὰς ἡμέρας ἐν Ἐλατείᾳ διέτριψαν*); c'est pendant cet intervalle qu'à l'instigation d'Hag-

1. *A fortiori*, si, comme l'affirme Diodore (66, 1; cf. *supra*), Phocion était muni d'une lettre de recommandation d'Alexandre, lettre qui le représentait comme un agent de la cause macédonienne officielle.

2. « En même temps, le peuple envoyait en Phocide une ambassade... », écrit Droysen (p. 206). Ce n'est pas tout à fait exact. Grote, au contraire (p. 93), paraît considérer les deux départs comme ayant eu lieu à des dates différentes.

nônidès et en vertu d'un décret d'Archestratos, les Athéniens envoyèrent une ambassade à Polyperchon<sup>1</sup>. Comme la maladie de Dinarque a duré longtemps et que Phocion et l'ambassade des démocrates sont arrivés en même temps devant Polyperchon (ἀμα δὲ καὶ συνέμειξαν ἀμφοτέροι τῷ Πολυσπέρχοντι...), c'est que le départ de l'ambassade démocratique est assez postérieur à la fuite de Phocion. Ainsi, pour s'adresser au Macédonien, les démocrates ont montré relativement peu d'empressement : ils ont attendu d'y être contraints par la nécessité de se défendre contre les intrigues de leurs ennemis. En cette circonstance également, ils paraissent avoir fait preuve de modération.

Quelle était la mission confiée à Hagnônidès? D'abord (sur ce point il y a concordance entre Diodore et Plutarque), accuser Phocion. Quel grief invoquerait-on? Les textes ne le disent pas; on peut supposer qu'Hagnônidès se préparait à insister sur les rapports entre Phocion et Nicanor, l'homme de Cassandre, rapports qui s'étaient, semblait-il, prolongés après la proclamation du rescrit de Polyperchon<sup>2</sup>. Ensuite (Diodore est seul à nous signaler le fait, mais Plutarque n'y contredit nullement), Hagnônidès devait inviter Polyperchon à restituer aux Athéniens Munychie et la pleine autonomie (XVIII, 66, 2). Autrement dit, conformément à la conduite qu'il a observée depuis le retour, le parti démocratique ne poursuivait pas, du moins exclusivement, une politique de représailles, d'ailleurs normales et légitimes, mais aussi une politique conforme à ses intérêts traditionnels et à son vieil idéal de liberté nationale.

## VI.

### *L'arrestation, le procès et la mort de Phocion. Conclusion.*

— Phocion, Hagnônidès et leurs entourages respectifs arrivèrent en même temps devant Polyperchon<sup>3</sup>. Les deux parties

1. Diodore ne donne pas tous ces détails, mais il n'y contredit point. Il se contente de signaler l'envoi de l'ambassade démocratique après avoir raconté le départ de Phocion et son passage au camp d'Alexandre (XVIII, 66, 1-2).

2. C'est ce que suppose, d'ailleurs, la tradition dont Nepos s'est fait l'écho : Hagnônidès, dit-il, accusa Phocion devant Polyperchon quod Piræum Nicanori prodidisset (Phocion, 3).

3. Grote (p. 93) a bien vu que le retard imposé par la maladie de Dinarque dut être fort préjudiciable à Phocion; car il n'eut pas le temps de prévenir (du moins pendant un temps suffisamment prolongé) l'esprit de Polyperchon, ce qui lui eût été sans doute assez facile, à l'aide de la lettre d'Alexandre. —

comparurent ensemble devant le roi Philippe Arrhidaeos, siégeant sous un dais d'or, entouré de Polyperchon et de nombreux courtisans. Telle est, du moins, la pittoresque description donnée par Plutarque (*Phocion*, 33, 3)<sup>1</sup>. Plus sobre de détails matériels, Diodore est beaucoup plus précis et intéressant sur les mobiles politiques de Polyperchon, dont il se garde de faire l'aveugle partisan de la politique nationale et démocratique d'Athènes. Comme Antipater, comme Cassandre et Nicanor, comme Alexandre, ce Macédonien comprenait toute l'importance d'une mainmise sur l'Attique et, plus spécialement, sur le grand port dont la possession était vitale pour ce pays. Il eût donc très fortement désiré garder le Pirée (*ἔσπευδε μὲν φρουρὰν κατέχειν τὸν Παιραιᾶ*); mais il était clair qu'Hagnônides, à la différence de Phocion, n'était pas homme à admettre la présence d'une garnison macédonienne, quelle qu'elle fût, dans cette position capitale, fût-ce en échange d'une domination qu'il eût partagée avec l'étranger. Polyperchon devait donc comprendre qu'il n'avait d'autre alternative que de céder aux demandes formelles d'Hagnônides, ou d'occuper par la force les positions qu'il convoitait. Mais agir ainsi, c'était violer les promesses de son rescrit, qui, s'il était muet sur la question de la garnison macédonienne, promettait expressément l'autonomie : or, cette autonomie, très habilement, les ambassadeurs démocrates la rattachaient à la possession de Munychie (*τὴν Μουνυχίαν αὐτοῖς δοῦναι μετὰ τῆς αὐτονομίας* : Diod. XVIII, 66, 2). Si Polyperchon refusait l'autonomie aux Athéniens, c'était l'écroulement de tout le système qu'il avait adopté depuis un an : par nécessité, il s'était fait devant la Grèce le défenseur du principe d'autonomie; s'il oubliait sa promesse aux dépens d'Athènes, « la plus illustre des cités grecques » (Diod., 66, 2), il déconcerterait et paralyserait tous ses alliés, et les laisserait neutres et flottants entre Cassandre et lui. Ce passage de Diodore montre assez de quel prestige jouis-

Pour la chronologie, voir Wilhelm, p. 93; il place l'ensemble des événements qui vont suivre dans les deux premières décades du mois de Munychion 319-318. Phocion a été exécuté le 19 Munychion; deux à trois semaines sont un laps de temps suffisant pour le voyage de Phocion à travers la Phocide jusqu'à Pharyges, où se trouvait Polyperchon, les discussions devant le roi, le retour à Athènes et la condamnation.

1. Polyperchon avait, au préalable, dit cet auteur, fait torturer et mettre à mort le Corinthien Dinarque (*Ibid.*, 33, 3). Craignait-il quelque révélation gênante de la part de l'ancien fonctionnaire macédonien?

sait encore Athènes, malgré ses malheurs anciens et récents, et que, si la politique de dignité et de fierté suivie par ses démocrates n'était plus toujours en pleine harmonie avec les circonstances, elle n'était cependant pas, autant qu'on l'a dit, une pure et vaine utopie (même quatre ans après Crannon).

En conséquence, Polyperchon, dit nettement Diodore, « changea d'avis » (XVIII, 66, 2)<sup>1</sup>. Un tel changement, du reste, ne pouvait avoir qu'une portée toute théorique, tant que le Pirée et Munychie étaient aux mains de l'agent de Cassandre. Il n'en n'était pas de même en ce qui concerne le sort de Phocion. Diodore se borne à montrer Polyperchon écoutant les envoyés athéniens, leur faisant une réponse favorable et donnant l'ordre d'arrêter Phocion, qu'on renvoie à Athènes en invitant le Dèmos à le mettre à mort ou à l'acquitter (βιβλὸς τὴν ἐξουσίαν τῷ δήμῳ εἴτε βούλεται θανατοῦν εἴτ' ἀπολύσαι τῶν ἐγκλημάτων : 66, 3). Plutarque (*Phocion*, 33, 4-5) fait un récit pittoresque des violentes invectives qu'échangent Phocion, Hagnônides et leurs amis respectifs; le tumulte, coupé de réflexions amusantes d'Hagnônides, devient tel que les Macédoniens présents se plaignent de ne plus rien entendre. C'est alors, sans doute, que l'ordre se rétablit à peu près. Phocion semble avoir pu au moins commencer à présenter sa défense; mais son plaidoyer fut, paraît-il, interrompu par Polyperchon, qui, finalement, le contraignit à se taire. Phocion, pour brouiller Polyperchon et les démocrates (dont l'accord, au fond, était déjà si précaire), avait-il mis le Macédonien en cause et fait allusion aux projets d'Alexandre sur le Pirée? C'est possible<sup>2</sup>. Nulle part, il est vrai, les textes ne nous disent que Polyperchon ait négocié avec Phocion; mais le Régent n'en était pas moins intéressé à dissiper les méfiances des démocrates vis-à-vis d'Alexandre, son fils et son délégué en Attique.

C'est peut-être aussi pour ce motif qu'Hégémon, ami de Phocion, ayant pris Polyperchon à témoin de la bienveillance que

1. Assertion qui n'est pas contredite par Plutarque. Il n'y a donc nul motif de penser que Polyperchon « répondit par un refus ou une défaite » à la demande athénienne concernant Munychie et l'autonomie, comme le pense Grote (p. 94). Cet auteur ne cite même pas le passage de Diodore sur le changement d'avis de Polyperchon.

2. La chose était sans doute assez facile, grâce aux lettres dont Alexandre l'avait chargé. De Sanctis (p. 11) pense qu'une enquête sur les négociations et intrigues de 319-318 aurait pu devenir gênante pour Polyperchon : d'où le tumulte déchaîné au procès de Phocion (cf. *infra*). Ce tumulte, comme on le verra, peut s'expliquer également par d'autres causes.



lui-même, Hégémon, avait manifestée vis-à-vis du Dèmos, fut brutalement interrompu par le Régent (*Phocion*, 33, 5). Le fait ne signifie pas nécessairement qu'il y avait eu des intelligences ou des relations entre Polyperchon et les « phocionistes » : peut-être Hégémon faisait-il simplement état des entrevues récentes entre Alexandre et Phocion.

Finalement, Phocion et ses amis furent arrêtés et mis aux mains de Clitos, qui devait les conduire à Athènes, « théoriquement pour y être jugés, en fait pour y être mis à mort comme s'ils étaient déjà condamnés » (*Phocion*, 34, 1). Le Régent avait confié à Clitos une lettre royale (qui sera lue au procès) par laquelle on déclarait que Phocion et ses amis « avaient été convaincus de trahison et que leur jugement était confié aux Athéniens, libres et indépendants » (*ibid.*, 34, 3). Plutarque ne dit pas que le Macédonien ait proposé une peine déterminée, ni fixé aux Athéniens le choix entre la mort ou l'acquiescement : le message qu'il attribue à Polyperchon est donc, en un sens, plus libéral que l'invitation faite au Dèmos par Polyperchon, d'après Diodore : le Dèmos devra mettre à mort Phocion ou l'acquitter (cf. *supra*) ; d'autre part, d'après le texte de Plutarque, Polyperchon aurait exercé une certaine pression sur les juges en déclarant que Phocion était déjà convaincu de trahison (déclaration à laquelle Diodore ne fait pas allusion). Au surplus, les deux textes sont d'accord pour nous montrer le peuple athénien laissé libre de prononcer le verdict. Notons d'ailleurs que la « pression » exercée par la lettre royale (si vraiment elle déclarait Phocion convaincu de trahison) ne pouvait réellement affecter la majorité des Athéniens, puisque l'Ecclesia venait précisément de députer Hagnônides au camp macédonien pour accuser Phocion de trahison : l'opinion de cette majorité athénienne s'était fait nettement connaître *au préalable*, et il n'apparaît nullement qu'en cette circonstance le Dèmos-juge se soit fait l'exécuteur plus ou moins contraint des volontés macédoniennes.

Phocion et ses amis furent donc ramenés dans Athènes et conduits devant l'assemblée qui devait les juger. L'accès de cette assemblée, dit Plutarque, fut laissé libre à tout venant par les archontes et, ainsi, aux citoyens se trouvèrent mêlés un assez grand nombre d'étrangers, d'esclaves et d'*atimoi* (*Phocion*, 34, 2). D'où l'intervention d'un ami de Phocion ; il fit observer que, le roi de Macédoine ayant confié au Dèmos un

pareil procès (τηλικαύτην κρίσιν ἐγκειριχότος τῷ δήμῳ τοῦ βασιλέως), les esclaves et les étrangers devaient, normalement, quitter l'assemblée (34, 3). Il semble bien, en effet, que les archontes aient violé une tradition constante en laissant entrer dans l'assemblée-tribunal des éléments étrangers au corps civique : point n'était même besoin d'invoquer ici les volontés particulières de Polyperchon et du roi de Macédoine.

La réclamation de ce partisan de Phocion fut tumultueusement repoussée par la majorité des assistants, qui menacèrent de « lapider les oligarques et ennemis du peuple » (34,4)<sup>1</sup>. Une telle riposte, émanant de la majorité, comme l'indique Plutarque lui-même, montre du moins que l'exclusion des non-citoyens n'eût rien changé au fond de l'affaire, et que leur introduction dans l'assemblée ne paraît pas avoir été inspirée par un dessein prémédité d'assurer à tout prix la victoire de l'accusation (Plutarque, d'ailleurs, ne dit rien de tel). Assurément, ces étrangers étaient plutôt mal disposés à l'égard de Phocion<sup>2</sup> : c'est en compagnie des exilés qu'ils étaient arrivés à Athènes (cf. *supra*, § V) ; ils avaient partagé leur vie et leurs passions ; ils étaient probablement enclins à joindre leurs voix à celles des démocrates ; mais ceux-ci n'en avaient pas besoin. Pourquoi donc a-t-on laissé entrer ces étrangers dans l'Ecclesia ? On peut donner de ce fait diverses raisons. Les démocrates n'avaient nul motif de repousser ces alliés et compagnons des mauvais jours, dont beaucoup avaient pu les secourir dans les difficultés de l'exil. D'autre part, l'événement extraordinaire qu'était le procès de Phocion avait bien pu créer une effervescence générale, peu propice à la stricte et régulière application des lois : on était encore quelque peu dans une atmosphère de révolution.

Devant cette assemblée bigarrée, les débats se poursuivirent (après la lecture de la lettre royale) par le réquisitoire d'Hagnô-

1. Il convient de remarquer cette expression d' « oligarques » (Plutarque dit plus haut : οἱ βέλτιστοι : 34, 3). Qu'elle ait été alors prononcée ou non, elle va posséder sous la démocratie restaurée de 318 une valeur officielle, comme l'indique un passage du décret voté en novembre 318 à l'instigation d'Hagnônides (IG., II, 231b ; cf. *supra*, § II). Pour être officielle, l'expression n'est pas très juste, si elle vise le régime de large aristocratie institué en 322 ; mais elle convient à merveille à la situation *de fait* telle qu'elle se présentait en 318, lors du procès : Phocion et ses amis, détestés des démocrates revenus d'exil et aussi d'une foule de patriotes censitaires (cf. *supra*, § III-IV), n'avaient plus pour eux qu'une poignée de partisans et faisaient vraiment figure d' « oligarques ».

2. Contrairement à ce que pense Grote (p. 95).

nidès. Cet Hagnônides, dont les premières accusations avaient provoqué le départ de Phocion et de ses partisans<sup>1</sup>, était-il vraiment le misérable politicien de bas étage que nous dépeignent certains historiens<sup>2</sup>? Qu'il ait été un « démagogue », au sens strict du mot, rien de plus vrai, puisqu'il exerça assurément sur la marche des affaires et le vote des assemblées une action capitale; mais dans tout ce procès de Phocion, où il apparaît au premier plan, il se montre à nous surtout sous l'aspect d'un démocrate patriote, dont les accusations sont généralement fondées et solides, et dont la fermeté n'exclut pas la modération. C'est assez tard, comme on l'a vu, qu'il a commencé d'attaquer Phocion, quand les manœuvres de ce dernier ou d'Alexandre semblaient mettre en péril la restauration naissante; une fois ses accusations lancées contre l'ancien ami de Nicanor, il ne s'était pas borné à poursuivre une œuvre de vengeance: il n'avait jamais perdu de vue les intérêts généraux et permanents de la patrie athénienne (cf. *supra*, § V). Il se montrait ainsi remarquablement fidèle à la tradition démosthénienne, en homme qui, précisément, avait été quelques années plus tôt aux côtés de Démosthène dans l'affaire d'Harpale: en cette circonstance, il avait été durement attaqué par les « ultras » du parti antimacédonien (cf. Hypéride, *Orat. att.*, II, p. 407, frgm. XIX: « ne faites pas attention aux lamentations d'Hagnônides »; et, plus loin, l'orateur associe dans ses attaques Démosthène et Hagnônides). Il est donc probable qu'Hagnônides, comme Démosthène, avait désapprouvé une rupture prématurée et irréfléchie avec la Macédoine: indice de modération qui méritait d'être relevé<sup>3</sup>.

Tel est l'homme qui allait prononcer le réquisitoire contre Phocion. Ce réquisitoire, sur lequel Plutarque ne nous apporte aucune précision, soit par négligence, soit pour voiler le plus possible les responsabilités encourues par Phocion, est brièvement résumé dans le récit de Diodore (ἦν δ'ὁ σύμπαρ τῆς κατηγορίας λόγος... : XVIII, 66, 5). Les griefs étaient d'ordre national et d'ordre politique: on reprochait en somme à Phocion d'avoir été, depuis la fin de la guerre lamiaque, le principal artisan de l'asservissement de la patrie et de la destruction des lois et du

1. Cf. *supra*, § V.

2. Cf. Droysen, p. 200, n. 1: « Ce triste démagogue Agnonide. »

3. Un des incidents du procès tend également à montrer qu'Hagnônides, si rigide qu'il ait été, n'était pas dépourvu de modération et savait distinguer entre les « ennemis du Dèmos » (cf. *infra*).

régime démocratique (τῆς καταλύσεως τοῦ δήμου καὶ τῶν νόμων). Ce texte, également, possède une valeur quasi officielle : le décret de novembre 318 nous montre, en effet, le peuple athénien rétablissant, après son retour, « les lois et la démocratie » (τοὺς νόμους καὶ τὴν δημοκρατίαν) (IG., II, 231<sup>b</sup>)<sup>1</sup>. Il est possible aussi (Diodore ne donne aucune précision sur ce point) qu'on ait insisté sur les relations établies entre Phocion et Nicanor, du moins avant l'arrivée d'Alexandre. Tout ce réquisitoire fut surtout l'œuvre d'Hagnônides. Quel fut le rôle exact de Démophilos et d'Épikouros, dont Plutarque (*Phocion*, 38, 3) se borne à dire qu'ils furent parmi les accusateurs de Phocion<sup>2</sup>? On l'ignore. Quant à Diodore, il signale la présence de nombreux accusateurs, notamment de gens qui « avaient été exilés sous la domination d'Antipater » (XVIII, 66, 4); il est évident que, si la majorité des « Neuf-Mille » laissait faire, si Phocion n'avait plus pour lui qu'une poignée de partisans, c'est surtout parmi les vrais démocrates, chassés en 322-321, que l'hostilité à l'égard des accusés était ardente et vive.

Après le réquisitoire, Phocion eut la parole pour présenter sa défense. Il n'est guère douteux qu'elle ne fut pas libre; du moins nos deux seules sources, l'une et l'autre hostiles aux « démagogues » et au gouvernement populaire, sont-elles d'accord (en dépit d'intéressantes divergences que nous signalerons) pour nous montrer Phocion parlant au milieu du tumulte et des cris de haine (Plutarque, *Phocion*, 34, 4; Diod., XVIII, 66, 5, 6). Ce tumulte, selon certaine hypothèse, aurait été organisé par les agents de Polyperchon afin d'empêcher Phocion de divulguer des faits embarrassants pour le Macédonien<sup>3</sup>. Mais une telle machination, sans être invraisemblable, était-elle bien nécessaire? L'exaspération de la majorité des assistants, qui avaient souffert dans leur dignité nationale, dans leurs biens, leurs foyers et leur tranquillité, par l'effet du régime que Phocion avait protégé de toutes ses forces, ne suffit-elle pas à expliquer la violente effervescence qui marqua toute cette séance? C'est ce qu'indique assez clairement, d'ailleurs, un texte

1. Cf. Michel, n° 111, p. 122, l. 62; Dittenberger, *Syll.*<sup>3</sup>, n° 163, p. 265.

2. Epikouros occupait une situation importante dans la démocratie restaurée; il était *anagrapheus*. Il était entré en fonctions au plus tôt le 1<sup>er</sup> Munychion 319-318, un peu moins de trois semaines avant le procès (cf. Wilhelm, p. 92; Ferguson, p. 32, n. 2).

3. Cf. de Sanctis, p. 11 (dont l'opinion semble approuvée par Ferguson, p. 33-34).

de Diodore : « La foule des δημοτικοί, longtemps frustrée de la πολιτεία et ayant réussi à regagner l'Attique contre toute espérance, était remplie d'amertume à l'égard de ceux qui avaient détruit les libertés athéniennes » (XVIII, 66, 6)<sup>1</sup>. Ajoutons que, depuis des années, un grand nombre des assistants avaient plus ou moins perdu l'habitude des débats judiciaires, des procédures régulières et des auditions patientes; mais c'était évidemment bien malgré eux, avec l'approbation de ceux-là mêmes qui comparaissaient aujourd'hui devant cette assemblée brutale et intolérante.

Il serait exagéré, du reste, de prétendre que Phocion ait été continuellement et entièrement empêché de parler et même de se faire entendre<sup>2</sup>. Plutarque lui-même se borne à dire que l'accusé fut entendu « difficilement et à grand'peine » (*Phocion*, 34, 4); Diodore, après avoir signalé le grand embarras dans lequel était placée la défense, constate que « les premiers rangs (οἱ μὲν πλησίον ὄντες) » entendaient l'orateur (67, 1). Il n'était donc pas absolument impossible que les raisons invoquées par Phocion ne fussent pas perdues pour sa défense : elles pouvaient trouver des avocats.

Plutarque prête à Phocion l'exclamation suivante : « Est-ce justement ou injustement que vous voulez me mettre à mort? » « Justement », répondirent les assistants. — « Alors, comment le saurez-vous, si vous ne m'écoutez pas? » (34, 4). L'auteur ajoute que, las de parler dans le tumulte, Phocion s'écria qu'il se reconnaissait coupable, mais que ses amis devaient être épargnés. Si le mot a été réellement prononcé, faut-il y voir un aveu, ou simplement une ironique exclamation, arrachée à la lassitude<sup>3</sup>?

Finalement, devant la riposte de la foule qui déclarait vouloir mettre à mort les amis de Phocion uniquement parce qu'ils étaient ses amis, il renonça entièrement à la parole. Cette

1. Texte que de Sanctis passe sous silence (ainsi que les diverses manifestations signalées par Plutarque : proposition de torturer Phocion, joie débordante du peuple au moment de la condamnation, etc.

2. Cf. Grote, p. 97 : « Il lui fut impossible de se faire écouter. »

3. Diodore (XVIII, 67, 2) donne une indication analogue à celle de Plutarque : Phocion, désespérant de son salut, demanda aux assistants de le condamner à mort, mais d'épargner les autres accusés. Il semble donc bien que Phocion n'ait pas persisté jusqu'au bout dans ses protestations d'innocence; le fait pourrait être d'autant plus significatif que le personnage avait toujours montré, au cours de sa longue carrière, une grande fermeté d'âme.



réplique a-t-elle été proférée? C'est possible. Toutefois, il ne faut pas oublier que ces amis de Phocion n'étaient pas tous d'inoffensifs et paisibles citoyens, entraînés malgré eux dans une terrible aventure par leurs relations d'ordre privé avec le vieux stratège. Plusieurs d'entre eux avaient été jadis mêlés aux luttes politiques, et dans des conditions qui peuvent expliquer l'irritation populaire à leur égard. Ainsi Pythoclès avait été l'un des pires adversaires du parti patriote et, plus spécialement, de Démosthène : d'abord ami de ce dernier, il était devenu, en 346, l'ami d'Eschine et l'hôte de Philippe; après Chéronée, il accablait d'injures le grand orateur patriote (cf. Démosthène, XIX, 225, 314; XVIII, 285). Hégémon appartenait aussi, notoirement, au parti macédonien. Démosthène, en 330, rappelle qu'après Chéronée le soin de prononcer l'éloge des guerriers morts n'avait été confié à aucun des orateurs promacédoniens, parmi lesquels il cite Eschine, Démade et Hégémon (XVIII, 285<sup>1</sup>).

Phocion ne fut pas seul à plaider. Quand Plutarque vient affirmer qu'après les invectives proférées contre les oligarques, « personne n'osa prendre la défense de Phocion » (34, 3), il exagère, et il est nettement contredit par l'allégation précise de Diodore, qui s'exprime ainsi : « Quelques-uns des amis de Phocion vinrent à la tribune pour le défendre » (XVIII, 67, 3). Cette défense, il est vrai, ne fut guère plus libre que celle de Phocion lui-même : on écoutait bien le commencement du plaidoyer; mais, dès qu'on s'apercevait de la tendance du discours, favorable à Phocion, les interruptions éclataient, et l'orateur devait quitter la tribune.

Les débats proprement dits une fois terminés, Hagnônides proposa le décret réglant le vote à émettre : l'assemblée voterait à mains levées sur la question de culpabilité<sup>2</sup>; si les accusés étaient déclarés coupables, ils seraient mis à mort (*Phocion*, 34, 5). C'était bien, conformément à la teneur de l'invitation adressée par Polyperchon aux Athéniens, le choix entre l'acquiescement et la condamnation capitale (cf. Diodore, 66, 3) : ici, Plutarque rejoint Diodore. Mais on se tromperait si l'on

1. Les deux autres coaccusés de Phocion (Nicooclès et Thudippos) sont à peu près inconnus.

2. Procédure assurément contraire aux traditions de la démocratie athénienne sur le vote secret et aussi sur les votes distincts concernant chaque accusé (Hagnônides ne paraît prévoir qu'un vote global).

voyait dans les propositions d'Hagnônides l'exécution pure et simple des volontés macédoniennes : cette procédure était elle-même en harmonie avec les passions, sincères et violentes, qui animaient l'assemblée.

Après la lecture de ce décret, plusieurs assistants réclamèrent l'application de la torture à Phocion (*Phocion*, 35, 1). On observera que Plutarque lui-même ne prête ce projet qu'à un petit nombre de personnes (*ἡξίουν τινές...*)<sup>1</sup>, et il n'ajoute pas que la majorité ait donné son approbation. Il montre même Hagnônides s'y opposant formellement. Si favorable qu'elle soit à Phocion, la tradition de Plutarque doit ici reconnaître expressément la force et la sincérité des répugnances qu'inspira ce projet à l'orateur démocrate : « Hagnônides, voyant que cette proposition déplaisait à Clitos et jugeant lui-même que cette mise à la torture serait chose barbare et sauvage... » (35, 1)<sup>2</sup>.

La réponse prêtée par Plutarque à Hagnônides est assez significative : « Quand nous aurons pris Callimédon, ce gibier de potence, nous le mettrons à la torture; mais contre Phocion, je ne formule aucune proposition de ce genre » (35, 1). S'il a vraiment parlé de la sorte, le terrible démagogue Hagnônides avait le sens des nuances. Que la phrase ait été ou non prononcée, elle cadre à merveille avec une certaine tradition, dont Plutarque s'est déjà fait l'écho (*Phocion*, 27, 4; cf. *supra*, § I) : cette tradition représentait Callimédon comme ayant porté à la démocratie une haine beaucoup plus ardente et plus brutale que Phocion lui-même, lequel avait du moins usé de ménagements dans la forme, adouci, dans le détail de la pratique quotidienne, la rigueur du nouveau régime, et substitué parfois à la brutalité la corruption (ou, du moins, essayé de le faire : par exemple, vis-à-vis de Xénocrates<sup>3</sup>).

1. Droysen se trompe en écrivant : « Beaucoup demandèrent... » (p. 209).

2. Droysen (p. 209) passe entièrement sous silence la dernière partie de la phrase de Plutarque : « Agnonide, voyant que Clitos manifestait vivement son mécontentement à propos de cette cruauté brutale et inutile, aurait répondu... » Peu après cette omission, l'historien allemand va flétrir avec âpreté l'acte « répugnant » que fut la condamnation de Phocion, la « fermentation malsaine de gens de toute espèce... », « l'appétit criminel » de la démocratie (p. 209-210). Est-ce toute cette belle fougue antidémocratique qui a empêché Droysen, au moins temporairement, de regarder d'un peu près les textes ?

3. L'opposition formulée par Hagnônides contre le projet de torturer Phocion lui aurait valu, d'ailleurs, la brutale réplique d'un assistant, un *ἐπεισῆς*, qui aurait crié : « Tu as raison; car si nous mettions Phocion à la torture, que

Le projet de mettre Phocion à la torture ayant été dédaigneusement écarté, on passa au vote. La culpabilité et la condamnation furent votées, semble-t-il, à une très forte majorité : sur ce point concordent les récits de Plutarque et de Diodore : « Personne ne resta assis, mais tous se levèrent » (*Phocion*, 35, 2); « finalement, d'une seule voix, toute l'assistance vota la condamnation » (Diodore, XVIII, 67, 3). Les partisans de Phocion étaient sans doute si peu nombreux qu'ils ne manifestèrent même pas leur opinion. Il ne peut s'agir ici de *terreur*, comme l'avaient montré divers incidents du procès (assistants versant des larmes à la vue de Phocion; protestations formelles contre la présence des étrangers et des *δελτοί*; plaidoyers en faveur de Phocion, etc.) et comme le montreront encore diverses circonstances accompagnant l'exécution (cf. *infra*); les *βέλτες* ne furent pas molestés et purent librement s'apitoyer sur le sort des accusés. Dès lors, si l'ensemble des votants se prononcent pour la culpabilité, c'est tout simplement parce que les partisans de l'innocence étaient en nombre infime, et le savaient : tout vote de leur part était inutile.

Ce verdict de mort, une partie des assistants paraissent l'avoir rendu, non seulement sans hésitation, mais avec une sorte de joie furieuse et débordante, comme tend à l'indiquer le récit de Plutarque, qui nous les montre couronnés de fleurs (*Phocion*, 35, 2). L'exécution de l'arrêt suivit aussitôt. Les condamnés gagnèrent le lieu de supplice au milieu d'un double cortège d'amis éplorés et de haineux insulteurs (*Phocion*, 36, 1-2; Diod., 67, 3 et suiv.); ces derniers étaient, naturellement, des *δημοτικοί*, au cœur gonflé de rancune (*πολλοί [δὲ] καὶ τῶν δημοτικῶν καὶ πικρῶς διακειμένων πρὸς αὐτὸν* : XVIII, 67, 5). Parmi toutes ces lamentations et ces fureurs, Phocion, dit-on, gardait une belle sérénité (*Phocion*, 36, 1)<sup>1</sup>. Il conserva le même courage, mêlé de fierté et d'ironie, devant la mort imminente, stimulant l'énergie de certains de ses amis tremblants et gémissants (36, 2). Pendant que les condamnés vidaient la coupe de ciguë, les Hippias célébraient en l'honneur de Zeus leur procession solennelle : en passant devant le lieu du supplice, les uns, dit Plu-

te ferions-nous, à toi? » (*Phocion*, 35, 2). Si le fait est exact, c'est que la liberté de parole et d'opinion n'était pas précisément bannie de l'assemblée.

1. Il ne serait sorti de son impassibilité que pour inviter les archontes à réprimer l'insolence d'un assistant qui lui avait craché au visage (36, 2).

tarque, ôtèrent leurs couronnes, les autres versèrent des larmes (37, 1)<sup>1</sup>. Après l'exécution, les cadavres de Phocion et de ses amis furent jetés sans sépulture hors du territoire de l'Attique (Diod., XVIII, 67, 6; *Phocion*, 37, 2) : il n'y avait rien dans cet acte qui marquât une hostilité et une rancune particulières à l'égard de Phocion : c'était tout simplement l'application d'une loi générale, non seulement athénienne, mais hellénique, qui privait de sépulture les cadavres des traîtres et les chassait du sol national<sup>2</sup>.

Ainsi se dénouait l'une des crises les plus mouvementées, les plus fertiles en péripéties dramatiques de toute l'histoire athénienne. Après une ou deux années paisibles, pendant lesquelles l'exil des plus ardents et des plus nombreux démocrates, le regain de l'activité économique, l'habileté et la modération pratique des dirigeants avaient maintenu la tranquillité générale, la vie publique s'était réveillée. Il était à peu près impossible qu'il en fût autrement : le corps civique privilégié était encore trop vaste et trop divers, trop pénétré d'éléments patriotes et de tendances démocratiques pour que la compression promacédonienne et antinationale pût durer longtemps sans encombre et sans heurts. Peu à peu, les patriotes s'étaient enhardis, avaient élevé la voix, manifesté leur mécontentement et réclamé sans ambages la pleine autonomie de l'Attique. La disparition d'un Démade, agent tardif, suspect et méprisé d'une telle politique, et la résistance obstinée d'un Phocion ne pouvaient briser l'élan commencé. L'opposition se renforça et s'amplifia quand le parti macédonien lui-même se divisa, à l'instar des dirigeants macédoniens eux-mêmes, et que le gouvernement phocioniste représenta surtout les intérêts et les ambitions d'un Cassandre. Les imprudences et les demi-trahisons multipliées de Phocion et de son entourage immédiat achevèrent peu à peu de les isoler du « pays légal ». Le retour des démocrates, au printemps 318, allait leur porter le coup décisif, surtout quand le soupçon véhément d'une nouvelle trahison vint alimenter et encourager les rancunes des anciens bannis. Quand la Macédoine

1. Il est permis de supposer que l'incident des couronnes ôtées est une réplique plus ou moins légendaire de la scène qui avait accompagné la condamnation (assistants se couronnant de fleurs; cf. *supra*).

2. Sur cette loi, cf. l'exposé de M. Glotz, *la Solidarité de la famille dans le droit criminel en Grèce* (p. 460).

officielle, plus ou moins compromise dans de louches intrigues et contrainte de ménager la grande force morale qu'était la démocratie, eut livré Phocion à la merci du peuple athénien, depuis assez longtemps déjà ce personnage était comme perdu au milieu d'un océan d'indifférence et d'hostilité; bien que le régime de 322 n'eût pas mérité vraiment le nom d'oligarchie, la chute et la mort de ses principaux chefs marquèrent bien la fin d'une oligarchie.

Sur les ruines de ce régime se relevait l'ancienne démocratie. Assurément, le procès des ennemis de cette démocratie avait été mené dans des conditions fort peu régulières; il apparaissait moins comme un acte de justice que comme une opération politique, d'autant plus choquante que la victime du drame, par sa probité rigide et pure, par sa noble candeur, souvent aveugle, par son beau courage impassible, représentait certainement une des figures les plus remarquables et, en un sens, les plus attrayantes de cette époque troublée. Ce n'est pas un accusé, mais un ennemi public, un adversaire déclaré et intraitable de la liberté nationale et du régime traditionnel, que le Dèmos avait devant lui et qu'il pouvait penser avoir le droit d'abattre, comme les Athéniens, dans la bataille, frappaient en toute sérénité les soldats macédoniens.

Au surplus, cette besogne de vengeance et de salubrité nationale ne fut qu'un des aspects de cette Restauration de 318. Par delà les représailles individuelles (très limitées), on ne perdait pas de vue la grande cause des libertés athéniennes, que l'on défendait résolument contre les sournoises résistances et les louches combinaisons des dirigeants macédoniens. Certes, la brutalité des circonstances devait être plus forte que les meilleures volontés, et c'est pour un temps bien court que la démocratie s'était relevée; mais il n'y en avait pas moins une réelle grandeur dans cette éphémère réapparition de l'idéal démocratique.

Paul CLOCHÉ.

---



## CHRISTIANISME ET GNOSTICISME<sup>1</sup>

---

Les auteurs ecclésiastiques des premiers siècles parlent souvent et avec insistance de sectes chrétiennes qui professent une doctrine très éloignée de la foi orthodoxe et qui la présentent comme la « gnose » ou la science parfaite, seule capable de nous sauver. D'après la description qu'ils en donnent, toutes ces communautés dissidentes diffèrent entre elles sur bien des points, mais elles s'accordent sur un certain nombre de principes très importants. Toutes enseignent que l'âme humaine est une émanation de la substance divine, que, par suite d'une chute fâcheuse, elle se trouve ici-bas au sein de la matière comme en une prison et qu'elle n'aurait pu en sortir elle-même, mais qu'un Dieu fait homme est venu l'en retirer en lui rappelant le souvenir de sa noble origine et en lui montrant le moyen assuré de revenir à sa patrie perdue.

Un examen quelque peu attentif suffit à montrer que cette théologie est étroitement apparentée à celle du christianisme. Les auteurs ecclésiastiques sont les premiers à en convenir. Ils expliquent fréquemment que les sectes gnostiques sont comme des rameaux détachés du tronc de l'Église. Ce sont des « hérésies », dont les auteurs ont altéré la vraie foi en voulant la combiner avec la science profane, avec la fausse sagesse des Grecs. Cette thèse a été admise sans contestation pendant des siècles et elle paraît s'imposer encore de nos jours. Un historien des dogmes dont le nom fait autorité, M. Harnack, l'a étayée de son érudition et s'est appliqué à montrer que le gnosticisme est, en somme, selon sa propre formule, « la forme extrême de l'interprétation hellénique du christianisme<sup>2</sup> ».

Si imposantes que soient de telles affirmations, l'on ne peut s'empêcher de constater qu'elles se trouvent au service d'une

1. Rapport présenté, à Paris, le 11 octobre 1923, au Congrès international d'histoire des religions.

2. *Dogmengeschichte*, 1<sup>re</sup> partie, livre I, ch. IV.

certaine théologie. Elles tendent à montrer que l'Évangile, considéré en sa pure substance, est une révélation divine et que tout ce qui lui ressemble vient de lui. Cette tendance est particulièrement accusée chez les auteurs les plus anciens, dont l'opinion a fait loi pour les autres. Certains d'entre eux ne s'en sont d'ailleurs pas tenus là. Ils ont été jusqu'à soutenir que la sagesse grecque dérive elle-même des Écritures juives et que Pythagore et Socrate, Platon et Aristote ont subi l'influence de Moïse et celle des Prophètes. Nous savons fort bien que, sur ce point, ils se sont complètement trompés, parce que nous possédons des renseignements nombreux qui montrent leur erreur. Dès lors, nous pouvons et nous devons nous demander s'ils ne se sont pas également mépris au sujet des gnostiques et si le succès de leur thèse ne tient pas aux lacunes énormes de notre information.

Ils se corrigent eux-mêmes parfois. Certains donnent assez clairement à entendre qu'il y a eu des gnoses préchrétiennes. Épiphane et Philastre, saint Jérôme et le continuateur anonyme des *Prescriptions* de Tertullien signalent chez les Samaritains et chez les Juifs diverses « hérésies » qu'ils présentent comme antérieures à la venue du Christ. Ils en relèvent certains détails d'où se dégage comme une ébauche du gnosticisme. Dès le second siècle, Hégésippe s'exprime dans le même sens et d'une manière encore plus nette. Il compte sept sectes juives : celles des Esséniens, des Galiléens, des Hémérobaptistes, des Masbothéens, des Samaritains, des Sadducéens, des Pharisiens. Il ajoute que c'est d'elles qu'ont pris naissance les Simonien, les Cléobiens, les Dosithéens, les Gorthéens, comme aussi les Ménandriens, les Marcionites, les Carpocratiens, les Valentinien, les Basilidiens, les Saturniliens, tous les faux Christs, les faux Prophètes et les faux Apôtres dont les pernicieux discours ont brisé l'unité de l'Église<sup>1</sup>.

L'Évangile lui-même fait jouer un rôle considérable à un des premiers groupes préchrétiens que mentionne Hégésippe. Il présente la communauté des Baptistes comme une ébauche de celle des Chrétiens et leur chef comme un précurseur de Jésus. Or, cette secte paraît bien être la même que celle, bien connue, des « Sabéens », dont le nom veut dire en arabe « Baptiseurs », et qui s'appellent eux-mêmes « Mandéens », c'est-à-dire « Gnos-

1. Chez Eusèbe, *Hist. eccl.*, III, 22, 5-7.

tiques ». Jean lui-même est donné dans les *Clémentines* comme un « hémérobaptiste » et comme le maître de Dosithée, près de qui s'est formé Simon le Magicien<sup>1</sup>.

Même si nous laissons de côté ces gnosés archaïques, pour ne considérer que celles qui nous sont données comme des hérésies chrétiennes, une étude attentive nous montrera clairement qu'elles ne se présentent en aucune façon comme de simples rameaux détachés de l'Église orthodoxe. Une remarque typique suffit à l'établir. Divers auteurs anciens les font toutes provenir de Simon le Magicien. Déjà Irénée s'exprime nettement en ce sens. Il ne fait, sans doute, que refléter l'opinion de Justin, qui, étant originaire de Samarie, attribue à son compatriote un rôle particulièrement important. Or, Simon n'est certainement pas un chrétien dissident.

Une analyse détaillée de ses doctrines l'établirait nettement. Une simple lecture des *Actes des Apôtres* permet de l'entrevoir. Nous y voyons que, quand les premiers disciples de Jésus parurent en Samarie, ils y trouvèrent les partisans de Simon déjà fort nombreux. Dans la ville où ils s'arrêtèrent pour y prêcher, les gens, « depuis le plus petit jusqu'au plus grand », croyaient en lui. Tous, nous dit-on, en étaient devenus fous et cette situation durait « depuis longtemps ». C'étaient ses « actes de magie », entendons par là ses miracles, qui les avaient mis en un tel état. Ses discours avaient contribué au même résultat. Car il leur tenait des propos étranges et il se présentait comme « quelqu'un de grand ». Tous disaient de lui qu'il était « la Puissance de Dieu, celle qui s'appelle la grande » (VIII, 9-11). Ces derniers mots sont significatifs. Ils attestent clairement que Simon était, pour ses disciples, non pas un magicien, mais un fils de Dieu fait homme. Ils montrent aussi que cette croyance prenait déjà la forme d'une théologie savante qui avait une terminologie bien arrêtée.

Pour l'auteur des *Actes*, la gnose simonienne existait donc avant le christianisme. Aurait-elle subi ensuite son influence ? La suite du récit ne le dit en aucune façon. Elle donne plutôt à penser le contraire. Nous y voyons en effet que les partisans de Simon se détachèrent de lui pour se faire les disciples de Jésus et que lui-même crut à l'Évangile et reçut le baptême. On nous

1. *Hom.*, II, 23 ; *Epitom.*, 26.

dit bien ensuite que, stupéfait par les miracles qu'opéraient les apôtres, il voulut acheter d'eux le Saint-Esprit qui agissait en eux et que, pour ce motif, il fut maudit par Pierre. Mais on ajoute aussi qu'il pria les apôtres d'implorer son pardon. Une très ancienne leçon, qui cadre bien avec le contexte et qui en renforce le sens, ajoute même : « Et il ne cessait de pleurer abondamment<sup>1</sup>. » Simon apparaît ici comme un excommunié qui prend place parmi les pénitents, non comme un sectaire obstiné qui persiste dans ses fausses idées et ne cherche qu'à les répandre.

Tout le récit, d'ailleurs, tend à montrer qu'il a abjuré ses erreurs. S'il reçoit le baptême de Jésus, il affirme ainsi la vanité de celui qui s'administre en sa secte, car nous voyons que les Simonienens baptisaient<sup>2</sup>. S'il est stupéfait par les miracles qu'opèrent les apôtres, il reconnaît par là que ceux dont lui-même faisait parade n'avaient aucune consistance et qu'il n'est point la « grande Puissance de Dieu ». S'il veut se faire vendre le Saint-Esprit, il avoue pratiquement qu'il ne l'a point et on disait pourtant, au sein de son Église, qu'il l'amenait avec lui au cours de ses tournées évangéliques<sup>3</sup>. Ainsi, il se renie lui-même, après avoir été renié par tous ses partisans.

Assurément, cet exposé ne peut être pris à la lettre. Nous savons par Justin que, vers le milieu du second siècle, « presque tous » les Samaritains continuaient de vénérer leur compatriote comme la « grande Puissance de Dieu<sup>4</sup> ». Le récit de Luc est une fiction apologétique qui montre comment la prompt conversion de la communauté simonienne est escomptée par les missionnaires chrétiens et qui la préfigure en celle de Simon lui-même, présenté comme un magicien repent. Il n'en atteste pas moins de la façon la plus nette que la secte n'est pas considérée comme une fausse copie du christianisme, mais plutôt comme une lointaine ébauche qui s'est évanouie à la lumière de l'Évangile.

Cette conclusion est grosse de conséquences. Puisque Simon n'est pas un chrétien dissident, le gnosticisme, dont il est le père présumé et qu'il personnifie, ne doit pas être regardé comme

1. A. Loisy, *Les Actes des apôtres*, p. 373.

2. Pseudo-Cyprien, *De rebapt.*, 16.

3. Épiphane, *Haer.*, XXI, 2, 3.

4. *Apol.*, I, 26, 3.

une simple hérésie. Sans doute, il a subi avec le temps l'influence du christianisme. Mais il s'est formé sans lui et il existait avant lui. Dès lors, on est amené à penser qu'il a commencé par influencer sur lui et que c'est la raison première des ressemblances qui s'affirment entre eux. Ainsi, de l'un à l'autre, la parenté se trouve retournée.

\*  
\* \*

Il a fallu toute la force d'une très vieille tradition qui avait ployé tous les textes selon les exigences de la théologie pour que la réalité historique ait été si longtemps méconnue. Car le Nouveau Testament porte avec lui la marque très nette de son origine. A toutes les pages, il emploie des termes et il exploite des concepts qui sont d'un usage courant dans les milieux gnostiques. Il n'éprouve pas le besoin de les présenter ni de les expliquer. Il s'en sert comme d'une monnaie courante que chaque lecteur connaît et accepte depuis longtemps. C'est dire qu'il ne les a pas créés, mais qu'il les emprunte à son milieu pour les mettre au service de la nouvelle foi.

Les textes chrétiens les plus anciens que nous ayons sont ceux de Paul. Or, ce sont précisément ceux qui portent de la façon la plus visible l'empreinte du gnosticisme. Leur forme épistolaire est déjà significative, car elle se montre très courante chez les adeptes de la gnose. Elle convient particulièrement à l'exposé de la science du salut. Elle permet, en effet, de le graduer comme il convient, selon les dispositions des correspondants et selon le degré de leur initiation. Le contenu de ces textes est, à cet égard, tout à fait instructif.

Lisons, par exemple, le début de la *Première épître aux Corinthiens* : « Paul, appelé à être apôtre de Christ-Jésus, par la volonté de Dieu, à l'Eglise de Dieu qui est en Corinthe, à ceux qui ont été sanctifiés en Christ-Jésus, appelés à être saints... Je remercie Dieu constamment pour la grâce qui vous a été donnée en Christ-Jésus de ce que vous êtes, en lui, devenus riches d'intelligence et de science » (I, 1-4). Remarquons, en passant, que la « science » qui est présentée ici comme l'apanage des disciples de Jésus s'appelle, en grec, la « gnosis ». C'est bien un gnostique qui parle. Un simonien ne devait pas s'exprimer en



termes bien différents, car, d'après les hérésiologues, lui aussi tenait son Maître pour le Christ<sup>1</sup>, lui aussi regardait les gens de sa secte comme des saints<sup>2</sup>, et lui aussi considérait comme une grâce précieuse que Dieu leur avait faite la communication de la vraie gnose<sup>3</sup>.

Paul continue plus loin : « Parmi les parfaits, nous parlons sagesse, non point sagesse de ce siècle ni des archontes de ce siècle qui sont détruits, mais sagesse de Dieu, en mystère, celle qui était cachée, que Dieu avait définie avant les siècles pour notre gloire, et que nul des archontes de ce siècle n'a connue, car, s'ils l'avaient connue, ils n'auraient jamais crucifié le Seigneur de gloire » (II, 6-8). C'est bien un langage d'initiés que nous avons ici et il a cours déjà dans les gnosés plus anciennes. Pour les Simonien, en particulier, de même que pour Paul, le « siècle » désigne ce monde présent qui doit finir un jour comme il a commencé<sup>4</sup>. Il est régi par des « princes », ou, selon la formule grecque, par des « archontes », c'est-à-dire par des anges rebelles qui l'ont fait jadis et qui périront avec lui<sup>5</sup>. Simon, qui porte lui-même le titre de « Seigneur »<sup>6</sup>, a traversé leur domaine sans se laisser reconnaître par eux, parce qu'il venait dans l'intention de les ruiner<sup>7</sup>. Il a été traqué par eux et même, d'après le rapport des hérésiologues, il s'est vu infliger en Judée un supplice pareil à celui de Jésus, qui, chez lui aussi, n'a fait que manifester plus pleinement sa « gloire », car il en a triomphé et n'a point réellement souffert<sup>8</sup>. Il a communiqué à ses disciples la véritable sagesse et il l'a fait pour se conformer à la « prédestination » divine, car c'est pour s'être montré « obéissant » à l'égard de son Père qu'il a reçu le nom de Simon. Voilà ce qu'on dit dans son Église, selon le témoignage d'un écrivain syriaque<sup>9</sup>. On n'y parle ainsi qu'aux initiés, car, d'après

1. Pseudo-Clément, *Rec.*, II, 7; Pseudo-Marcellus, *Act. Petr.*, 18; Épiphane, *Haer.*, XXI, 2, 1.

2. Hippolyte, *Philos.*, VI, 19, 5.

3. Irénée, *Haer.*, I, 23, 3.

4. Épiphane, *XXI*, 4, 4.

5. Irénée, I, 23, 2.

6. Hippolyte, *Philos.*, VI, 20, 1.

7. Irénée, I, 23, 3; Épiphane, *XXI*, 2, 4.

8. Irénée, I, 23, 3.

9. Mansi, *Conc.*, II, 1056; A. Harnack, *Der Ketzerkatalog des Bischofs Maruta*, p. 3.

Épiphane, on y présente ses doctrines comme des « mystères de vie de la gnose la plus parfaite<sup>1</sup> ».

Lisons maintenant les deux *Épîtres aux Galates* et aux *Romains*. Nous y apprenons que jadis les hommes vivaient sous la tyrannie de la loi promulguée par les anges et que la grâce de Dieu les a appelés à la liberté par le Christ, que d'esclaves ils sont devenus fils et héritiers et qu'ils le sont par la foi mise en leur Sauveur et non par la pratique des œuvres légales<sup>2</sup>. Or, les hérésiologues attestent que Simon prêchait la même théorie du salut : « Les gens qui avaient mis leur espoir en lui, dit Irénée, n'avaient plus désormais à s'occuper de rien. Comme des affranchis, ils pouvaient faire ce qu'ils voulaient. Car les hommes étaient sauvés par sa grâce, non par leurs bonnes œuvres. En effet, les œuvres ne sont pas bonnes par nature, mais par accident, en vertu des ordres établis par les anges auteurs de ce monde, qui, par ces préceptes, ont réduit les hommes en servitude<sup>3</sup>. » L'accord ne pouvait être plus complet ni plus précis. Si même nous ne savions déjà que la doctrine de Simon est plus ancienne que celle de Paul, nous devrions conclure ici à sa priorité. Car elle est tout à fait cohérente et se présente comme la conclusion logique d'un système parfaitement équilibré. Les anges y sont bien dans leur rôle en imposant aux hommes leur tyrannie légale, car ils ont été introduits d'abord comme des produits de la pensée divine qui ont voulu prendre la place de Dieu lui-même et qui ont formé la race d'Adam pour dominer sur elle<sup>4</sup>. Dès lors, on conçoit que Simon, qui est venu pour mettre fin à leur domination, fasse figure de libérateur et abroge toutes leurs prescriptions en proclamant la vanité des pratiques légales. L'exposé de Paul est bien moins organique et moins intelligible, parce que les conclusions s'y trouvent détachées des prémisses qui les ont engendrées.

L'étude des Évangiles n'est pas moins instructive. Des œuvres du même genre ont circulé en grand nombre dans les sectes gnostiques et il ne pouvait en être autrement. On enseignait surtout, en ces divers milieux, qu'un Sauveur divin était venu ici-bas pour mettre fin aux misères humaines en apportant aux

1. *Haer.*, XXI, 4, 2.

2. *Gal.*, III-V; *Rom.*, IV-VIII.

3. *Haer.*, I, 23, 3.

4. *Irénée*, I, 23, 2.

âmes de bonne volonté la science libératrice, celle de leur origine et de leur destinée. On ne pouvait donc manquer de raconter comment il était apparu sur terre et comment il avait parlé et agi au cours de sa mission. Ces sortes de récits ont dû exister, par conséquent, dès les débuts du mouvement gnostique.

Un hérésiologue syrien, l'évêque Marouta, constate que les Simonien se sont fait un Évangile, divisé en quatre sections et intitulé par eux le « Livre des quatre coins du monde ». Il a fait remarquer un peu auparavant que ces gens-là regardent leur Maître comme le Fils de Dieu<sup>1</sup>. C'est donc sa vie terrestre que l'ouvrage mentionné devait décrire et, puisqu'il est qualifié d'Évangile, il ne pouvait que ressembler beaucoup à ceux que nous connaissons sous ce titre.

De fait, Origène note déjà dans son traité *Contre Celse* que Simon est pour ses disciples ce qu'est Jésus pour les chrétiens et qu'il passe pour avoir fait les mêmes miracles, afin de s'arroger parmi les hommes la même autorité<sup>2</sup>. Dans le texte remanié, mais encore très archaïque, qui nous est arrivé sous le nom du pseudo-Marcellus et dont l'original remonte au second siècle, l'apôtre Pierre va jusqu'à dire, au sujet des deux thaumaturges : « Il en est d'eux comme de deux frères jumeaux, nés ensemble d'un même sein », et Néron lui répond : « Tu parles avec sagesse, car toutes les actions de l'un sont semblables à celles de l'autre<sup>3</sup>. »

Divers événements de la vie merveilleuse du Christ samaritain sont rapportés au cours du même ouvrage. D'autres se lisent dans les *Homélies* et les *Recognitions* du pseudo-Clément qui racontent de même comment, en dépit de tous ses sortilèges, il a été vaincu par Pierre. Dans ces récits, dont la forme, assurément, est légendaire, mais qui n'en dépendent pas moins de la tradition simonienne et qui cadrent dans l'ensemble, sans en dépendre aucunement, avec le rapport des hérésiologues, le prétendu magicien ressemble singulièrement à Jésus. Lui aussi naît d'une vierge, il va de bonne heure en Égypte, il entre à l'école de Dosithée, qui est son précurseur et dont le nom traduit en grec celui de Jean<sup>4</sup>. Il opère de nombreux miracles qui montrent en lui non seulement la grande Puissance de Dieu,

1. Voir *supra*, p. 47, n. 9.

2. *Cont. Cels.*, V, 62; VI, 11.

3. Pseudo-Marcellus, c. 22.

4. *Hom.*, II, 22-24; *Rec.*, II, 7-8, 14.

mais le Sauveur des hommes. Il rend la vue aux aveugles et l'ouïe aux sourds, il fait marcher les boiteux et guérit toutes sortes de malades, ressuscite des morts, puis se laisse frapper mortellement lui-même, pour reparaître ensuite plein de vie et remonter finalement au ciel<sup>1</sup>. Au cours de sa mission terrestre, d'après les données complémentaires des hérésiologues, il se montre pitoyable à une femme adultère, qui porte le nom et qui est une réincarnation de l'Hélène homérique, de la « femme aux cinq maris ». Il la « rachète » et se consacre ensuite à la rédemption des autres âmes<sup>2</sup>. Lui-même se compare au bon pasteur, car il déclare être venu pour chercher la « brebis égarée<sup>3</sup> ». Il est le semeur qui répand en tout lieu la parole divine<sup>4</sup>. Il s'applique à instruire la foule, mais il réserve à des disciples dument éprouvés le meilleur de son enseignement<sup>5</sup>. Toujours il s'exprime, nous dit-on, « d'une manière persuasive », quoique « en termes pompeux<sup>6</sup> ». Il dit de lui-même : « Je suis la Parole de Dieu, je suis le Paraclet, je suis le Tout-Puissant, je suis le Tout de Dieu<sup>7</sup>. »

Les auteurs ecclésiastiques ne doutent pas que tout cela ne soit une parodie des Évangiles canoniques. Mais cette façon de voir n'est guère conciliable avec le rapport des *Actes* de Luc, qui présente la gnose simonienne comme antérieure à la propagande chrétienne. Alors même que nous ferions abstraction de ce texte, une comparaison attentive des deux traditions nous conduirait à concevoir leurs rapports d'une façon inverse.

Prenons, par exemple, le récit de la tentation du Christ qui se lit chez Matthieu (IV, 1-10) et chez Luc (IV, 1-12). Le diable propose à Jésus de changer des pierres en pain. Il l'engage à se précipiter du sommet du Temple, pour que les anges le portent en leurs mains jusqu'au sol. Il l'invite à l'adorer, lui promettant en retour tous les royaumes du monde avec leur gloire. Or, Simon dit lui-même chez le pseudo-Clément : « Avec des pierres j'ai fait du pain... Si je me précipite du haut d'une

1. *Rec.*, II, 9; *Hom.*, II, 32; *Act. Petr.*, 31; *Pass. Apost. Petr. et Paul.*, 7-8.

2. *Irénée*, I, 23, 2; *Hippolyte*, VI, 19, 2; *Épiphane*, XXI, 2, 2 et 3, 1.

3. *Irénée*, I, 23, 2.

4. *Hippolyte*, VI, 19, 5.

5. *Hom.*, II, 26; *Rec.*, II, 13.

6. *Hom.*, II, 25; *Rec.*, II, 12.

7. *Jérôme*, *In Matt.*, XXIV, 5.

montagne, je serai porté comme sur un char jusqu'à terre sans me faire aucun mal... Je montrerai de l'or en quantité. Je ferai les rois. » Le rapporteur ajoute : « Il promettait de nous récompenser pour notre service. Nous serions gratifiés des honneurs suprêmes<sup>1</sup>. » Ces coïncidences sont trop singulières pour être fortuites. D'autre part, on ne conçoit pas que le biographe simonien dépende ici des textes chrétiens. Car, dans nos Évangiles, les trois miracles sont présentés incidemment comme de simples suggestions. L'idée n'en est donnée que par le diable. Elle est aussitôt repoussée par le Christ. On ne comprendrait pas qu'un disciple de Simon fût allé chercher dans quelques allusions fugitives les détails du programme de son héros, ni surtout qu'il lui eût fait accomplir des miracles suggérés par le démon et déjà écartés par Jésus. Au contraire, on comprend très bien que la tradition chrétienne dépende ici de celle des Simonien. En effet, les miracles du récit de la tentation offrent le même caractère que ceux qui étaient attribués au fils de Rachel dans sa vie légendaire. Ce sont des tours de force qui révèlent en leur auteur la grande Puissance de Dieu se jouant à son gré des lois de la nature. Ils étaient à leur place dans l'Évangile samaritain. C'est précisément ce qui explique la mention, à première vue tout à fait étrange et arbitraire, qui en est faite en celui de Jésus. Comme les chrétiens voyaient en Simon un faux Christ, un supôt du diable, ces prodiges apparaissaient d'eux-mêmes comme des inventions démoniaques, comme des arguments messianiques tout à fait illusoire et même condamnables. Ainsi, le récit de la tentation s'éclaire soudain et prend un sens très net. Il constitue une critique déguisée de la tradition simonienne.

Du reste, il ne représente qu'un aspect de la pensée chrétienne et un certain correctif lui est donné dans la suite de l'Évangile. Jésus réalise plus tard, sous une autre forme, les prodiges dont il a rejeté d'abord la suggestion. Avec cinq pains il en produit tant d'autres qu'il en nourrit une foule immense<sup>2</sup>. Emmené par les gens de Nazareth sur le sommet de la montagne où leur ville est bâtie, pour être précipité jusqu'en bas, il passe au milieu d'eux sans se faire aucun mal<sup>3</sup>. Enfin, aux gens qui ont tout quitté pour le suivre, il promet de donner le centuple

1. *Rec.*, II, 9.

2. *Marc.*, VI, 34-44.

3. *Luc.*, IV, 29-30.



en ce monde<sup>1</sup>. Ainsi, il ne répudie de la tradition simonienne que certains éléments assez superficiels. Il en retient le sens profond et lui donne une forme nouvelle.

La biographie de Pierre, qui se lit dans les *Actes* de Luc, offre des parallèles non moins intéressants. L'apôtre s'appelle Simon, de son vrai nom<sup>2</sup>. Autour de lui s'opèrent des miracles analogues à ceux de son homonyme. Une fois, comme il a été enfermé en une prison où il se trouve gardé à vue, les chaînes tombent de ses mains, la porte de fer menant à la ville s'ouvre d'elle-même devant lui et, à la suite d'une enquête officielle, ses gardiens sont arrêtés (XII, 7, 10, 19). Or, le magicien dit, en propres termes, chez le pseudo-Clément : « Enchaîné, je me délivrerai moi-même et, par moi, ceux qui m'auront mis dans les chaînes deviendront enchaînés. Attaché à une prison, j'en ferai ouvrir spontanément les portes<sup>3</sup>. » Dans son Évangile, il tenait sa promesse, car nous lisons ailleurs : « Il dissout le fer, il ouvre les portes fermées<sup>4</sup> », ou encore : « Il rompt des chaînes de fer... Il ouvrait, par sa parole, des portes renforcées et fermées avec des barres et des traverses<sup>5</sup>. » Ici encore, les ressemblances sont trop singulières pour être dues à un simple hasard. Or, l'auteur des *Actes* connaît les prodiges du magicien. Il les a mentionnés avant l'évasion miraculeuse de Pierre et il les a donnés comme bien plus anciens (VIII, 11). La dépendance doit donc être mise à son compte. Polémiquant contre Simon, il aura exploité sa tradition, tout en la combattant. De fait, l'incident de l'évasion miraculeuse ne se présente chez lui que sous une forme atténuée. Pierre en bénéficie sans en être l'auteur. C'est un ange qui opère pour lui. Au contraire, dans la tradition simonienne, le miracle est accompli par Simon lui-même. Il porte bien sa marque. Il constitue une nouvelle affirmation de la grande force du Très-Haut descendue ici-bas pour délivrer l'âme des liens de la matière.

L'influence du prodigieux thaumaturge s'affirme jusque dans les dernières pages du Nouveau Testament. Il a fourni à l'*Apocalypse* johannique le type de l'anti-Christ. Ce « faux prophète »

1. *Matt.*, XIX, 29.

2. *Act.*, X, 18.

3. *Rec.*, II, 9.

4. *Hom.*, II, 32.

5. Nicéphore Calliste, *Hist. eccl.*, II, 27.

apparaît sous la forme d'une « bête » qui a deux cornes semblables à celles d'un « agneau ». Il parle comme le dragon qui qui figure Satan. Il opère de grands prodiges jusqu'à faire descendre le feu du ciel. Il anime une image artificielle et il la fait parler. Enfin, il opère ces merveilles en présence d'une autre bête qui représente la Rome païenne et dont une tête frappée à mort revit miraculeusement, symbole transparent de Néron ressuscité<sup>1</sup>. Simon donne l'explication de ces détails étranges. D'après le pseudo-Clément, il est le fils de « Rachel », dont le nom signifie la « brebis », et il se présente comme un agneau<sup>2</sup>. Il parle vraiment comme le dragon infernal, car il prêche une religion considérée comme diabolique. Il fait descendre le feu du ciel sur la terre. Ce prodige, en effet, se renouvelle sans cesse au sein de son Église, dans le baptême qui s'administre en son nom<sup>3</sup>. Lui aussi anime les statues<sup>4</sup>. Il opère ses plus remarquables prouesses à Rome même, en présence de l'empereur qui lui donne toute sa confiance et dont il devient le familier<sup>5</sup>. Tous les traits de l'anti-Christ semblent venir de lui.

Le fond même des visions apocalyptiques peut s'inspirer de son enseignement. Car lui aussi enseignait que, quand son Évangile aurait été annoncé aux « quatre coins » de la terre, ce monde mauvais serait dissous et que les âmes justes, définitivement libérées de la tyrannie des démons, retourneraient vers Dieu. Tous les autres représentants de la gnose entretenaient d'ailleurs les mêmes espérances. Aussi le genre apocalyptique jouissait-il chez eux d'une grande faveur. Les fragments divers qui nous en sont restés aident à comprendre le voyant de Patmos.

\* \*

En somme, le christianisme a germé, puis a grandi sur un terrain gnostique. C'est pour cela qu'il ressemble sur tant de points aux mystères païens<sup>6</sup>. Rien ne prouve qu'il se rattache directement à eux. Mais les diverses gnosés parmi lesquelles il

1. *Apoc.*, XIII, 11-17; XVI, 13; XIX, 20; XX, 9.

2. *Hom.*, II, 22; *Rec.*, II, 7, 9.

3. Pseudo-Cyprien, *De rebapt.*, 16.

4. *Rec.*, II, 9.

5. Pseudo-Marcellus, c. 13 et suiv.; *Pass. Apost. Petr. et Paul.*, c. 1 et suiv.

6. A. Loisy, *les Mystères païens et le Mystère chrétien*. Paris, 1919.

a paru en provenaient et combinaient déjà les traditions des Juifs et des Samaritains avec celles des religions voisines. C'est de ce milieu déjà fort complexe qu'il est sorti. Il s'est comporté à son égard comme tous les êtres vivants. Il s'est assimilé tous les bons éléments qu'il y trouvait et il a rejeté tous les autres. Il a, par exemple, emprunté à Simon certains traits du Christ orthodoxe et il l'a ensuite répudié lui-même comme un anti-Christ. Il a fait de l'apôtre Pierre une sorte de Simon chrétien et aussi un adversaire du magicien, un anti-Simon. Ainsi a-t-il procédé à l'égard de toutes les autres sectes.

Une tâche importante s'impose dès lors à l'historien. Pour comprendre les origines de l'Église chrétienne, il faut arriver d'abord à se faire une idée aussi exacte que possible des groupes gnostiques d'entre lesquels elle est sortie et auxquels elle s'est opposée. Leur nombre paraît considérable et certains sont à peine connus. Mais les différences qui les séparent sont minimes en comparaison des liens qui les unissent. Tous, en effet, communiquent entre eux à des degrés divers. Ce sont comme des plants voisins dont les troncs et les branches s'entrelacent et dont les racines se rejoignent sous terre. Le christianisme a paru, en cette forêt touffue du gnosticisme, comme un jeune sur-geon qui devait absorber bientôt la sève multiple des vieilles pousses. On ne peut en comprendre la formation qu'à la condition de ne point l'isoler du milieu ambiant.

Prosper ALFARIC.

---

## MÉLANGES ET DOCUMENTS

---

DEUX HISTORIENS DU XVI<sup>e</sup> SIÈCLE

### DE THOU ET EMMIUS<sup>1</sup>

---

Jacques-Auguste de Thou (Thuanus) en France, Emmius<sup>2</sup> en Hollande sont deux contemporains, deux représentants également qualifiés de l'Humanisme. Excellents historiens l'un et l'autre, ils diffèrent cependant à plusieurs points de vue. Emmius a écrit une histoire de son temps<sup>3</sup> sur le modèle de celle de de Thou; il lui emprunta même son titre<sup>4</sup>, que de Thou avait pris d'ailleurs à Paul Jove<sup>5</sup>; mais son œuvre principale, le livre qui a fondé sa renommée d'érudit, est une volumineuse histoire de Frise<sup>6</sup>, rédigée sur le type d'autres histoires régionales de ce temps. La différence est plus grande encore au point de vue de la nationalité et de la religion. J.-A. de Thou est Français de naissance et d'esprit; il appartient comme la plupart des gens cultivés de son temps au parti modéré des politiques; Emmius est Hollandais ou, pour mieux dire, il est Frison de toute son âme; quand il parle de sa patrie, il n'a pas en vue la Hollande, mais la Frise; surtout il n'est pas l'humaniste modéré qu'est de Thou; il est calviniste pur sang.

La vie, d'ailleurs, ne les a pas rapprochés; jamais ils ne se sont rencontrés. Suivons un moment leurs carrières différentes. Jacques-Auguste de Thou est né à Paris le 8 octobre 1553. Il étudia la théo-

1. Communication faite au cinquième Congrès international des sciences historiques à Bruxelles en avril 1923.

2. Emmius s'appelait en réalité Emmen; Ubbe ou Ubbo Emmen, c'est-à-dire Ubbe, fils d'Emme; nous lui conserverons la forme latinisée de son nom, la seule qui soit usitée en Hollande; mais nous restituerons au nom de J.-A. de Thou sa forme française.

3. Cet ouvrage, publié longtemps après la mort de l'auteur, est intitulé : *Historia nostri temporis; opus posthumum*, 1732.

4. *Historiae sui temporis*, 1543-1607.

5. *Historiarum sui temporis libri XLV*, 1498-1547.

6. *Rerum Frisiarum historiae libri X*, 1596.

logie, puis le droit ; il entra au service de l'État et fut nommé maître des requêtes au Parlement de Paris en 1584. En cette qualité, il conseilla au roi Henri III de se réconcilier avec le roi de Navarre. Celui-ci, devenu roi de France sous le nom de Henri IV, nomma de Thou d'abord vice-président, puis, en 1595, président à mortier. Il employa ses services à plusieurs occasions tant à l'intérieur du pays que pour des négociations diplomatiques. De Thou appliqua ses principes de tolérance en rédigeant l'Édit de Nantes et en défendant les libertés gallicanes à la conférence de Fontainebleau en 1600. Homme de lettres et de science, il fut nommé bibliothécaire du roi et son commissaire général à l'Université de Paris. La mort de Henri IV lui fit perdre son influence dans les affaires politiques et universitaires ; il mourut à Paris le 7 mai 1617.

De Thou s'est rendu fameux surtout comme historien par son grand ouvrage : *Historiae sui temporis*, qu'il commença en 1593 et dans laquelle il raconta l'histoire de France à partir de 1543. Comme terme de son travail il s'était proposé la fin du règne de Henri IV ; mais il n'a pu mettre la dernière main à son œuvre qui s'arrête à l'année 1607. La première édition des *Historiae* parut à Paris de 1604 à 1620 ; la fin n'a donc vu le jour qu'après la mort de l'auteur.

En dépit du titre, de Thou a écrit en réalité une histoire de la France pendant la seconde moitié du xvi<sup>e</sup> siècle, c'est-à-dire qu'il place la France au centre de son travail. Il écrit, non en publiciste comme son modèle Paul Jove, mais en homme d'État comme Guichardin, qu'il admire profondément. Toutefois il n'est pas aussi impartial que le Florentin ; il est assez indifférent en religion, assurément gallican ; aussi n'est-il pas tout à fait équitable envers le parti des catholiques zélés et convaincus ; il décrit avec une certaine satisfaction les atrocités et les meurtres dont les chefs de ce parti et surtout les Guisés se rendirent coupables. Convaincu que toute exagération en politique et en religion est chose néfaste, il estimait qu'il eût fallu s'entendre au lieu de se battre. Mais il est assez homme de bon sens pour savoir que l'humanité n'est pas foncièrement bonne et qu'il faut la prendre comme elle est, non point comme elle devrait être. Comme le fera plus tard Ranke, il désire simplement décrire ce qui s'est passé en réalité. C'est pourquoi il a pris beaucoup de soin pour découvrir et savoir la vérité. Puisqu'il s'agissait d'une époque aussi rapprochée du temps où il écrivait, il ne pouvait que très rarement utiliser des pièces d'archives ; il s'efforça de les remplacer par des enquêtes longues et pénibles, poursuivies jusque dans les pays étrangers, et toujours il s'appuya sur les meilleures autorités.

Homme sérieux et consciencieux, de Thou n'est pourtant pas un



grand historien ni même un grand écrivain. Son œuvre manque d'une base philosophique; il ne possède pas la force d'esprit nécessaire pour faire de la matière historique une unité réelle, pour ramener la masse des détails à la synthèse. La composition n'est pas toujours rigoureuse. Quoique imbu des principes de la Renaissance et respectueux des faits, de Thou a hérité du moyen âge l'idée d'une direction surnaturelle de l'histoire; non seulement c'est Dieu qui conduit le monde et les hommes, mais aussi les vertus des hommes sont récompensées et les vices punis par la justice divine. Une telle conception ne permet pas de comprendre l'évolution historique. Les historiens italiens pensaient que l'existence des peuples et des États est limitée; de Thou s'élève contre cette théorie et il dépasse ses prédécesseurs italiens en faisant entrer dans l'histoire politique d'autres phénomènes historiques; il comprend l'importance des sentiments religieux et des relations ecclésiastiques; il entrevoit l'importance des changements dans la législation. D'autre part, il a la passion de l'histoire, ce qui explique l'agrément et parfois l'éloquence de son style.

Tout autre était le savant Frison. Ubbe ou Ubbo Emmius naquit le 5 décembre 1547 à Greetsiel, petit village de la Frise orientale, où son père était pasteur. Nous avons peu de renseignements sur sa jeunesse et sur son éducation. Son développement intellectuel fut lent. C'est seulement en 1570 que nous le trouvons à l'Université de Rostock. En 1575 il commença le grand voyage qui, à travers l'Europe, le conduisit à Genève; là il s'assit aux pieds de Théodore de Bèze qui lui a certainement inspiré sa foi ardente et peut-être aussi enseigné sa méthode philologique et historique. Trois ans après, nous le retrouvons dans son village natal où il reste encore quelque temps, sans que nous sachions s'il y a exercé une fonction publique. Mais en 1579 on lui offrit à la fois la place de pasteur et celle de recteur de l'école latine à Norden. Il y demeura jusqu'en 1587, lorsque des raisons religieuses le forcèrent à donner sa démission. Heureusement, il put obtenir presque immédiatement le rectorat de Leer. Il y fit la connaissance de plusieurs émigrés de Groningue qui avaient fui les persécutions du régime espagnol. Or, en 1594 Groningue fut occupé par le prince Maurice d'Orange; les émigrés purent revenir dans leur ville natale. Là le régime calviniste devint bientôt dominant, et il entraîna une réforme de l'instruction publique, notamment de l'ancienne et célèbre école latine : à l'instauration des émigrés, le nouveau Magistrat appela Emmius à Groningue et le chargea des fonctions de recteur. Il les a exercées pendant environ vingt ans et réussit à rendre à l'école son ancienne prospérité.

Il assembla autour de lui un cercle d'hommes cultivés qui eurent une grande influence sur le développement de la ville et qui ont contribué à la fondation de l'Université en 1614. Il était tout naturel qu'Emmius y fût un des premiers professeurs et même le premier recteur. Ses meilleurs jours étaient déjà passés; il avait soixante-sept ans; mais il remplit sa tâche de professeur de grec et d'histoire jusqu'à sa mort. Il mourut en 1625, le 5 décembre, date de l'anniversaire de sa naissance.

Emmius était donc à peu près le contemporain de l'historien français. L'histoire de son temps s'arrête vers l'année 1610, à peu près à la même date que celle de de Thou (1607); mais, pour être équitable, ce n'est pas ces deux ouvrages qu'il faut comparer, car c'est l'*Histoire de Frise* qui permet d'apprécier Emmius à sa juste valeur. Les six décades de cette histoire ont vu le jour dans les années 1596 à 1615. Elles furent réimprimées, avec quelques autres études sur l'histoire frisonne, en 1616, dans un in-folio imposant, chez le célèbre imprimeur Louis Elzevier à Leyde. Dans cette division en décades on sent déjà l'influence de Tite-Live qui, pour les humanistes, était le modèle des historiens. Cependant Emmius, tout en imitant la forme de Tite-Live, se distingue de lui par sa critique sévère des documents. Comme l'ancienne histoire de Rome, celle de Frise était remplie de petits récits et d'anecdotes destinés à glorifier les ancêtres, mais qui n'ont aucun fondement réel. Or, tandis que Tite-Live faisait entrer ces anecdotes dans ses décades, Emmius élimina tout ce qui était fabuleux et douteux dans l'ancienne histoire de sa patrie et donna un tableau du passé qu'il appuyait sur des documents sûrs et authentiques. Comme l'a fait Dousa pour l'histoire de la Hollande, il a séparé nettement l'histoire de la légende. C'est qu'aucun lien de sentiment ou de patriotisme ne l'attachait à un passé qui était pour lui définitivement clos. Pour les historiens hollandais protestants du xvi<sup>e</sup> siècle, entre le moyen âge et leur temps se dressait une barrière infranchissable qui était le soulèvement contre l'Espagne. Envers ce passé aboli ils pouvaient être impartiaux. Le calvinisme d'Emmius ne le gênait pas non plus, puisque son histoire de Frise ne contenait que les événements politiques; il n'était guère question dans son œuvre de la religion ni de l'Église catholiques, qu'il haïssait. Telle est la grande différence avec le politique et tolérant de Thou. Aussi Emmius avait-il sur l'histoire du moyen âge des vues beaucoup plus exactes que son contemporain français; bien que sa conception du monde fût beaucoup plus dominée par la religion, la pratique chez lui l'emporta sur la théorie; son histoire s'inspira d'une critique sûre qui ne rappelle en rien la science médiévale.

Ces deux illustres historiens, sans s'être jamais rencontrés, eurent entre eux des relations amicales. Dans mon édition de la correspondance d'Emmius<sup>1</sup>, j'ai publié les débris d'une correspondance qui a dû être assez régulière.

Dès la première lettre qui nous a été conservée, le ton est amical. Les deux historiens sont entrés en relations par l'intermédiaire du théologien Antoine Thysius. Celui-ci, qui connut Emmius à Groningue et à Emden, s'établit en 1595 pour quelque temps en France. A Paris, il fut présenté à de Thou, qui s'exprima en termes très flatteurs sur Emmius et qui, lorsque Thysius prit congé, le pria de saluer le savant frison de sa part. Thysius fit ce qui lui avait été demandé. Très sensible à ce haut témoignage d'estime, Emmius répondit dans une lettre du 10 juin 1600<sup>2</sup>; en termes très déferents, il sollicite l'amitié et aussi la critique de de Thou, qu'il considère comme une des plus grandes lumières du monde. Malheureusement, cette lettre ne parvint pas à son destinataire; c'est ce qu'Emmius apprit par le même Thysius, renseigné par un de ses élèves qui étudiait à Paris. Un an environ après sa première lettre, Emmius, le 4 juin 1601<sup>3</sup>, prit de nouveau la plume pour exprimer à de Thou ses sentiments de vénération et d'amitié. Pour être plus sûr maintenant que sa lettre arriverait à destination, Emmius la confia à Thysius, avec prière de la remettre à l'ambassadeur de France à La Haye, le seigneur de Buzanval, ou au célèbre professeur de Leyde, Scaliger. Emmius informa son correspondant que ses travaux scolaires et d'autres occupations l'avaient empêché de continuer ses travaux historiques; mais il espère que bientôt la quatrième et la cinquième décades de son histoire de Frise paraîtront ensemble; en attendant, il envoie à de Thou une carte de la Frise orientale gravée d'après ses dessins.

On ne peut pas dire que de Thou se soit hâté d'accuser réception à son collègue du lointain Groningue. C'est seulement le 1<sup>er</sup> septembre 1604<sup>4</sup>, donc plus de trois ans après la deuxième lettre d'Emmius, qu'il daigna lui écrire. Il laisse entendre que les deux lettres lui sont enfin parvenues; sans doute, elles avaient erré longtemps par suite de l'état de guerre. De Thou s'exprime en termes très aimables: il s'excuse de ne pas avoir pu lui répondre plus tôt et le remercie de sa carte. Il lui envoie en échange le tome I de son *Histoire* qui

1. *Briefwechsel des Ubbo Emmius*. I, 1556-1607 (Aurich, 1911); II, 1608-1625; Supplément, 1590-1609 (s'Gravenhage, 1923).

2. *Briefwechsel*, n° 127; à comparer n° 124.

3. *L. L.*, n° 146.

4. *L. L.*, n° 174.

venait justement de paraître. Il constate avec douleur que son œuvre n'a pas été accueillie partout avec sympathie; lui, l'homme du juste milieu, est attaqué de deux côtés; à la cour on le jugeait trop favorable aux protestants. Il compare les attaques auxquelles il se voit exposé aux agressions dont Emmius a été la victime quand il publia son histoire de Frise, où il remplaçait la légende par l'histoire. Il loue la bonne et saine critique d'Emmius qu'il compare à l'historien écossais Buchanan. En dépit de ces attaques, tous les deux doivent persister dans leur méthode d'investigation qui est incontestablement la plus scientifique et promet de bons résultats. En réponse à l'envoi de l'*Historia sui temporis*, Emmius adresse à de Thou sa propre histoire de Frise<sup>1</sup>.

Quelques années se passent sans que nous ayons de nouveaux renseignements sur les relations des deux savants. Mais nous savons qu'elles furent continuées. Le 18 novembre 1606, Emmius écrit à son collègue de Franeker, le célèbre théologien Sibbrand Lubberts, mieux connu sous son nom latinisé Sibrandus Lubbertus, que de Thou lui a envoyé le tome II de son *Historia*, paru cette même année<sup>2</sup>. La correspondance reprend seulement en 1611, par une lettre datée du 17 janvier<sup>3</sup>. Emmius s'y plaint de n'avoir pas eu de nouvelles de de Thou depuis deux ans, ce qui prouve qu'une lettre au moins s'est perdue. S'il a repris la plume, c'est parce qu'il sait que de Thou s'intéresse beaucoup aux querelles intestines de la Frise orientale; aussi fait-il de ces événements un résumé qu'il envoie à Paris avec sa lettre. Il se rappelle avec plaisir la lecture de l'histoire de de Thou, dont il a beaucoup profité pour ses propres études et qu'il loue abondamment. Il fait pourtant l'observation que de Thou s'est trompé plusieurs fois dans l'orthographe des noms propres hollandais; il présume qu'il les a tirés des commentaires de Mendoza. Pour corriger ces fautes, Emmius recommande à son ami de consulter sur les affaires des Pays-Bas les livres de Van Meterén et de Bor qui sont plus exacts; le premier, ayant été traduit en latin, est ainsi accessible à de Thou. Il finit en exprimant sa profonde douleur de l'assassinat de Henri IV.

La réponse de de Thou, du 28 juin 1612<sup>4</sup>, est conçue en termes si amicaux et si flatteurs que nous ne nous étonnons pas de la voir figurer en tête du *De agro Frisiae syntagma*<sup>5</sup>. Celle d'Emmius ne

1. *L. L.*, n° 472.

2. *L. L.*, n° 205.

3. *L. L.*, n° 352.

4. *L. L.*, n° 372. Il manque certainement au moins une lettre.

5. Paru, il est vrai, seulement en 1646 à Groningue.

s'est pas retrouvée, mais une nouvelle lettre de de Thou du 22 février 1615<sup>1</sup> nous montre que leur amitié dure toujours. Il demande à Emmius de lui pardonner son long et involontaire silence et lui demande quelques renseignements sur la continuation de l'histoire de Frise; en le louant amplement, il le compare de nouveau à Buchanan. L'année suivante, de Thou envoya une épigraphe pour la grande édition de l'histoire de Frise qui parut en 1616 à Leyde chez Elsevier; malheureusement, le poème arriva trop tard pour y être publié. En même temps de Thou informa Emmius du décès de sa femme, perte qui lui causait une profonde douleur<sup>2</sup>; le grand historien lui-même mourut le 7 mai 1617. Il fut vivement regretté par Emmius qui se sentait privé d'un ami sage et sincère. Mais, écrit Emmius à Gruter, « que la volonté de Dieu soit faite<sup>3</sup> ».

Ainsi se termina cette correspondance entre deux historiens qui ont été l'honneur de leur patrie pendant toute une série d'années. Certes, dans cette correspondance, c'est de Thou qui occupe le premier rang et Emmius n'hésite pas à exprimer son admiration pour un historien qui était à la fois un des hommes d'État les plus considérables de son temps. Par contre, de Thou est extrêmement aimable envers l'historien frison qui, socialement, était bien au-dessous de lui, n'étant qu'un humble professeur de Groningue; mais la grande distance qui séparait ces deux hommes fut supprimée par leur commun amour pour l'histoire. La science, qui est internationale, devrait toujours remplir le même rôle que dans la vie de ces deux savants différents de nationalité, de religion, d'éducation; telle est la leçon que nous donne la correspondance de de Thou et d'Emmius.

H. BRUGMANS.

1. *L. L.*, n° 403.

2. *L. L.*, n° 415.

3. *L. L.*, n° 418, 420.



## BULLETIN HISTORIQUE

### HISTOIRE DE FRANCE

#### LA RÉVOLUTION.

Nous constatons avec une véritable satisfaction la reprise des études relatives à l'époque révolutionnaire et en particulier l'apparition d'assez nombreuses publications de volumes de la série des *Documents relatifs à l'histoire économique de la Révolution*, dont la guerre avait retardé la mise au jour et qui restaient encore assez clairsemés depuis la signature de la paix.

C'est par ces publications officielles que nous commencerons, comme d'habitude, notre compte-rendu. Nous avons à mentionner tout d'abord quelques nouveaux *Cahiers de doléances*. Ceux du *bailliage d'Arques* ont été édités par M. E. LE PARQUIER<sup>1</sup>. Dans une introduction d'une soixantaine de pages, il donne des renseignements sur l'étendue de cette partie du futur département de la Seine-Inférieure, sur son sol et ses habitants, sur les assemblées électorales et la rédaction des cahiers. Sauf dans quelques villes, comme Dieppe, les questions politiques sont rarement soulevées; ce sont les questions économiques et financières qui préoccupent surtout les Arquois, car la misère y est grande; dans certaines communes le tiers ou même la moitié de la population est pauvre (p. XLVIII), et dans l'une d'elles il passe quatre à cinq cents mendiants par semaine (p. XLIX)! Les cahiers réclament une meilleure justice, plus rapprochée des justiciables, la suppression des moines, « qui dévorent la subsistance des pauvres<sup>2</sup> », des usurpations seigneuriales, des colombiers, la destruction des corneilles, etc. On y prêche une véritable croisade « contre les cafés et billards répandus dans les campagnes », où « les jeunes gens

1. Collection des documents inédits. *Département de la Seine-Inférieure. Cahiers de doléances du bailliage d'Arques (secondaire de Caudebec) pour les États-Généraux de 1789*, publiés par E. Le Parquier, professeur d'histoire au lycée Corneille de Rouen. Lille, Camille Robbe, 1922, gr. in-8°, LXVIII-627 p.

2. A ce sujet, le cahier de Royville remarque ironiquement « qu'il ne faut pas des revenus immenses pour jeûner » (p. 383).

perdent leur argent et corrompent leurs mœurs » (p. 131); on y proteste contre « la mauvaise influence du voisinage de la mer, dont les vents dangereux flétrissent sur pied la récolte » (p. 161). A Heugleville-sur-Scie, on réclame « la franchise du tabac... pour le pauvre, qui s'en est fait une nécessité » (p. 274). Un peu partout, on demande l'abolition de la gabelle et les paysans, « abimés par les bêtes sauvages », sollicitent la permission de les détruire (p. 212). Les cahiers de Dieppe se trouvent en tête de la collection, puis ceux des autres localités, par ordre alphabétique, d'Ambrumesnil à Wanchy. A la page 535, on trouve les procès-verbaux de l'assemblée générale du bailliage d'Arques (9-16 mars 1789) et, après quelques pièces justificatives en appendices, la table des matières des noms et des lieux.

La publication des cahiers du *bailliage d'Amont* (département actuel de la Haute-Saône) a été confiée à deux professeurs, MM. GODARD et ABENSOUR. Ils ont fait paraître le premier tome de leur recueil<sup>1</sup> avec une introduction de quarante pages, dans laquelle ils rendent compte de leurs recherches dans les archives; puis ils fournissent, dans l'ordre alphabétique, les cahiers locaux pour autant qu'ils ont pu les retrouver. En les parcourant, on est frappé tout d'abord de n'y trouver, pour ainsi dire, aucun vœu de portée générale; mais il n'y a là rien d'étonnant au fond, car il doit y avoir eu peu de régions dans le royaume où les tout petits hameaux aient été aussi nombreux, où il y ait eu une telle abondance de misère matérielle. Ces pauvres paysans ne songeaient pas à réformer l'État et la société, comme les bourgeois des grandes villes. Les colombers des seigneurs, les chasses des moines, les dîmes et les impôts croissants, l'absence de voies de communication, le manque de bois de chauffage, les barrières des douanes intérieures, c'étaient là leurs préoccupations majeures. On peut signaler pourtant quelques doléances assez curieuses; par exemple, celles contre les pensions exagérées; « on ne pense pas qu'en faisant le bien d'un individu on fait le malheur de mille autres » (p. 217). Les habitants de Champagny « ne peuvent penser aux maux dont souffrent les nègres des colonies sans avoir le cœur pénétré de la plus vive douleur... Ils craignent que les générations futures..., philosophes, n'accusent les Français de ce siècle d'avoir été anthropophages... » (p. 309). Le cahier de Cornot va jusqu'à réclamer « que le casuel des curés soit supprimé »

1. Collection de documents inédits. *Département de la Haute-Saône. Cahiers de doléances du bailliage d'Amont*, publiés, annotés et précédés d'une introduction par MM. Godard, professeur au lycée de Vesoul, et Léon Abensour, professeur au lycée de Besançon, t. I. Besançon, typographie Dodivers, 1918, gr. in-8°, 554 p.

(p. 393) et celui de Courboux proteste contre la séparation d'avec six autres hameaux, obtenue par un curé, vers 1770, de sorte qu'ils ont maintenant à contribuer à l'entretien de deux desservants, au lieu d'un seul. Les gens de Flagey sollicitent la permission d'avoir dans la commune quatre fusils pour se défendre contre les loups et les chiens enragés et « pour la conservation de l'échevin quand il portera l'argent (de l'impôt) à la recette » (p. 509).

M. Camille Bloch, auquel nous devons déjà tant de contributions précieuses à l'histoire de la Révolution, nous offre les deux volumes des *Procès-verbaux du Comité des finances de l'Assemblée constituante*<sup>1</sup>, précédés d'une introduction sur la création et l'organisation de ce célèbre Comité<sup>2</sup>, sur ses présidents et ses membres, sur les locaux successifs où il a tenu ses séances, passablement nombreuses, etc. On est quelque peu déçu, je l'avoue, en abordant la lecture des procès-verbaux eux-mêmes; on pensait y trouver, sur un sujet qui a occupé une si large place dans les délibérations de l'Assemblée nationale, des renseignements abondants et nouveaux. Mais ce n'est pas la faute de M. Camille Bloch si ces procès-verbaux sont très secs, si les noms des opinants y sont assez rarement indiqués, si surtout les grandes questions financières n'y sont souvent pas abordées, la Constituante s'étant réservé le privilège de les discuter en séance plénière. Le premier volume contient les procès-verbaux des 147 séances tenues du 20 juillet 1789 au 28 juillet 1790. Elles ont été suivies avec une assiduité très variable; sur le chiffre normal de soixante-quatre membres, on n'en voit siéger parfois qu'une douzaine<sup>3</sup>. Le second volume renferme les procès-verbaux jusqu'à la 262<sup>e</sup> séance, la séance finale du 29 septembre 1791. Ils semblent d'ailleurs avoir été rédigés avec une certaine négligence; parfois on se perd dans le détail de certaines affaires<sup>4</sup>, qui ne reparaissent plus par la suite; d'autres fois, on n'énumère pas les membres présents et les signatures manquent totalement à tel procès-verbal.

1. Documents inédits. *Procès-verbaux du Comité des finances de l'Assemblée constituante*, publiés par Camille Bloch, 1<sup>re</sup> partie. Rennes, Oberthur, 1922, gr. in-8°, XLIX-316 p.; 2<sup>e</sup> partie. Rennes, 1923, gr. in-8°, p. 317-571.

2. Par faute d'impression, il est dit, p. v, que, créé par décret du 11 août 1789, le Comité tient sa première audience le 14 juillet.

3. Il est vrai que le grand Comité s'était partagé en neuf sous-commissions ou cabinets, de sorte que bien des membres s'abstenaient d'assister aux séances générales.

4. Ce qui est également curieux à constater, c'est l'inégalité d'attraction — si je puis m'exprimer ainsi — qu'exercent sur le Comité les différentes parties du territoire national; il en est dont il n'a jamais l'air de s'occuper, alors que d'autres fournissent fréquemment matière à ses discussions.

C'est à la question si grave des subsistances, cause réelle ou prétexte de tant de mouvements populaires, qu'ont trait les volumes suivants. Voici d'abord la *Correspondance du ministre de l'Intérieur relative au commerce, aux subsistances et à l'administration générale*, du 16 avril au 14 octobre 1792, dernière publication posthume de ce travailleur consciencieux et assidu que fut Alexandre TUETÉY<sup>1</sup>. Il peut paraître étrange qu'on ne mette au jour, sur un sujet si important et pour toute la période révolutionnaire, que les lettres et les instructions de sept mois seulement. La raison en est malheureusement bien simple. Ce fragment est le seul registre de toute la série des volumes de cette division du ministère de l'Intérieur qui se soit retrouvé aux Archives nationales. Il suffit cependant pour nous faire constater la tenace routine administrative des bureaux en ces quelques mois qui vont de l'agonie de la royauté à l'installation de la Convention, alors que les ministres éphémères se succèdent, Roland, Mourgues, Terrier de Monciel, Champion de Villeneuve, puis encore Roland. M. Tuetey a mis en tête de cette correspondance une introduction dans laquelle il nous présente l'apologie discrète de ce dernier, politicien médiocre à mon avis, mais qui eut de sérieux mérites comme administrateur. Il avait des *idées* et la *volonté* de les mettre en pratique; il les défendait auprès de ses collègues, auprès des députés individuellement et au sein même des assemblées. Le regretté éditeur suit Roland dans les différentes sphères de son activité et insiste surtout sur les efforts faits pour remédier à l'insuffisance des ressources alimentaires du pays<sup>2</sup>.

Nous avons déjà parlé, dans notre dernier bulletin (mai-juin 1922), du travail collectif de MM. A. DEFRESNE et F. ÉVRARD sur les *Subsistances dans le district de Versailles de 1788 à l'an V*, lors de la publication du premier volume de cet excellent recueil. Le second tome<sup>3</sup> comprend la deuxième période de l'ère révolutionnaire, le régime du maximum. C'est d'abord la période du « maximum

1. Collection de documents inédits. *Correspondance du ministre de l'Intérieur relative au commerce, aux subsistances et à l'administration générale (16 avril-14 octobre 1792)*, publiée et annotée par Alexandre Tuetey, conservateur honoraire aux Archives nationales. Paris, Imprimerie nationale, 1917, gr. in-8°, XLVI-760 p.

2. Une faute d'impression fait mourir (p. 69) le célèbre jurisconsulte G.-C. Koch, membre de la Législative et du Tribunat, en 1843; il aurait été plus que centenaire; né en 1737, il est mort en 1813.

3. Collection de documents inédits. *Département de Seine-et-Oise. Les subsistances dans le district de Versailles de 1788 à l'an V*. Documents recueillis et publiés par A. Defresne et F. Évrard, t. II. Rennes, imprimerie Oberthur, 1922, gr. in-8°, 583 p.

absolu » (11 septembre 1793-18 brumaire an III), puis celle du « maximum par districts » (du 19 brumaire au 4 nivôse an III), enfin la période *décroissante*, qui s'étend de nivôse an III à la fin de l'an V. MM. Defresne et Évrard ont dépouillé d'innombrables dossiers aux archives départementales et locales, et l'on peut suivre dans leur exposé très lucide toutes les questions qui se rapportent à l'ensemencement des champs, au battage des grains, à la surveillance de la meunerie, des boulangers ; on y peut étudier aussi le rôle des sociétés populaires en ce qui concerne les approvisionnements, la police des marchés, les accaparements et les troubles qui en sont la suite. Dans une série d'appendices, on trouvera de nombreux renseignements statistiques sur les arpentages faits dans le district de 1786 à 1788, sur les domaines de la couronne qui y sont situés, sur le recensement des récoltes, la liste des commissaires spéciaux de surveillance nommés par le département ou le district de Versailles. Un *Index* d'une vingtaine de pages termine le volume.

Des *Documents relatifs à l'histoire des subsistances dans le district de Bergues pendant la Révolution*, le premier tome avait été publié par M. Georges LEFEBVRE dès 1914, peu avant la guerre<sup>1</sup>. Le second se trouvait à l'imprimerie, lors du bombardement de Lille en octobre 1914 ; mais le manuscrit put être sauvé, sauf quelques appendices que l'auteur a reconstitués depuis<sup>2</sup>. Dans une longue introduction de 124 pages, M. Lefebvre s'était expliqué sur les sources utilisées et sur la méthode suivie dans son travail, puis il donnait un aperçu détaillé sur la production agricole et le commerce des grains du district à travers les différentes périodes de l'ère révolutionnaire. Venaient enfin les documents eux-mêmes, depuis l'été 1788 jusqu'au 9 novembre 1794. Le second volume reprend au 19 brumaire de l'an III et s'arrête à l'an V. On y suit la lutte inquiétante entre les villes et les campagnes ; les réquisitions des premières « ne produisent plus rien si elles ne sont pas accompagnées de balonnettes », écrit le représentant Florent Guyot au Comité de Salut public<sup>3</sup>. On ne cesse de réclamer contre « l'esprit cupide des égoïstes campagnards » qui « disent publiquement que, si le prix du blé ne passe pas mille livres, ils le feront transporter en Belgique, où ils sont

1. *Voy. Rev. histor.*, t. CXVIII, p. 90.

2. Collection de documents inédits. *Documents relatifs à l'histoire des subsistances dans le district de Bergues pendant la Révolution (1788-an V)*, publiés et annotés par M. Georges Lefebvre, professeur au lycée de Lille, t. II. Lille, Camille Robbe, 1921, gr. in-8°, 704 p.

3. Lettre du 3 avril 1795 (p. 136).



sûrs de le vendre trente livres en espèces sonnantes<sup>1</sup>. On en vient à défendre la fabrication du pain blanc pour d'autres que les malades, porteurs « d'un certificat de médecin », renouvelable tous les sept jours. Les marchés sont « transformés en une arène de gladiateurs », et il faut y « placer une garde armée à pied ou à cheval ». De là des attroupements de femmes, des émeutes, les brasseries qu'on ferme, des moments de crise effrayants (par exemple, à Dunkerque, en novembre 1795) et, jusqu'à la fin, une pénurie de subsistances très marquée pour une population d'environ 96,000 âmes<sup>2</sup>. Il aurait été désirable que l'éditeur expliquât dans ses notes ou dans la table des matières certains mots qui sont inconnus hors des Flandres<sup>3</sup>.

Un dernier volume de documents inédits pour l'histoire économique de la Révolution nous fournit ceux relatifs à l'Assistance publique dans le district de Toulouse, de 1789 à 1800; ils sont mis au jour par M. J. ADHER<sup>4</sup>, que nous avons déjà eu l'occasion de nommer autrefois, avec éloges, à l'occasion de son travail sur le *Comité des subsistances de Toulouse (1793-1795)*, publié en 1912. Le présent volume est divisé en deux parties; la première est consacrée à la ville même de Toulouse, la seconde au district de Toulouse et à une trentaine de localités qu'il renfermait alors. L'une comprend 547 pages, l'autre moins d'une quarantaine. L'introduction, après avoir indiqué les sources où l'auteur a puisé, expose sa méthode de travail, qui consiste à condenser l'essentiel des documents dans des annotations groupées autour d'une pièce principale; on pourra toujours, nous dit-il, reviser son classement en remontant aux sources. C'est ainsi qu'il nous parle de l'Hôtel-Dieu, qui date du XIII<sup>e</sup> siècle, d'après un *Mémoire abrégé de la situation actuelle de l'Hôtel-Dieu*, rédigé en décembre 1790. Successivement, il traite de la maison des Orphelins, des hôpitaux militaires, des secours à domicile, de l'assistance patriotique en faveur des familles de soldats et de réfugiés, de l'assistance par le travail (ateliers de charité), des secours aux prisonniers, du rétablissement des mœurs, etc. On trouvera plus d'un détail topique dans ce dépouille-

1. Lettre du 5 août 1795 (p. 163).

2. P. 203, 265, 312, 509, etc.

3. Qu'est-ce que des rasières, des scorions, soucrons ou scurgeons, des avéties, des drages, des manées, de la pamille, des blatiers, des bédandres, etc.

4. Collection de documents inédits. Département de la Haute-Garonne. *Recueil de documents sur l'assistance publique dans le district de Toulouse de 1789 à 1800*, publié par S. Adher, directeur d'école publique. Toulouse, imprimerie Privat, 1918, gr. in-8°, xxvi-606 p.

ment consciencieux des dossiers toulousains<sup>1</sup>. Que de misères dévoilées dans le tableau des enfants malades abandonnés, de la détresse de ces hospices « que le pauvre fuira avec horreur<sup>2</sup> » ! On y supprime les noms des salles « qui portent les noms de l'ancien calendrier sacerdotal » (p. 290), et cependant, grâce à la connivence des surveillantes, un prêtre réfractaire y célébrait le culte en ventôse de l'an II (p. 176). La société populaire s'associait, en novembre 1793, à la demande de « réclusion des filles et femmes de joie dont nos frères d'armes sont journellement les victimes » (p. 373). Pour les hôpitaux et bureaux des pauvres du reste du district, M. Adher n'a pu recueillir que des indications bien fragmentaires.

Nous avons à mentionner maintenant plusieurs histoires générales de l'époque révolutionnaire. C'est tout d'abord une réimpression de *l'Histoire socialiste de la Révolution française* de Jean JAURÈS<sup>3</sup>, soignée par M. A. MATHIEZ. Cette seconde édition a tout d'abord sur la première deux mérites incontestables : le papier en est meilleur et les illustrations moins floues. Pour le reste, on ne pouvait guère s'attendre à des changements très importants après avoir lu dans la préface (t. I, p. v) de M. Mathiez : « On ne revise pas un texte de Jaurès ; tout ce qu'a écrit cet évocateur prodigieux est sacré. » Tout le monde sera d'accord avec le savant professeur de Dijon pour reconnaître dans le grand tribun, lâchement assassiné en juillet 1914, un évocateur puissant du passé qui, sur plus d'une page de l'histoire de la Révolution, a su projeter une lumière intense et ouvrir aux travailleurs scientifiques des perspectives nouvelles. S'il s'agissait uniquement d'apprécier *l'Histoire sociale* au point de vue de l'art, comme on le fait, dès aujourd'hui, pour un Thiers, un Mignet, un Michelet, un Louis Blanc, un Taine, il n'y aurait rien à objecter à ce procédé respectueux. Mais qu'on se place au point de vue de la science historique, qui doit être ici exclusivement le nôtre, l'éditeur de Jaurès voudra bien m'accorder que, depuis vingt ans que l'ouvrage a paru, il s'est produit une telle abondance de documents nouveaux, gros volumes ou minces brochures, sur la Révolution française — ne fût-ce que les nombreuses et pénétrantes

1. En nivôse de l'an II, les administrateurs chargent le peintre Melliot de changer le costume des portraits des anciens bienfaiteurs de l'Hôtel-Dieu, « qui rappelle le souvenir de l'ancien régime » (p. 70).

2. Lettre des administrateurs de messidor an IV (p. 137, 141).

3. Jean Jaurès, *Histoire socialiste de la Révolution française*, édition revue par A. Mathiez, t. I : *la Constituante*; t. II : *Travaux de la Constituante*; t. III : *la Législative*; t. IV : *la République*. Paris, librairie de l'« Humanité », 1922-1923, gr. in-8°, 423, 432, 468, 426 p. Le quatrième volume s'arrête à l'expédition de Custine contre Francfort en automne 1793.

recherches de M. Mathiez lui-même — qu'il y aurait lieu, en maint endroit, à rectifier ou à compléter des détails, à procéder à des retouches du texte jeté en 1902 sur le papier par l'auteur. Cela est si vrai que l'auteur des *Études robespierristes* n'a pu s'empêcher d'agir de la sorte à plusieurs reprises, au cours de son édition nouvelle. Pour le premier volume, il est vrai, il n'a fait qu'opérer quelques transpositions et corriger quelques fautes d'impression<sup>1</sup>; mais dans les volumes suivants les notes rectificatives au bas des pages deviennent plus nombreuses, alors que le texte même de Jaurès reste immuable<sup>2</sup>. Pour la plupart de ces rectifications, qui se rapportent principalement à Danton et à Robespierre, c'est bien M. Mathiez qui me semble avoir raison<sup>3</sup>.

En somme, l'ouvrage est resté le même avec tous ses mérites et ses défauts, son éloquence trop tendue, sa passion trop rebelle au calme serein de l'histoire; il a été autrefois copieusement analysé, dans cette *Revue* même, par Gabriel Monod et par celui qui signe ces lignes; en relisant ces pages, vieilles d'une vingtaine d'années, je penche à croire que nous n'avons pas manqué de justice à l'égard du grand orateur et du fougueux historien<sup>4</sup>.

M. MATHIEZ lui-même a fait paraître le premier volume d'une histoire de la *Révolution française*, qui va de 1788 jusqu'à la chute de la royauté, au 10 août 1792<sup>5</sup>. Ce résumé succinct, rédigé par un écrivain qui connaît à fond la période révolutionnaire et qui l'interprète d'après des idées nettement arrêtées, sera le bienvenu pour ceux qui désirent s'orienter rapidement sur les faits sans s'effrayer du radicalisme de certaines théories<sup>6</sup>. Dans un tableau si

1. Il a placé, en tête du volume, sous le titre d'*Introduction critique*, une partie des « Errata » et « Observations » qui se trouvaient à la fin; il a corrigé (p. 13) *Minés* en *Minzès*, etc. Il aurait dû faire disparaître encore, p. 85, le mot d'Alsace-Lorraine, qu'on peut s'étonner, après 1918, de retrouver sous la plume d'un historien français.

2. Il y a pourtant quelques erreurs qui n'ont pas été corrigées; ainsi (t. III, p. 98) le célèbre jurisconsulte de Strasbourg C.-G. Koch est toujours « député du Haut-Rhin »; t. IV, p. 115, le jacobin alsacien s'appelle non pas *Rieutin*, mais *Kientlin*.

3. Je citerai, comme exemple, les notes, t. III, p. 148; t. IV, p. 6, 8, 103, 206, 242, 245, 247, 250, 263, etc.

4. Le premier volume de l'*Histoire sociale de la Révolution* a été apprécié par Gabriel Monod au t. LXXVIII, p. 350 (1892); le second par le même, t. LXXX, p. 351. J'ai rendu compte des deux derniers au t. LXXXIX, p. 101 (1905).

5. *La Révolution française*, par Albert Mathiez, t. I : *la Chute de la royauté (1787-1792)*. Paris, Armand Colin, 1922, in-18, vi-217 p.

6. A propos des mesures prises après les événements du Champ-de-Mars

ramassé et tracé par un artiste si familier avec son sujet, il n'y a guère d'erreurs matérielles à redresser<sup>1</sup>. Nous citerons seulement cet aveu curieux : « En France, une bonne partie de la population ne comprenait rien aux institutions nouvelles ou ne voulait rien y comprendre. Elle ne se servait des libertés qui lui étaient accordées que pour leur faire échec. Elle redemanda ses chaînes » (p. 124). « Seul Marat », continue l'auteur, « avait compris, dès le premier jour, qu'il faudrait organiser le pouvoir révolutionnaire sous la forme d'une dictature, afin d'opposer au despotisme des rois le despotisme de la liberté. » Il sera intéressant de constater plus tard comment l'auteur nous dépeindra ce « despotisme de la liberté », deux mots qui hurlent de se voir accouplés.

Une troisième *Histoire de la Révolution française* a cela d'original qu'écrite par un historien français c'est sous le vêtement germanique qu'elle se présente à nous. M. Ludo-Moritz Hartmann, ayant entrepris de fournir au public allemand une Histoire universelle populaire, a demandé à M. G. BOURGIN de rédiger le volume relatif à la Révolution. Il l'a fait en français, mais il n'a évidemment pu contrôler la traduction allemande, qui abonde en cacographies et en erreurs variées<sup>2</sup>. Ce récit, plus court encore que ne sera celui de M. Mathiez — car il embrasse la période révolutionnaire tout entière — est écrit dans un esprit d'intransigeance radicale assez marqué;

(17 juillet 1791), M. Mathiez parle d'une « véritable loi de sûreté générale qui fait planer la Terreur sur les chefs des sociétés populaires qui furent mis en jugement par centaines... Il s'agit de décapiter le parti démocratique et républicain ». On se demande combien de ces chefs furent décapités? Et que dira M. Mathiez plus tard des massacres de Septembre et de la guillotine en permanence en messidor de l'an II?

1. Pourtant, p. 217, c'est calomnier Frédéric de Dietrich, le patriote strasbourgeois, que de prétendre qu'il a tenté de « soulever l'Alsace » après le 10 août; il avait le droit, assurément, de protester contre le coup d'État populaire qui violait la Constitution; mais il n'a rien fait pour le combattre, une fois qu'il fut accompli. Il « passa, lui aussi, la frontière », dit de lui M. Mathiez, bien qu'il pût savoir, par le livre de M. Ramon, que l'ex-maire de Strasbourg était en route pour Paris, afin de se justifier devant l'Assemblée législative, quand il apprit en Lorraine les hideux massacres de Septembre; au lieu de juges, il aurait trouvé des bourreaux. Il se retira en Suisse, territoire ami, et, dès qu'il put croire que l'ordre était à peu près rétabli, il se présenta spontanément aux autorités militaires du Haut-Rhin; il fut acquitté par le jury de Besançon; mais, trainé prisonnier à Paris et livré au tribunal révolutionnaire, ce patriote fut guillotiné comme traître à la nation, au plus fort de la Terreur.

2. *Weltgeschichte in gemeinverstaendlicher Fassung*, herausgegeben von Ludo-Moritz Hartmann, Band VIII : *Die franzoesische Revolution* von G. Bourgin. Stuttgart und Gotha, Perthes, 1922, gr. in-8°, VIII-267 p.

on n'a qu'à voir le récit des journées des 5-6 octobre 1789, des massacres de septembre 1792, la justification du 31 mai et du 1<sup>er</sup> juin 1793 pour s'en convaincre. S'il y a eu des incidents regrettables dans certains départements, ce ne sont pas les Comités révolutionnaires qui en sont responsables, mais l'intolérance de l'Église catholique (p. 100). L'auteur professe que « la Terreur a sauvé la Révolution » (p. 106) et que « le culte de la Raison et de l'Être suprême satisfaisait, dans une certaine mesure, les besoins du pays<sup>1</sup> ». La partie économique du livre est de beaucoup la plus intéressante; M. Bourgin, s'étant beaucoup occupé de ces questions, était particulièrement compétent pour les traiter. Les chapitres sur les guerres de la Révolution sont rejetés à la fin du volume et peu explicites<sup>2</sup>. On trouvera en note un choix restreint des bévues et des erreurs qu'il faut attribuer, en toute justice, au traducteur anonyme du texte français<sup>3</sup>.

C'est un résumé de son enseignement à la Sorbonne pendant les années 1914-1916 que nous offre M. Alphonse AULARD dans son petit volume le *Patriotisme français de la Renaissance à la Révolution*<sup>4</sup>. Au cours de la lutte mondiale, il a voulu « servir la patrie et la vérité » et montrer que le patriotisme français était « un patriotisme raisonnable, un patriotisme philosophique, inspiré surtout par l'amour de la liberté, et qui devint très vite un patriotisme humain » (p. 5). Pour ma part, je crois que ce sentiment d'affection profonde pour le sol natal, pour le « doux pays de France », qui était devenu, en effet, quelque peu « philosophique » au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle, date de beaucoup plus loin et qu'il existait dès le temps de Jeanne d'Arc, avant même que le mot fût inventé. M. Aulard a suivi dans ses leçons l'histoire du mot et de l'idée à travers les siècles, de la Renaissance à la Révolution; il les retrouve chez Voltaire et

1. Alors pourquoi le « pays » les a-t-il si vite abandonnés?

2. On remarque que la défaite de Neerwinden est mentionnée dès la p. 90, alors que la victoire de Valmy ne figure (et encore d'un seul mot!) qu'à la p. 239.

3. P. 7. Qu'est-ce que le duc de Lugny? — P. 11. *Lafranc* de Pompignan. — P. 17. *Barreul* au lieu de *Barruel*. — P. 44. *Hérault* de Séchelles est tantôt *Hérault* de Seychelles, tantôt *H. des Séchelles* (p. 87). — P. 48. *Champion* de Cîré au lieu de *Champion* de Cicé. — P. 53. « *Der abbé Saint-Grégoire* » au lieu de l'abbé Grégoire. — P. 69. « *Die Actes d'apôtres*. » — 77. « *Der feldmarschall Seroan!* » — P. 107. Le 24 mars ne peut être à la fois « la fin de ventôse » et « le 4 germinal de l'an II ». — P. 121. *Pastorat* pour *Pastoret*. — P. 127. « *Andre, wie Florent, Guyot, blieben Abgeordnete* »; on a fait d'un seul homme deux députés. — P. 149. *Chollat* pour *Chollet*. — P. 217. « *Nieder, Langue d'Oc* » au lieu de « *Niederlanguedoc* », etc., etc.

4. A. Aulard, professeur à l'Université de Paris, le *Patriotisme français de la Renaissance à la Révolution*. Paris, Chiron, 1921, in-18, 283 p.



Rousseau, d'Alembert et Jaucourt. Turgot et Louis XVI lui-même; les cahiers de 1789, ceux du clergé, de la noblesse, du tiers état l'ont employé. L'idée a pris corps, le 17 juin 1789, alors que les États-Généraux devenaient l'Assemblée nationale; elle s'est décidément réalisée dans la nuit du 4 août, qui a donné à tous les Français une patrie commune. Les grandes fédérations du Midi, de Lyon, de la Franche-Comté, de Strasbourg, de Paris ont fortifié dans la suite cette union patriotique, et l'on peut dire, avec l'auteur, qu'en 1790 « le royaume de France était devenu une patrie » (p. 236). Hélas! les guerres civiles allaient reprendre bientôt avec une fureur doublée par la crise religieuse, et l'on a quelque peine à se persuader — encore qu'on voudrait bien le croire! — que l'auteur ne se trompe pas en écrivant à la fin de son volume « qu'on peut bien dire que cette (dernière) guerre a achevé la fusion des Français, l'unité morale de la France » (p. 266).

M. Louis de LAUNAY, en mettant au jour la correspondance d'*Une famille de la bourgeoisie parisienne pendant la Révolution*<sup>1</sup>, croit nous « avoir apporté une contribution précieuse à l'histoire »; il y voit l'histoire de cette révolution « racontée chaque matin par M. Quelconque, qui peut dire de tous les événements : J'y étais, j'y ai pris part! ». C'est exagérer, et de beaucoup, l'importance du témoignage de ce brave père Toussaint Mareux. Né en 1735 en province, établi miroitier à Paris en 1760, époux de Geneviève Sellier, plus âgée que lui de onze ans, Mareux devient, sur le tard, directeur d'un théâtre de société dans la capitale. Déjà vieux au moment de la Terreur, il a sans doute assisté à quelques-unes des scènes qui se déroulèrent alors à Paris; mais il s'est prudemment tenu à l'écart du danger et c'est par le plus singulier des hasards qu'il a joué pendant quelques semaines son petit bout de rôle dans la Commune provisoire du 10 août. Cela ne veut pas dire qu'il n'y ait pas à glaner dans sa correspondance, dans celle de ses deux fils, Louis, commis de la loterie royale à Strasbourg, Auguste, établi à Constantinople depuis 1784, puis à Naples, et dans celle de sa fille Adélaïde; elle traite le pauvre Louis XVI de « monstre hideux » et s'écrie : « Il faut que tout le monde soit jacobin! » (p. 288)<sup>2</sup>. C'est

1. Louis de Launay, membre de l'Institut, *Une famille de la bourgeoisie parisienne pendant la Révolution. Toussaint Mareux, membre de la Commune de 1792, et François Sellier, membre du Bureau central sous le Directoire, d'après leur correspondance inédite*. Paris, Perrin et C<sup>ie</sup>, 1921, petit in-8°, 387 p., portrait.

2. Il est curieux de constater avec quelle incroyable quiétude M<sup>lle</sup> Adélaïde raconte les massacres de Septembre au milieu de bavardages de famille (p. 305-310).

d'ailleurs seulement à la page 144 que nous arrivons à la Révolution, pendant les premières années de laquelle Mareux continue à exploiter son théâtre, qu'il n'abandonne qu'en 1796. Il envoie à ses fils des récits sur l'émeute du faubourg Saint-Antoine, sur la prise de la Bastille, sur la fête de la Fédération, où l'on ne trouvera guère de faits nouveaux, tandis que Louis et Auguste répondent par des croquis analogues sur Naples et Strasbourg. Combien fruste était la culture du père, on le voit par ce qu'il mande à l'un d'eux, que le roi va « procéder à la révocation de l'Édit de Nantes » en novembre 1787! (p. 63). Après le 10 août, envoyé par sa section (celle du roi de Sicile) à l'Hôtel-de-Ville pour une commission quelconque, il est retenu par les occupants révolutionnaires, agrégé à la Commune provisoire, désigné même pour siéger au tribunal de police municipale; mais aux élections de novembre personne ne songe à lui renouveler son mandat et son rôle politique est fini. Son neveu, François Sellier, est un personnage plus insignifiant encore; il fut commissaire de police en 1791-1792, inquiet pendant la Terreur, placé au Bureau central de police en 1798; le chapitre qui le concerne ne présente rien d'intéressant<sup>1</sup>.

C'est dans la rubrique de la diplomatie contre-révolutionnaire qu'il faut classer le volume de M. le commandant H. WEIL sur le *Général de Stamford*<sup>2</sup>. En même temps qu'ils nous fournissent en nombre croissant les biographies des coryphées de la Révolution, les historiens s'appliquent actuellement à produire au grand jour les correspondances des agents plus ou moins obscurs de la contre-révolution, cachées sous la poussière des archives. Après les papiers de Fauche-Borel et de Mallet du Pan, depuis longtemps connus, après la publication des documents anglais de Dromore, après l'étude si détaillée du regretté O. Karmin sur Sir Francis d'Yvernois, dont nous rendions compte dans un de nos derniers bulletins, après d'autres encore, voici M. Weil qui nous révèle l'existence d'un nouveau personnage ayant joué un certain rôle, bien oublié de nos jours, dans les coulisses de la diplomatie européenne. Le général Henri de Stamford, dont il publie la correspondance inédite de 1793 à 1806, était d'origine anglaise; né en France, il avait servi dans l'armée prussienne pendant la guerre de Sept ans et avait été attaché à l'état-major de Frédéric II. Recommandé par le roi à son neveu par alliance, le prince d'Orange, Guillaume V, stathouder des Pro-

1. P. 183, lire *Lemp*, nom de l'ammeistre strasbourgeois, pour *Leims*.

2. Commandant H. Weil, *Un agent inconnu de la coalition. Le général de Stamford, d'après sa correspondance inédite (1793-1806)*. Paris, Payot et C<sup>ie</sup>, 1923, in-8°, 828 p.

vinces-Unies, il resta désormais au service de ce dernier comme militaire et comme diplomate. Quand le prince dut fuir en Angleterre après l'établissement de la République batave, Stamford résida, comme son agent de liaison avec les puissances continentales, pendant de longues années à Brunswick, officiellement colonel d'un régiment hollandais à la solde de la Grande-Bretagne; mais il négociait activement soit avec Hardenberg, Haugwitz, Lord Elgin à Berlin, soit à Vienne avec François II et Thugut, essayant d'obtenir l'appui de la Russie à Saint-Petersbourg, consulté volontiers par le cabinet de Londres, sans parvenir jamais à mettre en mouvement les ennemis de la France, désunis ou désillusionnés. Il vit encore Austerlitz et Iéna et mourut fugitif à Schleswig le 16 mai 1807. — Sa correspondance, retrouvée au P. Record Office de Londres, encore qu'elle renferme certains détails intéressants, n'apporte pas cependant de révélations bien nouvelles sur la politique européenne dans les dernières années du XVIII<sup>e</sup> siècle et au début du XIX<sup>e</sup>. Depuis un demi-siècle, on a publié tant de documents inédits tirés des archives impériales et royales du continent que l'ensemble de toutes ces intrigues, restées en somme assez stériles, est aujourd'hui à peu près connu; Stamford n'était pas d'ailleurs un de ces personnages de « primo cartello » qu'on initiait aux plus secrets desseins de la coalition. Mais il juge assez bien le fort et le faible des nombreux princes et ministres auxquels il eut affaire<sup>1</sup>; esprit ouvert, plutôt prudent qu'aventureux, il était honnête et tout dévoué à son maître. A ceux que le grand jeu de la diplomatie occulte n'intéresse que médiocrement, nous recommandons surtout la lecture des pièces intitulées *Nouvelles de Paris* qui se trouvent en assez grand nombre dans ce gros volume, au cours des années 1800-1801<sup>2</sup>. On ne se rend pas très bien compte pourquoi l'éditeur a rejeté les soixante-six appendices à la fin de l'ouvrage au lieu de les placer, d'après l'ordre chronologique, auprès des textes auxquels ils se rapportent.

Avec le travail considérable de M. Camille RICHARD sur les *Fabrications de guerre sous la Terreur*<sup>3</sup>, nous arrivons à l'histoire militaire de la Révolution. Ce gros volume, de près de 900 pages, témoigne de recherches assidues et patientes dans les dépôts

1. Voy., par exemple, son amère critique de la politique de la Prusse dans la lettre à Lord Carysfort, du 5 septembre 1802 (p. 480).

2. P. 811, une lettre de Stamford au prince d'Orange est datée du 18 mars 1800.

3. *Le Comité de Salut public et les fabrications de guerre sous la Terreur*, par Camille Richard, professeur au lycée de Poitiers. Paris, F. Rieder et C<sup>ie</sup>, 1922, in-8°, XLII-865 p.

publics (Archives nationales, archives historiques du ministère de la Guerre, archives départementales de la Vienne, etc.). L'auteur a, de plus, consulté les nombreux imprimés de la Bibliothèque nationale (arrêtés des commissaires, travaux des savants, mémoires des hommes politiques, articles de revues); bref, la préparation scientifique de la thèse de M. Richard mérite tous les éloges. On y apprendra une foule de choses aussi intéressantes que peu connues sur la fabrication des armes de guerre, etc. Peut-être quelques-uns trouveront-ils que l'auteur s'est laissé séduire parfois un peu trop par la rhétorique révolutionnaire des Barère et consorts et qu'il magnifie les résultats obtenus par le Comité de Salut public pour la défense nationale. Désireux d'agir sans le concours des ouvriers étrangers, Barère veut expulser ceux-ci des ateliers nationaux, convaincu que « cette mesure assurerait l'extirpation de tous les crimes et la pureté des mœurs républicaines<sup>1</sup> »; ce qui ne l'empêche pas, plus tard, de faire lui-même des achats considérables à l'étranger<sup>2</sup>. Si la création de fabriques à Paris et en province est poursuivie avec ténacité par le Comité et les représentants en mission, bien souvent c'est sans profit bien appréciable. M. Richard lui-même nous apprend qu'en brumaire de l'an II les ateliers publics à Paris ne comptaient pas moins de 633 ouvriers; tout ce personnel produisait par jour 238 canons forgés et 375 fusils complets (p. 99). Il y eut de ces fabriques (comme celle de la Montagne à Tulle) qui ne furent même pas achevées « et ne donnèrent pas un seul fusil » (p. 127). A Autun, en pluviôse de l'an III, la manufacture ne produisait, par décade, que soixante canons de fusil et douze platines (p. 137). C'est que l'indiscipline régnait trop souvent dans ces ateliers, dont les rapports officiels faits à la Convention exagéraient singulièrement l'activité. Il s'y produisait un gaspillage énorme de forces humaines, de matériaux et d'argent; dès que la Terreur diminuait, le rendement des établissements baissait et il fut en l'an III bien au-dessous de celui qu'il avait atteint en l'an II (p. 397). C'est pourquoi l'auteur conclut par une apologie sans restriction du second Comité de Salut public, qui s'est montré « impitoyable pour les ennemis du régime, qui lui apparaissaient comme complices de l'étranger » (p. 799).

M. Georges MICHON a étudié la *Justice militaire sous la Révolution*<sup>3</sup>. Sous l'impression profonde de certains épisodes douloureux

1. Lettre du 23 messidor an II (p. 24).

2. On n'apprend pas sans un certain étonnement que les fabricants d'armes du Brisgau autrichien en fournissaient à la France, en les faisant passer par la Suisse (p. 582).

3. Bibliothèque d'histoire révolutionnaire, publiée sous la direction de M. Al-

qui se sont produits au cours de la dernière guerre, il l'a fait dans une disposition d'esprit très défavorable à l'ancien régime où, « pour le soldat, le jugement n'était qu'un simulacre de justice » (p. 7)<sup>1</sup>. En effet, le code militaire, préparé en 1783-1784, conservait des peines corporelles humiliantes, et chez quelques chefs au moins on trouvait « une émulation de dureté, de tracasserie et de niaiseries brutales » (p. 10). L'Assemblée constituante prépara de grandes réformes par son code militaire (septembre-octobre 1791), mais sans satisfaire les représentants les plus avancés de la gauche, car Robespierre le déclarait « digne en tout point de l'ancien régime » (p. 27). L'Assemblée législative n'y changea pas grand'chose et c'est la Convention qui vota la loi réformatrice du 12 mai 1793. Elle ne répondait pas encore au « programme du parti montagnard, car Billaud-Varennès disait, en s'indignant : « Et nous sanctionnons un code pénal militaire pour laisser despotiser l'armée par des monstres qui paraissent avoir conspiré sa défaite, puisque trop souvent ils ne la conduisent au combat que pour la faire massacrer ! » (p. 46). Après la chute des Girondins, cet appel fut entendu ; la loi du 3 pluviôse an II donna, en effet, toutes les garanties possibles aux soldats trop souvent indisciplinés, réfractaires ou pillards<sup>2</sup>, mais on se préoccupa beaucoup moins d'assurer la justice impartiale à leurs chefs<sup>3</sup>, et c'est pourquoi la tête des Custine, des Beauharnais, des Houchard, des Beysser, des Westermann (pour ne citer que ceux-là) roula sur l'échafaud, parce qu'ils n'avaient pas réussi à vaincre les ennemis. M. Michon aura quelque peine à nous faire croire que Fouquier-Tinville et les jurés du tribunal révolutionnaire furent plus compétents que les officiers de jadis ou d'aujourd'hui, « ignorant les premiers principes du droit » (p. 88). Quand la tête de Robespierre fut tombée, elle aussi, et que « la République perdit son caractère démocratique », la réaction détruisit non seulement la législation radicale de 1793 et 1794, mais même les réformes

bert Mathiez, t. VI : *Georges Michon, la Justice militaire sous la Révolution*. Paris, Félix Alcan, 1922, in-8°, 95 p.

1. Sur ce point, je suis d'accord avec l'auteur ; seulement, je me permets de rappeler que les généraux, tout comme les soldats, souffraient des iniquités de l'ancien régime ; je n'ai qu'à rappeler le procès du malheureux Lally-Tollendal en plein XVIII<sup>e</sup> siècle.

2. M. Michon raconte lui-même que, sur 660 militaires de l'armée du Rhin, traduits devant les juges, de brumaire à ventôse de l'an II, 62 seulement furent condamnés à mort, alors que 282 étaient acquittés et 188 simplement renvoyés à l'intérieur pour être incorporés à d'autres régiments (p. 34).

3. Il est vrai que le montagnard Albitte avait soutenu, dès avril 1793, qu'il ne fallait pas de tribunaux particuliers pour les soldats, « qu'il s'agissait surtout de frapper les généraux » (p. 34).



plus modestes de 1791, et, sous le Directoire, la justice militaire redevint « un instrument d'ancien régime dans la main des généraux ». L'auteur a joint, en appendice, quelques jugements de tribunaux criminels militaires de l'armée des Ardennes, de celle des Pyrénées-Orientales et de celle de l'Ouest, copiés aux Archives nationales.

Le savant professeur d'histoire à l'Université de Cambridge, M. J. Holland Rose, a voulu étudier, du point de vue anglais, la *Défense de Toulon par Lord Hood*<sup>1</sup>, après les nombreux travaux consacrés en France à ce siège fameux, qui fut le début militaire de Bonaparte. C'est tout spécialement au rôle joué par la flotte anglaise et son chef, l'amiral Hood, qu'est consacrée cette étude, dont les sept courts chapitres ne remplissent pas même une centaine de pages, le reste du livre étant pris par une série de documents inédits et principalement par la correspondance de l'amiral lui-même, conservée dans les archives de sa famille. C'est un exposé simple et lucide de la situation politique et militaire; on ne voit pas qu'il y ait des modifications majeures à faire au tableau des événements déjà connus. M. Rose affirme (et prouve à notre avis) que Hood et Mulgrave s'étaient déjà rendu compte, avant Bonaparte, de l'importance de la position de la Grasse, qui dominait la rade intérieure. Il attribue la reddition de Toulon au manque de secours suffisants envoyés de Londres par le cabinet anglais. Trop confiant dans le succès, celui-ci expédiait vers les Indes occidentales des forces plus utiles en Méditerranée. C'est cette « lamentable dispersion » des troupes et des navires britanniques qui causa le désastre; « aucun blâme ne doit être dirigé contre la flotte anglaise; mais on lui avait imposé une tâche impossible » (p. 83). Il aurait fallu 25,000 hommes de troupes alliées pour résister à l'attaque des Français, d'après M. Rose. Dans sa *Campagne de Bruix en Méditerranée*, M. G. DOUIN<sup>2</sup> étudie les différents projets élaborés par le Directoire pour essayer, après le désastre d'Aboukir, de rétablir la liaison entre l'armée d'Égypte et la mère-patrie et de combattre l'omnipotence de la flotte anglaise dans la Méditerranée; il discute les mesures prises par lui pour employer utilement notre marine dans la lutte contre la nouvelle coalition, du côté de Malte, aux îles Ioniennes, sur les côtes d'Italie, etc. Tout en proclamant mon incompetence sur des questions plutôt techniques, il me semble ressortir de l'exposé très net de l'auteur

1. *Lord Hood and the defence of Toulon*, by J. Holland Rose, professor of naval history. Londres, C. F. Clay, Cambridge University Press, 1922, in-8°, viii-175 p., carte et portrait.

2. Lieutenant de vaisseau G. Douin, *la Campagne de Bruix en Méditerranée (mars-août 1799)*. Paris, Challamel, 1923, gr. in-8°, 230 p.

que l'insuccès final de la grande croisière de Bruix au printemps et durant l'été de 1799 fut dû, en première ligne, au fait que le gouvernement ne sut pas décider, en temps utile, s'il devait employer ses vaisseaux dans cette mer ou sur les côtes d'Irlande; une seconde cause fut l'attitude du cabinet de Madrid, qui, bien que lié politiquement à la France, ne se souciait pas de risquer ses dernières escadres, déjà fort mal en point, contre celles de Saint-Vincent, Keith ou Nelson. Les ministres de Charles IV laissèrent si longtemps l'amiral Mazarredo sans instructions précises qu'il ne se mit en mouvement que pour suivre Bruix dans sa retraite jusqu'à la rade de Brest. De la sorte, les manœuvres des amiraux opposés ressemblèrent plutôt à une espèce de jeu de guerre qu'à un assaut d'armes entre deux adversaires décidés à en finir. M. Douin résume ainsi son jugement sur Bruix, homme de mérite d'ailleurs et de talent : « Au moment de frapper, son bras se détourne, sa volonté faiblit » (p. 230). Mais, pour être tout à fait juste, il faut ajouter que ni Saint-Vincent ni Nelson ne se montrèrent plus ardents à s'engager à fond.

Avec M. Maurice DOMMANGET nous arrivons au chapitre, très fourni cette fois, de l'histoire provinciale et locale. Nous avons déjà mentionné, dans un de nos derniers bulletins<sup>1</sup>, la première partie de son intéressant travail sur la *Déchristianisation à Beauvais et dans l'Oise (1790-1801)*<sup>2</sup>. Il continue à nous fournir, dans cette deuxième partie, de bien curieux détails sur les baptêmes et les mariages civiques<sup>3</sup>, sur les sépultures, sur les décadis<sup>4</sup>. Il nous parle ensuite des saints patriotes (ce qu'il appelle « le Panthéon de la Sans-Culotterie ») (p. 59); mais il ajoute fort sensément que « ce serait folie de croire à l'assentiment général des populations » et « une grande erreur de tabler sur l'adhésion unanime des patriotes » (p. 73) à certaines des extravagances de l'époque. Dans un troisième chapitre, M. Dommanget nous entretient des pratiques cultuelles et des miracles du fanatisme révolutionnaire. Les chants, les repas communs, le tutoiement, les baisers fraternels, les carêmes civiques sont au fond

1. *Rev. histor.*, t. CXXX, p. 122.

2. Maurice Dommanget, *la Déchristianisation à Beauvais et dans l'Oise (1790-1802)*, 2<sup>e</sup> partie. Paris, Félix Alcan, 1922, in-8°, 186 p.

3. L'auteur insiste sur ce fait que ces actes « ne sont issus assurément d'aucune pensée antichrétienne..., d'aucun désir de transformation religieuse » (p. 11).

4. Quand André Dumont organisa le décadî dans l'Oise, « pour extirper le chancre cadavéreux de l'aristocratie » (p. 40), la population rurale résista avec une rare ténacité dont M. Dommanget fournit de nombreux exemples, p. 53-55.

une copie du catholicisme. « La Sainte-Guillotine, assurant la Révolution, voilà le grand miracle révolutionnaire » (p. 108). Plus loin, l'auteur traite des fêtes et du culte de la Raison, de celui de l'Être suprême, qui, « loin de s'opposer au culte de la Raison, le complétait et l'organisait » (p. 113), des cultes décadaire et théophilanthropique; mais, dès le 18 prairial de l'an III, les catholiques de Beauvais revendiquaient leurs églises, et après un court arrêt, à la suite du 18 fructidor, les cultes révolutionnaires s'effacent de plus en plus. Une fois l'attentat du 18 brumaire accompli, les autorités départementales « pactisent plus ou moins ouvertement avec le catholicisme » (p. 176) et le Concordat, promulgué le 18 avril 1802, mit fin définitivement à toutes les manifestations qui auraient pu contrarier l'alliance nouvelle contractée entre l'Église et l'État. Sans accepter toutes les théories de l'auteur, on ne peut que le féliciter d'avoir groupé dans un cadre local des détails si topiques et si nombreux et d'avoir ainsi fourni des couleurs nouvelles pour un tableau d'ensemble du mouvement religieux et antireligieux de la période révolutionnaire.

C'est de ce même mouvement que s'occupent les deux volumes que j'ai mis au jour sur l'histoire de la *Constitution civile du clergé et la crise religieuse en Alsace (1790-1795)* d'après des documents en partie inédits<sup>1</sup>; mais il ne m'appartient pas d'en apprécier la valeur scientifique et je dois me borner à les mentionner ici. C'est également une contribution à l'histoire de la Révolution dans cette même province — et une contribution très utile — que nous devons à M. Paul LEUILLIOT. Il a étudié les procès-verbaux de la *Société des Jacobins* de Colmar<sup>2</sup>; il les a publiés en les commentant de la façon la plus consciencieuse. D'autres avant lui s'en étaient occupés déjà; le regretté Véron-Réville les avait parcourus jadis pour son *Histoire de la Révolution dans le Haut-Rhin* et M. P. Kaltenbach en avait même commencé la publication dans la *Revue du vingtième siècle*, que M. L. Zorn fit paraître à Bâle de 1893 à 1894. Mais la disparition de cette *Revue* arrêta bientôt cette tentative, et c'est à M. Leuilliot que nous devons de connaître, en partie du moins, les idées et les actes des Jacobins du chef-lieu du Haut-Rhin, car malheureusement une partie de ces

1. Rodolphe Reuss, *la Constitution civile du clergé et la crise religieuse en Alsace (1790-1795)*. Strasbourg et Paris, librairie Istra, 1922, gr. in-8°, vi-378, 379 p. Collection des « Publications de la Faculté des lettres de Strasbourg ».

2. Paul Leuilliot, *les Jacobins de Colmar. Procès-verbaux des séances de la Société populaire (1791-1795)*, publiés avec introduction et notes. Préface de M. Chr. Pfister, membre de l'Institut. Ibid., 1923, gr. in-8°, xxxiv-503 p. Même Collection.

procès-verbaux s'est perdue ou a été prudemment supprimée après la Terreur. Ils commencent en janvier 1791, « sous la protection de N. S. Jésus-Christ », et s'arrêtent en septembre 1795. La Société de Colmar a beaucoup moins fait parler d'elle que les Jacobins de Strasbourg; au milieu de beaucoup d'effusions puériles, on ne rencontre pas ces discours incendiaires et ces motions meurtrières qui caractérisent la société du Bas-Rhin. Sauf quelques accès d'antisémitisme assez prononcés, on y constate plutôt un certain ton de bonhomie qui s'explique d'ailleurs par la situation géographique du département, plus homogène au point de vue religieux et tout autrement protégé contre les invasions ennemies par le territoire neutre de la Suisse et le cours plus impétueux du Rhin. Les notes et les appendices de l'ouvrage témoignent de l'application intelligente avec laquelle M. Leuilliot a compris sa tâche et l'on ne peut que louer le soin avec lequel il a commenté les textes qu'il a mis au jour<sup>1</sup>.

C'est dans une tout autre région de la France que nous conduit M. Pierre PINSEAU en nous racontant l'histoire de *Gien sous l'Ancien régime et la Révolution*<sup>2</sup>. L'auteur, connu par une traduction des *Contes de Cantorbéry*, de Chaucer, et par différentes études sur le passé de l'Orléanais, a surtout utilisé (comme il le raconte longuement lui-même), pour retracer le passé de la petite ville de Gien sur la Loire, les *Mémoires* manuscrits de l'abbé Claude-Benjamin Vallat, qui fut député du clergé aux États-Généraux et légua ses manuscrits à la bibliothèque de la ville en 1828<sup>3</sup>. M. Pinseau a corrigé, nous dit-il, son style défectueux, fait disparaître ses fautes de syntaxe et classé chronologiquement les faits traités au hasard (p. 7). Il lui a même emprunté, avec une confiance un peu naïve, des détails bien extraordinaires et qui témoignent autant de l'ignorance du bon abbé que de sa haine profonde contre

1. P. 68, il faut lire *Torné* pour *Forné*. — P. 97, lire *Klimrath* pour *Kimrath*. — P. 221, lire *Rautenstrauch* pour *Kautenstrauch*. — P. 295, Mathias Engel n'a pas été pasteur au *Temple-Neuf*, mais à *Saint-Nicolas*, à Strasbourg.

2. *Gien sous l'ancien régime et la Révolution*, par Pierre Pinseau. Orléans, Houzé, 1922, gr. in-8°. 316 p., croquis.

3. Malheureusement, dans ce manuscrit de 600 pages, un certain nombre de passages ont été oblitérés, en vertu d'une délibération du conseil municipal de Gien (!), comme « blessants pour certaines familles » et, ce qui est encore plus regrettable, deux autres volumes manuscrits de l'abbé Vallat, relatifs plus spécialement à l'époque révolutionnaire, ont été détruits sur le rapport d'une commission du conseil, exemple topique de l'inintelligence qui a fait disparaître déjà, de nos jours, des témoignages précieux pour les historiens futurs.

les huguenots du xvi<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup>. Nous n'avons heureusement à nous occuper ici que de la période révolutionnaire; comme l'abbé Vallat en fut le témoin oculaire et, de plus, pendant un temps bien placé pour en noter certains détails, on trouvera dans plusieurs chapitres du livre de M. Pinseau nombre de traits curieux sur son séjour à Paris comme député à l'Assemblée constituante<sup>2</sup>. Il raconte certaines scènes orageuses, par exemple celle du 22 mai 1790, où les députés furent « entourés de plus de trois cents garçons bouchers, aux tabliers pleins de sang, manches retroussées, tenant leurs couteaux à la main », et où le clergé dut s'enfuir, Vallat lui-même, un peu déguisé, « passant entre les jambes d'un de ces bouchers » (p. 197). Il ne prêta le serment de fidélité à la Constitution, le 30 décembre 1790, qu'avec une restriction qui ne fut pas d'abord mentionnée au procès-verbal et il fut même désigné, dit-il, pour le siège épiscopal de Bordeaux. Rentré chez lui après la clôture de la Constituante, il resta pendant assez longtemps encore en fonctions dans sa paroisse de Saint-Louis, s'affilia, « par amour du bien public », au club des Jacobins de Gien, club qui siégeait dans sa propre église. Il se décida même « à épouser, nominalement, une vieille tante, âgée de plus de soixante-dix ans, aveugle et paralytique », et « la ville entière fit des gorges chaudes de la bonne farce que le curé de Saint-Louis avait jouée aux clubistes » (p. 233). Finalement il fut pourtant déclaré suspect, incarcéré à Montargis et, si un de ses amis, secrétaire de Fouquier-Tinville, n'avait caché son dossier, il aurait figuré parmi les victimes du tribunal révolutionnaire (p. 242). Après le Concordat, il fut un admirateur de Napoléon et prêcha, non sans éloquence, sur le texte : « Terra illuminata est gloria ejus. » Car, dit l'auteur, « sous des appellations nouvelles les vieilles institutions renaissaient<sup>3</sup> » (p. 265).

C'est aux frontières méridionales de la République que nous mène l'étude de M. Antoine RICHARD sur le *Gouvernement révolutionnaire dans les Basses-Pyrénées*<sup>4</sup>, l'un des nouveaux fascicules de

1. C'est ainsi qu'il raconte (p. 125) que Martin Luther vint à Gien et « y séjourna quelque temps, se rendant à Paris »! — Voy. aussi ce qu'il raconte de certains soldats huguenots qui, ayant coupé la tête à des prêtres de Gien, jouaient avec elles aux boules, visant le nez de deux autres ecclésiastiques, enterrés jusqu'au cou (p. 132).

2. Voy. la séance d'ouverture des États-Généraux (p. 178), la nuit du 4 août (p. 189), etc.

3. P. 180, lire *rue de Satory* au lieu de *rue Satony*.

4. Antoine Richard, professeur à l'École normale de Lescar, diplômé d'histoire, *le Gouvernement révolutionnaire dans les Basses-Pyrénées*, préface de M. A. Mathiez. Paris, Félix Alcan, s. d. (1922), gr. in-8°, 239 p.



la *Bibliothèque d'histoire révolutionnaire*, publiée sous la direction de M. Mathiez, avec une préface du professeur de Dijon. Cette préface est une ardente apologie de la dictature révolutionnaire qui « fut, à la lettre, une œuvre de salut public ». Au fond, l'on ne peut même pas appeler ce gouvernement une dictature, car « au-dessus des dictatures régnait l'opinion, et l'opinion était l'œuvre des clubs qui comprenaient l'élite de la bourgeoisie » (p. 7). L'auteur, naturellement, ne répudie pas ces axiomes ; mais en dehors de la question de principe on parcourra son travail avec un intérêt véritable, car il est le fait d'un chercheur intelligent et consciencieux, qui a étudié de très près ses dossiers, qui a su les exploiter de façon judicieuse et classer ses matériaux dans un ordre parfait, tout en ne débordant pas le cadre local qu'il s'était fixé. Son ouvrage comporte trois parties ; la première nous montre la création progressive du gouvernement révolutionnaire dans les Basses-Pyrénées après l'entrée en guerre, la surveillance du fédéralisme, l'épuration des autorités, l'envoi des représentants montagnards, l'organisation de la victoire. Dans la seconde partie, nous voyons le nouveau gouvernement solidement établi représenté par de nouvelles administrations, de nouveaux tribunaux, recevant l'impulsion soit du centre parisien, soit des représentants en mission qui s'occupent de la police révolutionnaire, frappent les émigrés, les reclus, les suspects, de la difficile question des subsistances, des services annexes de l'armée (fabrication d'armes, extraction du salpêtre, organisation des hôpitaux, etc.), de la « déchristianisation » des masses et de la « formation de l'esprit public ». L'agent principal de cette activité révolutionnaire fut l'ex-vicaire épiscopal Monestier, représentant du Puy-de-Dôme, que les uns qualifiaient « d'ivrogne pervers » (p. 209), les autres de « négateur vulgaire » (p. 195) et qui d'ailleurs ne réussit guère à opérer les transformations radicales qu'il rêvait. Comme le dit l'auteur lui-même, « entre les cadres révolutionnaires jacobins et l'immense majorité des ruraux il y avait un abîme » (p. 196). Il n'y eut pas cependant trop de violences brutales, car « ce Rousseau médiocre, à la sensiblerie abondante, sans être un apôtre de douceur, sut du moins modérer quelquefois ses impulsions ». Mais aussi n'y eut-il pas de succès bien durables à enregistrer et nous assistons, dans la troisième partie de l'étude de M. Richard, au rappel des représentants et au succès de la réaction, succès favorisé

1. Au risque d'être rangé parmi « les ennemis du progrès social », on peut se demander comment l'opinion publique pouvait se manifester en pleine Terreur et refuser d'admettre (ce qui était vrai peut-être en 1789) que, de 1793 à 1794, les clubs d'alors comprenaient « l'élite de la bourgeoisie ».

par le triomphe complet des armes françaises sur la frontière espagnole<sup>1</sup>.

Les deux thèses de doctorat de M<sup>lle</sup> Madeleine DERIES nous conduisent dans les régions plus calmes de la Normandie. A vrai dire, la thèse principale peut sembler, à première vue, traiter un sujet de droit administratif et constitutionnel plutôt qu'un sujet d'histoire proprement dit et ne devoir soulever aucune de ces controverses, souvent passionnées, qui naissent encore aujourd'hui quand on touche à certains épisodes de la Révolution. Cependant, c'est bien l'histoire tout entière de cette période, dans un coin restreint du territoire, qu'embrasse le travail de M<sup>lle</sup> Deries, le *District de Saint-Lô*<sup>2</sup>. Il est le fruit de recherches assidues, intelligemment dirigées, inspirées aussi, si je ne me trompe, par cet « amour de la petite patrie », dont l'auteur « s'est efforcé de fixer l'empreinte dans l'histoire de la grande » (p. x). La bibliographie, placée en tête du volume, le dépouillement des sources manuscrites surtout témoignent de son application à puiser des renseignements nouveaux et précis dans les dossiers les plus arides des archives départementales et municipales. La première partie de cette étude nous représente l'élection de Saint-Lô, l'une des neuf élections dont se composait la généralité de Caen à la veille de la Révolution; elle nous fait participer à l'Assemblée d'élection, à la convocation des États-Généraux, à la rédaction des cahiers de ce coin de Normandie. Nous assistons aux troubles occasionnés par le manque de subsistances, à la création des comités nationaux, des milices nationales destinées à maintenir l'ordre, à la formation des municipalités, etc. La seconde partie du travail de M<sup>lle</sup> Deries est consacrée à la formation des départements normands et des districts, à la lutte entre Coutances et Saint-Lô pour l'honneur d'être chef-lieu du département, appelé d'abord Cotentin, puis Manche. C'est le 6 juin 1790 que le district de Saint-Lô fut constitué et que ses nouveaux administrateurs assumèrent leur tâche et s'en acquittèrent avec conscience. « Hommes d'une race d'esprit positif, pratique, plus éprise de réalités que de paroles », ils n'eurent pas ces « manifestations d'enthousiasme à la suite des grandes journées » comme les gens de Paris ou de Marseille. Mais « leur civisme... silencieux, empreint du sceau de leur petite patrie, ne les empêcha pas de servir la grande » (p. 63). En

1. Par un bizarre jeu du sort, ce fut un homonyme, Pierre-Laurent Monestier, représentant de la Lozère, qui fut chargé, avec son collègue Izoard, de démolir en partie l'œuvre de son devancier.

2. Madeleine Deries, docteur ès lettres, *le District de Saint-Lô pendant la Révolution*. Paris, Aug. Picard, 1923, gr. in-8°, xxix-515 p.

effet, jusqu'au moment où la Constitution de l'an III supprima les districts, c'est-à-dire jusqu'en vendémiaire de l'an IV, ils ont bien travaillé dans la mesure de leurs forces. Cette activité, l'auteur la suit en détail dans une série de chapitres relatifs aux grandes crises politiques du district de Saint-Lô, à son histoire religieuse, à sa vie économique, à ses finances, aux travaux publics, à l'assistance publique, à l'instruction publique, à la défense nationale. On trouvera dans chacun d'eux des faits nombreux et précis qui permettront de se rendre bien compte des rouages des administrations locales de 1790 à 1796. Un index alphabétique termine cette étude, dont les quelques pages de *Conclusion* ne pourront qu'être approuvées par tous les lecteurs que ne dominent pas les passions politiques ou religieuses.

La thèse complémentaire de M<sup>lle</sup> Deries nous arrêtera moins longtemps; consacrée, elle aussi, à un point d'histoire locale, elle traite de l'*École centrale du département de la Manche*<sup>1</sup>. Dans ces dernières années, les monographies consacrées à ces créations hybrides de la Convention nationale, flottant entre l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur, ont été assez nombreuses pour qu'on puisse se faire une idée passablement nette de ces établissements fermés en automne 1802 par arrêté des consuls. Cependant, certaines de ces écoles, adaptées avec plus de soin à l'esprit des populations du département, ont eu, en dehors de leur physionomie générale, un cachet qui leur est propre. L'auteur s'est appliqué à fixer cette physionomie spéciale; dans les cinq chapitres de sa substantielle monographie, elle nous fait connaître l'école établie à Avranches dans les bâtiments de l'ancien collège; son jardin botanique, casé dans le beau domaine des Capucins et qui subsiste encore dans le jardin public de la petite cité; sa bibliothèque, fournie principalement par les couvents sécularisés et les collections confisquées aux émigrés<sup>2</sup>. Pendant quelques années, l'école est plutôt florissante; puis l'esprit du gouvernement et du public change; on réclame une instruction vraiment secondaire, moins inégale, plus coordonnée; la loi du 11 floréal an X prononce l'arrêt de mort des écoles centrales, et le 7 thermidor de l'an XI on vient mettre les scellés sur les bâtiments de celle d'Avranches, dont les habitants, déjà privés de leur évêché, puis de l'honneur d'être chef-lieu de canton, sont navrés de

1. Madeleine Deries, *l'École centrale du département de la Manche*. Paris, Aug. Picard, 1923, gr. in-8°, xiv-163 p.

2. Elle comptait 9,387 volumes et quelques manuscrits précieux datant du moyen âge.

voir s'éteindre également ce « foyer des lumières » (p. 159) dont le souvenir, après plus d'un siècle, est resté dans leur mémoire.

Jusqu'à un certain point l'on peut ranger encore sous cette rubrique d'histoire provinciale le travail de M. Paul VERHAEGEN, *la Belgique sous la domination française (1792-1814)*, dont le premier volume vient de paraître<sup>1</sup>. L'éditeur de Bruxelles nous avertit que l'ouvrage était écrit avant l'invasion allemande du royaume et qu'il n'a pu voir le jour plus tôt à cause des événements récents; que l'auteur a craint d'abord de paraître oublier la reconnaissance due à une grande nation, dont la « chevaleresque intervention venait de sauver notre pays et la cause de la civilisation ». Mais il doit être permis, ajoute-t-il, de parler aujourd'hui « des temps où la Révolution et l'Empire ont agi en Belgique à l'inverse de la France contemporaine, sans porter atteinte aux légitimes susceptibilités d'une amitié fidèle et désintéressée ».

Le sujet n'est pas absolument neuf; après MM. de Lanzac de Laborie, Jules Delhaize, Arthur Chuquet et le major Eugène Cruytplants, M. Verhaegen nous raconte (t. I) la conquête de 1792 à 1795. Il a très consciencieusement fouillé les Archives royales, provinciales et communales de la Belgique; il a réuni sur son sujet de nombreux documents et, de toute évidence, il est très sincère dans ses admirations et ses antipathies. Mais, à en juger par son livre, M. Verhaegen doit être en politique, comme en religion, un conservateur intransigeant. Ne s'avise-t-il pas de reprocher au grand mouvement d'émancipation qui fit la gloire des Pays-Bas au xvi<sup>e</sup> siècle « d'avoir fait couler des flots de sang pour assurer le règne de l'absolutisme et de l'oppression des consciences » (p. 14) et de réduire le rôle du grand Taciturne à celui « d'un grand seigneur désireux de se tailler des souverainetés sous la fallacieuse étiquette d'appels à la liberté de conscience »? On peut se figurer par là comment il juge l'empereur Joseph II, « esprit façonné par les philosophes français » (p. 30). A ses yeux, la plupart des réformes impériales sont « illégitimes et quelques-unes absolument indéfendables au point de vue des serments de l'empereur, de l'état des esprits et de la justice absolue » (p. 33). Sa politique révolutionnaire « tendait à la fois », dit l'auteur, « à bouleverser les institutions et la religion<sup>2</sup> ». C'est

1. Paul Verhaegen, *la Belgique sous la domination française*, t. I : *la Conquête, 1792-1795*. Bruxelles, Goemaere; Paris, Plon, s. d. (1923), gr. in-8°, 667 p.

2. Il faudrait comparer à ces jugements acerbes ce que dit de Joseph II un

que l'auteur professe une admiration profonde pour l'état de choses d'alors dans les Pays-Bas autrichiens. Il ne voit ni l'arrogance d'un clergé intolérant<sup>1</sup>, ni l'orgueil d'une noblesse tantôt frondeuse et tantôt servile, ni l'avachissement d'une bourgeoisie livrée tout entière à la satisfaction de ses appétits matériels, ni l'ignorance des couches populaires et leur état souvent misérable. Tout cela étant abrité sous les apparences de libertés désuètes et vieillotes, datant du moyen âge, lui apparaît comme un état idéal au point de vue politique et social. On ne doit donc pas s'étonner qu'il en veuille beaucoup à cette France révolutionnaire, qui, après avoir, dans le passé, violemment annexé l'Alsace, la Lorraine et la Corse, a mis la main sur le territoire d'Avignon « malgré le respect dû à la souveraineté pontificale », qui persécute « les pauvres prêtres sortis de France pour se soustraire à des serments impies » et qui, « après l'assassinat du roi », vient imposer aux Belges « le régime de la force brutale ». Il maudit ces novateurs « qui s'efforcent d'imiter la Révolution dans ses plus hideux écarts; on doit bénir la Providence qui permit aux Autrichiens de reprendre possession de la Belgique ». Cependant, l'auteur lui-même nous montre le peuple confondant dans une même haine Autrichiens et Français, « ceux qui leur apportaient la liberté républicaine en les conquérant, comme ceux qui prétendaient les défendre en les asservissant » (p. 116). — Nous ne songeons pas à faire un reproche à M. Verhaegen d'avoir dépeint, d'après ses dossiers malheureusement trop bien fournis, les méfaits nombreux des conquérants de la Belgique. Ce n'est pas en effet une excuse valable de dire que les troupes impériales ne l'ont pas mieux traitée<sup>2</sup>. Il est indiscutable que pendant des années généraux et soldats, représentants en mission, commissaires civils et militaires, délégués des clubs parisiens et locaux ont indignement exploité le pays et volé les habitants. Seulement, à côté de tous ces actes, dont « la plume est impuissante à décrire les impressions d'horreur » (p. 249) et qui ont été surpassés par les attentats récents d'autres voisins du royaume ami<sup>3</sup>, il aurait été équitable de reconnaître que parmi les militaires et les civils il y en eut d'honnêtes et de généreux; que des voix

autre historien belge des plus compétents et des mieux informés, M. le professeur Eugène Hubert, de l'Université de Liège.

1. Voy. l'apologie des moines et des abbayes (p. 264) quand l'empereur « attente à la propriété, au respect dû au culte, à l'intégrité due au premier ordre de l'État ».

2. Voy. ce que dit l'auteur (p. 258) sur les pillages des Impériaux.

3. Nous pensons que M. Verhaegen a écrit avant 1914 une phrase comme celle-ci : « On peut dire que jamais exploitation plus éhontée d'une nation au profit d'une autre ne se rencontre dans l'histoire » (p. 481).



s'élevèrent, tant à Paris qu'à Bruxelles, pour protester contre les rapines et les excès, commis non seulement par les Français, mais encore par de nombreux Belges qui, partisans des idées nouvelles, avaient à se venger de leurs anciens oppresseurs et des soudards de François II. Ajoutons que, de l'aveu de l'auteur lui-même, le clergé excitait les populations à la résistance, que des corps d'insurgés se constituaient çà et là, que des émeutes éclataient, qu'on assaillait les convois, etc. (p. 532-537), ce qui, dans une certaine mesure, explique, sans l'excuser, le chiffre des victimes condamnées par les tribunaux révolutionnaires (p. 444). Très riche répertoire de faits que nous acceptons volontiers comme authentiques, le livre de M. Verhaegen n'est pas écrit avec la sérénité qu'on demande à l'historien<sup>1</sup>.

Puisque nous sommes aux Pays-Bas, restons-y pour parler des *Recherches sur les relations économiques entre la France et la Hollande pendant la Révolution française*, de M. J.-B. MAUGER<sup>2</sup>. Fruit de recherches assidues aux Archives nationales<sup>3</sup>, à celles des Affaires étrangères et dans les dépôts néerlandais, le travail de M. Mauger est une contribution très appréciable à l'histoire économique de la France et des Provinces-Unies durant les années qui suivirent le traité de commerce de 1785, jusqu'après l'invasion du pays par les armées françaises et la création de la République batave, vassale exploitée parfois un peu rudement par la grande sœur, sa voisine. Après avoir exposé à grands traits les relations commerciales des deux pays au XVII<sup>e</sup> et au XVIII<sup>e</sup> siècle, l'auteur, dans les chapitres suivants, entre dans le détail du trafic international, très florissant, de 1787 à 1789, alors que la Hollande nous fournit des céréales, des fromages, des eaux-de-vie, des épices, des laines et du tabac et que la France y exporte du vin, du café, du sucre, mais relativement peu d'objets manufacturés. A ce moment, la balance du commerce est toute en notre faveur; mais en l'an V la

1. P. 195 et *passim*, lire *Moellendorf* pour *Mollendorf*. — P. 201, lire *Mack* et *Trautmansdorf*. — P. 215, lire *Pirmasens* pour *Pirmassens*. — P. 411, lire *Hunsrück* pour *Hunsdruck*. — P. 397, il n'est pas exact de dire que « la France a effacé la Belgique de la liste des nations ». Elle n'était pas alors une « nation », mais une « province de l'empire des Habsbourgs »; elle n'est devenue une « nation » qu'en 1830. — P. 419, on lit que Lazare Carnot fut « le digne émule des Carrier, des Lebon, des Robespierre ». Un jugement pareil suffit à faire apprécier l'impartialité de l'écrivain.

2. *Recherches sur les relations économiques entre la France et la Hollande pendant la Révolution française (1785-1795)*, par J.-B. Mauger. Paris, Honoré Champion, 1923, gr. in-8°, xiii-170 p., avec illustrations.

3. On apprend (p. xii), non sans stupéfaction, que les archives consulaires de Paris sont « fermées à partir de 1793 », alors qu'à cause de leur âge elles devraient être ouvertes aux travailleurs sérieux.

situation change et c'est en faveur de la République batave qu'elle penche décidément; celle-ci importe toujours en France ses poissons, ses fromages, son sucre et son café, ses matières premières (cotons, laines, bois), ses produits chimiques. La France paie ces fournitures considérables avec des blés, des charbons belges, des textiles, etc. L'établissement du Blocus continental opère un nouveau changement, fatal au commerce, qui languit et disparaît. « En 1813 », dit l'auteur, « tout est à recommencer » (p. 152). Le travail de M. Mauger n'est pas précisément d'une lecture facile; mais il est bourré de faits et de chiffres et accompagné, en appendices, de tableaux sur le commerce franco-hollandais de 1787 à l'an XI, sur le cours du change entre Amsterdam et Paris (1789-1796), etc. Un index des noms cités termine le volume.

C'est également dans la rubrique des études économiques qu'on peut placer la biographie de *Gabriel Malès*, dont nous a gratifiés M. DUCHÈNE<sup>1</sup>. Puisque M. Madelin lui-même, qui en a écrit la préface, avoue que ce nom ne lui rappelait encore récemment qu'une scène de pugilat au Conseil des Cinq-Cents, je puis bien confesser que le personnage choisi pour l'objet de la volumineuse monographie de l'auteur m'était inconnu. J'ajouterai qu'après en avoir achevé la lecture j'hésite à croire que Malès méritât une biographie aussi complète. Né à Brive en 1755, envoyé par ses concitoyens aux États-Généraux, il n'y a joué en somme qu'un rôle assez insignifiant; retourné au pays, il fut procureur général syndic à Tulle, puis déclaré suspect pendant la Terreur, puis élu par la Corrèze au Conseil des Cinq-Cents en octobre 1795. Au milieu du conflit des partis, il se confina prudemment dans l'étude des questions financières et, dans plusieurs discours et rapports, il proposa des mesures destinées à retarder la catastrophe financière de la République. Il se trouva du côté des vainqueurs au 18 fructidor, et en ventôse de l'an VI on le voit à la présidence des Cinq-Cents. Personnellement intègre d'ailleurs, il ne fit rien pour précipiter les événements du 18 brumaire, mais évita de rien faire aussi qui pût retarder ce qu'un enchaînement fatal rendait inévitable » (p. 192). Le premier Consul lui réserva une place au tribunal, où il ne fit guère d'opposition aux visées impériales, et quand le tribunal fut supprimé, en août 1807, Napoléon l'appela à un siège de la Cour des comptes; il s'y maintint imperturbablement sous Louis XVIII, aux Cents-Jours, sous Charles X et Louis-Philippe, jusqu'à sa mise à

1. Albert Duchêne, *Gabriel Malès et la reconstitution financière de la France après 1789*. Préface de M. Louis Madelin. Paris, Plon-Nourrit, s. d. (1923), gr. in-8°, iv-319 p.

la retraite en février 1836; Malès est mort bientôt après dans sa propriété du Chauzanet, en avril 1837. M. Duchêne nous le représente comme un grand restaurateur des finances de la République et a consacré de nombreuses pages à vanter ses mérites en cette matière spéciale; je ne me sens pas la compétence nécessaire pour les juger, mais, après lecture de sa biographie, je crois pouvoir juger l'homme. Quand j'entends le président des Cinq-Cents s'écrier en 1797, dans un discours pompeux : « O Jean-Jacques, honneur de notre France et de notre siècle! » et que je vois le conseiller à la Cour des comptes, trente ans plus tard, se déclarer prêt à brûler les livres du philosophe genevois pour que son poison ne tue pas l'âme de ses enfants, j'ai quelques doutes sur la fermeté de ses opinions, et quand je lis les prudentes exhortations adressées à son aîné pour avancer plus vite dans sa carrière, je suis obligé d'y voir plus de souplesse que de dignité<sup>1</sup>.

Le livre de M. Jacques HÉRISSEY nous introduit dans le *Monde du théâtre pendant la Révolution*<sup>2</sup>. Disons tout de suite que c'est surtout des théâtres parisiens qu'il s'agit et que ce volume n'est pas exclusivement composé sur des documents inédits, comme on pourrait le croire d'après le titre, car le sujet a été traité plus d'une fois déjà depuis que M. Welschinger publia son *Théâtre de la Révolution*, il y a une quarantaine d'années. Si l'auteur cite quelquefois les archives du ministère de la Guerre, les Archives nationales et, plus fréquemment, les journaux du temps, on voit aussi beaucoup de renvois à Mercier, Welschinger, Aulard, Lanson, etc. Mais le grand public lira certainement avec plaisir les causeries spirituelles consacrées par M. Hérissay à ce monde si mêlé des théâtres, qui nous montre les cabotins de l'époque révolutionnaire aussi encombrants que certains d'aujourd'hui. Son travail, qui semble avoir été terminé depuis quelques années déjà — il porte à la dernière page les dates 1908-1914 — est divisé en trois livres; le premier nous raconte les débuts de la Révolution, la lutte pour la liberté des théâtres et la conquête de cette liberté (1789-1792). Dans le second livre, c'est le théâtre pendant la Terreur, où les auteurs comme les acteurs repèrent cette indépendance à peine arrachée à l'ancien régime. Le troisième livre nous parle des théâtres parisiens pendant la réaction thermidorienne et sous le Directoire, des pièces

1. P. 236, lire *Mignet* pour *Mégnet*. — P. 297, lire rue de *Tournon* pour rue de *Toumon*.

2. Jacques Hérissay, *le Monde des théâtres pendant la Révolution, 1789-1800*, d'après des documents inédits. Paris, Perrin et C<sup>ie</sup>, 1922, in-8°, 444 p., illustrations.

qui s'y produisirent, des acteurs et des actrices qui s'y firent applaudir par le public. Peut-être l'auteur a-t-il un peu exagéré en affirmant que, dans son ouvrage, « c'est en définitive l'âme de la France que nous avons senti palpiter » (p. 444), car nous y avons vu surtout la tourbe parisienne, les amateurs et les amuseurs d'une capitale toujours avide de distractions nouvelles, mais nous avons certainement passé une heure récréative dans cette société quelque peu mêlée<sup>1</sup>.

C'est quelques années plus tard seulement que Henri REDHAND, après son tour de France, terminait (en 1802) ses souvenirs, qui viennent d'être traduits par M. G. LEROLLE<sup>2</sup>. Henri Redhand (qui écrivait sous le pseudonyme de Yorke), né aux Indes en 1772, avait été un admirateur passionné de la Révolution à ses débuts; il en avait suivi la marche à Paris même<sup>3</sup>. Mais, devenu conservateur, il voulut raviver ses impressions de jeunesse et, comme tant de ses compatriotes, il visita la capitale en avril 1802. Son récit est écrit d'un ton plutôt bienveillant, mais on y trouvera peu de renseignements politiques. S'il évoque, çà et là, le souvenir de ses amis de la Convention, c'est surtout au Paris du premier Consul que se rapportent ses lettres. Il décrit les Tuileries, les musées, les théâtres; il voit Bonaparte à la revue du Carrousel, Thomas Payne et M<sup>me</sup> Tallien. Il émet parfois des jugements imprévus; ainsi Toussaint Louverture lui paraît supérieur à Kosciusko (p. 370). On trouvera de l'humour dans ses descriptions, ses critiques sur les hommes et les choses ne sont jamais méchantes et l'on peut relever certains détails assez curieux pour l'histoire des mœurs et de la vie économique. L'auteur est mort en 1813, âgé de quarante et un ans seulement.

Il me reste à mentionner, en terminant, quelques ouvrages relatifs à l'histoire religieuse de notre pays, ouvrages qui appartiennent moins à l'époque révolutionnaire qu'à la période consulaire et qui se trouveront donc à leur place à la fin de notre bulletin. M. André MATER, qui s'est occupé de longue date de questions ecclésiastiques<sup>4</sup>, a entrepris de raconter, d'après certains documents provenant des archives du Vatican et de celles des Affaires étrangères, les rapports

1. P. 22, lire Léonard Bourdon pour Bourbon. — P. 228, *Dilser* n'est-il pas une faute d'impression?

2. Henri Redhand-Yorke, *Paris et la France sous le Consulat : les hommes, les institutions, les mœurs*, trad. de l'anglais par G. Lerolle, préface de Théodore de Wizeva. Paris, Perrin et C<sup>ie</sup>, 1921, in-8°, xix-376 p., illustré.

3. Revenu en Angleterre, il fut même condamné à deux ans de prison, comme agitateur politique, ce qui calma ses effervescences révolutionnaires.

4. *L'Église catholique* (1906). — *La Politique religieuse de la République française* (1909). — *Le Régime des cultes* (1909).

politiques de la première République, celle de la Convention, du Directoire et du Consulat, avec le Saint-Siège, après la rupture plus ou moins complète de 1792<sup>1</sup>. Il se défend d'ailleurs de toute intention de faire, même indirectement, application des faits et gestes d'alors à des tractations présentes (p. 5). Ces tentatives pour renouer des liens presque brisés ne prennent guère d'apparence sérieuse qu'après la campagne de Bonaparte en Italie et l'envoi de Caccia, diplomate d'occasion, mais habile et persévérant, à Rome (1796). Dès après la paix de Tolentino (19 février 1797), l'état de santé de Pie VI préoccupait les politiciens au sujet du prochain conclave. Quand le pape dut fuir Rome proclamée République (février 1798), il eut à cœur de préparer dans son exil, par la Constitution du 13 novembre 1798, la réunion libre des cardinaux appelés à lui donner un successeur. Quand il eut fermé les yeux, prisonnier des Français à Valence, le 28 août 1799, le conclave put se réunir en effet à Venise le 30 novembre, et les trente-cinq cardinaux présents finirent, après maintes intrigues autrichiennes et autres, que l'auteur nous détaille, par élire le cardinal Chiaramonti, sous le nom de Pie VII (15 mars 1800). D'après M. Mater, la France révolutionnaire n'a cessé de chercher à s'entendre avec Rome; le Saint-Siège, de son côté, a désavoué, sinon la condamnation théorique de la Constitution civile du clergé, du moins les directions politiques qu'il avait voulu donner au clergé français (p. 131). Entente passagère et toujours instable, car, si elle valut à Bonaparte d'être couronné empereur à Notre-Dame, elle ne préserva pas Pie VII d'être, quelques années plus tard, le captif de Fontainebleau. L'auteur conclut, avec un scepticisme marqué, que « bien fort (serait celui) qui verrait clairement ou quoi prévoir et désirer à présent ou de quoi s'inspirer dans le passé » (p. 132).

Ce n'est pas dans cet esprit de doute que M. Pierre DE LA GORCE vient d'achever son *Histoire religieuse de la Révolution française*, dont nous avons parlé déjà à plusieurs reprises<sup>2</sup>. Le cinquième et dernier volume de ce grand ouvrage, auquel le public a fait dès le début un accueil très favorable, est consacré tout entier aux préparatifs, à la discussion, à la conclusion du Concordat. Les huit livres qu'il comprend nous en racontent la genèse depuis le 18 brumaire jusqu'au 18 avril 1802. On nous a donné sur ce sujet

1. André Mater, *la République au Conclave et l'alliance avec Rome en régime de séparation. Le Conclave de Venise, 1794-1799-1800*. Paris, Presses universitaires de France, 1923, in-8°, 137 p.

2. Pierre de La Gorce, de l'Académie française, *Histoire religieuse de la Révolution française*, t. V. Paris, Plon-Nourrit, 1923, 4<sup>e</sup> éd., gr. in-8°, 415 p.



tant d'ouvrages de valeur, on a compulsé tant de documents d'archives, mis au jour tant de volumineux dossiers de pièces justificatives sur chaque épisode et péripétie de ces négociations âpres et tortueuses où cardinaux, évêques, diplomates et juriconsultes s'efforcèrent d'obtenir, chacun pour son client, l'Église ou l'État, quelque lambeau supplémentaire de pouvoir absolu, qu'il était bien difficile d'y apporter rien d'absolument nouveau. Mais M. de La Gorce a résumé d'une manière très lucide, et en même temps très dramatique, dans ces 400 pages, les interminables entrevues, avec les demi-ruptures et les reprises de négociations, au cours desquelles Consalvi, Spina, Bernier, Caprara, Talleyrand, Portalis, Bonaparte lui-même, les amis et les adversaires de la nouvelle politique font assaut de finesse et emploient tour à tour les flatteries et les menaces à peine déguisées. Pendant ce temps, l'opinion publique — du moins les masses — ignorant ces luttes dans les coulisses diplomatiques, mais assoiffée de repos, réclame de plus en plus hautement la paix religieuse, et le clergé français, « avec une habileté fort opportune, déploie en toute circonstance un ardent patriotisme » (p. 183) pour gagner le bon vouloir des pouvoirs politiques. L'auteur ne se laisse pas prendre cependant à l'admiration naïve de ceux pour lesquels, selon la parole de Cacault, le Concordat est « l'œuvre d'un héros et d'un saint » (p. 231). M. de La Gorce n'hésite pas à déclarer qu'il n'y a chez Bonaparte « nulle foi chrétienne » ; c'est un « dessein tout politique qui l'a guidé ; il n'ignore pas que la religion est le plus admirable instrument de paix sociale et, si on sait la tenir dans sa main, le plus efficace moyen de gouvernement » (p. 395). Il nous fait voir, dans un dernier tableau, Bonaparte, debout dans le chœur de Notre-Dame, « mesurant strictement ses hommages, en homme qui, en traitant avec Dieu, veut rester le premier » ; Caprara, le « vieillard désabusé » ; Boisgelin, le « prélat politique qui a attendu le malheur pour se sanctifier tout à fait. Sur toutes ces têtes, jeunes ou vieilles, le grand souffle chrétien n'a pas passé » (p. 404). Sans doute, dans sa péroration, l'auteur, emporté par un élan mystique, groupant tous les persécutés et les martyrs de la cause sainte, prêtres et religieux, ces « Vendéens, souvent médiocres ou égarés dans la politique, mais sublimes comme soldats de Dieu », réussit à transfigurer l'acte qui clôt pour un temps la lutte religieuse. Pour l'historien resté de sang-froid, le Concordat n'en est pas moins une œuvre essentiellement politique, dont les moindres détails ont été calculés et visent des réalités très tangibles. Exploitant la lassitude générale, le maître nouveau a cru y trouver une base solide pour son autorité ; dix ans ne s'étaient point passés que déjà le conflit

entre les deux pouvoirs de l'État et de l'Église reprenait avec un acharnement nouveau<sup>1</sup>.

M. Georges GOYAU nous a donné une nouvelle édition de son étude sur la *Pensée religieuse de Joseph de Maistre*, d'après des documents inédits<sup>2</sup>. Si le jugement connu d'Edmond Scherer sur cette individualité si peu sympathique — « il n'y a rien de sain, de calme, d'édifiant dans sa dévotion » — est toujours vrai, l'éminent critique a peut-être été moins bien inspiré en ajoutant qu'il « n'y a rien de personnel, d'intérieur dans ses convictions », que tout ce qu'il pense est plaqué sur l'autorité de l'Église, pensé par ordre, formulé par ordre dans une rhétorique plus ou moins impressionnante. M. Goyau a voulu reviser cette façon de voir, qu'il juge erronée; il a pu puiser aux archives de famille du comte Rodolphe de Maistre, l'arrière-petit-fils de l'auteur des *Soirées de Saint-Pétersbourg*, et y a trouvé des manuscrits inédits qui présentent en effet quelques côtés nouveaux de son développement religieux. Fervent catholique (bien que pendant une période de sa vie il ait été franc-maçon convaincu), Joseph de Maistre a eu la « foi vraie ». M. Goyau « l'a suivi jusqu'au pied de l'autel; il l'a vu s'agenouiller et communier » (p. VIII). Les nombreuses citations qu'il nous fournit ne laissent aucun doute, à mon avis, sur la sincérité de ses croyances et, à cet égard, le travail de M. Goyau est une étude psychologique des plus intéressantes. Je ne suis pas sûr pourtant que tout le talent de l'auteur parvienne à faire aimer son héros par tous ceux qui préfèrent la libre expansion de l'esprit humain, dans la sphère religieuse et politique, aux doctrines ultramontaines, à la réaction d'ancien régime dont Joseph de Maistre fut le type le plus représentatif et qui, pour ce motif, excite toujours encore l'admiration de ceux qui rêvent de ressusciter un passé aboli.

Rod. REUSS.

1. Nous avons déjà signalé les articles de M. de La Gorce sur le *Concordat de 1801* qui ont paru dans la *Revue des Deux Mondes*, septembre et octobre 1923.

2. Georges Goyau, *la Pensée religieuse de Joseph de Maistre, d'après des documents inédits*, 2<sup>e</sup> éd. Paris, Perrin, 1921, in-18, ix-221 p. Cf. *Rev. histor.*, t. CXLIV, p. 202.

## COMPTES-RENDUS CRITIQUES.

---

**P. CRUVEILHIER. Les principaux résultats des nouvelles fouilles de Suse.** Paris, Geuthner, 1921. In-12, ix-154 pages. Prix : 7 fr. 50.

Depuis plus de vingt ans, la France poursuit en Perse un admirable effort; elle s'est consacrée à l'exploration méthodique et complète de la gigantesque colline artificielle formée des décombres accumulés de la ville de Suse, capitale de l'ancien Élam, nom qu'on donnait au sud de la Perse dans la haute antiquité. Comme le pays d'Élam fut tantôt rival, tantôt sujet des Sumériens et des Babyloniens qui occupaient la Mésopotamie, nous retrouvons sur le tell de Suse nombre de monuments de la civilisation mésopotamienne qui y ont été élevés sous l'influence des Sumériens, ou apportés comme trophées de guerre par les Élamites à la suite d'une victoire. Une publication, les *Mémoires de la Délégation française en Perse*, donne le compte-rendu détaillé de ces fouilles et comprend déjà seize volumes, tant d'archéologie que d'épigraphie. En raison de leur prix et de leur nature même, ces volumes sont peu accessibles au public, même lettré, qui n'est pas spécialisé dans ces études. M. Cruveilhier, qui avait résumé les premiers travaux de la Délégation (t. I à IX) dans différents articles, expose aujourd'hui ce que nous ont apporté les fouilles de Suse, pendant les années qui ont précédé la guerre, dans le domaine de l'histoire, de la religion, du droit et de la philologie.

Nous savons ainsi qu'à la période la plus reculée à laquelle nous puissions remonter, les Élamites occupaient le tell de Suse, mais ils y étaient venus déjà en possession d'une culture raffinée; ils connaissaient le métal et avaient dépassé l'époque de la pierre polie; ils pratiquaient des rites funéraires, ce qui est un témoignage de croyances, et leur art était très développé, comme le prouve la céramique découverte dans leurs nécropoles.

Cette céramique, très fine et très régulière, bien qu'elle ait été faite à la main, le tour étant encore inconnu, est décorée de motifs quasi géométriques qui sont les aboutissants, par stylisation, d'une décoration naturaliste bien antérieure à cette époque. Le moment où cette civilisation florissait en Élam peut être placé aux environs de 3200 à 3300 avant notre ère. Les inscriptions ou monuments trouvés à Suse nous ont restitué les noms de monarques nouveaux et nous ont renseigné sur les hauts faits de certains d'entre ceux que nous connaissions auparavant. La traduction des textes découverts à Suse a été

effectuée par le P. Scheil; on lui doit la partie épigraphique des *Mémoires de la Délégation*, plus de huit volumes sur seize que comporte la collection étant son œuvre exclusive. C'est donc à lui que M. Cruveilhier emprunte les renseignements qu'il nous transmet, payant au premier traducteur de ces textes le juste tribut d'admiration qui lui est dû.

De ces documents résulte que le dieu national de l'Élam était In-Shushinak, dont le nom, qui signifie le Seigneur de Suse, provient de celui de la capitale, tout comme en Assyrie le dieu Assur et la ville qu'il protégeait portaient le même nom.

Nous connaissons ainsi quelques-unes des prières, d'ordre toujours très pratique, que lui adressaient les rois du pays. Les fidèles offraient au temple des animaux destinés aux sacrifices et nous avons conservé toute une série de reçus qui mentionnent les fêtes auxquelles ces dons étaient destinés et qu'on peut dater d'environ 2000 avant notre ère. La grande fonction des prêtres babyloniens ou élamites était de purifier le pécheur, en s'aidant pour cela des moyens divinatoires et des exorcismes; ils trouvent leur expression dans les tablettes d'incantations qui sont parvenues jusqu'à nous, incantations qui s'accompagnaient de sacrifices (tome XIV des *Mémoires* où se trouve un rituel de sacrifice traduit par M. L. Legrain). En outre, dans ces cérémonies, l'observation attentive des présages était de règle; or, tout était présage dans l'antiquité ainsi qu'il apparaît de tablettes (p. 72) dont la traduction est due au P. Scheil.

Les monuments figurés sont aussi une source précieuse d'informations; si nous ne possédons plus aucun temple élamite, tout ayant été impitoyablement saccagé lors des invasions, nous avons encore des statues de princes, plus ou moins complètes, vouées par ceux-ci à la divinité, afin de perpétuer de façon concrète l'hommage qu'ils lui rendent. On a découvert à Suse la représentation en bronze d'un lieu de culte élamite, très analogue à ce que l'on appelle un haut lieu dans le culte sémitique. Sur un plateau de bronze ont été figurés les autels, deux fidèles accomplissant les rites, la stèle, les bassins à eau lustrale et le bosquet sacré qui faisaient partie du lieu de culte archaïque. Ce curieux monument, qui mesure environ 0<sup>m</sup>60 sur 0<sup>m</sup>40, a été trouvé noyé dans l'épaisseur de la muraille, à même un bloc de plâtre dans lequel il était dissimulé.

Nos connaissances juridiques et économiques ont également bénéficié des fouilles de Suse. L'exploration a mis au jour plusieurs monuments appelés *kudurru*, qui sont des bornes-limites sur lesquelles les souverains, octroyant des territoires à ceux qu'ils voulaient récompenser, inscrivaient les dimensions de ces terrains, leur situation, les franchises et les servitudes qui s'y attachaient. Pour donner plus de force à ces actes, une malédiction solennelle s'adressait à quiconque enfreindrait les conditions du pacte, et toute une face de la borne était chargée des emblèmes des dieux qui devaient protéger la donation.

De bonne heure, les langues sumérienne, puis babylonienne, qui furent celles de la Chaldée, prévalurent à Suse et firent tomber dans l'oubli la langue nationale, non sémitique, qu'on appelait l'anzanite. M. Cruveilhier rappelle dans quelles conditions le P. Scheil, à qui nous devons la traduction des tablettes écrites en cette langue, en effectua le déchiffrement et comment il classa les signes de l'écriture dite proto-élamite, que l'on y trouve.

Tel est le contenu de ce petit volume, de lecture facile, qui résume clairement les résultats de la mission de Suse. En même temps qu'il intéressera ceux qui ne sont pas versés dans les disciplines orientales, il sera consulté avec fruit par les spécialistes, en raison des notes et des nombreuses références dont l'auteur a appuyé ses citations.

G. CONTENAU.

William MILLER. *Essays on the Latin Orient*. Londres, C. F. Clay and Co, Cambridge University Press, 1921. Gr. in-8°, VIII-582 pages, avec 7 planches et une carte. Prix : 40 sh.

Ce livre volumineux est un recueil d'articles publiés dans diverses revues historiques, mais accompagnés d'éclaircissements et de tables généalogiques. Si les États latins fondés en Grèce après la croisade de 1204 y tiennent la place la plus importante, beaucoup de questions qui n'ont d'autre lien que de concerner l'histoire de l'Orient, Anne Comnène, l'empire serbe, la Bosnie avant la conquête turque, le royaume latin de Jérusalem, les princes balkaniques en exil à Rome après 1453, y sont également étudiées.

Ces questions mises à part, on peut dire qu'on trouve dans cet ouvrage tous les éléments de l'histoire de la Grèce et des îles depuis la conquête romaine jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle. Cette histoire n'est naturellement pas exposée d'une manière systématique et on ne peut que le regretter, l'auteur étant à même, grâce à l'étendue et à la sûreté de son érudition, d'écrire le livre dont il s'est contenté de rassembler les éléments.

Le premier chapitre, le moins original, nous montre ce qu'est devenue la Grèce sous la domination romaine et comment, à la suite des lois théodosiennes et de l'invasion des Goths, le vieux paganisme hellénique a cédé la place au christianisme. L'auteur qui, dans les chapitres suivants, se sert souvent des témoignages archéologiques, paraît avoir négligé les lumières qu'ils pourraient apporter à cette question : dès à présent, il est possible de dresser une carte des basiliques établies en Grèce aux IV<sup>e</sup> et V<sup>e</sup> siècles, souvent au milieu des sanctuaires païens, comme celles d'Olympie ou de Delphes (voy. les études de Laurent dans le *Bulletin de correspondance hellénique*, t. XXIII, p. 206 et suiv.), et qui attestent l'intensité de la pénétration chrétienne.



M. Miller suit les destinées de la Grèce pendant la période byzantine et montre comment Constantinople est devenue le centre vivant de l'hellénisme, tandis que l'antique Hellade n'est plus qu'une province éloignée. Les invasions slaves sont traitées un peu sommairement et l'auteur ne semble pas avoir fait état des excellents travaux de Vasiliev : *les Slaves en Grèce* (*Vizantijskii Vremennik*, 1898). En revanche, on trouvera dans son étude la plupart des renseignements très maigres que nous possédons sur l'état de la Grèce, et en particulier d'Athènes, du VI<sup>e</sup> au XIII<sup>e</sup> siècle. On avait cru jusqu'ici que la célèbre inscription runique du lion de pierre de l'Arsenal de Venise (provenant du Pirée) faisait allusion au voyage de Basile II à Athènes. M. Miller montre que cette inscription, au nom du chef varange Harald Hardrada, se rapporte à la répression du soulèvement d'Athènes qui avait laissé les Bulgares révoltés occuper le Pirée en 1040. Des renseignements intéressants sont donnés sur l'état économique, qui paraît avoir été assez florissant aux XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> siècles (manufacture de soieries de Thèbes; commerce de Venise avec neuf ports énumérés dans le chrysobulle d'Alexis Comnène en 1082).

La troisième partie, la plus importante, retrace les épisodes de la conquête et de la colonisation occidentales en Grèce et dans les îles après 1204. On lira avec agrément les pages, assez brèves, consacrées à la principauté française de Morée et à la société féodale en Grèce. — P. 75. La comparaison entre la cour d'Othon de La Roche et celle du roi Georges I<sup>er</sup> de Grèce paraît un peu risquée. — P. 77. Le mot attribué à Voltaire : « Les Grecs ont préféré le turban des Turcs au chapeau de cardinal », a été en réalité prononcé, au témoignage de l'historien Ducas, par le grand-duc Lucas Notaras en 1453, ce qui lui donne une bien plus grande portée.

Mais les chapitres les plus neufs ont trait surtout à la colonisation italienne en Grèce : ducs florentins d'Athènes, ducs vénitiens, puis lombards de Naxos, administration vénitienne en Crète et dans les îles Ioniennes, principauté génoise des Zaccaria à Chios (1275-1329), des Gattilusi à Lesbos (1355-1566), compagnie génoise à charte de l'île de Chios (1346-1566).

Les établissements génois en particulier sont étudiés en grand détail. L'auteur ne s'est pas contenté d'exposer les circonstances romanesques qui font de simples bourgeois de Gênes des princes souverains, il a rassemblé les faits précis qui nous renseignent sur le caractère de leur colonisation, sur leurs rapports avec les indigènes et leur tolérance religieuse, sur leur exploitation intelligente des ressources précieuses, comme l'arbre à mastic de Chios ou l'alun de Phocée, employé pour la teinture des étoffes. Un des épisodes les plus curieux est celui de l'établissement des Génois à Chios en 1346. Après avoir dispersé un rassemblement de nobles génois exilés, qui s'étaient réfugiés à Roquebrune, entre Monaco et Menton, et dont plusieurs s'enrôlèrent dans l'armée de Philippe VI et vinrent se faire tuer à

Crécy, une flotte génoise, équipée par souscription publique, fit voile pour l'Orient et occupa Chios presque sans coup férir. La république de Gênes accepta la conquête, mais les conquérants exigèrent d'elle une charte qui les constituait en compagnie privilégiée, avec le droit de consultation pour la nomination du « podestà » et du châtelain, celui de lever les impôts sur les indigènes à son bénéfice et enfin celui d'exercer le monopole du commerce et de l'exploitation du mastic. Comme M. Miller l'a montré, cette association est bien le prototype des compagnies à charte de la colonisation moderne et elle a pu se perpétuer jusqu'en 1566.

Enfin l'auteur suit l'histoire de la Grèce sous la domination turque de 1460 à 1684 et pendant la restauration vénitienne de 1684 à 1718. Malgré le caractère un peu fragmentaire des différents chapitres, il y a donc dans ce livre une véritable unité, due moins à la composition qu'au sujet envisagé sous plusieurs aspects. Non seulement il rendra de grands services, mais il sera lu avec charme par tous ceux qui aiment à étudier l'Orient latin.

Louis BRÉHIER.

---

Nicolas IORGA et Georges BALS. *L'art roumain*. Paris, É. de Boccard, 1922. 1 vol. gr. in-8°, 411 pages. Prix : 125 fr.

L'art byzantin a été l'objet de nombreuses et savantes recherches; cependant, le développement de cet art dans les provinces danubiennes, où il a fleuri durant plusieurs siècles en subissant des influences diverses, n'avait fourni matière, jusqu'ici, qu'à des études superficielles. La Serbie avait été récemment plus favorisée puisque M. G. Millet a publié, en 1919, un livre remarquable sur *l'Art serbe*<sup>1</sup>. Le beau volume que MM. N. Iorga et Bals viennent de consacrer à *l'Art roumain* comble donc une importante lacune dans nos connaissances sur l'évolution de l'art byzantin dans l'Europe orientale.

M. Iorga, qui est le grand maître de l'histoire roumaine, a réuni, en ce qui concerne l'art, une documentation d'une extraordinaire abondance. Il laisse de côté l'art scythe ou thrace et l'art romain de Dacie en considérant que l'histoire de l'art d'une nation ne peut exister qu'à partir du moment où cette nation est constituée. Voici comment il divise la table des matières : 1° *époque de formation* (églises valaques du XIV<sup>e</sup> et du XV<sup>e</sup> siècle — la Moldavie avant la création de l'art roumain sous Étienne le Grand — art valaque au commencement du XVI<sup>e</sup> siècle); 2° *Formes définitives de l'Art moldave* (l'art moldave sous Étienne le Grand, 1457-1504); 3° *l'Art roumain unitaire* (Valachie — Moldavie — l'imprimerie roumaine — l'époque des Cantacu-

1. Voir *Revue historique*, t. CXXXIX, p. 93, et t. CXLI, p. 276.

zènes en Valachie); 4<sup>e</sup> *Art valaque sous Brâncoveanu et l'Art du XVIII<sup>e</sup> siècle*. Enfin, dans un épilogue sont rassemblées les influences occidentales au XIX<sup>e</sup> siècle. M. Bals, membre de la Commission des monuments historiques, a joint à cette histoire de l'art une étude précise et claire sur *l'Architecture religieuse en Moldavie* (les églises, les monastères, les arts annexes).

Les auteurs ont laissé délibérément de côté l'art populaire roumain si riche, si varié, mais qui réclame à lui seul une étude particulière. Ils n'ont pas cherché à introduire les divisions chronologiques de l'histoire de l'art d'Occident qui ne correspondraient à aucune réalité. Au point vue du titre même de l'ouvrage, *l'Art roumain*, il est nécessaire d'apporter quelques précisions. Actuellement, le royaume de Roumanie comprend la Valachie, la Moldavie, la Bessarabie, la Bucovine, la Transylvanie et une partie du Banat; or il s'agit seulement, dans l'ouvrage, de l'ancien royaume, c'est-à-dire de la Valachie et de la Moldavie, à laquelle s'ajoute la Bucovine. Même à l'intérieur de l'ancien royaume, la séparation politique millénaire entre la Moldavie et la Valachie se reflète dans le domaine de l'art : il n'y a pas, à proprement parler, pendant longtemps, un art roumain, mais un art moldave et un art valaque; malgré des éléments communs, les différences sont plus considérables que les ressemblances, et si en Moldavie se forme, dès le XV<sup>e</sup> siècle, un art en quelque sorte national, les églises de Valachie sont, durant trois siècles, d'un style qui les apparente très intimement à d'autres églises de la péninsule balkanique, où l'influence byzantine a été prépondérante.

L'État valaque s'est formé aux environs de 1300, possédant à Argès sa capitale, qui fut transportée, ensuite, à Câmpulung, puis à Târgoviste. Les églises qui furent élevées n'étaient pas, comme en Occident, l'œuvre de la communauté; les princes du pays devenaient bâtisseurs pour laisser un souvenir de leur piété et de la prospérité de leur règne. Ces contrées étaient d'ailleurs trop souvent troublées par des luttes continuelles pour qu'on pût y entreprendre une œuvre de longue haleine. L'église princière d'Argès, construite vers le milieu du XIV<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup>, est le plus ancien monument d'architecture religieuse conservé en Valachie. Elle appartient au type des églises « cruciformes complexes à coupole » : par son mode de construction et par la disposition des matériaux employés elle s'apparente à des monuments qu'on ne rencontre qu'à Constantinople, au mont Athos, à Salonique et en Serbie. Les rapports constants de la Valachie avec cette dernière région expliquent tout naturellement l'influence des modes de construction serbes. La célèbre église épiscopale d'Argès, fon-

1. La Commission des monuments historiques de Roumanie vient précisément de consacrer son Bulletin pour l'année 1923 à une splendide monographie intitulée : *Curtea Domneasca din Arges* (Bucarest, gr. in-8°, 286 p., avec un grand nombre de belles illustrations). Nous y reviendrons prochainement.

dée au début du *xvi*<sup>e</sup> siècle par le prince Neagoie, rappelle aussi dans ses traits essentiels les églises serbes, mais toute son ornementation est originale. L'église métropolitaine de Târgoviste (1518), rebâtie récemment par Lecomte du Noüy, représentait les mêmes inspirations. L'architecture valaque eut une physionomie très vite fixée et durable, puisque les princes se contentent de reproduire les plans des édifices antérieurs jusqu'en plein *xvii*<sup>e</sup> siècle (par exemple Constantin Brâncoveanu à Hurezi). Dans tous ces édifices, les constructions destinées à contre-buter la poussée sont, à la manière byzantine, dissimulées dans l'intérieur des murs, ce qui est un des caractères qui distinguent nettement l'église valaque de l'église moldave.

La principauté de Moldavie a été constituée, vers 1360, par Bogdan, qui venait des régions du Maramourech de Transylvanie. Les premières églises furent des églises en bois, comme il en existe encore en Transylvanie; cependant, on se servit également de la pierre : l'église de Saint-Jean, à Siret, qui, sans doute, date de la fin du *xiv*<sup>e</sup> siècle, peut passer pour le prototype des églises moldaves. Les architectes qui doivent couvrir les édifices sous un ciel froid et neigeux emploieront des toitures très différentes de celles des églises de pays méditerranéens. Mais si des influences diverses vont agir, le plan général des édifices demeurera byzantin. La Moldavie, en effet, par l'intermédiaire de Halicz en Bucovine, devenue métropole en 1371, est sous la dépendance du patriarche de Constantinople, et des disciples du moine serbe Nicodème se sont établis, dès 1390, en Moldavie où ils ont fondé le couvent de Neamtz. D'ailleurs, le culte orthodoxe a des exigences qui s'imposent aux architectes. A l'époque d'Étienne le Grand (1457-1504), où se trouve élaboré un véritable style national, les églises sont divisées en trois parties : 1<sup>o</sup> l'autel est séparé du naos par l'iconostase (*catapiteazma*); 2<sup>o</sup> le naos, espace rectangulaire, est couvert d'une voûte sphérique par l'intermédiaire de quatre pendentifs, suivant un mode de construction tout à fait original; sur les côtés nord et sud deux absides latérales complètent le plan triflé; 3<sup>o</sup> le *proanos*, rectangulaire, recouvert d'une calotte sphérique, est séparé du naos par une paroi dans laquelle est percée une porte. Le *proanos* est souvent plus large que le naos, car cette disposition est d'origine monastique : les moines priaient dans le naos et les fidèles, plus nombreux, se tenaient dans le *proanos*. Au cours des ans on a, quelquefois, ajouté un deuxième *proanos* (*privdor*) pour agrandir l'église. Les éléments gothiques, apportés de Hongrie et de Pologne, ont une telle importance qu'on a pu dire que le plan des églises moldaves est « un plan byzantin exécuté d'après des méthodes et par des mains gothiques ». Mais on ne saurait négliger d'autres influences venues d'Arménie, de Perse, du Caucase. Au *xvii*<sup>e</sup> siècle, les rapports constants avec la Russie accentuent encore davantage la physionomie tout orientale de la décoration (église des Trois-Hiérarques, à Iassy).

La peinture joue un rôle très important dans l'art religieux roumain. L'intérieur des églises est un véritable émerveillement pour les yeux. Les fresques se succèdent en un déroulement de couleurs, patinées par le temps, qui ont le charme doucement nuancé d'un riche tapis oriental. Il est malheureusement arrivé trop souvent que ces peintures ont été recouvertes par des badigeonnages postérieurs. En Valachie, dès le XIV<sup>e</sup> siècle, des peintres peignaient des fresques qui ont une parenté certaine avec les mosaïques de Kahrié-Djami à Constantinople. Au XVII<sup>e</sup> siècle, les artistes sont remarquablement maîtres de leur technique, comme on peut s'en rendre compte par les portraits de Brâncoveanu et de sa famille, par les figures des saints (grande église et chapelle), par les peintures du narthex dans l'église d'Hurezi. La Moldavie et la Bucovine sont d'une prodigieuse richesse en fresques qui se développent non seulement à l'intérieur, mais encore, dès le XVI<sup>e</sup> siècle, sur les parois extérieures, se détachant magnifiquement sur fond bleu ou vert.

L'*Hermeneia*, le manuel des peintres grecs, a été utilisé. Il en existe même des traductions en roumain. Les artistes étaient non seulement des Grecs ou des Slaves, mais aussi des Roumains qui avaient leurs élèves et leurs apprentis. Les rapports entre l'art des provinces roumaines et l'art florissant sur la montagne sacrée de l'Athos sont indéniables, mais il est probablement faux de voir dans l'art roumain une simple branche de l'art athonique. Le savant byzantinologue Strykowski écrit : « Celui qu'une longue expérience a habitué à saisir d'un coup d'œil les rapports généraux sera obligé d'admettre que ce n'est pas tant l'Athos qui a influencé la Moldavie que la haute culture des monastères bucoviniens qui a eu sa répercussion sur la montagne sainte. »

MM. Iorga et Bals ont poussé leurs investigations sur le domaine des arts annexes. Leur documentation montre la splendide fécondité des artistes roumains en ce qui concerne les icones, l'orfèvrerie, les évangéliques, les reliures, les enluminures, l'imprimerie, le mobilier, etc. Si l'on ajoute que ce luxueux volume est enrichi d'un nombre considérable d'illustrations, dont plusieurs magnifiques hors-textes, on se rendra compte qu'il permet de se faire une idée précise d'un art jusqu'ici trop méconnu.

Septime GORCEIX.

---

Carles RAHOLA. *La dominació napoleónica a Girona*. Barcelona, 1922, « Publicacions de la Revista ». In-8°, 143 pages. Prix : 5 pesetas.

Ayant déjà dit, dans deux articles bibliographiques (*Revue des Études napoléoniennes*<sup>1</sup> et *Revue historique de la Révolution*

1. N° de mai-juin 1922, p. 247-251.



française<sup>1)</sup>, ce que vaut la monographie de Carles Rahola, je voudrais simplement consigner ici quelques réflexions d'ordre historique général sur une période très spéciale de l'expansion napoléonienne en Espagne.

Si les Espagnols et les Français possèdent une assez riche série d'ouvrages relatifs aux guerres de Napoléon dans la Péninsule, en revanche la pénurie est frappante d'œuvres ayant trait à la période de paix sous le régime de l'Empereur; nous ignorons à peu près complètement la façon dont celui-ci fit administrer l'Espagne. Sans doute, pour les historiens officiels transpyrénaïques, ces années n'existent-elles que nominalement, n'étant que des « *llamados años* », selon la célèbre formule fernandiste. A titre seulement de réaction contre cette déplorable méthode, le livre de Carles Rahola devait être recommandé dans la *Revue historique*.

L'historien philosophique des choses de Catalogne ne peut ne pas être frappé du caractère réactionnaire, plus particulièrement frappant en cette province, de la prétendue *Guerra de Independencia*. En effet, l'un des plus puissants facteurs de résistance aux troupes impériales y fut précisément celui qui, en 1640, avait surtout contribué à ce que la Catalogne s'offrit à la France pour s'émanciper du joug d'Olivarès. Nous avons nommé le fanatisme religieux. Les témoignages de l'époque signalent que ce furent les sacrilèges commis par les mercenaires de Philippe IV qui déterminèrent le soulèvement, dont le point de départ est ce *Corpus de Sangre*, sur lequel les recherches de modernes historiens catalans, en particulier A. Rovira i Virgili, ont fait une pleine lumière. D'autre part, si, en 1714, la Catalogne s'avéra si ardemment fidèle à la maison d'Autriche contre la dynastie bourbonnienne, n'était-ce point par affection aux formes politiques désuètes des Habsbourgs et par haine de ces principes novateurs régaliens, considérés comme hérétiques et qu'incarnait Philippe V? Quoi qu'il en soit de ces précédents, il est indubitable que le soulèvement de 1808 contre l'empereur portait de l'horreur des maximes de la Révolution, attentatoires à l'union sacrée de l'Autel et du Trône et dont Napoléon s'était fait le héraut. Parler, à propos de cette lutte, de « guerre d'Indépendance » est donc un sophisme, puisque impliquant un concept d'affranchissement national inconciliable avec le système monarchique absolu tel qu'il fonctionnait, à l'époque, en Espagne. Décorer de l'épithète de « patriotes » les partisans enrôlés par le clergé et les aristocrates pour cette régression à l'ère du *Yo, el Rey*, est une autre absurdité, si par patrie la Révolution avait voulu désigner la volonté d'un pays conscient de son droit à se gouverner par lui-même et non plus par un mandataire abrité derrière le principe divin. On sait aussi bien que, lorsqu'en 1823 le duc d'Angoulême pénétra en Espagne avec les 100,000 fils de saint Louis, il fut accueilli par les cris fanatiques de *Muera la Nación!*

En somme, on pourrait fort bien comparer le soulèvement de la Catalogne aux guerres de la Vendée et de la Bretagne, quelques lustres plus tôt. Ce fut une sorte de chouannerie où, dans l'un et l'autre cas, l'appui de l'étranger ne fut pas le moins du monde réputé antipatriotique, cet étranger — en l'espèce, les Anglais — fût-il plus hérétique encore que celui qu'il s'agissait de chasser. Et ce n'est pas, non plus, l'une des moindres ironies de l'histoire que de devoir constater qu'en 1823, on se servira de ces mêmes Français pour étouffer le principe satanique de la « volonté nationale », au nom duquel on les avait massacrés à dix ans en arrière ! Que si l'on remontait plus avant dans les annales de la Catalogne, on verrait que déjà sous Jean II de Castille elle s'était alliée, en dépit de sa forte tradition gibeline, avec la France contre son roi légitime... Si, enfin, la révolte de 1808 est par essence religieuse et « loyaliste », n'en trouverons-nous pas un duplicata à l'époque moderne, en ce Madrid d'où était parti le mouvement du *Dos de Mayo*, quand, lors de la fameuse *Manifestación de las peinetas*, l'on protestera contre un autre *Rey Intruso*, Amédée de Savoie, parce que représentant la rupture du « droit divin », le triomphe, en quelque sorte, du principe de la Nation souveraine, maîtresse de ses destinées — en fait le seul et vrai principe d'« indépendance » ?

Telles sont les réflexions qui se dégagent d'une lecture avertie des pages de Carles Rahola, d'ailleurs notable écrivain et président de l'*Ateneo* de Gérone, en même temps que sincère ami de la France républicaine. On ne peut oublier, non plus, que Napoléon ayant, le 8 février 1810, séparé la Catalogne du reste du royaume d'Espagne, que régissait son frère aîné Joseph, et l'ayant annexée à son empire, la continuation de la guerre en cette province représentait une façon de protestation contre le séparatisme d'avec le pouvoir central et Madrid ! *Tempora mutantur* ; aujourd'hui les autonomistes barcelonais croient avoir trouvé la vraie formule en préconisant une Catalogne État-tampon entre la France « démocratique » et la Castille « réactionnaire ». Mais le général Primo de Rivera s'est chargé, on le sait, de les mettre à la raison... du moins provisoirement.

M. Carles Rahola a parfaitement mis en valeur, dans cette sorte de tapisserie épique retournée qu'est son livre, le caractère d'adaptation aux conditions économiques et sociales du pays qu'eut la domination napoléonienne en Catalogne. Que l'on se soit servi du clergé comme il convenait, rien de plus naturel. Il n'est nullement surprenant d'avoir à constater la malléabilité de celui-ci et que l'évêque de Gérone, l'Espagnol Juan Agapito Ramírez de Arellano, se soit si complètement adapté. Dans une lettre pastorale, il condamne en bloc les « guerrilleros » des campagnes, déclarant leur conduite *détestable et plus propre de brutes que de créatures raisonnables*, louant la bonté, la générosité, la clémence de Macdonald, gouverneur de la place. Le jour anniversaire d'Austerlitz et du couronnement — le 2 décembre 1812 — le docteur Sambola, chanoine pénitencier, pré-

chant dans la vieille cathédrale gothique, y fait une apologie en règle de Napoléon, invitant les fidèles à « se soumettre aux lois du monarque et du héros, parce que son pouvoir découle du pouvoir divin, parce que sa force provient de Dieu, parce que ses décrets sont ceux de la Providence, qui veille sur la félicité et la gloire des peuples ». Que les choses se soient passées, d'ailleurs, de la même façon en Castille, c'est ce que nous avons démontré précédemment dans deux articles documentaires (*Revista de Archivos*, 1913, et *Revue plébiscitaire*, mai-juin 1922).

Dans l'un des deux articles susmentionnés, nous adressions à M. Rahola le reproche de ne pas avoir fait justice d'une vieille calomnie — popularisée par Pérez Galdós dans le récit de la première série de ses *Episodios Nacionales*, intitulé : *Gerona* — touchant la prétendue mise à mort, par les Français, du défenseur de Gérone, le général Alvarez de Castro. Ce nous est un plaisir de signaler que M. Rahola, sensible à cette suggestion, a rectifié dans un article du journal de Barcelone, *las Noticias*, traduit dans le journal de M. Horace Chauvet à Perpignan : *l'Indépendant des Pyrénées-Orientales*. Nous revenons sur cette intéressante question dans un article du *Bulletin de la Société d'études des professeurs de langues méridionales* (n° 47-48), pour y rectifier une grossière erreur historique de M. le comte de Damas dans le journal *l'Action française*. C'est justice aussi que nous ajoutions que l'excellent écrivain de Majorque, Gabriel Alomar, a publié dans la feuille des lundis littéraires d'*El Imparcial*, de Madrid, l'article que nous sollicitons de lui, article réimprimé en février 1923 dans *El Dia*, de Palma, et dont voici l'importante conclusion; elle est tout à l'honneur du grand esprit qui l'a signée :

« La page la plus singulière de ces journées, ce fut sans doute l'évacuation de la place par les troupes françaises. Il n'y eut, de la part de l'ennemi, ni déprédations ni violences. Justement, le général Lamarque dut garantir la sécurité des habitants contre les perfides intentions du criminel Boquica, capitaine de miquelets renégats, qui voulait sortir le dernier de la place, pour, profitant des moments de transition entre l'une et l'autre domination, la mettre à sac. Le général français et ses aides de camp accompagnèrent les Espagnols à leur entrée à Gérone et prirent congé d'eux en s'unissant aux acclamations du peuple. Ces dominateurs éphémères ne laissèrent jamais de regretter leur impopularité. Et ce même sentiment respire aussi dans les nobles lettres de Joseph Bonaparte. »

Camille PITOLLET.

---

Paul MATTER. *Cavour et l'unité italienne*. T. I : *Avant 1848*. Paris. Félix Alcan, 1922. In-8°, 264 pages. Prix : 20 fr.

L'admirable activité de M. Matter lui permet, tout en s'acquittant de ses devoirs professionnels les plus éminents et les plus lourds, de

mener à bien des tâches variées. L'historien de Bismarck a achevé de raconter, par le moyen d'une biographie, l'unité allemande. Le parallélisme relatif, si souvent constaté dans l'évolution germanique et italienne, a dû le conduire à étudier l'histoire de l'unité italienne, qu'il aborde, cette fois encore, par l'intermédiaire d'une biographie. A Cavour, en effet, M. Matter doit consacrer trois volumes, dont le premier expose les origines de la formation intellectuelle et morale du grand Italien.

A coup sûr, la voie était largement déblayée devant le nouvel historien de Cavour qui, à cause sans doute de la nature précise de ses conceptions politiques et sociales, du caractère opportuniste et réaliste de sa diplomatie, a été l'objet, en Italie même, de travaux appréciables : Cavour se prête moins que Mazzini ou Garibaldi à l'hagiographie qui, trop souvent, dépare les livres italiens. Mais M. Matter a su, en une synthèse vigoureuse, ramasser tous les éléments de détail que lui fournissaient ses devanciers, y ajouter les résultats de ses investigations personnelles dans les archives familiales de Cavour et dans les collections françaises, et son premier volume nous est un garant de l'ensemble de l'œuvre ; même lorsque la tâche de l'historien s'étendra et se compliquera, lorsqu'il lui faudra exposer, à propos de Cavour, les grands faits de la diplomatie européenne de 1848 à 1861, avec leurs dessous compliqués et ténébreux, nous sommes bien sûr, dès maintenant, que M. Matter arrivera à analyser, avec toute la clarté possible, les interactions du grand « statista » italien et des événements contemporains.

Ces interactions sont de faible intensité dans la période que couvre ce premier volume. Du moins, de 1810, année de sa naissance, jusqu'à 1848, où il s'impose, au premier plan, sur le théâtre politique, Cavour a enrichi sa nature d'expériences multiples.

L'expérience familiale, d'abord. M. Matter nous introduit heureusement dans ce milieu de grands Piémontais terriens qu'ont été les Benso di Cavour, un peu inquiets du tempérament peu malléable en même temps que des sottises variées de jeunesse du futur homme d'État.

L'expérience économique, ensuite. Lorsque, devant la réaction qui s'affirme en Savoie, en 1831, il quitte l'armée, Cavour se consacre à l'exploitation des domaines familiaux, surtout de celui de Leri, dans la riche plaine de Verceil, et l'on voit le jeune homme y appliquer les procédés techniques les plus modernes en matière d'irrigation, de cheptel, de cultures industrielles, de guano. Ses voyages le mettent en contact avec les personnes les plus propres, en Suisse, en France, en Angleterre, à enrichir son intelligence, déjà si alerte. Tandis qu'il coopère à la fondation de la Banque de Turin en 1847, et place des capitaux dans les chemins de fer, il s'essaie à préciser ses idées en matière économique dans diverses directions : ses articles de la *Bibliothèque universelle*, comme ses interventions à l'« Agraria » de Turin, le classent comme un « libériste » — comme disaient M. Prato et l'un de ses amis — tout à fait convaincu.

Expérience politique, enfin. Mais celle-ci se rattache aux deux autres, car il a pu constater chez les siens mêmes les effets annihilants ou dégradants de la réaction régnante; d'autre part, il a lié très nettement le problème de l'émancipation et des progrès économiques avec le problème de la libération et de l'unification nationales. Cavour était trop jeune, en 1821, pour comprendre le mouvement dirigé par Santa-Rosa; mais, dès 1824, comme page du prince Charles-Albert, il a été choqué des habitudes de cour, il a été vexé d'être habillé en « la-quais »; en 1830, il a senti une grande joie à l'annonce de la révolution parisienne, et c'est pour y avoir applaudi qu'il a été forcé de démissionner. A l'ambassade de France à Turin, il a été en contact avec de grands libéraux français, Barante, Haussenville, où italiens, Balbo, d'Azeglio; dans ses voyages, avec les libre-échangistes britanniques. Il a lu les œuvres de grands patriotes, Balbo, Gioberti. Il n'est pas étonnant qu'en 1848, au moment où le mouvement révolutionnaire va commencer, Cavour puisse estimer qu'il ait, avec d'autres, à le guider.

Nous laisserons de côté l'expérience sentimentale. Non que M. Matter ne s'en occupe point, car, bien au contraire, il nous raconte l'intrigue romanesque de Cavour avec la marquise Giustiniani. Mais, en réalité, ce fut une parenthèse vite fermée dans une vie prosaïquement remplie, et il faut bien avouer que les femmes ont joué un rôle très faible dans l'existence de Cavour. Il n'en était que plus libre pour s'affirmer, dans la plénitude de son intelligence et de sa volonté, en 1848.

M. Matter nous montre ce qu'a été Cavour dans les prodromes du mouvement : un journaliste, mais quel journaliste! Dans *Il Risorgimento*, qui apparaît aussitôt après les ordonnances libérales d'octobre 1847, presque en même temps que l'*Opinione* et la *Concordia*, Cavour va insérer des articles fortement pensés, fortement documentés, qui le classent parmi les hommes susceptibles d'être consultés par le roi. De fait, lorsque Charles-Albert s'est décidé à doter son pays d'une constitution, Cavour est nommé membre de la commission chargée de préparer la loi électorale de mars 1848. C'est peu de jours après que, Balbo quittant *Il Risorgimento*, Cavour en prend la direction.

Directeur de la *Résurrection*, n'est-ce pas toute la carrière de Cavour? Cette carrière, nous attendons avec impatience que M. Matter nous en retrace le détail, avec la même conscience et la même vie<sup>1</sup>.

Georges BOURGIN.

---

**Les Bouches-du-Rhône.** Encyclopédie départementale..., sous la direction de Paul MASSON. Deuxième partie : *Le bilan du XIX<sup>e</sup> siècle*. T. IX : *Le mouvement économique : le Commerce*. Paris, Éd. Champion; Marseille, Archives départemen-

1. De cette suite du travail de M. Matter, nous offrirons à nos lecteurs un chapitre dans le prochain numéro de la *Revue historique*.



tales, 1922. In-8°, xiii-944 pages, 51 plans, cartes et graphiques, 3 cartes hors texte (une en couleurs), 12 planches. — Id., t. X : *Le mouvement social*. Ibid., 1922. In-8°, xv-825 pages.

Ce n'est pas sans un sentiment d'admiration et de gratitude que l'on ouvre ces deux énormes volumes<sup>1</sup> : de gratitude pour le Conseil général des Bouches-du-Rhône qui, avec l'aide de la Ville de Marseille et de la Chambre de commerce, n'a pas craint de faire les frais de cette publication et d'en poursuivre l'exécution malgré la guerre, puis malgré la hausse universelle des prix<sup>2</sup>; d'admiration pour le savant historien qui, avec un courage indéfectible, continue à diriger ce travail et qui assume pour lui-même une part importante du commun labeur. Dans quelques années, l'assemblée départementale et M. P. Masson pourront dire avec une légitime fierté : *Exegimus monumentum*.

Nous ne pouvons songer à analyser ces 1,700 pages. Disons seulement que le tome IX dépasse de beaucoup, en intérêt, le cadre de l'histoire économique locale. Il est vrai qu'il s'agit à presque toutes les pages du grand port méditerranéen par où passa, entre les deux dates de 1785 et de 1914, une part si considérable du commerce de la France. Mais, par la largeur de son exposé et l'abondance de sa documentation, M. Masson dépasse encore les limites de ce vaste sujet. Il s'affirme, plus que jamais, comme un des maîtres de l'histoire économique.

Le premier chapitre du volume reprend et résume le volume d'*Études* publié par M. Masson en 1921 sur Marseille pendant la Révolution et l'Empire. A partir de 1814, nous sommes sur un terrain neuf — je ne veux pas dire inexploré, mais mal exploré. Devant l'insuffisance et l'imprécision de tous les ouvrages antérieurs, M. Masson a dû s'imposer de prodigieux dépouillements de documents statistiques, descendant jusqu'aux états de douane. De là l'exceptionnelle valeur des renseignements qu'il nous offre.

Nous sommes obligés de passer sur le détail, sur la façon nouvelle dont se pose en 1814 la question de la franchise (il n'y a plus unanimité, parce que Marseille est devenue de plus en plus un centre industriel) et sur l'établissement définitif du régime de l'entrepôt en septembre 1817; sur le magnifique essor depuis 1830, etc. Nous ne pouvons même signaler (p. 345) des idées générales très neuves, par exemple sur le développement de la marine marchande à la fin de l'ancien régime. Avec une belle patience, l'auteur passe en revue l'évolution générale du commerce et de la navigation, les importations et les exportations, l'histoire de la marine marseillaise, celle du port lui-même (le port actuel est étudié, dans d'excellents chapitres tech-

1. Voir *Revue historique*, t. CXLIII, p. 116.

2. Signalons le soin que, dans le t. IX, on a continué à donner à l'illustration, qui conserve un caractère strictement documentaire.

niques par l'ingénieur Batard-Razelière), les pays en relation avec Marseille, enfin le commerce intérieur. C'est vraiment une « encyclopédie ». La seule critique à présenter (la mariée est trop belle), c'est qu'en étudiant avec une si parfaite conscience des évolutions parallèles, l'auteur est amené à se répéter. Mais il ne faut pas oublier que les lecteurs de cette œuvre imposante iront généralement au chapitre qui les intéresse et voudront le trouver complet.

Glanons au passage quelques curiosités. C'est un fait d'une portée générale que l'opinion émise, en 1845, par le secrétaire de la Chambre de commerce de Marseille sur la navigation à vapeur : « Le nouveau moteur ne se prête guère au transport des cargaisons commerciales pour les voyages de long cours... Les mers courtes, bordées de continents, parsemées d'archipels, sont les seules qui peuvent être fructueusement sillonnées par les vapeurs. » Il est vrai qu'il attribuait cette infériorité au combustible qui, « en l'état des besoins de la chaudière, prend la place de la marchandise », et qu'il entrevoyait le rôle de l'hélice. Non moins intéressante la durable opposition contre les voies ferrées. Si dès 1814 un professeur des mines propose à Napoléon « d'abréger les distances en sillonnant l'Empire de sept grandes voies ferrées », si en 1818 un ingénieur, retour d'Angleterre, vante le nouveau moyen de transport, en 1833 encore les Lyonnais s'opposent au projet d'une voie Marseille-Lyon en liaison avec une voie Lyon-Paris-Le Havre : « A la première annonce du gigantesque projet, déclarent les pétitionnaires, un cri d'alarme s'est fait entendre sur tout le littoral du Rhône... » Même en 1848 un Lyonnais s'écriait : « La solution de continuité ou la mort ! » et disait qu'au lieu d'opérer la liaison autant valait se donner le plaisir néronien de brûler Lyon !

Pour le tome X, M. Masson a eu recours à de nombreux collaborateurs. Mettons hors de pair M. Henri Pellissier-Guys. L'étude des conflits sociaux, des salaires, des conditions du travail, du mouvement des idées sociales a été écrite par lui avec une parfaite connaissance du sujet<sup>1</sup>, éclairée d'une intelligente sympathie. Ici encore nous dépassons le cadre local. D'autres collaborateurs se sont partagé les œuvres sociales de tout genre, l'hygiène (c'est le côté le moins brillant de cette région), la vie religieuse. Rien n'y manque, pas même la théosophie, ni la franc-maçonnerie, pas même (ce qui est encore plus rare dans des ouvrages de ce genre) des pages savoureuses de MM. Nicolas Estier et Raoul Busquet sur la libre pensée.

Encore une fois, ces beaux volumes sont plus et mieux que l'histoire d'une grande ville et d'un département; ils constituent un fragment de l'histoire économique de la France. Nous devons beaucoup aux institutions et aux hommes qui nous ont fait cet inestimable présent. Qu'ils ne perdent pas courage et poursuivent l'œuvre jusqu'au bout.

Henri HAUSER.

1. Les appendices, p. 763-820, sont une véritable statistique du travail durant 125 ans.

## NOTES BIBLIOGRAPHIQUES.

---

**Histoire générale.** — John EDGAR. *The making of Europe. General history to the Renaissance* (Cape Town, Maskew Miller; Londres et Oxford, Basil Blackwell, s. d. [1923], in-12, iv-230 p. et 8 cartes; prix : 10 sh. 6). — Petit manuel élémentaire à l'usage des étudiants de Cape Town, dans l'Afrique du Sud. Malgré la distance qui sépare ces derniers de l'Europe, un peu plus d'exactitude eût été utile : le nombre d'erreurs accumulées dans ces deux cents petites pages est impressionnant!

L. HALPHEN.

— Ernest BARKER. *The crusades* (Londres, Oxford University Press, 1923, in-12, 112 p., de la collection « The World's manuals »; prix : 2 sh. 6). — L'élégante série de petits manuels publiés par l'« Oxford University Press » s'est enrichie d'une réimpression (avec quelques menus changements) de l'excellent article sur les croisades que M. Barker avait écrit pour la dernière édition de l'*Encyclopaedia britannica*. C'est un résumé clair et substantiel de l'histoire même des croisades, suivi de quelques réflexions intéressantes sur les conséquences diverses de ces expéditions et d'une bonne bibliographie. — Il n'est pas exact de dire (p. 13, n. 1) que la *Chanson de Roland* ne saurait être en aucun cas postérieure à la première croisade : nombre de bons esprits en reportent aujourd'hui la composition aux environs de l'an 1110 ou même 1120.

L. H.

— Kurt KASER. *Das späte Mittelalter* (Gotha, F.-A. Perthes, 1921, 278 p.; *Weltgeschichte in gemeinverständlicher Darstellung*, hgg. von L.-M. Hartmann). — Ce manuel est le cinquième volume d'une Histoire universelle publiée sous la direction de Ludo-Moritz Hartmann. Il traite de l'histoire de l'Europe depuis le XIII<sup>e</sup> siècle jusqu'à la Renaissance. L'auteur, qui a écrit naguère une Histoire de l'Allemagne à la fin du moyen âge, a résumé clairement et en général suffisamment les ouvrages qu'il a eus entre les mains, mais bien des livres essentiels lui ont manqué. Il avoue (p. 152) n'avoir pu utiliser l'*Historia de España* d'Altamira. Pour l'histoire d'Angleterre, il cite les deux histoires d'Édouard III de Longman et de Mackinnon, mais les ouvrages beaucoup plus importants de Wylie sur Henri IV et Henri V paraissent lui avoir échappé. Il s'est contenté, en ce qui concerne la France, de résumer l'Histoire publiée sous la direction de M. Lavissee et n'a pas lu les livres parus depuis, comme le *Charles V* de Delachenal. Il a attaché une importance particulière à l'histoire commer-

ciale et industrielle; les étudiants trouveront profit à lire les chapitres concernant la naissance du capitalisme et le commerce en Italie, en Allemagne et dans les Pays-Bas, et les mouvements sociaux dans les villes et les campagnes.

Ch. PETIT-DUTAILLIS.

— Nous parlerons plus longuement de la *History of magic and experimental science [in their relations to christian thought] during the first thirteen centuries of our era*, entreprise par Lynn THORNDIKE, professeur à la Western Reserve University, lorsque le t. II aura paru. Le t. I (New-York, Macmillan, 1923, XL-836 p.) n'est qu'une Introduction, des origines au XI<sup>e</sup> siècle; il sera traité dans la suite du XII<sup>e</sup> et du XIII<sup>e</sup>, d'une manière nécessairement plus originale. — Disons seulement, pour l'instant, que l'auteur, qui se propose de mener de front la vulgarisation des données acquises et les recherches dans les manuscrits, a beaucoup lu, et avec intelligence. Son livre est, jusqu'à présent, un répertoire commode de faits qui, certes, n'étaient pas, pour la plupart, inconnus, mais qui étaient très dispersés. — C. L.

— Paul LOUIS. *Le déclin de la société bourgeoise* (Paris, éditions du « Monde nouveau », 1913, in-18, 179 p.; prix : 7 fr.). — Ce livre fera-t-il pendant à l'ouvrage, maintenant presque célèbre, de M. A. Demangeon sur le *Déclin de l'Europe*? Il est permis d'en douter. Non qu'il y manque du talent et de l'information : l'auteur a l'un et l'autre. Il montre, en effet, avec précision quelles ont été les conséquences sociales de la Grande Guerre et il tente, avec pénétration, d'édifier la théorie de la révolution, considérée dans le passé; la chute de l'empire romain lui fournit, en particulier, des éléments de comparaison topique, ainsi que l'analyse de la formation de la classe bourgeoise. Mais l'éducation marxiste de l'auteur transparait à chaque page, avec son mécanisme rigoureux, ses affirmations unilatéralement pessimistes par rapport à l'ère révolue, optimistes par rapport à l'ère souhaitée; ce que, en dépit de son argumentation, on n'arrive pas à voir, grâce à lui, c'est comment le capitalisme, concentré et unifié de la façon qu'il établit, ait pu aboutir à cette Grande Guerre qui a bouleversé les conditions de son développement; d'autre part, on doute, malgré lui, que les producteurs organisés et maîtres du monde ne soient pourtant capables, pour des raisons qui ne seraient pas d'ordre économique, à se jeter les uns sur les autres. A coup sûr, le matérialisme économique possède une grande valeur explicative; mais les modes de penser et de sentir ne doivent pas être éliminés dans l'interprétation du passé. Le « mythe » de la Commune de 1871 a eu une profonde action sur la formation de l'idéal révolutionnaire du XIX<sup>e</sup> siècle; M. Paul Louis ne niera pas que, pour le XX<sup>e</sup>, le « mythe » de la révolution russe sera analogue au précédent.

G. BOURGIN.

— Michel RALEA. *Révolution et socialisme. Essai de bibliographie* (Paris, Presses universitaires, 1923, in-8°, 80 p.; prix : 6 fr.). — On doit au groupe d'étudiants réunis à l'École normale supérieure

autour de M. Bouglé ce nouveau travail, qui rendra des services aux historiens désireux d'étendre leur information en matière sociale. A coup sûr, il serait facile d'y trouver des lacunes, encore que M. Ralea ait spécifié qu'il ne donnait qu'une sélection et qu'il ne s'occupait, en fait de socialisme, que de la notion limitée de « révolution ». On regrettera, d'autre part, l'absence de table alphabétique des noms propres. Mais les divisions méthodiques sont assez nombreuses ou assez bien conçues pour que les recherches soient, tout de même, faciles. Souhaitons donc qu'on utilise cette bibliographie parmi les juristes et les historiens.

G. BN.

— Hubert BOURGIN. *Les systèmes socialistes*. Encyclopédie scientifique (Paris, O. Doin, Bibliothèque d'économie politique, 1923, in-18, xvi-417 p.; prix : 14 fr.). — C'est un guide, mais un guide excellent qui est offert au public par M. H. Bourgin, connu par des travaux de détail sur plusieurs des socialistes français, Proudhon, Fourier, Pécqueur, entre autres. Il y a déployé une érudition très avertie, avec un grand souci d'objectivité, même quand il s'agit d'une époque très voisine de la nôtre, sauf peut-être dans l'ultime conclusion; en cherchant à être complet, il n'écrase pas le lecteur sous l'accumulation des détails secondaires. Il ne rentrait pas dans son plan d'exposer comment les doctrines socialistes élaborées dans les divers pays ont plus ou moins passé dans les faits, et les historiens regretteront peut-être qu'il ne l'ait pas tenté, de même qu'ils auraient été heureux de trouver, en face des doctrines exposées, les grandes lignes au moins des réfutations tentées en dehors des dissidences. Les bibliographies très soigneuses établies par chapitre et la table méthodique rendront des services à quiconque voudra poursuivre plus à fond l'analyse ou essayer des synthèses provisoires.

G. BN.

— Paul GAULTIER. *L'idéal moderne* (Paris, Payot, 1908 [sic, paru en 1923], in-16, 355 p.; prix : 7 fr. 50). — Ce livre est une série d'études, ou peut-être de leçons sur la question morale, la question sociale et la question religieuse. L'auteur cherche à prouver, par une dialectique minutieuse, que plusieurs des conflits d'idées qui divisent notre société — tel le conflit de la science et de la religion — proviennent d'un intellectualisme plus soucieux des formules que de l'esprit. Un chapitre spécial est consacré à l'examen du conflit entre l'histoire et la foi; il développe cette idée que, « si l'histoire et la foi doivent être autonomes chacune sur son terrain, elles doivent s'inquiéter l'une de l'autre et s'éclairer mutuellement dans la zone qui leur est commune ». On souhaiterait quelques exemples à l'appui de semblables généralités.

R. GUYOT.

— Laurence LYON. *Le prestige du pouvoir* (Paris, Payot, 1923, in-8°, 333 p.; prix : 12 fr.). — Ce livre, qui est un recueil d'études et de souvenirs sur l'histoire politique de la guerre, a paru d'abord en anglais, sans nom d'auteur. Il a eu en Angleterre et en Amérique un



très grand succès de curiosité. D'abord parce qu'il dévoilait, à un public infiniment moins averti que le nôtre et en quelque sorte plus jeune, bien des faits ignorés de lui, bien des faiblesses, des erreurs et même des ridicules des hommes au pouvoir. Ensuite — et cela vaut mieux — parce que l'auteur était, chose rare en Angleterre et presque inconnue aux États-Unis, un bon Européen, trop au fait des choses et des hommes pour conserver cette *insularité* que Stendhal reprochait déjà aux Anglais. Le lecteur français appréciera cette qualité et s'intéressera aussi à la façon très libre, mais en général très équitable, dont M. Lyon juge nos hommes politiques, qu'il connaît bien. Son récit de la disgrâce de Joffre, de l'offensive Nivelle, de l'affaire Caillaux vaudront pour nous comme le témoignage d'un ami bien informé, souvent de première main, et étranger à nos querelles. Et ce qu'il dit de la politique anglaise, de la chute d'Asquith, de la « dictature » de Lloyd George apprendra bien des choses à plus d'un Français. Malgré une composition un peu lâche (habituelle chez nos voisins, où l'on n'est pas volontiers *systematic*) et quelques fautes de traduction, on peut lui prédire un succès de lecture. R. G.

— VIVIEN DE SAINT-MARTIN et SCHRADER. *Atlas universel de géographie* (Paris, Hachette, 1923). — Dernière livraison de cet Atlas, dont nous avons signalé les livraisons au fur et à mesure qu'elles paraissaient. Elle contient le titre, la préface et un index alphabétique des noms contenus dans l'Atlas. La préface est complétée par une liste résumée des traités et conventions conclus depuis l'armistice de 1918, indiquant les documents originaux qui ont servi de base au tracé des nouvelles frontières, et une liste des cartes portant les modifications survenues au cours de la publication. L'Index, qui remplit quatre-vingt-dix pages à dix colonnes très serrées, est précédé d'un glossaire des termes géographiques employés dans l'Atlas. Instrument de travail indispensable à l'historien, tout comme au géographe.

Ch. B.

**Histoire de la guerre.** — Jules ISAAC. *Contribution à l'histoire de Charleroi. Joffre et Lanrezac* (Paris, Eug. Chiron, 1922, in-8°, 126 p.; prix : 5 fr.). — Ainsi qu'il l'indique lui-même au terme de ses « conclusions provisoires », l'auteur de cette étude a eu surtout en vue de montrer « combien nous sommes encore mal informés des événements, combien on peut relever de contradictions et de lacunes dans les quelques témoignages que nous possédons jusqu'ici » sur l'histoire de la guerre. Cette enquête limitée, et pour laquelle M. Isaac n'a disposé naturellement que de documents incomplets, permet cependant de considérer certains faits comme acquis, provisoirement tout au moins. Ainsi, c'est grâce à la clairvoyance et à l'énergique obstination du général Lanrezac que le G. Q. G. consentit à admettre, lentement et tard, la possibilité d'un grand mouvement de l'aile droite allemande sur la rive gauche de la Meuse. Lanrezac a « vu clair dans le jeu de

l'ennemi ». Il a fait preuve d'initiative et de courage en ordonnant, le 23 août, une retraite qui a sauvé son armée et lui a permis de jouer un rôle décisif sur la Marne. Il n'a été ni « hésitant » ni « indécis », comme le lui reproche l'arrêt du 3 septembre qui l'a relevé de son commandement. Mais il a sans doute manqué de confiance dans le succès, de calme et peut-être d'adresse dans ses rapports avec le G. Q. G. et avec le commandement britannique. Ainsi s'explique, selon M. Isaac, « une disgrâce qu'à d'autres points de vue il est permis de regretter ». Le lecteur, même non spécialiste, suivra aisément, avec intérêt et parfois même avec émotion, cette étude critique très claire, très méthodique et remarquablement impartiale.

R. G.

**Antiquité.** — POLYBE. *Histoires*, traduction nouvelle avec une notice et des notes explicatives, par Pierre WALTZ (Paris, Garnier, 1921, 4 vol. in-8°, XXIII-321, 354, 368, 398 p.; prix : 5 fr. 75 chaque). — Cette nouvelle traduction des *Histoires* de Polybe sera certainement très utile et remplacera avantageusement les anciennes traductions de Buchon et de Bouchot. Elle a tenu compte des principaux travaux récents sur le texte et pris comme base les éditions critiques de Hultsch et de Büttner-Wobst, sans négliger cependant le texte avec la traduction latine de Dübner. A la fois exacte et élégante, précise et claire, elle est surtout, selon l'intention de l'auteur, « lisible », sans locutions étrangères à la langue usuelle, sans termes trop techniques, tirés directement du grec. M. Waltz a eu raison de ne pas ajouter à la traduction un commentaire historique suivi; ses notes, sobres et peu nombreuses, sont purement explicatives et ne donnent le plus souvent que des indications géographiques, surtout des identifications avec des lieux modernes. La notice d'introduction sur la vie et l'œuvre de Polybe est excellente. Elle laisse cependant de côté plusieurs questions importantes et difficiles : les sources de Polybe, les diverses influences qu'il a subies, le mode de composition et de rédaction de ses *Histoires*, les diverses idées directrices. M. Waltz pouvait notamment exposer en quelques mots, ne fût-ce que pour les rejeter, les théories aventureuses de Laqueur<sup>1</sup> sur cinq éditions successives, l'influence de Démétrius de Phalère, de Panaetius, la substitution du pragmatisme à la théorie primitive de la Fortune. Il aurait pu citer d'autres travaux modernes qui renferment soit des traductions, soit des explications et des commentaires de passages importants de Polybe, notamment Gsell, *Histoire ancienne de l'Afrique du Nord* (surtout les tomes II-III). Il n'a pu utiliser le livre de Holleaux, *la Grèce et les monarchies hellénistiques au III<sup>e</sup> siècle av. J.-C.* (273-205), paru en 1921. On relèverait dans la traduction et dans les notes quelques petites inexactitudes. Ainsi, au livre IV, 5, 9, de Polybe, le mot *apocletēs* vaudrait mieux que « magistrats », et à IV, 9, 1, les mots « les troupes » rendent insuffisamment le texte; à VI, 17, 3, le mot technique « plé-

1. Voir *Rev. histor.*, t. CXV (1914), p. 388-391.

béiens » est inexact; à VI, 12, 3, il s'agit, non de la promulgation, mais de l'exécution des sénatus-consultes par les consuls; la note 2 du tome III, p. 69, identifie à tort le Conseil des anciens de Carthage avec le Conseil des Cent; la note 2 du tome IV, p. 83, ferait croire que dans les villes crétoises il n'y a qu'un seul cosme, magistrat suprême. On pourrait sans doute trouver à faire quelques autres critiques du même genre; mais elles ne diminueraient certainement ni l'importance, ni le mérite, ni l'utilité de ce travail d'un excellent helléniste.

Ch. LÉCRIVAIN.

**Histoire de l'Église.** — ANATOLE MOULARD. *Saint Jean Chrysostome, le défenseur du mariage et l'apôtre de la virginité* (Paris, Lecoffre-Gabalda, 1923, in-8°, 322 p.; prix : 5 fr. 75). — Travail très fouillé, très consciencieux, et dont les résultats sont présentés de façon intéressante et vivante. Le sous-titre du livre en fait apercevoir une des difficultés. On la rencontrerait d'ailleurs avec la plupart des Pères. Saint Jean a soutenu des thèses qui, à coup sûr, en toute rigueur, ne sont pas inconciliables; mais il l'a fait en orateur, entraîné par son éloquence, et tout entier à sa préoccupation et à son but du moment. En sorte que les contradictions au moins apparentes ne sont pas rares chez lui. Il n'y a guère d'écrivain qu'il serait plus dangereux de juger sur un passage isolé; on en trouverait de toutes les opinions, et on pourrait à volonté faire de lui un contempteur ou un admirateur du mariage. Quand il s'agit d'en montrer la légitimité, de polémiquer contre les manichéens ou les encratites, il lui arrive d'en parler en termes magnifiques. Quand il veut glorifier la virginité, il le déprécie. Encore une fois, ces contradictions inévitables lui sont communes avec presque tous les écrivains chrétiens de son temps. Ce qu'il y a de plus original et de plus grave, c'est qu'il se fait du mariage une conception personnelle qui est loin de le relever. Il soutient, au moins ordinairement, la thèse bizarre que, dans l'état d'innocence, l'humanité se serait propagée autrement que par l'union des sexes, sans doute par voie de créations réitérées par Dieu. Le mariage, d'après lui, vient de la chute et n'a d'autre objet que de remédier à la concupiscence qui en est la suite. Nous sommes loin de saint Augustin et de sa belle théorie des trois fins du mariage : *fides, proles, sacramentum*. Cela entraîne des conséquences de morale pratique. Ce qui, pour Chrysostome, est le but de l'union conjugale constitue un péché aux yeux d'Augustin, pour qui la procréation de l'enfant est la seule intention qui légitime complètement le mariage. En user pour la seule satisfaction des sens, c'est pécher, véniellement sans doute, mais enfin pécher. Cette divergence se rattache sans doute à des conceptions différentes du péché originel. On aurait aimé que M. Moulard y insistât un peu.

E. JORDAN.

— A. KOYRÉ. *L'idée de Dieu dans la philosophie de saint Anselme* (Paris, Leroux, 1923, in-8°, 247 p.; prix : 12 fr.) — Id. Essai

sur l'idée de Dieu et les preuves de son existence chez Descartes (Ibid., 1922, in-8°, xix-221 p.; Bibliothèque de l'École des Hautes-Études. Sciences religieuses, t. XXXIII; prix : 20 fr.). — Dans ces deux travaux, M. Koyré, chargé de conférences à l'École des Hautes-Études, fait œuvre à la fois de philosophe et d'historien. Personne ne connaît mieux que lui l'évolution du néo-platonisme en dogmes chrétiens à travers la pensée médiévale. L'étude sur saint Anselme n'apporte pas seulement une pénétrante analyse de sa théologie; elle établit que cette théologie procède non de l'Aréopagite, non de Jean Scot Érigène, mais de saint Augustin, en qui, d'ailleurs, l'auteur reconnaît, comme en Plotin, et à la différence de M. Alfaro, tout autre chose qu'un théoricien panthéiste. Par surcroît, on nous montre que le fameux argument ontologique, gloire du Docteur Magnifique, a été mieux compris par Descartes que par Kant, ce dernier l'ayant reçu déformé par Leibnitz et Wolff. C'est ainsi, pour avoir approfondi le néo-platonisme médiéval, que M. Koyré s'est rendu capable d'interpréter de façon originale le cartésianisme. Guidé par plusieurs précédents, les recherches de Freudenthal et de Hertling, de Gilson et de Blanchet, il aperçoit dans la métaphysique de Descartes moins une donnée de l'entendement pur ou, comme dit Malebranche, une « vision en Dieu », qu'une inspiration directe de saint Augustin, de saint Thomas, de saint Bonaventure et de Suarez. Dès lors, Descartes apparaît non plus comme le prophète de la pensée laïque, mais comme un philosophe éminemment chrétien, qui, sans doute, déclare abandonner la scolastique, mais ne la rejette que pour démontrer rationnellement, par analogie avec la synthèse mathématique et non plus par syllogisme, les vérités essentielles de la foi. Rien de plus juste que cette restitution d'un penseur dans son milieu spirituel, à la suite des systèmes qui l'ont précédé; pourvu qu'on n'en vienne pas toutefois à oublier que Descartes se fit métaphysicien pour fonder la science, et que, s'il a subi l'influence de ses devanciers, il n'a pas moins préparé des temps nouveaux.

P. MASSON-OURSSEL.

— J. P. WHITNEY. *Bibliography of Church history*. Published for the Historical association (Londres, Society for promoting christian knowledge, s. d., in-8°, 43 p.; prix : 1 sh.). — Utile compilation; mais ce n'est qu'un manuel très sommaire, où les sources (ce qui est bien regrettable) sont rarement indiquées, où sont surtout énumérés les ouvrages de langue anglaise ou traduits en anglais (ce qui est ici fort naturel), où les livres et éditions à bon marché occupent une place qu'on leur mesurerait davantage dans une bibliographie scientifique. Enfin, l'histoire ecclésiastique de l'Angleterre, celle de l'Église anglicane et des églises dissidentes couvrent juste autant d'espace que toutes les autres contrées chrétiennes de l'Europe. A cela il n'y a rien à dire. Il serait facile de signaler des lacunes; on regrettera, par exemple, que la collection des *Textes et documents* publiés par Hemmer et Lejay ne soit pas mentionnée à côté des *Translations of*

christian literature éditées par la S. P. C. K. D'autre part, on pourra s'étonner que, dans la dernière section (The Oxford movement), on ait donné tant de place à Newman, alors que Manning n'est même pas nommé. Mais on me reprocherait d'insister, l'auteur ayant été obligé de se renfermer dans les plus étroites limites. Ch. B.

**Allemagne.** — Otto OPPERMAN. *Rheinische Urkundenstudien*; t. I: *Die kölnisch-niederrheinischen Urkunden* (Utrecht, Instituut voor middeleeuwsche Geschiedenis, 1922, in-8°, XII-458 p.; volume VII des *Bijdragen van het Instituut voor middeleeuwsche Geschiedenis der Rijks-Universiteit te Utrecht*, publ. par le prof. O. Oppermann). — Poursuivant ses belles études de diplomatique médiévale, M. Oppermann s'attaque maintenant aux chartes des pays rhénans, en commençant par la région de Cologne. Nous nous contenterons provisoirement d'annoncer, sans plus, le premier volume paru il y a quelques mois, et que deux autres doivent à brève échéance venir compléter et parfois éclairer (on annonce un volume de fac-similés). Après un chapitre d'introduction sur l'histoire de la chancellerie des archevêques de Cologne jusqu'au milieu du XII<sup>e</sup> siècle, M. Oppermann s'applique, avec succès, semble-t-il, à reconstituer les dossiers imposants d'actes faux ou falsifiés qui encombraient les archives des églises et monastères du diocèse et, sans perdre de vue la nouvelle édition qu'il nous a promise des actes anciens des pays rhénans, il nous donne dès maintenant le texte de dix-sept d'entre eux (du VII<sup>e</sup> siècle à 1776). Voilà un travail de déblaiement comme il en faudrait beaucoup.

Louis HALPHEN.

— Dom Charles POULET. *Guelfes et Gibelins* (Bruxelles-Paris, Vromant, 1922, 2 vol. in-16, 240 et 236 p.; prix : 7 fr. le volume; Collection *Lovanium*). — La collection *Lovanium*, publiée par un groupe de professeurs de l'Université de Louvain, s'adresse au « public lettré qui a le goût des choses de l'esprit, qui aime d'avoir (*sic*) de bonnes clartés de tout », pour employer les termes du prospectus belge. L'Université de Louvain est une Université catholique, et dom Charles Poulet ne cache pas son drapeau ni sa qualité de moine bénédictin de la congrégation de Solesmes. C'est un moine batailleur et pourfendeur, qui n'admet pas que le pape puisse être considéré comme un « bénisseur surnuméraire » et trouve quelque peu scandaleux que l'auteur de la Bulle d'or ait, au XIV<sup>e</sup> siècle, laïcisé l'Empire en déclarant que l'empereur élu n'avait pas besoin du consentement pontifical. Mais c'est aussi un historien instruit, qui appuie son récit sur les meilleurs et les plus récents travaux de l'érudition. On lira avec profit ces deux petits volumes, écrits avec une verve rageuse, qui racontent la lutte du sacerdoce et de l'Empire de 1152 à 1250 et les efforts de la diplomatie pontificale pour conserver une indépendance temporelle en Italie, à l'époque de l'hégémonie française, jusqu'en 1378. Dans une seconde édition, il faudra veiller à une exacte impression des dates, qui sont très souvent fausses.

Ch. PETIT-DUTAILLIS.



— Henri SALOMON. *L'incident Hohenzollern* (Paris, Félix Alcan, 1921, in-16, 267 p.; prix : 9 fr.). — L'histoire de la candidature Hohenzollern au trône d'Espagne en 1870 est maintenant bien connue. De récentes publications allemandes ont complété et contredit en partie les récits de Gramont et d'Émile Ollivier. M. Salomon y ajoute des extraits du tome XI, à paraître prochainement, des *Origines diplomatiques de la guerre de 1870-1871*, et un certain nombre de correspondances de l'ambassadeur autrichien, prince Richard de Metternich, extraites des archives de Vienne. Ces documents ne modifient pas d'une manière importante le récit même de « l'incident » ; mais ils permettent à l'auteur d'examiner en détail (ce qui paraît avoir été son objet principal) la question des responsabilités. Il le fait une première fois au cours de son récit, où le rôle des acteurs du drame est apprécié à mesure que raconté, et une seconde fois dans la deuxième partie, où chacun d'eux est l'objet d'une confrontation et d'un jugement. Les pièces utilisées chargent surtout le duc de Gramont et l'impératrice Eugénie du côté français ; mais M. Salomon écrit ailleurs qu'en dernière analyse c'est Bismarck qui a provoqué la rupture. Même si l'on juge, aujourd'hui surtout, cette préoccupation de condamner ou d'absoudre un peu vaine, on ne pourra manquer de trouver dans ce volume, écrit avec agrément, une très réelle valeur documentaire et critique, sans parler de l'intérêt dramatique qui s'attache toujours aux origines d'une grande guerre.

R. GUYOT.

— Ambroise GOT. *L'Allemagne à nu* (Paris, la Pensée française, in-16, 1923, 247 p.; prix : 6 fr. 50). — L'auteur a eu, par le fait de circonstances favorables, l'occasion de bien connaître l'Allemagne avant, pendant et depuis la guerre. Il a rapporté de plusieurs voyages récents (1922 et début de 1923) des notes abondantes et pittoresques. L'ensemble de son exposé, malgré une rédaction un peu hâtive et un classement plus apparent que réel, donne l'impression de la vie et se lit aisément. Certains tableaux (la vie à Berlin, l'agiotage, la renaissance économique), quelques portraits (notamment celui du socialiste Breitscheid) sont bien venus. Toutefois, certaines conclusions (existence d'une Allemagne pacifique et même antimilitariste, indifférente au « problème » d'Alsace-Lorraine, possibilité d'un rapprochement, etc.) semblent un peu fragiles et rapidement établies.

R. G.

**Espagne.** — Constantin MARINESCO. *Alphonse V, roi d'Aragon et de Naples, et l'Albanie de Scanderbeg* (Bucarest-Paris, Gamber, 1923, 1 vol. in-8°, 183 p.; *Mélanges* de l'École roumaine en France; prix : 5 fr.). — L'École roumaine en France, dirigée par M. N. Iorga, groupe une élite de jeunes professeurs roumains envoyés à Paris pour s'initier à nos méthodes. Chaque année, comme preuve de l'activité de l'École, doit être publié un volume de *Mélanges* qui réunit les études ou les fragments d'études des membres de l'École. Ce premier volume est une tentative modeste, non pas au point de vue du mérite des auteurs, mais au point de vue du nombre de pages; d'autre part,

on peut y relever quelques coquilles typographiques, car l'impression de l'ouvrage à Bucarest n'a pas permis la révision des épreuves avec toute la rigueur nécessaire. Ces inconvénients matériels pourront être corrigés à l'avenir.

Le présent volume comprend une étude érudite et consciencieuse de M. Sauciu sur *Deux poèmes français de Narcisse adaptés d'Ovide*, des notes de M. N.-A. Constantinesco sur *Un journal de la campagne de Hongrie en 1717-1718* et des pages remarquables de M. Constantin Marinesco sur *Alphonse V, roi d'Aragon et de Naples, et l'Albanie de Scanderbeg*. Nous insistons sur cette dernière étude qui comprend les trois quarts du volume et qui apporte sur une période capitale de la politique méditerranéenne une riche documentation et des aperçus nouveaux. M. Constantin Marinesco, qui vient d'être nommé maître de conférences à l'Université de Bucarest, a utilisé non seulement les ouvrages publiés en diverses langues sur la question, mais encore des documents inédits qu'il a trouvés à l'*Archivo de la Corona de Aragón* de Barcelone. L'épopée de Scanderbeg, qui s'est déroulée de 1443 à 1468, apparaissait à beaucoup d'historiens, dont les sources se résumaient au panégyrique de Barletius (*De vita et gestis Scanderbegi Epirotarum principis, Chronica turcica*. Francoforti ad Mœnum 1578, t. III), comme un événement merveilleux dû à la valeur légendaire du héros albanais. Les travaux de Voigt, de Hopf, de Iorga avaient permis de replacer cet adversaire des Turcs sur le plan des réalités historiques.

La nouveauté de l'étude de M. Marinesco consiste dans l'exposé critique de certaines influences dont le foyer était l'Italie et qui déterminèrent, à cette époque, la vie politique de la péninsule des Balkans. Malgré ses qualités de bravoure et d'habileté, Scanderbeg n'aurait pas joué le rôle éminent de défenseur de la chrétienté s'il n'avait pas été soutenu par les puissances italiennes. En laissant de côté la seconde période de l'épopée albanaise où prédomine l'influence vénitienne, on s'aperçoit que, dans la première période, l'animateur de la lutte contre les Turcs est Alphonse V, roi d'Aragon et de Naples. Au début de sa carrière, Scanderbeg, avec d'autres membres de sa famille, menait une lutte de chef de clans contre des envahisseurs qui occupaient ses possessions. En se mettant au service d'Alphonse V par le traité du 26 mars 1451, il cherchait seulement un appui pour recouvrer ses domaines. Le roi de Naples, qui avait toute l'intrigante habileté d'un prince italien, le considéra dès lors comme un *condottiere* au service de sa propre politique; aussi ne faut-il pas s'étonner de voir dans les troupes de Scanderbeg, à côté des guerriers albanais, des Italiens, des Serbes, des Allemands, des Français et même des Anglais. Le roi de Naples et d'Aragon poursuivait la lutte contre les Turcs pour réaliser un grand rêve méditerranéen. Déjà maître du bassin occidental, il tendait à la domination du bassin oriental où il se heurtait à la puissance turque et à la jalousie de Venise.

Ce prince italien, d'ailleurs, était demeuré très Catalan : il employait, par exemple, des vice-rois, des ambassadeurs, des soldats et des marins originaires de Catalogne. Il voulait utiliser les bases territoriales de Naples et de Sicile pour créer un vaste empire sur lequel les compagnies catalanes eussent rayonné en conservant leur centre d'action à Barcelone, grand port commerçant qui a été en liaison avec tout le monde méditerranéen et dont le rôle de premier plan a été masqué aux yeux des historiens par le prestige des ports italiens. Alphonse V est mort, en 1458, sans avoir réalisé son rêve, mirage qui, à toutes les époques, hanta l'esprit de tous les grands politiques méditerranéens. Mais en groupant, sous les ordres de Scanderbeg, les tribus albanaises, il sut efficacement s'opposer aux progrès de la conquête turque, et, préservant l'Italie de l'invasion, il rendit possible l'essor de la Renaissance.

Septime GORCEIX.

— A. MOREL-FATIO. *La Comedia espagnole du XVII<sup>e</sup> siècle. Leçon d'ouverture*. 2<sup>e</sup> édition revue (Paris, Champion, in-8°, 71 p.; prix : 3 fr. 50). — Cette leçon fut lue par M. Morel-Fatio lorsqu'en 1884 il remplaça Paul Meyer au Collège de France dans sa chaire de langue et littérature de l'Europe méridionale. Elle reparait aujourd'hui avec quelques notes nouvelles et une brève introduction où l'auteur rappelle les travaux qu'il a consacrés à l'histoire du théâtre espagnol.

**France.** — Guy de LA BATUT et Georges FRIEDMANN. *A History of the French people*, with an Introduction by Henri BARBUSSE (Londres, Methuen, in-16, 315 p.; *Histories of the peoples*, edited by G. P. Gooch and K. E. Innes; prix : 7 sh. 6). — Les éditeurs des « *Histories of the peoples* », voulant donner une histoire du peuple français, n'avaient rien de mieux à faire, nous dit M. H. Barbusse, que d'en confier la rédaction « à Guy de La Batut, qui a l'érudition d'un savant et le cœur d'un apôtre et a été l'âme de la section universitaire de *Clarté* », et à Georges Friedmann, « dont le dévouement, la sincérité et la capacité ont été si utiles à notre cause ». Le groupe *Clarté* se méfie des historiens professionnels français, anciens ou modernes. Les auteurs de ce petit manuel, après nous avoir déclaré qu'avant Renan, « qui devait tant à la méthode allemande », l'Histoire scientifique existait à peine en France, ajoutent qu'Ernest Lavisse a été dominé par des préjugés patriotiques et que, « d'une façon générale, le caractère français manque de la sérénité qui fait les bons historiens » (p. 298). On pourrait craindre qu'en ces conditions la librairie Methuen ne répandit en Angleterre un bien singulier manuel d'Histoire de France; mais il n'y a pas lieu de s'alarmer. Le manuel de MM. de La Batut et Friedmann n'est que rarement agressif. C'est un convenable résumé. L'histoire politique est traitée avec une brièveté extrême, surtout pour les temps anciens (il n'est pas dit un seul mot de la reconstitution de l'Empire par Charlemagne), et on s'est appliqué surtout à la description des faits économiques et sociaux. M. Barbusse nous

assure qu'il y a là une tendance nouvelle, une tentative d'une originalité singulière; qu'il est temps de nous débarrasser de l'histoire-bataille, de songer à l'histoire du peuple lui-même, et qu'à cet égard le manuel de ses deux collaborateurs marque une date. Les lecteurs anglais seront les premiers à sourire de ce bluff. — Ch. PETIT-DUTAILLIS.

— Étienne MARTIN. *Petite histoire financière de l'ancien régime* (Paris, Félix Alcan, 1922, in-8°, 119 p.; prix : 5 fr.). — Ceci n'est pas un livre nouveau. Cet exposé de l'ancienne fiscalité française a déjà paru comme introduction à l'*Histoire financière et économique de l'Angleterre*, éditée par la même librairie en 1912. Les historiens des institutions françaises auront certainement intérêt à posséder ce résumé, un peu perdu dans un ouvrage qui, d'après son titre, paraissait concerner exclusivement l'Angleterre. Ch. B.

— Auguste LONGNON. *Les noms de lieu de la France; leur origine, leur signification, leurs transformations*, publié par Paul MARICHAL et Léon MIROT. 3<sup>e</sup> fascicule (Paris, Champion, 1923, in-8°, 339-446 p.; prix : 12 fr.). — Ce fascicule contient les noms de lieu d'origine ecclésiastique, formés des mots *basilica*, *parochia*, *ecclesia*, *oratorium*, *capella*, *monasterium*, *cella*, *prioratus*, *canonicus*, etc., ou de noms empruntés aux ordres religieux : Templiers, Hospitaliers, ordres de Saint-Lazare, du Saint-Esprit, de la Trinité; aux souvenirs de la Terre-Sainte : Bethléem, mont des Oliviers; à des événements de l'histoire religieuse : Mercure, Martyrium; au culte de la Divinité : Dieu, le Sauveur, le Paraclet; aux appellations mystiques : grâce, joie, charité, etc.; au culte des saints et aux vocables hagiographiques. Naturellement, cette dernière section est la plus riche; elle n'a pas fourni moins de quarante-sept pages, réduites, forcément d'ailleurs, à une nomenclature assez sèche. Il faut louer MM. Marichal et Mirot de la méthode avec laquelle ils ont distribué les notes laissées par le maître ou prises à ses conférences; respectueux de son texte et même de ses hésitations, ils n'ont éliminé que les redites et n'ont ajouté que de rares compléments en indiquant nettement ce qu'ils apportaient de remarques personnelles. — Ch. B.

— M. Jacques SOYER, archiviste du Loiret, nous a envoyé deux brochures qui permettent de rectifier le texte des Commentaires de César : 1<sup>o</sup> *Identification de « Vellaunodunum, oppidum Senonum »* (extrait du *Bulletin archéologique* pour l'année 1921, 13 p., avec une carte, 1923); 2<sup>o</sup> *A propos d'une variante des Commentaires de César. De l'emplacement du pont gaulois de « Cenabum »* (Orléans, impr. Pigelet, 1923, 7 p., avec un plan). — Sur le premier point, M. Soyer conclut que Vellaunodunum, ou mieux Vellaudunum, variante donnée par certains manuscrits des Commentaires, est représenté aujourd'hui par Villon (le Grand et le Petit), situé à une dizaine de kilomètres au sud de Château-Landon, près de la voie gauloise et romaine qui conduisait d'Agedincum (Sens) à Cenabum

ou Genabum (Orléans). — C'est encore une variante qui a permis à l'auteur de préciser l'emplacement du pont qui reliait Orléans avec la rive opposée de la Loire; il faut lire « quod oppidum pons fluminis Ligeris contingebat » et non « continebat »; c'est-à-dire que ce pont touchait l'enceinte gauloise par une de ses extrémités, là où plus tard s'éleva le « Châtelet », où existait encore le pont suivi par Jeanne d'Arc. Des fouilles faites à cet endroit dans le lit du fleuve de 1870 à 1894 ont fourni des quantités de monnaies gauloises et romaines.

Ch. B.

— L'Académie des inscriptions et belles-lettres a mis en distribution le tome IV des *Obituaires* comprenant les diocèses de Meaux et de Troyes, publié par MM. BOUTILLIER DU RETAIL et PIÉTRESSON DE SAINT-AUBIN (791 p.; les pages 573-783 étant occupées par une table des noms propres de lieu et de personne sur trois colonnes); — le tome VIII des *Pouillés* : pouillés des provinces d'Aix, d'Arles et d'Embrun publiés, sous la direction de M. Maurice PROU, par M. Étienne CLOUZOT (CLXVIII-556 p., dont les pages 317-551 contiennent la table des noms propres de lieu et de personne); — le tome XLI des *Notices et extraits des manuscrits de la Bibliothèque nationale et autres bibliothèques*. Ce volume renferme trois mémoires : 1<sup>o</sup> p. 1-28, notice sur le manuscrit français 11594 de la Bibliothèque nationale : *la Croisade projetée par Philippe le Bon contre les Turcs*, par M. Georges DOUTREPONT (c'est l'Ordonnance du « banquet que fist en la ville de Lisle très hault et très poissant prince Philippe... l'an mil quatre cens chinquante trois », n. st.). 2<sup>o</sup> Notice sur le ms. lat. 4788 du Vatican, contenant une traduction française avec commentaire par maître Pierre de Paris, de la *Consolatio philosophiae* de Boèce, par M. Antoine THOMAS (p. 29-90, avec une table alphabétique des noms propres et de matières et un glossaire). 3<sup>o</sup> Notices sur les manuscrits persans et arabes de la collection Marteau, par M. E. BLOCHET (p. 91-398).

— Le tome IV du *Roman de la Rose*, par Guillaume DE LORRIS et Jean DE MEUN, publié par M. Ernest LANGLOIS (Société des anciens textes français; chez Éd. Champion, 1922), a été distribué. Il contient les vers 12977 à 19436, avec les notes et les renvois aux sources nombreuses dont se sont inspirés les auteurs.

— Olivier MARTIN. *Histoire de la coutume de la prévôté et vicomté de Paris* (Paris, Leroux, 1922, t. I, xv-508 p.; Bibliothèque de l'Institut d'histoire, de géographie et d'économie urbaines de la ville de Paris). — L'histoire critique et l'étude des dispositions de la coutume de Paris méritaient à tous égards les patientes investigations de M. Olivier Martin. Lorsque, au XVI<sup>e</sup> siècle, elle a été rédigée par des praticiens réunis au Châtelet (1510), mais surtout lorsqu'elle a été commentée par Du Moulin (1539, 1558) et qu'elle a été réformée en 1580, elle est devenue un type essentiellement caractéristique de cou-



tume française. Et cependant le ressort où elle était appliquée était de très modeste étendue. Dans son Introduction générale, M. O. Martin a minutieusement établi le sens et la portée des termes qui la désignent, et il ne s'est pas arrêté sans d'excellentes raisons au titre qu'il a choisi pour son livre : Coutume de la prévôté et vicomté de Paris. Le ressort de la coutume, définitivement fixé, et plutôt restreint qu'élargi par la réformation de 1580, était celui du Châtelet, c'est-à-dire de la prévôté de Paris, qui, en réalité, était un bailliage. Non seulement le Beauvaisis, le Vermandois ou le Vexin, mais les bailliages qui se créèrent à Étampes, Melun, Dourdan, etc., eurent leurs coutumes spéciales. La richesse de l'évolution sociale et juridique dans la région parisienne, dès la fin du XI<sup>e</sup> siècle, et l'importance du Parlement de Paris, qui, assurément, respectait les usages locaux, mais dont la jurisprudence s'incorpora en quelque sorte à la coutume parisienne, expliquent assez que, malgré la diversité, acceptée et consacrée, du droit, cette dernière ait joui d'un prestige et d'une influence incomparables. Dans le premier volume qu'il nous offre aujourd'hui, M. O. Martin nous donne une Introduction générale, où il étudie le cadre historique et géographique et les sources de la coutume de la vicomté et prévôté de Paris; puis il décrit la condition des personnes et la condition des biens, en usant de toutes les sources que les travaux des érudits lui permettaient d'aborder. Nous ne saurions trop recommander aux professeurs d'histoire et aux étudiants la lecture de ce livre solide, sûr et bien ordonné. La barrière entre l'étude du Droit et l'Histoire est tombée. On se condamne à ne rien comprendre au développement de la société, à l'histoire des nobles, des bourgeois et des paysans, si on ne connaît point la condition juridique des personnes et des biens. La coutume de Paris avait une telle importance qu'elle est digne entre toutes d'être consultée; faute de temps et d'instruments de travail pour connaître l'ancien droit coutumier dans sa diversité, les étudiants pourront considérer le savant ouvrage de M. O. Martin comme étant, à beaucoup d'égards, une Histoire du droit français.

Ch. PETIT-DUTAILLIS.

— J. MATHOREZ. *Un apologiste de l'alliance franco-turque au XVI<sup>e</sup> siècle : François Sagon* (Paris, Leclerc, 1923, in-8°, 20 p.). — *Id. Un étudiant pangermaniste à Orléans en 1517* (Ibid., 1914, in-8°, 15 p., 1 fig. Deux extraits du *Bulletin du bibliophile*). — Étude sur un poème (*Apologie en défense pour le roy...*, 1544) qui se rapporte à la campagne de presse dirigée par les du Bellay. L'autre brochure se rattache au grand travail que l'auteur avait entrepris sur les étrangers en France. Elle résume l'œuvre d'un chanoine de Cologne, Adolphe Eichholz (Roboreus), procureur de la nation germanique. On a beau être agacé de l'insistance que mettent certains Français à reprocher aux Allemands de tous les siècles les crimes de l'Allemagne de Guillaume II, il n'est pas niable que l'on trouve chez ce chanoine des idées « pangermanistes ». Ne fait-il pas d'Orléans une ville allemande?

H. HR.

— J. LUCAS-DUBRETON. *Louvel le régicide* (Paris, Perrin, 1923, in-16, 257 p.; prix : 7 fr.). — L'ouvrier sellier versaillais qui, le 13 février 1820, tua le duc de Berry d'un coup d'alène était un criminel isolé. Regardant les Bourbons comme des traîtres, qui, après avoir émigré à l'étranger, étaient deux fois venus combattre leur patrie, il s'était donné la mission de les punir tous, en commençant par celui qui avait le plus de chances de perpétuer leur race. Il en chercha l'occasion dès 1814, et la saisit dès qu'il la trouva, après dix ans d'attente et de silence. Mais cet assassin probe, désintéressé, laborieux, qui parle sans cesse d'honneur et se croit pourvu d'une mission, a-t-il traduit en actes une pensée répandue partout? Doit-on, comme écrit M. Lucas-Dubreton, répéter à son propos ce qui avait été dit de Damiens en 1757 : « Le feu qui sortait de tant de bouches prit à la cervelle d'un scélérat? » Pour le savoir, il faudrait une longue enquête, et difficile, que l'auteur n'a pas entreprise. M. Lucas-Dubreton a vu surtout l'intérêt psychologique et dramatique qui s'attache au criminel et à son crime. À ce point de vue son livre est très réussi, composé avec art, écrit de main d'ouvrier, avec un talent d'analyse et de mise en scène incontestable. Il a travaillé sur les pièces, cela est certain, bien qu'il n'y renvoie qu'en gros, au début du volume, et que telles réflexions prêtées aux personnages, ici ou là, semblent hypothétiques. La déclaration de Louvel, qu'il publie, voit sans doute le jour pour la première fois. Et de tout cela, le public, avec raison, lui saura gré. Mais, en fin de compte, le crime de 1820 est un épisode de l'histoire de l'opinion sous la Restauration, et la signification exacte de cet épisode reste à établir, si c'est possible, comme aussi l'influence que, dans la suite, il a pu avoir.

R. GUYOT.

— L'un des plus âpres témoignages sur la France du Second Empire, de la Défense nationale et de la Commune est fourni par *l'Insurgé* de Jules VALLÈS, qui fit paraître ce livre brutal et puissant sous la signature de Jacques Vingtras. On sera reconnaissant à l'éditeur Fasquelle de l'avoir réimprimé dans sa « Bibliothèque Charpentier » (Paris, 1923, in-18, 376 p.; prix : 6 fr. 75). — Georges BOURGIN.

— Alexandre ZÉVAËS. *Le parti socialiste de 1904 à 1923* (Paris, Marcel Rivière, 1923, in-18, 204 p.; prix : 5 fr.). — C'est un complément utile que M. Zévaës a écrit, sous ce titre, pour *l'Histoire des partis socialistes en France* jusqu'à 1904, c'est-à-dire jusqu'à l'« unification » des forces socialistes françaises en S. F. I. O. On trouvera, en effet, dans ce livre, des dates et des chiffres précis touchant l'organisation et les effectifs du parti, des citations nombreuses se rapportant à son action politique, électorale, parlementaire et internationale, un exposé général de son attitude au début de la guerre et de ses avatars pendant et depuis celle-ci. M. Zévaës insiste un peu trop longuement, par rapport à l'étendue totale de son ouvrage, et dans un esprit qui n'est peut-être pas parfaitement objectif, sur le rôle de Jaurès au moment où se déchainait le cataclysme. Les renseignements

qu'il donne sur les conférences de Zimmerwald et de Kienthal sont, d'autre part, un peu trop unilatéraux. Enfin, la scission de Tours n'est pas exposée dans toutes ses circonstances, M. Zévaès négligeant de montrer les conditions dans lesquelles s'est développée l'action « communiste » en France et les scissions postérieures du parti communiste. Avec ces réserves, l'ouvrage restera comme un bon instrument de travail, qu'enrichissent encore plusieurs annexes consacrées à l'attitude des diverses fractions socialistes après l'unité et aux trois Internationales.

G. BN.

— Le dernier volume de l'*Encyclopédie socialiste, syndicale et coopérative de l'Internationale ouvrière*, dirigée par M. COMPÈRE-MOREL, est paru en 1923 (s. d.), par les soins de M. HUBERT-ROUGER, sous le titre de la *France socialiste*, t. III (Paris, Aristide Quillet, in-18, VIII-604 p.). Il comporte deux parties. La première, qui continue les tomes I et II de la même section, est consacrée à l'histoire de fédérations non traitées dans les précédents (Tarn, Var, Vaucluse, Vendée, Vienne, Yonne, Seine, Seine-et-Oise) et de groupements particuliers (Agglomération parisienne du Parti ouvrier français; Fédération des travailleurs socialistes de France; Union fédérative; Comité révolutionnaire central; Alliance communiste; Fédération unifiée). La seconde comporte, en onze chapitres, un historique du parti socialiste en France depuis la guerre: il part des élections de 1914, et l'on y étudie l'attitude du parti lors de la déclaration de guerre et de l'assassinat de Jaurès, les assemblées du parti de 1914 à 1918, la participation socialiste aux divers ministères de la défense nationale, l'action internationale (conférences de Londres et de Stockholm), le mouvement minoritaire depuis la manifestation de la Fédération de la Haute-Vienne jusqu'aux conférences de Zimmerwald et de Kienthal, enfin les premières réactions de la révolution russe sur le socialisme français. Le dernier chapitre est consacré à la presse socialiste pendant la guerre; il constituera pour l'avenir un outil commode de bibliographie révolutionnaire.

G. BN.

— Étienne CLAPIÉS. *Histoire de Bessan* (Paris, Champion, 1923, in-16, 191 p.; prix 10 fr.). — Ce sont les annales d'un village du département de l'Hérault — d'un gros village de 3,000 habitants — qui ne s'est à aucun moment, semble-t-il, signalé à l'attention des historiens. M. Clapiés se défend d'ailleurs d'avoir cherché à écrire « un ouvrage scientifique » — et il y paraît. Il a voulu simplement, à la lumière des faits de l'histoire générale, expliquer à ses compatriotes comment s'est développée leur petite patrie et, à quelques menues erreurs près, n'y a, somme toute, pas mal réussi.

L. HALPHEN.

— Georges DELAHACHE. *Strasbourg* (Paris, H. Laurens, 1923, 1 vol. in-4°, 172 p., orné de 127 gravures et de 4 plans). — Ouvrage charmant, qui ne peut manquer d'avoir de nombreux lecteurs, puisque Strasbourg, redevenue ville française, attire toujours de nombreux

visiteurs, et puis l'auteur en est M. Delahache, dont on connaît les beaux ouvrages sur l'histoire d'Alsace. Nommé, au lendemain de l'armistice, bibliothécaire et archiviste de la ville — *the right man in the right place* — il en a fouillé l'histoire et exploré les monuments en leurs recoins; nul ne pouvait mieux nous donner une image de la cité. Il en fait un rapide historique<sup>1</sup> et en expose les dix agrandissements successifs, en décrit les églises, insistant sur la cathédrale à laquelle il a déjà consacré un beau volume, passe aux autres monuments, ceux du moyen âge et de la Renaissance : la maison de l'Œuvre Notre-Dame; l'hôtel du Commerce, dont Jean Schoch, l'architecte du château de Heidelberg, traça le dessin; ceux si nombreux du XVIII<sup>e</sup> siècle, surtout ce château des Rohan, dont Joseph Massol dirigea les travaux, sur les plans envoyés de Paris par Robert de Cotte. Dans trois chapitres plus courts, il énumère les statues des places publiques, nous conduit à travers les rues rectilignes de la ville allemande, juxtaposée à la cité alsacienne, nous sert de guide dans les musées et collections d'art reconstitués depuis 1870; enfin, une excellente bibliographie des livres sur Strasbourg termine l'ouvrage. Un récit brillant, des descriptions pittoresques, de savoureuses anecdotes illustrent le volume, tout comme les nombreuses et excellentes gravures qui en garnissent les pages.

C. PF.

— Hervé DU HALGOUËT. *Droits honorifiques et prééminences dans les églises en Bretagne* (57 p.; extr. des *Mémoires de la Société d'histoire et d'archéologie de Bretagne*, t. IV, 1923). — Bonne monographie, conduite scientifiquement, reposant sur un grand nombre de documents seigneuriaux; elle traite une question encore trop peu étudiée. Les droits et prééminences dans les églises nous présentent un aspect fort intéressant du régime seigneurial; ils mettent aux prises les divers seigneurs qui prétendent jouir de ces droits (suzerains et vassaux, fondateurs et justiciers, etc.), disposer dans les églises paroissiales de bancs et de sépultures; de là, d'innombrables procès. Ils entraînent aussi des conflits avec le clergé et les paroissiens. On peut reprocher seulement à l'auteur de n'avoir pas consulté les cahiers de doléances de 1789, qui témoignent de l'hostilité des paysans contre ces droits; dans certaines régions du Midi, les troubles agraires de la période révolutionnaire ont commencé par la destruction des bancs seigneuriaux, comme le montre Bussière dans le t. III de son *Histoire de la révolution en Périgord*.

H. S.

**Grande-Bretagne.** — *Curia regis rolls of the reigns of Richard and John preserved in the Public Record office. Richard I-2 John* (Londres, His Majesty's Stationary office, 1922, in-8°, ix-668 p.; prix : 2 l.). — Ce volume contient le texte intégral de plusieurs rou-

1. A rectifier la dernière ligne de la p. 7 : Louis le Germanique, *héritier du titre impérial* de Charlemagne. Or Louis n'a jamais été empereur.

leaux de parchemin sur lesquels ont été transcrits des actes de plaidoiries et de procédure devant la cour du roi. Ces rouleaux nous sont parvenus en assez mauvais état, souvent sans date précise; c'est par l'étude du texte qu'on est parvenu à leur assigner leur place dans la série des *Curia regis rolls*; encore s'est-on parfois trompé, puisqu'une peau (*membrana*) a été attribuée à la septième année de Richard I<sup>er</sup>, tandis qu'elle appartient à la sixième du roi Jean. Le grand intérêt de ces transcriptions réside dans ce fait qu'on y surprend la procédure en train de s'établir par une infinité d'espèces d'où devait se dégager peu à peu le droit commun ou « common law ». Si l'on veut en outre se rendre rapidement compte de l'importance que tant de menus faits peuvent avoir pour l'histoire de la justice royale et du droit dans la période de sa formation, que l'on parcoure à la table l'index des matières et l'on trouvera sous les mots tels que *actions* (y compris *assise*), *courts*, *essoins*, *judgments*, *juries*, *pleadings*, *records*, *tenures*, *writs*, une foule de précieuses indications. Ça et là même on pourrait glaner des faits intéressant l'histoire sociale; voir par exemple les renvois au mot *duel*. L'index (*nominum et rerum*) est extrêmement riche. On a relevé, p. 649-656, tous les noms de personne, prénoms et surnoms, rangés en ordre méthodique. Le volume, texte et index, est dû à l'érudition de M. C. T. FLOWER. — Ch. B.

— Paul THUREAU-DANGIN. *La Renaissance catholique en Angleterre au XIX<sup>e</sup> siècle* (Paris, Plon-Nourrit, 1923, 3 vol. in-8°, 10°, 9° et 7° éditions; prix de chaque volume : 8 fr. 50). — L'éloge de cet ouvrage n'est plus à faire; le nombre des éditions annoncées par l'éditeur montre que le public lui demeure fidèle; et c'est justice. Il nous reste à dire que ces éditions n'ont apporté aucun changement à la première, qui est reproduite page par page, ligne par ligne. On n'a rien ajouté à la bibliographie, bien qu'il eût été facile de la mettre au courant. Les rares fautes d'impression de l'édition originale n'ont pas même été corrigées : ainsi le nom de Blennerhasset (t. II, p. 336) se retrouve avec sa forme fautive *Blemerhasset*; on lit encore p. 457 : les « *hauteurs* des *Essays* », au lieu de « les auteurs », et, t. III, p. 540, « *eatsward* position » au lieu de « eastward ». Ces trois exemples suffisent pour prouver que nous avons affaire à une réimpression pure et simple. Ch. B.

— W. J. BYRNE. *A dictionary of english law* (Londres, Sweet et Maxwell, 1923, in-4°, LIII-942 p.; prix : 3 l. 3 sh.). — Dictionnaire pratique des termes juridiques usités actuellement en Angleterre et pour l'application de la loi anglaise, à l'exclusion de tous les termes de droit romain, écossais ou colonial qui sont aussi en usage. Ce n'est pas à dire qu'il ne soit pas utile en outre à ceux qui ont besoin de se renseigner rapidement sur des expressions appartenant plutôt au droit ancien, médiéval et moderne. Ce droit ancien a laissé trop de traces même dans la législation la plus récente pour qu'on ne lui fasse



pas sa part; mais cette part est réservée aux informations générales sans aucune prétention à l'érudition, quoiqu'on s'aperçoive que l'auteur connaît les plus autorisés parmi les historiens du droit anglais au moyen âge. Des articles comme ceux d'*Assisa*, *bill*, *finés*, *judge* et *judgment*, *right*, *writ*, etc., peuvent être lus utilement pour ce qui regarde le XII<sup>e</sup> et le XIII<sup>e</sup> siècle. On donne même le sens de certains termes ou adages latins et français couramment employés dans les textes et les ouvrages anciens et récents. Citons au hasard : *Ne admittas*, *Ne baila pas*, *Necessitas non habet legem*, *Ne dona pas*, *Nemo nascitur artifex*, *Nemo tenetur ad impossibile*, etc., qu'on n'aurait même pas l'idée d'aller chercher dans un dictionnaire. Il serait facile de critiquer la méthode suivie par l'auteur ou son absence de méthode. Il vaut mieux le remercier de la peine qu'il a prise à cette compilation et des services qu'elle ne peut manquer de rendre aux travailleurs comme aux praticiens.

Ch. B.

**Extrême-Orient.** — Henri CORDIER. *Mélanges d'histoire et de géographie orientales*, t. IV (Paris, Maisonneuve, 1923, in-8°, 273 p.; prix : 35 fr.). — Ce volume achève le recueil, commencé en 1914, d'articles ou de publications épars jusqu'ici dans maints périodiques. On y trouvera cinq lettres inédites du P. Gerbillon, qui mourut à Pékin, en 1707, supérieur des Jésuites français de Chine; une d'André Michaux, qui voyagea en Perse avec un certain Jean-François-Xavier Rousseau, cousin issu de germain de Jean-Jacques (1784); et, parmi d'autres documents, une précieuse notice sur Édouard Chavannes, avec la bibliographie complète de son œuvre.

P. MASSON-OURSSEL.

— Giichi ONO. *War and armament expenditures of Japan* (New York, Oxford University Press, 1922, in-8°, xviii-314 p.). — Id. *Expenditures of the sino-japanese war* (Ibid., 1922, in-8°, xv-330 p.). — Ces deux publications appartiennent aux *Japanese Monographs* édités par le baron Sakatani, collection dont nous avons signalé les précieuses statistiques. Elles fournissent le compte rigoureux des budgets militaires et des frais de guerre supportés par l'Empire du Soleil-Levant depuis 1867 jusqu'en 1914. Leur immense accroissement, de décade en décade, est connexe de ce développement prodigieux qui, en cinquante ans, rendit le peuple japonais l'un des plus puissants du monde. Tout lecteur subira le prestige de cette pure objectivité, où le commentaire se réduit au minimum, et qui se garde bien de risquer une aventureuse recherche des « causes » ou des « lois ». — P. M.-O.

— U. GHOSHAL. *A history of hindu political theories* (London, Oxford University Press, 1923, in-8°, xiv-296 p.). — Sur les théories politiques de l'Inde, si longtemps négligées, les publications depuis cinq ans se succèdent sans arrêt. Nous avons fait connaître les principales, et en particulier la remarquable thèse soutenue à Paris par K. Nag (*les Théories diplomatiques de l'Inde ancienne et l'Ar-*

*thaçâstra*, Jouve, 1923)<sup>1</sup>. A la différence de ce dernier, U. Ghoshal a cru réalisable dès à présent un travail de synthèse : au lieu de fouiller un ou deux documents, il a tenté de restituer dans son ensemble l'évolution des doctrines. Ce n'est pas nous qui lui en ferons grief, quoique nous ayons le devoir de signaler que l'auteur est forcément superficiel, rançon d'un sujet très vaste et peu exploré.

M. Ghoshal s'abstient de considérer l'*Arthaçâstra* comme le centre et le prototype de la politique indienne ; il n'y voit qu'une branche particulière de littérature, parallèle à d'autres : tels les *Dharmasûtras*, tel le canon bouddhique. De fait, personne ne refusera de reconnaître dans ces trois sources des inspirations disparates. Il découvre dans le *Catuhçataka* d'Aryadeva un document indépendant et significatif. Il aperçoit dans les théories du *Mahâbhârata* et de *Manou* une réaction contre l'individualisme des Bouddhistes et contre leur doctrine du contrat. L'indication de la place historique occupée par les principaux commentaires scolastiques conduit le récit jusqu'aux abords du XVII<sup>e</sup> siècle.

P. M.-O.

— Dorothea Jane STEPHEN. *Studies in early indian thought* (Londres, Cambridge University Press, 1918, in-16, III-176 p.). — Ouvrage peu original, mais consciencieux. L'auteur ne considère dans le complexe milieu indien que la lignée qui, du *Véda*, conduit aux *Upanisads* et à la *Gîtâ*. Encore cette dernière fourmille-t-elle d'éléments issus des cultes populaires, dont il importerait de montrer l'origine non brahmanique.

P. M.-O.

**Roumanie.** — Nous avons reçu de M. BANESCU, professeur à l'Université de Cluj, deux brochures intéressantes pour l'histoire roumaine au XI<sup>e</sup> siècle. I : *les Premiers témoignages byzantins sur les Roumains du Bas-Danube* (tirage à part des *Byzantinisch-neugriechische Jahrbücher*, Bd. III, 1922, p. 287-310) ; il y est établi que la contrée souvent citée par les Byzantins sous le nom de « Paristrion » était une subdivision de l'empire correspondant à la Dobrogea actuelle. — II. *Changements politiques dans les Balkans après la conquête de l'empire bulgare de Samuel en 1018 ; nouveaux duchés byzantins : Bulgarie et Paristrion* (Bulletin de la Section historique de l'Académie roumaine, 1923, 24 p.). Il établit la liste de douze ducs de Bulgarie depuis 1026 jusqu'à la fin de l'époque des Comnènes et celle, plus incertaine, des ducs de Paristrion à la même époque.

**Russie.** — Raoul LABRY. *Autour du moujik* (Paris, Payot, 1923 ; prix : 10 fr.). — Ce livre est un recueil de documents destinés à faire connaître l'âme du paysan russe. L'auteur avait rassemblé une collection considérable sur le même sujet : cette collection ayant disparu pendant la guerre, il en présente au public les débris. Une introduction est consacrée à l'histoire sommaire du servage en Russie (p. 9-95).

1. Cf. *Rev. histor.*, t. CXLIV, p. 275.

Elle est suivie de la traduction de six documents qui intéressent cette histoire : ils se rapportent aux soixante dernières années. Le livre aura du succès ; le ton en est modéré et la méthode excellente. Quelques transcriptions prêtent à la critique. P. 11, *isba* — lire *izba* ; p. 12, *Tchekof* — lire *Tchekhov* ; p. 20, *Nicon* — lire *Nikon* ; p. 40, *Cyzrane* — lire *Syzrane*, etc.

E. DUCHESNE.

— Pierre RYSS. *L'expérience russe*, traduction française de Raoul LABRY (Paris, Payot, 1922 ; prix : 6 fr.). — Le livre est précédé d'une préface du traducteur, qui l'apprécie en des termes d'une justesse parfaite. C'est assurément un des meilleurs livres à consulter sur l'état social de la Russie dans les années qui ont précédé la guerre et sur les troubles qui ont abouti au bolchévisme. On sera généralement d'accord avec l'auteur sur les solutions qu'il propose ou qu'il prévoit : on regrettera quelques phrases agressives sur les allogènes qui se sont séparés de la Russie pour vivre d'une vie indépendante. Sur ce point, on donnera raison à l'auteur de la préface, qui établit fermement (p. XXI-XXII) la vraie doctrine.

E. D.

— George MONTANDON. *Deux ans chez Koltchak et chez les Bolchéviques* (Paris, Félix Alcan, 1923 ; prix : 15 fr.). — M. Montandon, l'explorateur bien connu, envoyé en Sibérie comme délégué par le Comité international de la Croix-Rouge pour préparer l'évacuation vers l'Est d'une partie des prisonniers de guerre qui se trouvaient en Russie, rend compte dans ce livre de sa mission. Ce livre sera consulté avec fruit en ce qui concerne l'histoire de la période peu connue qui s'étend du printemps de l'année 1918 à la prise de Vladivostok par les Rouges, le 31 janvier 1920. On lira avec beaucoup moins d'intérêt l'exposé proprement dit de la mission, trop souvent rempli des récriminations de l'auteur. La lecture en est pénible : le style rappelle trop souvent celui qu'on a qualifié de « français fédéral ». Le ton est brutal et tranchant. L'auteur, partisan passionné du régime soviétique — destructeur de l'« orgueil de classe » — résout délibérément toutes les questions et ne recule même pas devant les injures (p. 297), devant d'odieuses imputations (p. 296). La transcription de l'i sourd par *u* est bizarre et irrationnelle. Le livre est illustré avec goût.

E. D.

Suisse. — Ch. BERGEAUD. *L'adoption de la Réforme par le peuple de Genève : 1536* (Genève, Atar, 1923, in-12, 44 p.). — Dans cette plaquette, joliment illustrée (motifs du Monument de la Réformation), le savant historien établit que l'anniversaire de la réformation genevoise doit être placé, non au 10 août (1535, interdiction de la messe), mais bien au 21 mai (1536, ratification par le Conseil général des édits de réformation). Le peuple de Genève s'est prononcé ce jour-là par un véritable plébiscite, qui a fait de la petite république le berceau des libertés modernes. Il est significatif que ce plébiscite ait en même temps posé l'obligation de l'instruction.

H. HR.

## RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES.

---

### FRANCE.

1. — **Annales révolutionnaires.** 1923, septembre-octobre. — Albert MATHIEZ. La Révolution et les subsistances. La mise en demeure du maximum général, octobre 1793. — Henri LION. Essai sur d'Holbach. *L'Éthocratie naturelle* de d'Holbach (analyse de cet ouvrage, sorte de complément à la *Politique naturelle*. Il contient une adresse enthousiaste à Louis XVI, ce qui ne l'empêcha pas d'être proscrit). — Maurice DOMMANGET. Les noms de lieux révolutionnaires de l'Oise. — Albert MATHIEZ. Laclos, Brissot et M. Brèsch (relève, à propos de Laclos et de Brissot, une série d'erreurs imputées à M. Brèsch dans les articles que ce professeur a donnés à la *Revue historique* sur les Pétitions du Champ-de-Mars). — Paul-M. BONNOIS. Le baron Larrey et le squelette de Georges Cadoudal (Larrey avait conservé le squelette du célèbre conspirateur; à la demande du frère de Georges, il le restitua en 1814. — G. VAUTHIER. Une circulaire de Fouché aux évêques (du 5 fructidor an XII; pour tempérer l'ardeur des évêques concordataires contre ceux de l'ancien régime qui avaient abandonné l'union catholique). = C.-rendu : *André Mater*. La République au conclave et l'alliance avec Rome en régime de séparation. Le conclave de Venise, 1794, 1799, 1800 (nombreux extraits de la correspondance diplomatique).

2. — **Bulletin de l'École française d'Extrême-Orient.** T. XXII, 1922 (Hanoï, imprimerie d'Extrême-Orient, gr. in-8°, 469 p.; prix : 45 fr.). — R. DELOUSTAL. La justice dans l'ancien Annam. Traduction et commentaire du code des Lê; suite et fin. — Victor SEGALEN. Le tombeau du fils du roi de Wou, <sup>ve</sup> siècle avant notre ère (ce tombeau se trouve à Tcheou-tchouang, au lieu dit Santouen; c'est un monument de terre et de pierres contemporain de Confucius). — Commandant Érik SEIDENFADEN. Complément à l'inventaire descriptif des monuments du Cambodge pour les quatre provinces du Siam oriental (avec une grande carte archéologique du Siam oriental, complétant la carte archéologique de l'ancien Cambodge par le commandant Lunet de La Jonquière). — Henri MARCHAL. Le temple de Prah Palilay (près de l'enceinte d'Ankor Tom; avec de nombreuses figures intéressantes au point de vue artistique. C'est un temple du Bouddha, appartenant à l'époque classique). — Georges CORDIER. Note additionnelle sur le musée de Yun-nan-Fou. — L. AUROUSSEAU. Exposé

de géographie historique du pays d'Annam (traduit d'un texte indigène). = C.-rendus : Histoire militaire de l'Indo-Chine, des débuts à nos jours, par des officiers de l'État-major (faite surtout en vue de l'Exposition coloniale de Marseille). — *L. Cadière*. L'Annam; guide du touriste (excellent au point de vue pratique). — *George Groslier*. Recherches sur les Cambodgiens (insuffisant; souvent confus et contradictoire; long compte-rendu par L. Finot). — *Charles Régismanset*. Le miracle français en Asie (simple compilation sur l'œuvre française en Indo-Chine). — *Ch. Duroiselle*. Epigraphia Birmanica (important pour l'histoire de la linguistique mène et de la grammaire comparée des langues indo-chinoises). — Rapports et Mémoires de l'Archæological survey of India (analyse très détaillée par H. Parmentier). — *E. J. Rapson*. The Cambridge history of India; I : Ancient India (œuvre de grande envergure qui rendra d'éminents services aux études indiennes). — Oudheikundige dienst in Nederlandsch Indië (analyse les rapports du Service archéologique des Indes néerlandaises pour les années 1920-1922). — *John F. Baddeley*. Russia, Mongolia, China (bonne traduction avec commentaire des rapports adressés au gouvernement russe sur les missions envoyées en Mongolie et en Chine de 1602 à 1676. Important). — *René Grousset*. Histoire de l'Asie (ouvrage de seconde main, intelligent et utile; la meilleure partie est celle qui traite des empires mongols). — Dans la Chronique, longue note sur les travaux exécutés pour faciliter la visite des ruines d'Ankor. Notices nécrologiques sur Jules Harmand, mort le 14 janvier 1921, et sur l'abbé Noël Peri, mort le 25 juin 1922 (importantes à cause de la bibliographie très détaillée qui les accompagne). = A ce volume est joint un *Index général des tomes I-XX du Bulletin et tables des Mémoires*, rédigé par M. NGUYEN-VAN-TO. Il forme le 2<sup>e</sup> fascicule du tome XXI (274 p.; prix : 20 fr.).

**3. — Le Moyen Âge.** 2<sup>e</sup> série, t. XXIII, septembre-décembre 1921.

— *L. LEVILLAIN*. De quelques lettres de Loup de Ferrières (corrige la chronologie des lettres 45 à 59, qui se placent toutes en 846 et 847). — *Jules VIARD*. Philippe VI de Valois. La succession au trône (arrangements survenus entre 1328-1336; courte note de quatre pages). — *Max PRINET*. Les armoiries françaises dans le *Tournoi de Nantes* de Conrad de Wurtzbourg (poème de la seconde moitié du XIII<sup>e</sup> siècle qui renferme quelques descriptions d'armoiries). = T. XXIV, janvier-avril 1922. *M. JUSSELIN*. La chancellerie de Charles le Chauve d'après les notes tironiennes (important mémoire de 89 pages sur l'interprétation des notes tironiennes qui figurent dans les actes de Charles le Chauve et sur l'intérêt qu'elles présentent pour l'histoire de la chancellerie carolingienne). — *G. BEAURAIN*. Une charte retrouvée de Jean de Nesle, comte de Ponthieu (6 mai 1275). — *Ch. SAMARAN*. Note pour servir au déchiffrement de la cursive gothique de la fin du XV<sup>e</sup> à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle (avec deux fac-similés). = C.-rendus : *L. Delisle*. Recueil des actes de Henri II, roi d'Angleterre, t. II (utiles corrections par J. de Font-Réaulx aux dates adoptées par l'éditeur). —



*J. Anglade.* Histoire sommaire de la littérature méridionale au moyen âge (pas tout à fait au point). = Mai-août. *M. Jusse*lin. Un acte d'Hugues, duc des Francs, et ses souscriptions en notes tironiennes (10 avril 970). — *H. du Ranquet.* Peintures de l'église du chasteau de Saint-Floret (Puy-de-Dôme. Intéressantes peintures des années 1397-1411, représentant la famille des seigneurs du lieu). = C.-rendus : *L. Halphen.* Études critiques sur l'histoire de Charlemagne (important article de douze pages par *L. Levillain*, qui se rallie à la plupart des conclusions de l'auteur, tout en précisant ce qui se rapporte au couronnement de l'an 800). — *Marc Bloch.* Rois et serfs (*G. Espinas* regrette que l'auteur ait surtout composé « un travail d'histoire politique » au lieu d'un travail d'histoire sociale). — *O. Martin.* Histoire de la coutume de la prévôté et vicomté de Paris, t. I (remarquable). = Septembre-décembre. *E. Jordan.* La politique ecclésiastique de Roger I<sup>er</sup> et les origines de la « légation sicilienne » (la réorganisation ecclésiastique de la Sicile après la conquête de la Sicile par les Normands a été accomplie, quoi qu'en aient dit MM. Caspar et Chalandon, en plein accord avec le Saint-Siège, et le résultat fut très favorable à la papauté, puisque tous les évêchés siciliens furent placés dans la dépendance immédiate de Rome). — *Carl Stephenson.* Les « aides » des villes françaises aux XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles (mémoire de 55 pages; il tend à prouver que les obligations financières des communes françaises envers la royauté n'avaient nullement le caractère « féodal » qu'on prétend et qu'en s'émancipant les villes cherchaient seulement, de ce point de vue, à échapper à l'arbitraire des taxations de leurs seigneurs).

**4. — Polybiblion.** Août-septembre. — Publications relatives à la guerre européenne et à l'après-guerre; parmi elles : *M. Farnaise.* L'aventure du « Gœben » (bon); *J. Amet.* Le Jutland, bataille navale du 31 mai 1916 (clair et précis); *A. Gorski.* La Pologne et la guerre (intéressant). — *Dr Grabmann.* Saint Thomas d'Aquin, traduit par *E. Vansteenberghe* (résumé magistral de la doctrine de Thomas). — *G. des Marez.* La Place-Royale à Bruxelles (très beau volume). — Histoire de la nation française de *G. Hanotaux.* T. XIII. Histoire des lettres, II. *F. Strowski.* De Ronsard à nos jours (quelques aperçus personnels et nouveaux). — *Louis Cazamian.* L'évolution psychologique et la littérature en Angleterre, 1660-1914 (grand effort pour ordonner un sujet vaste et difficile, mais c'est systématique). — *Johannès Jørgensen.* Paysages d'Occident; du même. La montée de l'Alverne (remplis d'idées). — *Ch. Bémont* et *G. Monod.* Histoire de l'Europe au moyen âge, 395-1270 (malgré quelques erreurs dans la bibliographie, c'est un des meilleurs manuels que l'on puisse consulter). — *Fr. Funck-Brentano.* L'histoire de France racontée à tous. Le moyen âge (clair et instructif). — *R. Parisot.* Histoire de Lorraine; t. II : 1552-1789 (l'auteur a écrit et jugé cette histoire en Lorrain). — *L. Febvre.* Histoire de la Franche-Comté, 2<sup>e</sup> édition (on signale les modifications de la 1<sup>re</sup>). — Les Bouches-du-Rhône. Ency-

clopédie départementale; t. III : les Temps modernes, 1482-1789 (histoire politique par *Gaffarel*; économique par *V.-L. Bourrilly*; histoire des institutions par *Raoul Busquet*, etc.; il y a disproportion entre les diverses parties). — *André Hallays*. Jean de La Fontaine (« on y respire comme un parfum de La Fontaine »). — *Louis de Launay*. Une famille de la bourgeoisie parisienne pendant la Révolution (la famille Toussaint Mareux; quelques curieuses anecdotes). — Série de volumes sur le bolchevisme russe; comptes-rendus par *P. Pisani*. — *P.-Raymond Janin*. Les églises orientales et les rites orientaux (remarquable). — *G. Hardy*. Vue générale de l'histoire d'Afrique (excellent). — *James M. Beck*. La constitution des États-Unis; traduit par *John Charpentier* (ces pages sortent de pair).

5. — **Revue critique d'histoire et de littérature.** 1923, 15 septembre. — *Kâlidâs Nâg*. Les théories diplomatiques de l'Inde ancienne et l'Arthashastra (étude originale sur cet ouvrage qui, découvert en 1905, contient en plusieurs de ses chapitres le plus ancien traité de diplomatie qui nous soit connu). — *F. Cavallera*. Saint Jérôme; sa vie et son œuvre (beau et vigoureux travail qui dépasse tout ce qui a été jusqu'ici écrit sur saint Jérôme). = 1<sup>er</sup> octobre. *André Hallays*. En flânant à travers la France : Bourgogne, Bourbonnais, Velay et Auvergne (charmantes impressions d'art et d'histoire). — *J. de Montenon*. Délivrations du corps de ville de Poitiers (analyse des registres des deux derniers maires de cette ville, de 1773 à 1789; beaucoup de renseignements utiles). — *H. F. Stewart* et *Paul Desjardins*. French patriotism, 1814-1833, traced in contemporary texts (utile recueil; mais les idées générales sont assez superficielles). — *James M. Beck*. La constitution des États-Unis; traduit par *J. Charpentier* (excellent). — *Lothrop Stoddard*. Le nouveau monde de l'Islam; trad. par *Abel Doysii* (remarquable). = 15 octobre. *L. Niederle*. Manuel de l'antiquité slave; I : l'Histoire (excellent). — *Vicomte Menjot d'Elbenne*. M<sup>me</sup> de La Sablière; ses pensées chrétiennes et ses lettres à l'abbé de Rancé (livre définitif). — *C. Leroux-Cesbron*. Le château de Neuilly (agréable). — *Ferdinand de Navenne*. Rome et le palais Farnèse pendant les trois derniers siècles (très intéressant). — *Henri Cordier*. Mélanges d'histoire et de géographie orientales, t. IV (volume plein d'intérêt; à noter surtout une étude très nourrie sur Édouard Chavannes). — *E.-F. Weidner*. Die Assyriologie, 1914-1922 (utile bibliographie). = 1<sup>er</sup> novembre. *M. Goguel*. Introduction au Nouveau Testament; I : les Évangiles synoptiques (volume très érudit, bien conçu, sobrement écrit, dit Alfred Loisy, qui fait d'ailleurs toutes réserves sur la position de la question concernant l'auteur et la composition du troisième évangile). — *E. Kautzsch*. Die heilige Schrift des Alten Testaments (4<sup>e</sup> édit., qui est un excellent instrument de travail). — *H. M. Wiener*. The prophets of Israel in history and criticism (manque de critique). — *P. de Crouzas-Crétet*. Paris sous Louis XIV. La vie paroissiale et la vie charitable; la vie administrative et la vie politique (bon ouvrage de grande vulgarisation). — Com-

mandant A. Grasset. Un combat de rencontre : Neufchâteau, 22 août 1914 (bon). — *Émile Haumant*. Le problème de l'unité russe (intéressant, mais de vue un peu courte). — *André de Hevesy*. L'agonie d'un empire : l'Autriche-Hongrie (excellent; l'auteur, Hongrois, est bien informé et impartial). = 15 novembre. *G. de Sanctis*. Storia dei Romani; IV : la Fondazione dell' Impero 1. Dalla battaglia di Narag-gara alla battaglia di Pidna (remarquable). — *L. Brochard*. Histoire de la paroisse et de l'église Saint-Laurent à Paris (remarquable). — *G. Faure*. J.-J. Rousseau en Dauphiné, 1768-1770 (bon). — *Louis Proal*. La psychologie de J.-J. Rousseau (bon). — *F. Roz*. L'Amérique nouvelle (solide et vivant).

**6. — Revue d'histoire de l'Église de France.** 1923, juillet-septembre. — Antoine DEGERT. Le clergé de France et les origines de la diplomatie française (de Louis XI à François I<sup>er</sup>). — Joseph ROSEROT DE MELIN. L'illusion d'Antonio Caracciolo (Caracciolo était évêque de Troyes; au temps du colloque de Poissy, son illusion fut qu'il pouvait amener les catholiques et les protestants à s'entendre, et il y travailla sans succès dans son diocèse en 1561). — Joseph GUILLAUME. Comment concevoir une monographie paroissiale? I (abondante bibliographie). = C.-rendus : Mgr Rebord. Dictionnaire du clergé séculier et régulier du diocèse de Genève-Annecey, de 1535 à nos jours (avec un très utile Complément). — *Ch. Corbière*. Le christianisme et la fin de la philosophie antique (étude excellente sur le néo-platonisme). = Chronique d'histoire régionale.

**7. — Revue d'histoire diplomatique.** 1923, n° 3. — W.-M. KOZ-LOWSKI. Le dernier projet d'alliance franco-polonaise, 1792-1793, I (les relations diplomatiques de la France et de la Pologne en 1792). — Baron DE MENEVAL. Lettres de la reine Hortense et du prince Louis-Napoléon à l'abbé Bertrand; fin (de 1832 à 1836; l'abbé Bertrand et Hortense moururent en 1837; portrait indulgent d'Hortense). — Fr. CHARLES-ROUX. La convention d'El-Arisch, 1800; fin (émotion que cette convention causa en Angleterre; pourquoi elle ne fut pas tenue). — G. LABOUCHÈRE. Guillaume Ancel, envoyé résident en Allemagne, 1576-1615; fin (l'affaire de la Chartreuse et la guerre des évêques à Strasbourg; la mort de Rodolphe II et le couronnement de Mathias). = C.-rendus : *G. de Gontaut-Biron*. Comment la France s'est installée en Syrie, 1918-1919 (précieux ouvrage d'un témoin averti). — *K. Waliszewski*. La Russie il y a cent ans. Le règne d'Alexandre I<sup>er</sup>, t. I (de l'avènement à 1812). — *Vicomte de Guichen*. La question de Bavière pendant et après la guerre mondiale (document de première main). — *J. Fouques-Duparc*. La protection des minorités de race, de langue et de religion (bien documenté).

**8. — Revue historique de la Révolution française.** 1923, juillet-septembre. — A. VÉLASQUE. Études sur la Terreur à Nantes : Carrier, le Comité révolutionnaire et la Société populaire Vincent-la-Montagne (recherches étendues). — F. UZUREAU. Maury et Emery en

1793 (sur la question du serment du 27 novembre 1790). — Henry POULET. L'esprit public à Thann pendant la Révolution. La Société des Amis de la Constitution, 1791-1795; suite. — G. LAURENT. Une lettre inédite de Mirabeau (à Hugh Elliot, 14 août 1783). — O. K. L'avis du lieutenant-colonel baron Frossard sur les intentions de Robespierre en avril 1794. — G. LAURENT. L'île de Malte pendant la Révolution (publie deux lettres du grand maître Hompesch, septembre et octobre 1798, à l'archevêque de Salzbourg et les réponses de l'archevêque).

9. — **La Revue maritime.** 1923, juin. — P. CHACK. La bataille des Falkland; suite et fin (l'Allemagne n'avait pas préparé la guerre de course; aussi, quand la flotte de l'amiral von Spee eut été détruite, tout espoir fut perdu pour l'Allemagne de pouvoir désorganiser la grande flotte britannique. Ce fut sa perte sur mer). = Juillet. Lieutenant-colonel SPITZ. Les mandats dans le Pacifique (à propos d'un article publié par George L. Blakeslee dans la revue américaine *Foreign affairs*). — Capitaine J. ROUCH. La conquête du pôle nord (surtout depuis le voyage de l'Anglais Parry en 1827 et jusqu'à celui de Peary, qui parvint au pôle le 6 avril 1909). — Lieutenant BÉCAM. Le débarquement (comment fut exécuté le débarquement aux Dardanelles en 1915). = Août. Vice-amiral GRASSET. L'amiral de Bon (quelques mots sur les services rendus par cet éminent officier pendant la Grande Guerre; il a lutté contre les sous-marins allemands et accru nos forces d'aviation maritime. Atteint par la limite d'âge le 3 juillet 1923, l'amiral est mort trois jours après). — Lieutenant E. BJORLUND. Abraham Duquesne dans la Baltique, 1644-1647 (plusieurs documents inédits en appendice). — Capitaine J. COCHIN. L'évolution du matériel naval et l'avenir du sous-marin. — Lieutenant D'HALEWYN. Généralisation des enseignements de la bataille de Cannes, fin (étudie la manière de fixer l'ennemi sur mer comme sur terre : Cannes, Trafalgar, Tsou-shima). = Août. Lieutenant E. BJORLUND. Abraham Duquesne dans la Baltique (à l'aide de documents tirés des archives suédoises pour les années 1643-1647, l'auteur explique pourquoi Duquesne était alors entré au service de la Suède, alliée de la France, dans une guerre contre le Danemark. Chargé en même temps d'une mission diplomatique, Duquesne réussit, en 1647, à obtenir que la Suède cédât à la France quatre beaux vaisseaux de guerre. La reine Christine elle-même avait veillé à ce que l'armement en fût irréprochable). = Septembre. J. TRAMOND. L'autre guerre vue d'une préfecture maritime (cette préfecture est Brest. On y constate, dès la déclaration de guerre à la Prusse, que notre marine est inférieure comme matériel à la prussienne et qu'elle n'était pas prête. L'amiral Reynaud, chargé d'improviser tout ce qui restait à faire, s'en tire à son honneur. Après les premières victoires prussiennes, il faut songer à la défense de nos côtes, et on l'improvise encore à Brest); suite en octobre.

10. — **Le Correspondant.** 1923, 10 octobre. — Edmond VERMEIL.

Le comte Hermann Keyserling et l'école de sagesse de Darmstadt, I (pénétrante analyse des œuvres de Keyserling, notamment de son « Journal d'un philosophe »). — Armand PRAVIEL. Ceux d'aujourd'hui et ceux de demain. Un médecin moraliste : M. Georges Duhamel (à propos de ses deux « maîtres » livres : *Vie des martyrs* et *Civilisation*). — Louis DIMIER. Le goût de l'art hollandais en France. — Henriette CÉLARIÉ. Un Versailles marocain (décrit les énormes bâtisses construites à Meknès par le sultan Moulay-Ismaïl). — Salvador CANALS. Le gouvernement des militaires en Espagne. = 25 octobre. Charles LOISEAU. La nouvelle question romaine (telle qu'elle se pose depuis que la France a consenti à reprendre des relations diplomatiques avec le Vatican). — Henry COCHIN. Petites villes de la Flandre maritime. — F. DE BÉLINAY. Historique du corps de cavalerie Sordet. = 10 novembre. Henri JOLY. L'enseignement public en Italie. — Henry BORDEAUX. Un foyer intellectuel au bord du lac Léman : le baron François d'Yvoire (d'après sa biographie par M. de Laval ; le baron d'Yvoire, d'une antique famille savoisiennne restée fidèle aux anciennes mœurs, naquit en 1834 et mourut en 1918. Plusieurs lettres de lui intéressent l'histoire littéraire de ce temps). — DE LANZAC DE LABORIE. Le Consulat et la paix religieuse (à propos du t. V de l'Histoire religieuse de la Révolution par P. de La Gorce). — BORDEAUX-PONET. Un évêque colonial français pendant la guerre (Mgr Jalabert ; à l'occasion de la pose de la première pierre de la cathédrale de Dakar, qui eut lieu le 11 novembre 1923). — \*\*\*. Neuf mois de Ruhr (malgré la cessation de la résistance dite passive, la propagande nationaliste ne cesse de faire rage contre nous). — Noël DE CAZAN. Le service de l'aumônerie pendant la Grande Guerre.

11. — **La Grande Revue**. 1923, juillet. — Charles EPRY. La belle France inconnue : les îles Chausey. — Gaspard MARIGNAN. La seule Gazette de guerre non censurée (journal clandestin, dont soixante-sept numéros ont paru au cours des années 1915, 1916 et 1917 ; les tendances en étaient essentiellement antimilitaristes et, « par conséquent », extrêmement anti-allemandes. Extraits de ce journal qui a reçu quatre titres différents : *la Feuille de laurier*, tricolore mais verte ; *la Feuille d'olivier*, perdue mais retrouvée ; *la Feuille de chou* et *la Seule Gazette non censurée* de la République). = Août. Tatiana ALEXINSKY. Souvenirs d'une socialiste russe (à Moscou et en Finlande en 1907 ; il y est assez souvent parlé de Lénine ; à Genève pendant l'hiver 1907-1908 : « Plus j'apprends à connaître les réfugiés politiques russes, plus ils m'attristent ; le plus grand nombre sont des déracinés et des ratés qui ne savent que faire ») ; suite en septembre (en 1908 en Italie et à Genève ; on retrouve Lénine : « Je ne travaille plus avec M<sup>me</sup> Lénine au secrétariat du parti ; les relations entre mon mari et le sien sont trop mauvaises. » En 1919, visite à Gorki, qui habite Capri et qui irrite beaucoup de Russes par ses airs de grand seigneur). = Septembre. Fr. BRÄSCH. Les origines de l'entente cordiale (initiative prise par Talleyrand pendant son ambassade en Angle-



terre. Il eût voulu, en 1832, faire signer un traité d'alliance défensive entre la France et l'Angleterre; il communiqua son plan au duc de Broglie, qui lui répondit par une lettre prophétique datée du 16 décembre 1833 et qui est ici reproduite en grande partie). — Aimé BERTHOD. L'idée proudhonienne de la Révolution. — Gonzague TRUC. M. Mussolini et l'égoïsme national. = Octobre. Élie FAURE. Shakespeare; suite en novembre. — Tatiana ALEXINSKY. Souvenirs d'une socialiste russe; suite : 1909-1914 (à Moscou et à Paris; intéressant jugement prononcé par Bebel sur Radek); fin en novembre (sur l'action désorganisatrice de Lénine et de ses lieutenants). — Michel GEISTDÖRFER. Comment les faux entrent au Louvre (amusante histoire du faux buste du Florentin Benivieni, acheté, en 1865, par Nieuwerkerke, et qui était en réalité une œuvre d'un sculpteur vivant encore à Florence). = Novembre. PACIFICUS. La force et la faiblesse de la Société des Nations d'après le conflit italo-grec. — Henri GOY. Quelques notes sur l'Italie fasciste.

12. —  *Mercure de France* . 1923, 15 juillet. — L.-H. GRONDIJS. Le bolchevisme en Sibérie (publie une lettre du Dr. George Montandon, ancien chef de la « Mission en Sibérie » du Comité international de la Croix-Rouge, qui entreprend de réfuter les critiques « nombreuses et amères » de M. Grondijs, journaliste néerlandais, sur ses livres concernant Koltchak et la contre-révolution. Réponse à cette lettre, où l'on trouvera d'utiles renseignements. Cette polémique intéresse l'histoire du bolchevisme à ses débuts). — R. DE BURY. Le drame de Mayerling (reproduit les articles de MM. Paléologue dans le  *Temps*  et de Souza dans le  *Figaro* ). = 1<sup>er</sup> août. André FAUCONNET. Culture et civilisation selon les Allemands (d'après les Considérations de M. Thomas Mann). — Ambroise GOT. La dépopulation de la France; ses dangers et ses causes; suite et fin le 15 août. — E. LALOY. Ouvrages sur la guerre de 1914 (sur l'ouvrage du général Edmonds : « Military operations, France and Belgium », 1914). — G. ALEXINSKY. Les nouvelles idées de Lénine. = 15 août. Léonce DE GRANDMAISON, S. J. Jésus dans l'histoire (l'« énigme » de Jésus devient inexplicable si l'on n'admet en lui la coexistence de l'humain et du divin). — Émile LALOY. Bibliographie politique (annonce un ouvrage d'E. A. Adamov qui publie la correspondance des diplomates russes concernant la Grèce pendant la guerre mondiale. Les documents sont très instructifs; l'interprétation donnée dans l'Introduction ne s'accorde pas avec eux). = 1<sup>er</sup> septembre. Gabriel ARTHAUD. La Gaule au v<sup>e</sup> siècle et la défaite d'Attila en 451 (considérations tirées en partie de l'ethnographie et de l'anthropologie, assaisonnées en outre d'étymologies téméraires. Quant au « Campus Mauriacus », on ne saurait suivre Longnon, en l'identifiant avec Moirey; c'est un nom de région vaste, délimitée par trois lignes, dont Savières, Fontvannes et Sainte-Maure seraient les points d'intersection, c'est-à-dire tout près de Troyes et non de Châlons. Conclusion : l'auteur a voulu montrer « l'éveil d'un sentiment national, les causes et le siège

de la défaite des Alamans et des Huns, enfin l'absence de tout « germanisme » en Gaule ». — Maurice GARÇON. Le symbolisme du Sabbat, I. — É. LALOY. Le drame d'amour d'Herbert von Bismarck (analyse un chapitre des Mémoires du prince Philippe zu Eulenburg-Hertefeld, paru dans la « Deutsche Rundschau »; il s'agit de la passion qu'Herbert éprouva pour la princesse Élisabeth Carolath, qui vivait séparée de son mari; il voulait l'épouser après qu'elle eût divorcé. Le prince, son père, s'y opposa si violemment qu'il dut renoncer à son projet, 1881. Herbert épousa plus tard une comtesse Hoyos; quant à Élisabeth, elle mourut retirée à Venise en janvier 1914). — BIENSTOCK. Lettres russes (analyse des Souvenirs de Margouliès, révolutionnaire hostile aux Soviets, sur la période allant de septembre 1918 à avril 1919, et ceux de Beletzki sur Raspoutine). = 15 septembre. Auguste GAUVAIN. Les Balkans et la France (comment doit être mis en pratique le traité de Sèvres; la France doit s'y tenir résolument). — Manuel DEVALDÈS. Les objecteurs (sic) de conscience anglo-saxons (il s'agit d'une clause de la loi établissant le service militaire obligatoire en Angleterre en 1916; des scrupules religieux firent introduire dans cette loi un motif d'exemption pour objection de conscience; l'effet de cette clause fut assez médiocre). = 1<sup>er</sup> octobre. Régina ZABLODOWSKY. Les aspirations de la jeunesse allemande. = 15 octobre. André COGNIET. Les enseignements de la guerre navale et les raisons techniques de la Conférence de Washington. — Jean T. Dans les coulisses de la guerre; notes d'un chef de la sûreté d'une armée; suite le 1<sup>er</sup> novembre. — Ambroise GOT. La littérature pan-germaniste d'après-guerre. — Dr. Erwin BRIESS, délégué à Paris du parti populaire républicain rhénan. Le mouvement séparatiste dans les territoires occupés (ses origines; la question rhénane n'est pas un produit français). = 1<sup>er</sup> novembre. Pierre-Paul PLAN. J.-J. Rousseau à Venise. Documents inédits. — Jean MAXE. Le défaitisme de la paix en Angleterre : J. M. Keynes et E. D. Morel. — J.-W. BIENSTOCK. Le journal intime de Nicolas II (extraits de ce journal depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1890 jusqu'au 5 août 1906 : le journal a été publié par la maison d'éditions russes « Slovo » à Berlin. On ne nous dit pas d'où il lui est parvenu). = 15 novembre. Jean MOREL et Pierre MASSÉ. J.-H. Rosny aîné et la préhistoire. — Brian CHANINOV. Tragodia moscovita, I (de l'état d'esprit du peuple russe à la veille de la révolution). — Paul VULLAUD. Du nouveau sur Pascal (on en trouvera dans les œuvres du P. Bourrier, commentées avec un esprit critique. Une telle analyse sera féconde; elle nous apprendra « pourquoi des arguments de même ordre peuvent avoir des résultats diamétralement opposés »). — A. VAN GENNEP. Le Congrès international d'histoire des religions de Paris. — Ouvrages sur la guerre de 1914 (ceux de Karl Rosner : Der König; de Michel Farnaise : l'Aventure du « Gœben »; de R. Kann : le Plan de campagne allemand de 1914; de Henri Dutheil : De Sauret-la-Honte à Mangin-le-Boucher, etc.). = 1<sup>er</sup> décembre. Léonie VILLARD. La vie américaine d'après le conte et

la nouvelle. — Brian CHANINOV. *Tragœdia moscovita*, II (comment s'explique la révolution russe et son caractère de violence sanguinaire. Le plus terrible fardeau qui s'abattit sur la Russie nouvelle est le « fléau oratoire...; tout le monde parlait à présent sur n'importe quoi, n'importe où et n'importe comment »). — E. GUICHARD. La question romaine (montre le chemin parcouru, depuis la fin de la guerre, par le Quirinal et le Vatican cherchant à se rencontrer). = C.-rendus : *Ph. d'Eulenburg-Hertefeld*. Souvenirs de cinquante ans (ses rapports avec les Bismarck). — *Simone Téry*. En Irlande, 1914-1923 (beaucoup de détails intéressants).

13. — **La Revue de France**. 1923, 1<sup>er</sup> octobre. — P. GENTIZON. Stamboulisky et le peuple bulgare. — C. VERGNOL. L'évolution de la politique sociale en Angleterre au XIX<sup>e</sup> siècle (d'après les volumes d'Elie Halévy). = 15 octobre. A. GAULY. Gustav Stresemann. — Charles VELLAY. La Grèce à la veille des élections. — Louis HALPHEN. L'« Histoire de France contemporaine » d'Ernest Lavisse (« c'est vraiment l'histoire de toute la France et non plus seulement, comme il était d'usage jusqu'alors, celle de Paris et du gouvernement central »). = 1<sup>er</sup> novembre. Georges HERSENT. Qui a payé la guerre? La part de la France. = 15 novembre. Camille VERGNOL. Le vrai Louis XIV (critique sévère du récent ouvrage de M. Louis Bertrand, dont les qualités de romancier sont bien supérieures à celles d'historien. Voilà le portrait de Louis XIV remis au point; c'était nécessaire). — Dominique VATAR. Le président Coolidge. — Lucien MAURY. Une Histoire de la littérature suédoise (celle de l'« illustre et fécond Suédois » Henrik Schück; « le seul guide que puissent consulter en France les esprits curieux d'explorer les littératures du Nord scandinave »). = 1<sup>er</sup> décembre. R. RECOULY. L'Allemagne et la crise franco-anglaise.

14. — **La Revue de Paris**. 1923, 15 octobre. — B. MAKLAKOFF. Pourischkévitch et l'évolution des partis en Russie. — Vladimir POURISCHKÉVITCH. Comment j'ai tué Raspoutine (récit très émouvant). — Jules BERTAUT. Les souvenirs d'Henri Gervex. — Henri GERVEX. Souvenirs (intéressant pour l'histoire de l'art : Cabanel et Manet, Fromentin et Meissonnier, Gervex lui-même. Quelques anecdotes sur Gambetta et la Commune parisienne de 1871). — Constantin PHOTIADES. Marie Kalergis-Moukhanow, née Nesselrode, II (souvenirs sur M<sup>me</sup> Récamier et Chateaubriand, Liszt et Chopin, Théophile Gautier, qui lui dédia sa « Symphonie en blanc majeur », et Henri Heine). — Rodolphe REY. Le Maroc vu par un Algérien; fin le 1<sup>er</sup> novembre. — Maurice WOLFF. Les femmes et le féminisme anglais (expose le développement de la question depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> s.). = 1<sup>er</sup> novembre. RHENANUS. Le prestige sur le Rhin (les Prussiens sur le Rhin, surtout depuis 1871, et la République rhénane, depuis 1919). — Henri GERVEX. Souvenirs, II (ses impressions sur la cour de Russie et les scènes religieuses de Moscou lors du couronnement du

tsar). — Constantin PHOTIADÈS. Marie Kalergis-Moukhanow, née Nesselrode, III (ses succès de salon à Paris; chez la princesse Bagration et la princesse de Lieven avant et après la Révolution de 1848, puis chez le Prince président à l'Élysée et chez l'Empereur. Renseignements qu'elle fournit à son oncle Nesselrode sur les affaires politiques; il est inexact d'ailleurs qu'elle ait été un agent secret du tsar, ni qu'elle ait joué aucun rôle politique. Elle était pour cela trop mondaine et cosmopolite). — TREDICINI DE SAINT-SEVERIN. La zone franche de la Haute-Savoie (« la France, en annexant le Chablais, le Faucigny et le Haut-Genevois, a assumé la charge de protéger et de développer tous les éléments de prospérité de ce pays qui s'est donné à elle, et non de les supprimer »). — Paul JAMOT. Millet et Daumier. = 45 novembre. Princesse PALEY. En Russie, à la veille de la guerre, 9 mai-2 août 1914, I. — Paul PAINLEVÉ. Pourquoi Pascal n'a pas devancé Newton (parce que, chez lui, la foi mystique a retenu et restreint son imagination scientifique). — Henri GERVEX. Souvenirs, III (troisième voyage en Russie en 1901; note de grands changements intervenus depuis les fêtes de Moscou et quelques incidents qui faisaient pressentir le mouvement révolutionnaire). — Constantin PHOTIADÈS. Marie Kalergis-Moukhanow; fin (Marie et la Pologne, son pays natal. Son triste mari étant mort à Londres en 1863, elle épousa Serge Moukhanow, colonel russe et préfet de police à Varsovie. Elle mourut à Varsovie le 22 mai 1874, laissant de profonds regrets à Liszt et à Wagner). = 1<sup>er</sup> décembre. Lettres inédites de M<sup>me</sup> DE STAEL au marquis Adrien de Mun, 1796-1800. — Princesse PALEY. En Russie à la veille de la guerre. II (ce ne sont que des fêtes jusqu'à la réception à Petrograd du Président de la République française). — Guy DE VALOUS. La Révolution aux îles du Vent, 1789-1793 (extraits des mémoires de Camille-Marie de Valous, 1764-1840, officier de la marine royale et très sympathique à la cause des planteurs qui, comme lui, appartenaient à la petite noblesse de France).

15. — *Revue des Deux Mondes*. 15 octobre. — Maurice BARÈS. Enquête aux pays du Levant; XI : l'École mystique de Konia (enquête sur le point de savoir en quoi le fait de « tourner », rituellement exécuté par les derviches, aide à la perfection morale. L'auteur paraît n'avoir pas réussi à comprendre les explications fournies par le tchélebi). — Comte PRIMOLI. L'enfance d'une souveraine. Souvenirs intimes (sur la future impératrice des Français, Eugénie de Montijo, comtesse de Téba. Beaucoup d'anecdotes contées avec grâce par un ami, dont le témoignage mérite néanmoins d'être retenu). — Victor GIRAUD. Blaise Pascal; V : l'Apologie (expose le dessein de Pascal quand il se proposa d'écrire l'Apologie de la religion chrétienne. Les *Pensées* n'en sont pas à vrai dire des fragments; c'est le recueil des réflexions, très mélangées, qui lui vinrent à l'esprit pendant qu'il méditait sur son œuvre). — Pierre DE QUIRIELLE. Le président Masaryk (à l'occasion de la visite officielle faite au gouvernement français par le Président de la République tchéco-slovaque les 16 et 17 octobre

1923). — Pierre PARIS. Pour mieux connaître Goya. = 1<sup>er</sup> novembre. Comte d'HAUSSONVILLE. Souvenirs; II : 1869-1871 (sur l'empire libéral et le plébiscite, Rouher et Ollivier; la guerre et les élections à l'Assemblée nationale de 1871). — Maurice BARRÈS. Enquête aux pays du Levant; suite et fin (entretien avec Jaurès, que Barrès tente d'associer à son œuvre de propagande en faveur des écoles dirigées dans le Proche-Orient par des congréganistes. Jaurès ne se laisse pas toucher. Comme on lui montre le péril pour l'influence française de la propagande allemande dans l'empire turc, il répond : « Il est fatal et légitime que la prépondérance intellectuelle appartienne à celui qui possède la prépondérance économique. Je ne m'associerai pas à votre campagne »). — Princesse Olga POUTIATINE. Les derniers jours du grand-duc Michel Alexandrovitch, 1917-1918; I : l'Abdication (souvenirs très directs sur la révolution; sur l'abdication du tsar en faveur de son oncle Michel et le refus opposé par le grand-duc d'accepter la couronne, la princesse rapporte les faits que le grand-duc lui raconta le soir même). — Mgr BAUDRILLART. Chez les Latins d'Amérique : Argentine et Uruguay, I (relation d'un récent voyage d'enquête; suite le 15 novembre). — Louis BARTHOU. Lettres inédites de Lamennais à J.-B. de Saint-Victor, 1820-1824 (ce sont quatre années d'une intimité presque fraternelle où La Mennais s'abandonne aux confidences les plus expansives; mais, ayant été presque ruiné par la faillite d'une librairie classique élémentaire fondée par Saint-Victor, La Mennais rompit avec lui et pour toujours; fin le 15 novembre). — C.-M. SAVARIT. Les académies de province. — A. BEAUNIER. Un bourgeois de Louis-Philippe (d'après les indiscretions d'un bourgeois de Paris par Paul Gaulot. Ce bourgeois s'appelait Yvonne Mainnemare, mort vers l'an 1841). = 15 novembre. Louis BERTRAND. La « Révolution » espagnole (on n'y découvre guère que « des motifs de réjouir profondément quiconque se sent le cœur d'un homme libre »). — Princesse Olga POUTIATINE. Les derniers jours du grand-duc Michel Alexandrovitch, 1917-1918 (malgré les facilités qu'il aurait eues pour quitter la Russie après la révolution bolchévique, le grand-duc refusa d'aller se mettre à l'abri à l'étranger. Arrêté fin février 1918, il fut d'abord interné à Perm; puis il disparut sans qu'on ait jamais pu savoir où ni comment). — Émile MALE. Les influences arabes dans l'art roman. — Contre-amiral DEGOUY. Dans la Sarre (ce qu'il importe de faire pour déprussianiser les Sarrois et les rapprocher de nous).

**16. — L'Anjou historique.** 1922, octobre. — Notre-Dame-sous-Terre à Angers (remonte au <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle). — La Providence de Baugé (fondée en 1685). — La ville d'Angers en 1726 (liste des officiers du présidial et autres juridictions). — Quatre Ursulines jansénistes de Vendôme envoyées en Anjou (en 1736). — Le baron de La Paumelière (émigré, condamné à mort par un conseil militaire et exécuté le 22 février 1796). — Voyage en Anjou (en 1786, par un religieux de l'abbaye d'Hauterive, Suisse). — Les hospitalières de Saint-Jean de Beaufort pendant la Révolution. — Le district de Segré, 1791-1792. — Le pre-



mier abbé de la Trappe-de-Bellefontaine (Pierre-Marie Le Port, 1808-1830; d'après un manuscrit du P. Romuald). = 1923, janvier. Le chapitre de la cathédrale d'Angers avant la Révolution : processions. — Une grande dame janséniste en Anjou (M<sup>me</sup> de L'Esperonnière de Vritz, XVIII<sup>e</sup> siècle). — La Faculté de théologie d'Angers à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. — Le district de Vihiers, 1791-1792. — Vial, procureur général-syndic de Maine-et-Loire. — Une religieuse angevine guillotinée le 2 janvier 1794 (Marguerite de Gresseau). — Le brûlement des chapelets à Saumur (13 mars 1794). — Les fédéralistes angevins guillotisés à Paris (le 14 avril 1794, au nombre de cinq). — La démission de Mgr Lorry, évêque d'Angers (fin 1801; en 1802, il sera nommé évêque de La Rochelle). — Les paroisses poitevines annexées en 1802 à l'évêché d'Angers. = Avril. La chambre ecclésiastique du diocèse d'Angers (ses membres de 1760 à la Révolution). — A propos des obsèques d'un janséniste angevin (M. Grimaudet des Landreau, mort le 11 septembre 1739). — Les chanoines de la cathédrale d'Angers pendant la Révolution (biographie des trente et un chanoines). — Le pillage de l'abbaye de Fontevault (de 1792 à 1796). — Un voyage dans la Vendée angevine (novembre 1793, par le citoyen Duval, substitut du procureur-syndic du district de Cholet). — Un prêtre breton guillotiné à Angers (Pierre Petiteau, 17 janvier 1794). — La loi des otages en Maine-et-Loire (1799). — Fêtes funèbres chez les francs-maçons d'Angers sous le premier Empire. = Juillet. Une visite à Fontevault au XVIII<sup>e</sup> siècle. — L'hospice des incurables de Beaufort (1681-1923). — Louis-Victor Pavie (imprimeur à Angers; liste de ses publications; arrêté en 1793 comme chouan, réussit à se sauver en Espagne et obtint, en janvier 1795, de rentrer dans ses foyers, par suite de l'amnistie du 2 décembre 1794). — La guerre de Vendée en 1793 (récit inédit de Charles Boucher, chirurgien-major, qui était dans l'armée républicaine; important). — Le vandalisme jacobin dans le district de Saumur (rapport sur l'état des bibliothèques et monuments, en novembre 1794). — La Vendée angevine après le 18 fructidor : canton de Beaupréau.

**17. — Annales de Bretagne.** T. XXXV, 1923, n° 3. — Daniel BERNARD. Essai de bibliographie de Théodore-Claude-Henri Hersart de La Villemarqué (1815-1895; langue et littératures bretonnes; textes bretons; comptes-rendus, etc.). — H. SÉE. Note sur les origines de l'organisation municipale en Bretagne (important; la vie municipale se développe en Bretagne surtout à partir du XVI<sup>e</sup> siècle, alors que dans le reste de la France elle est en pleine décadence). — G. ROBERT-MULLER. Saint-Malo-Saint-Servan port charbonnier (travail du laboratoire de géographie de l'Université de Rennes). — Catalogue des sources hagiographiques pour l'histoire de Bretagne jusqu'à la fin du XII<sup>e</sup> siècle (les saints par ordre alphabétique). — H. SÉE. L'industrie et le commerce de la Bretagne dans la première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, d'après le mémoire de l'intendant des Gallois de La Tour; fin (l'industrie et le commerce dans les différentes subdélégations; le commerce mari-

time). — J. LE ROUX. *Historia Peredur vab Ewрак*; suite. = C.-rendus : J. Vendryès. Le langage (clair et précis). — A. S. Cook. The possible Begetter of the old english Beowulf and Widsith (plein d'aperçus nouveaux). — H. Leclercq. Histoire de la Régence pendant la minorité de Louis XV (signale les chapitres sur la Bretagne). — St. Strowski. La censive et le fief roturier en Bretagne (excellente contribution à l'histoire de la propriété rurale). — Marcel Rouff. Les mines de charbon en France au XVIII<sup>e</sup> siècle (remarquable). — F. Duine. La Mennais (livre de premier ordre). — H. Bourde de La Rogerie. Bibliographie bretonne, années 1920 et 1921. = N<sup>o</sup> 4. F. DUINE. La Mennais et Renan (Renan n'a pas connu directement La Mennais : en 1856, après son mariage, il a dû en entendre parler par Ary Scheffer; quelques traits de ressemblances entre ces deux Bretons, à côté de grandes différences). — Id. La Mennais et Pascal (comment La Mennais a connu les *Pensées* et de quelle manière il en a compris le système apologétique). — R. DURAND. A propos du centenaire d'Ernest Renan (analyse les derniers ouvrages parus sur lui; n'a pas encore connu celui de M. Pommier). — Dom L. GOUGAUD. Notes sur le culte des saints bretons en Angleterre (églises qui leur sont dédiées, reliques, etc.; les saints sont placés par ordre alphabétique). — E. MARTIN. La population de la ville de Vannes au début et à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle (étude faite d'après les rôles de la capitation; la population était, au début du siècle, d'environ 14,000 habitants; en 1783, elle n'était plus que de 11,400). — J. CUILLANDRE. A propos de la « légende de la mort » (particulièrement à Molène, Ouessant et Sein). = C.-rendus : J. Chevalier. Essai sur la formation de la nationalité et les réveils religieux au pays de Galles, des origines à la fin du VI<sup>e</sup> siècle (à la fois grande érudition et vigoureuse synthèse). — Dom L. Gougaud. Gaelic pioneers of christianity (deux anciens articles traduits en anglais, mais bien remaniés). — Jules-Marie Richard. La vie privée dans une province de l'Ouest : Laval aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles (d'après les archives notariales). — Émile Gabory. Les Bourbons et la Vendée (montre surtout les causes de l'échec de l'insurrection de 1832). — C. Danio. Histoire de notre Bretagne (pamphlet ultra-régionaliste et celtomane). — H. Bourde de La Rogerie. Étude sur la réformation de la noblesse en Bretagne, 1668-1721 (excellent). — Louis Le Guennec. Notice sur la commune de Plougonven (Finistère; bonne monographie). — Hervé du Halgouet. La vicomté de Rohan et ses seigneurs (les archives de la maison de Rohan ont été presque complètement détruites; l'auteur a vu les textes qui subsistent).

18. — *Annales du Midi*. 1922, janvier-avril. — Clovis BRUNEL. Le plus ancien acte original en langue provençale (acte du 10 avril 1102, par lequel un certain Adémar Ot dénombre et donne à sa fille ses possessions sises à la source de la Sorgue, entre Saint-Affrique et Lodève; fac-similé photographique et transcription). — Antoine THOMAS. L'éducation de Charles de France, duc de Guyenne (apporte quelques rectifications, faits et textes nouveaux à l'œuvre de H. Stein).

— Aug. VIDAL. Vieux noms de personnes, vieux noms de lieux de l'Albigeois. — J. CALMETTE. Toulouse et les relations franco-anglaises sous Louis XI (notamment lors de l'expédition d'Édouard IV dans le nord de la France en 1475). = C.-rendus : *Joseph Anglade*. Les leys d'amors, manuscrit de l'Académie des jeux floraux (publ. en quatre volumes, avec une intéressante étude sur les origines du Gai savoir). — Jean Régné. Histoire du Vivarais, t. II (1039-1500; remarquable). — H. Stein. Charles de France, frère de Louis XI (la partie concernant la Guyenne a été traitée de main de maître). = Juillet-octobre. Louis Vié. Les origines de l'église Saint-Aubin à Toulouse; étude historique et topographique. — Paul-M. BONDOIS. La raffinerie de Cette au XVIII<sup>e</sup> siècle. — Auguste VIDAL. Vieux noms de personnes, vieux noms de lieux de l'Albigeois; suite et fin. — B. FAUCHER. Un très ancien livre-inventaire imprimé des archives municipales de Montauban, 1662. = C.-rendus : *Jules de Lahondès*. Les monuments de Toulouse; histoire, archéologie, beaux-arts (remarquable). — *Joseph Poux*. La cité de Carcassonne, histoire et description. Les origines (très bel ouvrage). — Abbé L. de Lacger. États administratifs des anciens diocèses d'Albi, de Castres et de Lavaur, suivis d'une bibliographie des évêques de ces trois diocèses (bien ordonné et bien documenté). — John Charles Dawson. Toulouse in the Renaissance; I : The floral games of Toulouse (thèse remarquable). — Chronique des Alpes-Maritimes; suite et fin. = Nous venons de recevoir le n° 119 de juillet 1918, qui contient la Table générale des tomes I à XXX, 1889-1918, fasc. 1. = 1923, janvier-avril. F. PASQUIER. Famille de serfs donnée en dot dans la région de Lodève en 1195 (publie un contrat de mariage provenant des archives du marquis de Thézan-Saint-Gepiès). — R. LATOUCHE. Mesures et poids employés dans le Bas-Quercy. — H. DE COINCY. Quelques précisions sur les grands maîtres des eaux et forêts en Languedoc. = C.-rendus : *Félix Pasquier*. Cartulaire de Mirepoix, t. I et II (important; l'introduction est une œuvre considérable). — J. Rouquette et A. Villemagne. Bullaire de l'église de Maguelonne; t. II : 1216-1303 (important recueil). = Juillet-octobre. L. DELARUELLE. Un président au Parlement de Toulouse : Jacques Minut, mort en 1536 (c'était un Italien qui fut mêlé à l'existence des humanistes toulousains vers l'an 1534). — H. DE COINCY. Quelques précisions sur les grands maîtres des eaux et forêts en Languedoc; fin. = C.-rendus : *F. Galabert*. Montpezat de Quercy; sa collégiale, ses seigneurs (de l'inexpérience, mais d'heureuses recherches sur l'histoire locale). — L. Mouton. Un demi-roi : le duc d'Épernon (bon; documentation nourrie sous une apparence trop romancée).

19. — Bulletin de la Société de l'histoire de Paris. 1920 (paru en 1922). — Léon LE GRAND. Allocution présidentielle à l'Assemblée générale tenue le 11 mai 1920 (on y donne de précieuses indications sur les papiers du service des bâtiments civils conservés aux Archives nationales sous la cote F<sup>13</sup> et sur les informations qu'ils fournissent

pour l'histoire de Paris). — Marcel FOSSEYEU. Les retraites spirituelles au XVII<sup>e</sup> siècle. — Ch. SAMARAN. Du Cange à Paris, rue des Écouffes, d'après son testament et son inventaire après décès (ces deux documents sont publiés à la suite). — M. FOSSEYEU. Le testament de Jean Dautruy, 1642 (ancien précepteur des fils d'Omer Talon, chez qui il vécut pendant plus de quarante ans et chez qui il mourut le 19 août 1646). — H. OMONT. Nouveaux manuscrits grecs copiés à Paris par Georges Hermonyme. — Témoignage de Baluze sur la grande inondation de 1658. — François ROUSSEAU. Le portique des Carmélites de la rue Saint-Jacques depuis la Révolution (ce portique conduit à un hôtel construit à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle par un marbrier du nom de Scellier, qui eut un certain renom parmi les artistes, savants et hommes politiques de son temps). — 1921 (paru en mars 1923). L. AUVRAY. Discours à l'Assemblée générale tenue le 10 mai 1921 (de ce discours on ne retiendra ici que la partie où l'auteur traite de l'historiographie à l'abbaye de Saint-Victor, depuis Guillaume Tuisselet, qui mourut en 1453). — E. MAREUSE. M<sup>me</sup> de Sévigné, rue Courteauvillain, 1672-1675 (aujourd'hui n° 8 de la rue de Montmorency; avec un plan et un inventaire de l'an VI). — M. FOSSEYEU. Contribution à l'étude de la Compagnie du Saint-Sacrement au XVII<sup>e</sup> siècle : Duplessis-Montbard (biographie de cet avocat au Parlement, qui fut un « homme d'œuvres » très actif et très méritant; son rôle demeure ignoré à partir de 1660, année où la Compagnie fut supprimée). — Adrien BLANCHET. Une remarque sur le temple antique du Montmartre de Paris (une colline du territoire d'Avalon où fut retrouvé un temple de Mercure est appelée Montmarte ou Montmartre; il se peut donc que, pour la formation du nom propre, il y ait eu ce que les grammairiens appellent contamination). — Ph. LAUER. Projet de canal, par Beaulieu-Saint-Germain, pour protéger Paris des inondations, 1651. — A. VIDIER. Chronique des archives et des bibliothèques, 1910-1920.

**20. — Bulletin du Comité d'études historiques et scientifiques de l'Afrique occidentale française.** Année 1922. — Henry HUBERT. Notes de géophysique sur Dakar. — Lieutenant PÉFONTAN. Histoire de Tombouctou, de sa fondation à l'occupation française (XII<sup>e</sup> siècle-1893, avec la liste des personnages ayant eu Tombouctou sous leur commandement). — Claude FAURE. Deux anciens comptoirs français de la côte de Guinée : Anokou et Juda. — Colonel MODAT. Aperçu sur la société maure de l'Adrar (conditions de la vie, castes sociales). — P. ALQUIER. Saint-Louis du Sénégal pendant la Révolution et l'Empire, 1789-1809 (les gouverneurs de la colonie, les maires, les fêtes nationales, l'armée, la guerre contre les Anglais, le commerce, la police municipale, la justice; Saint-Louis tombe en 1809 aux mains des Anglais). — Henry HUBERT. Objets anciens de l'Afrique occidentale (pointes de flèches, grattoirs, marteaux, amulettes). — Colonel MODAT. Portugais, Arabes et Français dans l'Adrar mauritanien

(détails intéressants sur les comptoirs portugais, les invasions arabes et l'occupation française). = C.-rendus : *G. Hardy*. Les éléments de l'histoire coloniale (excellent). — *Eug. Saulnier*. La compagnie de Galam au Sénégal (comble une lacune). — *H. Mariol*. La chronologie coloniale (doit être contrôlé). — *L. Lévy-Brühl*. La mentalité primitive (essentiellement mystique, indifférente aux causes secondes).

## BELGIQUE.

21. — *Analecta Bollandiana*. 1923, t. XLI, fasc. 1 et 2. — *Marc BLOCH*. La vie de saint Édouard le Confesseur par Osbert de Clare (la vie et les écrits d'Osbert de Clare, qui mourut à une date inconnue, mais après l'arrivée en Angleterre de Henri Plantagenet en 1153; étude critique sur les sources de sa Vie d'Édouard, œuvre intéressante en ce qu'elle montre comment se forment les légendes. Texte de cette « Vita beati et gloriosi regis Anglorum Eudwardi », qui était restée inédite jusqu'ici). = *Paul PEETERS*. A propos de l'évangile arabe de l'enfance. Le ms. de J. Goliis (ce ms., que l'on croyait perdu, est actuellement à la Bodléienne d'Oxford). — *Aug. COULON*. Notes d'icographie chrétienne, d'après les sceaux des archives de Zurich. — *Robert LECHAT*. La « conversion » de saint André Avellin (cherche à déterminer les circonstances qui ont amené le futur saint à se convertir à une vie meilleure en 1548; ce fut sans doute par l'influence du P. Lainez). — *C. BECCARI*. Les restes mortels de saint Antonio Balducci (ces restes, que l'on disait avoir été transférés, au temps de la Révolution française, en un lieu inconnu, sont en réalité demeurés là où le corps avait été enseveli, dans l'église des « Minori Reformati » de Pofi. L'examen médical qui a été fait de ces restes en 1918 ne permet pas d'en douter). = C.-rendus : *B. J. Kidd*. A history of the Church to A. D. 461 (beaucoup de travail, mais aussi de graves lacunes dans l'information). — *F. J. F. Jackson*. An introduction to the history of christianity, 590-1314 (agréable, mais souvent inexact). — *W. H. Mackean*. Christian monasticism in Egypt to the close of the 4th century (très bon guide). — *Karl Bihlmeyer*. Die « syrischen » Kaiser zu Rom, 211-235, und das Christentum (bon). — *I. Bidez et F. Cumont*. Imp. Caesaris Flavii Claudii Iuliani epistulae, leges, poemata, fragmenta varia (édition remarquable). — *A. Baumstark*. Geschichte der syrischen Literatur (ouvrage considérable par l'étendue des recherches, mais mal composé et où les erreurs abondent). — *V. Weber*. Des Paulus Reiserouten bei der zweimaligen Durchquerung Kleinasien (éclaire définitivement un endroit encore obscur de la biographie de saint Paul). — *H. Günter*. Buddha in der abendländischen Legende (information vaste et cependant incomplète; des vues ingénieuses, mais trop d'hypothèses). — *A. Bartoli*. Gli horrea Agrippiana e la diaconia di San-Teodoro (l'église Saint-Théodore a été bâtie sur l'emplacement des greniers de l'annone; ce n'est donc pas un ancien temple païen adapté aux usages chrétiens. Les « horrea Agrip-



piana » devinrent les « horrea ecclesiae » et Saint-Théodore un établissement de bienfaisance ecclésiastique). — *A. d'Alès*. La théologie de saint Cyprien (excellent). — *J. Costanza*. La leggenda di S. Martino nel medio evo (insuffisant). — *L. Cheikhó*. L'hagiologie du Liban ou les Saints particulièrement honorés par les Libanais (intéressante brochure en langue arabe). — *Zacarias García Villada*. Crónica de Alfonso III (bonne édition). — *Élie Maire*. Saint Norbert, 1082-1134 (joliment écrit, mais médiocre quant au fond). — *E. Vacandard*. Études de critique et d'histoire religieuse; 4<sup>e</sup> série (bon). — *N. Paulus*. Geschichte des Ablasses im Mittelalter (livre qui renouvelle véritablement le sujet). — *B. Altaner*. Der hl. Dominikus (critique très sévère des biographies du saint composées au XIII<sup>e</sup> siècle; l'auteur montre que la légende y occupe une place considérable). — *A. Wilms*. Geschichte der deutschen Dominikanerinnen, 1206-1916 (bon résumé). — *Thaddée Ferré*. Histoire de l'ordre de saint François (bon résumé). — *V. Kybal*. Ueber das Testament des hl. Franz von Assisi (bonne étude critique). — *P. Sabatier*. A quelle époque sainte Claire d'Assise obtint-elle du souverain pontife le « Privilège de la pauvreté »? (par un privilège ou bulle solennelle d'Innocent III). — *E. Cloup*. Saint Bonaventure, 1221-1274 (œuvre d'édification, comme aussi celle du P. Sparacio: Vita di S. Bonaventura, dottore serafico). — *M. J. Pohl*. Thomae Hemerken a Kempis opera omnia, t. VI et VII (bonne édition). — *O. Karrer*. Franz von Borja, General der Gesellschaft Jesu, 1510-1572 (excellent). — *Carlo Salotti*. Un martire irlandese: Oliverio Plunket (utilise les pièces du procès en béatification de l'archevêque d'Armagh qui fut pendu à Tyburn le 11 juillet 1681). — *L. Lemmens*. Acta S. Congregationis de propaganda fide pro Terra sancta. I et II (1622-1847). = Fasc. 3-4. Hippolyte DELEHAYE. Les actes de saint Marcel le Centurion (ces actes nous sont parvenus dans des mss. altérés qui ne permettent pas de reconstituer la rédaction originale; le texte critique donné ici, d'après quinze manuscrits, est donc encore provisoire. Dégagés des interpolations nombreuses qui les défigurent, ces actes ont une valeur historique. Ils font connaître les interrogatoires auxquels fut soumis le centurion Marcellus en 298 sous la présidence d'Astasius Fortunatus qui, sans doute, commandait en Espagne la légion Septima gemina. En appendice, étude critique de textes apparentés: les passions de saint Cassien, martyr de Tanger, celle des saints Claudius, Lupericus et Victorius, martyrs de Léon, celle des saints Marcel et Apulée, martyrs de Rome ou de Capoue. Texte de la « Vita et passio sanctorum martyrum Marcelli et Apolei »). — *Charles VAN DE VORST*. La vie de saint Évariste, higoumène à Constantinople (mort le 25 décembre 897. Texte grec de cette Vie). — *Albert PONCELET*. Catalogus codicum hagiographicorum latinorum bibliothecae capituli ecclesie cathedralis Eporediensis (en appendice à ce catalogue des mss. d'Ivrée sont publiés les textes suivants: 1<sup>o</sup> De s. Laurencio presbitero et martire cujus corpus Novarie requiescit; 2<sup>o</sup> De s. Agabio pontifice Novariensi; 3<sup>o</sup> De s. Maglorio

episcopo; 4<sup>e</sup> De s. Alberto episcopo Cumano). — Robert FAWTIER. Les reliques rouennaises de sainte Catherine d'Alexandrie (étude sur l'histoire de ces reliques par un moine anonyme de la Trinité-au-Mont, qui se donne comme écrivant entre 1050 et 1090. Histoire des plus suspectes, en contradiction avec la vie de saint Siméon, qui mérite toute créance. Mais il y a eu à Rouen des reliques que l'on donnait pour celles de sainte Catherine, et cela dès le temps de l'abbé Isambert, donc entre les années 1033 et 1054; donc, à cette date, les reliques de la sainte avaient déjà été trouvées au mont Sinai). — Paul PEETERS. Le texte original de la passion des Sept-Dormants (l'hypothèse que cette légende est d'origine syriaque n'est pas prouvée; tout au contraire porte à croire que l'original était en grec; il reste à fixer la généalogie des rédactions grecques). — François VAN ORTROY et Robert LECHAT. Une vie italienne de sainte Catherine de Bologne (texte inédit publié d'après un ms. de Bruxelles). — Émile-G. LÉONARD. Prétendue découverte d'un archevêque d'Arles (publie des lettres de 1740 prouvant que l'invention à Lucques du corps de saint Cassi, archevêque d'Arles et protecteur de l'église de Lucques, est une légende; elle n'a jamais existé « que dans l'imagination d'un modérateur italien et dans l'espérance de quelques chanoines arlésiens »). = Bulletin des publications hagiographiques. A noter : *Hans von Schubert*. Geschichte der christlichen Kirche im Frühmittelalter (excellent manuel, qui va de 400 à 900 environ). — J.-B. Mesnel. Les saints du diocèse d'Évreux (bon en général; sur saint Leufroy, l'auteur s'est trompé; il vaut mieux s'en tenir aux conclusions de Levison dans les *M. G. H., Script. rer. merov.*, VII, 1-18). — P. Power. Life of St. Declan of Ardmore and Life of St. Mochuda of Lismore (vaut surtout au point de vue archéologique). — Archivum franciscanum historicum (années 1921 et 1923). — Studi francescani, 1921-1923. — Toute une série de volumes sur saint Ignace de Loyola.

## GRANDE-BRETAGNE.

22. — **Bulletin of the John Rylands library Manchester.** Vol. VII, n° 3, août 1923. — W. M. CALDER. Philadelphie et le montanisme (Philadelphie en Phrygie est une des « sept églises d'Asie »; elle était depuis le II<sup>e</sup> siècle un des centres du mouvement montanisme; ce fait explique les formules de certaines inscriptions funéraires appartenant au christianisme primitif, antérieur à la persécution de Dioclétien. Texte et commentaire de plusieurs de ces inscriptions, avec trois fac-similés). — Rendel HARRIS. Une nouvelle apologie du christianisme (découverte par l'auteur au mont Sinai; elle est du second siècle et se trouve incorporée dans la légende du martyr de sainte Catherine; d'autre part, cette légende offre de nombreuses ressemblances avec celle de Barlaam et Joasaph). — Hilda JOHNSTONE. La garde-robe et la maison de Henri, fils d'Édouard I<sup>er</sup> (d'après les archives de l'Échiquier; ce fils, né en 1268, mourut à la

fin d'octobre 1274, après avoir assisté au couronnement de son père, le 19 août précédent. Le compte de la garde-robe, reproduit ici d'après les « Exchequer accounts », liasse 350, n° 18, se rapporte aux derniers mois de sa vie). — M. L. W. LAISTNER. Lexique latin de la langue grecque par un professeur du IX<sup>e</sup> siècle (ce professeur est Martin de Laon; texte et commentaire du lexique). — H. GUPPY. Histoire abrégée de la première édition in-folio des œuvres de Shakespeare, 1623-1923 (avec trois fac-similés). — W. Wright ROBERTS. La musique dans Shakespeare. — H. B. CHARLTON. Liste des ouvrages composés par Charles Edwin Vaughan (né à Leicester le 10 février 1854; mort à Manchester le 8 octobre 1922. On lui doit en particulier une excellente édition des œuvres politiques de J.-J. Rousseau). — H. C. HOSKIER. Nouvelles recherches sur les mss. de l'Apocalypse, III. — Robert FAWTIER. Inventaire des chartes conservées à la bibliothèque John Rylands; I : les Chartes de Beaumont (elles se rapportent à la Normandie; texte de deux bulles : de Nicolas III, 23 août 1378, confirmant les privilèges de l'abbaye de la Trinité, diocèse de Bayeux; de Benoît XIII, nommant l'abbé de Saint-Lô comme arbitre d'un différend au sujet de l'église de Ouistreham entre l'abbesse et l'évêque de Bayeux, 17 mai 1406).

**23. — The English historical Review.** 1923, octobre. — Miss Rose GRAHAM. Le schisme de 1378 et la province anglaise de l'ordre de Cluny (montre le contre-coup porté par le schisme sur la condition des prieurés clunisiens qui dépendaient de Cluny, notamment en ce qui concernait la nomination des prieurs. Pendant le schisme, les maisons anglaises prirent à l'égard de leur supérieur, l'abbé de Cluny, des habitudes d'indépendance qui ne se perdirent plus). — R. N. KENSHAW. Les élections pour le Long Parlement, 1640 (porte la lumière sur un sujet que Carlyle, en 1844, considérait comme impossible à éclaircir). — Sir Richard LODGE. La controverse de Hanau en 1744 et la chute de Carteret. — H. W. C. DAVIS. Brougham, Lord Grey et Canning, 1815-1830 (étude sur les rapports politiques de Brougham avec ces deux ministres). — Allen MAWER. Le rachat des Cinq Bourgs (traduit et commente un poème anglais qui traite de cette opération en 942; montre qu'il y eut dans la région du « Danelaw » d'autres éléments scandinaves que le danois). — W. HUNT. Les évêques anglais au concile du Latran en 1139 (estime, contrairement à l'opinion de R. Poole, qu'il n'y a pas lieu d'insérer un Jean II de Séz parmi les évêques de Rochester; Jean de Séz a simplement administré le diocèse de Rochester « sede vacante »). — Miss Margaret R. TOYNBEE. Les « vies perdues » de saint Louis de Toulouse (on a pris pour autant d'auteurs de vies de ce saint quatre personnages qui sont uniquement des témoins cités lors du procès en canonisation. Le texte de ce procès permet d'ailleurs de rectifier leurs noms, étrangement défigurés par Ridolfi et, à sa suite, par Du Monstier et par Wadding. Il s'agit, en réalité, de quatre Franciscains : Fortis, Guillaume de Saint-Marcel, Pierre Scarerius, évêque de Rapolla, enfin François Le Brun,

évêque de Gaète). — R. L. ATKINSON. Richard II et la mort du duc de Gloucester (publie une pétition qui projette quelque lumière sur cette mystérieuse affaire). — George O'BRIEN. L'agitation irlandaise pour la liberté commerciale en 1779 (publie l'avis de plusieurs personnages questionnés par le lord-lieutenant). = C.-rendus : *Maneckji Nusseranji Dhalla*. Zoroastrian civilisation from the earliest times down to the downfall of the last zoroastrian empire, 651 a. D. (bon; mais l'auteur embellit à l'excès la civilisation zoroastrienne). — *Harold Mattingly*. Coins of the roman empire in the British Museum; I : Augustus to Vitellius (important). — *Eleanour S. Rohde*. The old english herbals (très superficiel et souvent incorrect). — *H. E. Salter*. Chapters of the augustinian canons (publie les comptes-rendus de cinquante-quatre chapitres des chanoines augustins. Important). — *Bracton*. De legibus et consuetudinibus Anglie; publ. par *George E. Woodbine*, vol. II (remarquable édition critique; mais sera-t-il jamais possible de donner le texte authentique de Bracton?). — *J. S. Furley*. City government of Winchester (bon travail d'après les textes du XIV<sup>e</sup> et du XV<sup>e</sup> siècle). — *Thomas J. Wertenbaker*. The planters of colonial Virginia (bon). — Comte de Pimodan. Louise-Élisabeth d'Orléans, reine d'Espagne, 1709-1742 (met habilement en œuvre de nombreux documents). — *D. A. Winstanley*. The University of Cambridge in the XVIIIth century (traite surtout du duc de Newcastle, considéré comme chancelier de cette Université; l'auteur a su tirer un livre agréable et instructif du fatras de papiers laissés par le duc). — *W. S. Holdsworth*. A history of english law, I-III (nouvelle édition entièrement remaniée; beaucoup d'utiles additions). — *William Page*. London; its origin and development (important résumé; c'est le meilleur exposé qui existe des origines de Londres). — *W. P. M. Kennedy*. The constitution of Canada (bon). — *I. Schnack*. Richard von Cluny, seine Chronik und sein Kloster (apporte d'utiles corrections à l'étude d'Élie Berger; à noter surtout ce qu'il dit du collège des cardinaux aux XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles). — *J. M. Thomson*. Public records of Scotland (utile).

**24. — History.** 1923, octobre. — M<sup>me</sup> Hilary JENKINSON. Les bijoux perdus dans le Wash (il s'agit du train de bagages perdu par le roi Jean dans le Wash en octobre 1216; la comparaison entre la liste des bijoux qu'il possédait en 1216 et celle de 1220, lors du second couronnement de Henri III, permet d'affirmer qu'une partie au moins du trésor fut perdue par le roi dans sa fuite). — R. N. KERSHAW. Le recrutement du Long Parlement en 1645-1647 (les élections nouvelles ont été sincères; à l'exception des royalistes avérés qui ne purent entrer au Parlement, toutes les autres opinions furent représentées). — Alan F. HATTERSLEY. L'émancipation des esclaves au Cap (expose l'œuvre accomplie par la Société philanthropique du Cap de Bonne-Espérance avant l'acte d'émancipation de 1834; mais cet acte n'en fut pas moins nécessaire). — A. M. WOODWARD. Sparte dans l'antiquité (résultats obtenus par les fouilles opérées en 1906-

1909; il est question en ce moment de les reprendre). — C.-rendus : *Shotwell*. An introduction of the history of History (juge trop souvent l'antiquité au point de vue moderne; nombreuses erreurs de fait). — *W. M. Flinders Petrie*. A history of Egypt, from the earliest times to the xvth dynasty (10<sup>e</sup> édit., mise au courant des plus récentes découvertes). — *Harold Peake*. The bronze age and the celtic world (érudit, ingénieux, très hypothétique). — *W. R. Halliday*. Lectures on the history of roman religion from Numa to Augustus (esquisse excellente). — *Eileen Power*. Medieval english nunneries (bon; utilise des documents inédits). — *W. H. Moreland*. India at the death of Akbar (bonne étude économique). — *D. A. Winstanley*. The University of Cambridge in the eighteenth century (c'est l'histoire de l'Université dans ses rapports avec le duc de Newcastle et ses intérêts politiques, 1748-1768). — *Carl Brinkmann*. Die preussische Handelspolitik vor dem Zollverein und der Wiederaufbau vor hundert Jahren (étude approfondie et bien documentée). — *H. E. Egerton*. British colonial policy in the twentieth century (important).

**25. — The Quarterly Review.** 1923, octobre. — L'avenir de l'Inde. — *Robert STEELE*. La magie au moyen âge (résumé de livres récents parmi lesquels ceux de Thorndike et de Frazer). — *Théodore von SOSNOSKY*. Le nouveau pangermanisme. — *Humphry WARD*. Chantilly et son musée. — *A. L. KENNEDY*. Diplomates et révolution (ce que nous apprennent sur la révolution russe MM. Buchanan, Paléologue, Nekludoff, Korff. Sir George Buchanan est un témoin qu'on ne saurait récuser). — L'Irlande, Rome et les républicains (le plus grand danger qui menace l'Irlande vient des extrémistes qui prétendent remplacer graduellement la langue anglaise par la gaélique; alors tout espoir de fusion entre les six comtés du nord-est et les vingt-six autres serait à jamais aboli).

**26. — The Scottish historical Review.** 1923, octobre. — Major K. A. MOODY-STUART. Un jacobite, le lieutenant-colonel James Steuart, gouverneur-député du château d'Édimbourg (de 1703 à 1715; soupçonné d'avoir trempé dans un complot jacobite ayant pour but de s'emparer du château, il fut arrêté, mais relâché après trois jours seulement de détention. Le complot échoua d'ailleurs complètement). — *Maurice WILKINSON*. Le problème de l'Alsace (tel qu'il fut posé par le traité de Westphalie. L'acquisition de Strasbourg fut un acte de violence, que d'ailleurs ratifia le traité de Ryswick. L'extinction du Saint-Empire romain rompit les derniers liens qui, à la fin du xviii<sup>e</sup> siècle, pouvaient encore rattacher l'Alsace à l'Empire; quant à l'Empire allemand qui fut proclamé à Versailles en 1871, il n'est à aucun point de vue le successeur du Saint-Empire; « il est difficile d'imaginer deux systèmes politiques plus différents »). — *Walter SETON*. L'auteur de l'« Eikon Basiliké » (c'est le capitaine William S. B. Levett). — *E. W. M. BALFOUR-MELVILLE*. La captivité de Jacques I<sup>er</sup> (le roi d'Écosse fut enlevé par des pirates scandinaves le



22 mars 1406 et enfermé à la tour de Londres). — Sir Philip J. HAMILTON-GRIERSON. L'ouverture des sessions des tribunaux en Écosse (accompagnée d'une proclamation solennelle faite par un prêtre interdisant à toute personne d'interrompre sans nécessité la marche de la justice. Les plus anciennes formes de cette pratique appartiennent à la religion populaire; on les retrouve dans l'ancien droit scandinave et en Allemagne, où elles furent observées pour la dernière fois en 1860). — G. DAVIES. Les quartiers de l'armée anglaise en Écosse en 1656. = C.-rendus : *James Gray*. Sutherland and Caithness in sagatime, or the jarls and the freskyns (bon). — *Gladys Scott Thomson*. Lords lieutenants in the sixteenth century (bonne étude sur un détail de l'administration locale au temps des Tudors). — Durham protestation (publie le texte des pétitions adressées à la Chambre des Communes en 1641-1642 et demandant le maintien de la religion protestante dans le Palatinat de Durham, le bourg de Berwick et la paroisse de Morpeth). — Sir *Richard Lodge*. Great Britain and Prussia in the eighteenth century (remarquables conférences où l'auteur a su condenser une masse considérable de recherches personnelles). — *Alex. Macbain*. Place-names, Highlands and islands of Scotland (recherches sur la langue des Pictes, qui n'appartenait pas au gaélique). — *Eger-ton*. The causes and character of the american Revolution (excellent). = Notes et communications. Jean PLATTARD. Maîtres et étudiants écossais à Poitiers dans la seconde moitié du XVI<sup>e</sup> siècle.

## ITALIE.

27. — *Archivio storico per le provincie Napoletane*. T. XLVI. Nuova serie, anno VII, 1923, fasc. 1-4. — A. GALLO. Les « curiales » napolitains au moyen âge; suite et fin (étude sur les « tabularii » et les « primarii »). — G. PARDI. Les registres angevins et la population de la Calabre en 1276 (beaucoup de chiffres qui montrent combien la population était alors clairsemée; il est possible que le régime fiscal organisé par Charles I<sup>er</sup> en faveur du clergé et la noblesse ait poussé les pauvres à quitter les villes et bourgs pour se réfugier dans les montagnes. On peut évaluer à 2,260,000 le nombre des habitants dans le royaume de Naples dans les années 1276-1277). — G. CECI. Extraits des Mémoires du général Vincenzo Pignatelli di Strongoli; suite et fin (de la République à la Réaction, 1796-1799; exilé de Naples, Pignatelli s'engagea dans la légion italienne, que Bonaparte réunit à l'armée de réserve en 1800; campagne de Toscane en 1801. Rentré à Naples en 1804, il est chargé de réprimer le brigandage dans la terre de Labour en 1808, dans la Basilicate en 1808-1809; en 1812, il suivit Murat pendant la campagne de Russie; il eut les pieds gelés après le passage de la Bérésina, mais réussit à rentrer à Naples en mars 1813; il y mourut en 1837). — A. SIMIONI. L'armée napolitaine depuis la minorité de Ferdinand jusqu'à la République de 1799; suite et fin (campagne de 1798; défaite et dislocation

de cette armée composée de paysans sans instruction ni discipline). — A. MANCARELLA. Florence. L'Église; l'avènement de Ladislas de Durazzo au trône de Naples; suite (appendice de trente-trois documents tirés des archives napolitaines, 1386-1401). — G. PALADINO. Pour servir à l'histoire de la conjuration des barons; documents inédits tirés des archives d'Este, 1485-1487; suite (n° 48-84). — N. CORTESE. Les « Avvertimenti ai nepoti » de Francesco d'Andrea (suite et fin de ces Avertissements, qui s'arrêtent en 1654. Ils sont suivis d'abondantes notes bibliographiques sur les tribunaux et le personnel judiciaire qui fonctionnaient à Naples au XVII<sup>e</sup> siècle). — G.-B. D'ADPOSITO. Documents inédits sur les artistes napolitains au XVI<sup>e</sup> et au XVII<sup>e</sup> siècle; suite et fin. — M. SCHIPA. Le royaume de Naples, d'après une description vénitienne de 1793 (par Giovanni-Andrea Fontana).

28. — **Atti e Memorie della r. Deputazione di storia patria per le provincie di Romagna.** Série IV, vol. VII, 1917, fasc. 4-6, juillet-décembre. — Francesco FILIPPINI. Bartolomeo des Bartoli de Bologne et le poème en l'honneur de Robert d'Anjou (Bartolomeo est l'auteur d'une *Canzone delle Virtù e delle Scienze*, dont un fort beau manuscrit à peintures a été publié par Léon Dorez en 1904. On peut lui attribuer aussi un poème en l'honneur de Robert d'Anjou, dont il existe également un manuscrit richement orné de miniatures. Mais Bartolomeo fut surtout un bon calligraphe. Il rédigea son testament en 1384). — A. BACCHI DELLA LEGA. Lodovico de Varthema, voyageur bolonais du XVI<sup>e</sup> siècle. — L. MARINELLI. Castelbolognese et ses anciennes fortifications. — N. MALVEZZI. Les travaux de Gaspare Finali (Finali fut un statisticien, un économiste, un homme politique et aussi un littérateur : il a écrit la vie de ses contemporains illustres; il est mort vers la fin de 1914). = Vol. VIII, 1918, fasc. 1-3, janvier-juin. F. LANZONI. Quelques corrections au catalogue des évêques de Forlì (donne en appendice la liste de ces évêques dressée par Casati pour les années 400-1318, avec ses additions et corrections). — A. PALMIERI. Les grandes voies romaines et les routes du moyen âge entre Bologne et la Toscane. — G. ZACCAGNINI. Maghinardo de Susinana et la commune de Bologne (commentaire historique d'un passage du *Purgatoire*, c. 14; suivi de nombreux documents inédits). = Fasc. 4-6, juillet-décembre. G. GEROLA. Considérations sur la basilique de Saint-Orso à Ravenne (c'est la vieille cathédrale, qui a été reconstruite dans la première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle). — Aldo FORATTI. Michel-Ange à Bologne; notes critiques. — Giovanni SORANZO. Sigismondo-Pandolfo Malatesta en Morée et les vicissitudes de son gouvernement (utilise beaucoup de documents nouveaux que n'a pas connus Antonio Monferrato, auteur d'une monographie écrite en grec et dédiée au roi Constantin en 1914. Sigismond Malatesta, seigneur de Rimini, entra au service de Venise en février 1464; deux ans plus tard, il demandait à être relevé de son commandement; vers la fin de 1466, il fut tué par les Turcs, contre lesquels il avait accompagné l'armée vénitienne à la reprise de Patras). — Filippo CAVICCHI. La

première des « *Historiarum decades* » de Flavio Biondo, traduite en langue vulgaire par A. Numai. = Vol. IX, fasc. 1-3, janvier-juin 1919. F. BRANDILEONE. Une nouvelle édition du « *De Bello* » de Giovanni de Legnano (note sur le « *Tractatus de bello, de represaliis et de duello* », composé par Jean de Legnano vers l'an 1360, à propos d'une nouvelle édition par T. E. Holland, 1917). — A. R. DELLA CASA. La paroisse de S. Maria degli Alemanni et ses églises. — P. C. FALLETTI. La personne historique et morale de Pasquale Villari. — G. GHIRARDINI. Giuseppe Pellegrini (notice nécrologique suivie d'une biographie des ouvrages publiés par le défunt, mort en 1918, à l'âge de cinquante-deux ans). = Fasc. 4-6, juillet-décembre. F. LANZONI. Une lettre du patriarche Photius à Jean, archevêque de Ravenne (il s'agit de Jean VII, archevêque de 850 à 878. Texte et traduction de la lettre). — A. PALMIERI. Le rachat des serfs de la glèbe (commente deux actes : le « *Paradisus* » ou charte d'affranchissement des serfs de Bologne en 1256 et une autre charte de 1282. C'est à la commune de Bologne que revient l'honneur d'avoir, la première en Italie, affranchi les serfs). — L. FRATI. Pier de' Crescenzi et son œuvre (Crescenzi, jurisconsulte du XIII<sup>e</sup> siècle, 1233-1321, auteur d'un traité d'agriculture dont on donne ici une traduction du XV<sup>e</sup> siècle en langue vulgaire). — G.-B. PICOTTI. La neutralité bolonaise pendant l'expédition de Charles VIII (mémoire de quatre-vingts pages). — I.-B. SUPINO. Michel-Ange à Bologne (à Bologne, où il s'était réfugié et où il se trouvait sans argent, Michel-Ange consentit à exécuter pour l'église de Saint-Dominique deux statues de marbre, l'une de saint Pétrone avec un ange et une statuette de saint Proculus; ces travaux furent terminés avant le retour du sculpteur à Florence en 1494). = Vol. X, fasc. 1-3, janvier-juin 1920. L. MARINELLI. Les anciennes fortifications de Lugo (XIII<sup>e</sup>-XVI<sup>e</sup> siècles, avec de nombreux plans et croquis). — A. FAVARO. Les adversaires de Galilée : Scipione Chiaramonti de Cézène. — N. TAMASSIA. Le contrat d'amphitéose ecclésiastique de Ravenne et l'opinion d'Agnello. — Pietro FRANCIOSI. Le recueil manuscrit des « *Rerum Feretrarum scriptores* » compilé par Anton Maria Zucchi Travagli (douze volumes de documents manuscrits et imprimés qui sont conservés dans les archives de Pennabili. Zucchi Travagli, né le 14 octobre 1707, est mort vers l'an 1780. Suit un inventaire détaillé de cette collection). — A. VICINELLI. Les débuts de l'occupation pontificale de Bologne, 794-876, et comment l'exarchat passa du gouvernement du pape à celui du roi d'Italie, 876-1073. = Vol. XI, fasc. 4-6, juillet-décembre 1921. G.-B. SALVIONI. La valeur de la livre bolonaise de 1605 à 1625; suite. — A. VICINELLI. Comment Bologne passa de la domination pontificale aux rois d'Italie, 876-1073; suite (critique approfondie des documents). — A.-R. DELLA CASA. Notes historiques sur Rigosa au moyen âge et à l'époque moderne (Rigosa est une petite localité dans la paroisse de Gesso. Elle appartient notamment au XI<sup>e</sup> siècle à la comtesse de Toscane Mathilde. Notes sur son église de Sainte-Marie). —

H. WEIL. Ancône au lendemain du rappel de nos troupes, décembre 1838 (publie les plus importantes parties de rapports adressés au département des Affaires étrangères par le consul de France, A.-Ch. Duault). — Série IV, vol. XII, fasc. 1-3, janvier-juin 1922. G.-B. SALVIONI. De la valeur de la livre bolognaise de 1605 à 1625; suite et fin (beaucoup de documents, de tableaux, de chiffres). — A. VICINELLI. Comment Bologne passa de la domination pontificale à celle du roi d'Italie, 876-1073; suite (à noter un très long excursus concernant les origines de la commune de Bologne et ses premiers développements). — G. PASOLINI. L'œuvre historique de Gian-Pietro Ferretti, évêque de Lavello, et ses péripéties (Ferretti, évêque élu de Milo en 1541, fut transféré en 1550 sur le siège de Lavello; il prit part au concile de Trente; mort en 1557. Il a composé près d'une centaine de travaux sur Ravenne, entre autres un gros ouvrage sur l'exarchat, demeuré inédit. Un neveu du prélat défunt, Esuperanzio, fut chargé, en 1589, de le publier avec une subvention du Sénat, mais le projet ne fut pas réalisé parce que, dans l'intervalle, avait paru l'Histoire de Ravenne par Girolamo Rossi, 1572, deuxième édition en 1589. Dès lors, il ne fut plus question de faire imprimer l'œuvre de Ferretti). — Carlo FRATI. Généalogies de familles bolognaises dressées par Baldassare-Ant.-Maria Carrati, d'après un ms. conservé à la Bibliothèque du gouvernement de Lucques. — Pietro FRANCIOSI. Montecopiolo (château familial des comtes de Montefeltro, qui devinrent ensuite ducs d'Urbino). — Fasc. 4-6, juillet-décembre. F. FILIPPINI. La chapelle de sainte Brigitte de Suède dans l'église de San-Petronio, Bologne (cette chapelle était déjà achevée en 1400, mais c'est en 1438 seulement qu'elle fut affectée au culte, alors que Nicolò Piccinino, soulevé contre le pape Eugène IV, commandait la ville au nom de Filippo-Maria Visconti, duc de Milan. Un curieux monument découvert à San-Petronio en 1896 donne l'image de la sainte, image que Corrado Ricci avait à l'origine déclaré être celle de Jeanne d'Arc). — G. RAVAGLIA. L'église de Capugnano (histoire et description depuis le plus ancien document connu, 1220). — A. VICINELLI. Comment Bologne passa de la souveraineté du pape à celle des rois d'Italie, 876-1073; suite et fin. — L. SIGHINOLFI. La chronique de Villola (étude critique sur cette chronique d'après un manuscrit exécuté par plusieurs mains du XIV<sup>e</sup> et du XV<sup>e</sup> siècle. Le principal morceau est une compilation faite par Floriano de Villola de 1163 à 1376; elle est précédée de prophéties nombreuses et suivie d'additions qui vont jusqu'à la seconde moitié du XV<sup>e</sup> siècle; à suivre).

---

## CHRONIQUE.

---

**France.** — La *Revue historique* a appris avec un vif regret la mort, au début de décembre 1923, d'un de ses plus anciens collaborateurs, M. Gustave BLOCH. Né à Fegersheim (Bas-Rhin) en 1848, ancien élève de l'École normale supérieure (promotion de 1868), il devint membre de l'École française de Rome, au moment où cette École fut fondée (1873). Agrégé des lettres, il s'intéressa, pendant son séjour à Rome, à l'archéologie et à l'histoire anciennes; à son retour d'Italie fut créé pour lui, à la Faculté des lettres de Lyon, un cours d'antiquités grecques et romaines. En 1888, il fut appelé comme maître de conférences d'histoire ancienne à l'École normale et, en 1904, nommé professeur d'histoire romaine à la Sorbonne. Il a formé de nombreuses générations d'élèves et a été certainement, en ces quarante dernières années, le maître incontesté de l'histoire romaine en France.

Sa thèse sur les *Origines du Sénat romain, recherches sur la formation et la dissolution du Sénat patricien*, est une œuvre pénétrante qui fut, sur bien des points, une œuvre originale. Elle eut comme pendants les articles sur la *Réforme démocratique à Rome au III<sup>e</sup> siècle av. J.-C.* et sur la *Plèbe romaine, études sur quelques théories récentes*, qu'il donna dans notre *Revue* (t. XXXII, p. 1 et 241, 1886; t. CVI, p. 241, et CVII, p. 1, 1911). M. Lavissee lui confia la tâche d'inaugurer l'*Histoire de France* par un volume sur la *Gaule indépendante et la Gaule romaine*, œuvre remarquable qui résumait, en un style sobre et élégant, nos connaissances sur les origines de notre nation. Quelque temps avant la guerre (1913), il publiait, dans la « Bibliothèque de philosophie scientifique », la *République romaine. Les conflits sociaux*, qu'il compléta, en 1922, par l'*Empire romain. Évolution et décadence*. Dans ces deux ouvrages, il a fait passer les idées essentielles des cours qu'il a professés. La mort l'a frappé au moment où il préparait, sur la dernière période de la République romaine, une œuvre développée qui pourra, espérons-le, être publiée. Belle vie d'une admirable unité. C. PF.

— La direction des Archives nationales se propose de composer et de publier un Répertoire critique des anciens inventaires d'archives françaises antérieurs à la fin de l'Ancien régime; projet des plus intéressants, car il n'est pas rare que, de fonds d'archives aujourd'hui disparus il ait été conservé des inventaires assez détaillés et précis pour tenir lieu, jusqu'à un certain point, des documents perdus. Il n'est pas douteux que plusieurs de ces inventaires ne soient possédés par des



particuliers; la direction leur serait reconnaissante d'en aviser M. H. Jassemmin, secrétaire-archiviste de l'entreprise, à Paris, rue des Francs-Bourgeois, n° 60.

— Il a été fondé à Paris, sous le nom de Société française d'égyptologie, une Société ayant pour objet de grouper les égyptologues et les personnes s'intéressant à l'étude de l'Égypte depuis ses origines jusqu'aux premiers siècles de l'Hégire, afin de leur permettre d'échanger leurs vues sur toutes les questions concernant l'Égypte, d'entretenir des rapports tant avec les savants spécialistes des autres pays qu'avec le public français non initié à l'égyptologie et de publier des travaux relatifs à ces études, notamment une *Revue de l'Égypte ancienne*. Le siège de la Société est fixé à Paris, à l'Institut de papyrologie, 2, rue Valette. Un bureau provisoire est constitué par MM. G. Bénédite, président; Moret et Weill, vice-présidents; Boreux, trésorier; Drioton, secrétaire. La Commission de publication est composée de MM. Chassinat, Jouguet, Moret et Sottas. Le secrétaire de la rédaction est M. Chassinat.

— On pourra trouver d'utiles indications pratiques dans une forte brochure intitulée : *École universelle par correspondance de Paris*, école qui est placée sous le haut patronage de l'État; elle renseigne sur l'enseignement primaire et supérieur (brevets), l'enseignement secondaire (baccalauréat et diplômes d'enseignement supérieur), les grandes écoles spéciales, les carrières qui s'ouvrent aux jeunes gens se préparant à l'industrie, aux travaux publics, à l'agriculture. Elle indique pour chacun de ces établissements le prix à payer pour la correspondance destinée à guider les élèves dans leur préparation et les primes à payer en cas de succès (in-8°, 320 p., Paris, 59, boulevard Exelmans). L'École, dirigée par M. Ozil, compte des directeurs généraux de l'enseignement et des directeurs d'études, parmi lesquels figurent un certain nombre d'agréés de l'Université.

— Une circulaire récente du ministre de l'Instruction publique a précisé la manière dont il entend qu'il faille enseigner l'histoire dans les classes primaires; on donnera un minimum de notions susceptibles d'être maintenues dans la mémoire au moyen de dates. « C'est à cette condition », dit le ministre, « que l'écolier saura repérer les faits dans la durée et aura une idée de l'évolution historique. » A cette déclaration applaudiront tous ceux qui, ayant le souci des idées générales, estiment que ces idées, pour être solides, doivent s'appuyer sur les faits.

G. BN.

— Au récent Congrès des Associations pour la Société des Nations, la commission de la coopération intellectuelle a demandé que l'Association entreprenne de lutter contre les tendances bellicistes qui subsistent dans l'enseignement de l'histoire et qui constituent un moyen de perpétuer les différends entre les nations.

**Autriche.** — La direction de la Bibliothèque nationale de Vienne a repris la publication des catalogues que la guerre et ses suites avaient interrompue; elle a entrepris un *Zuwachsverzeichnis der Druckschriften der National Bibliothek*, ou catalogue des récentes acquisitions, qui sera refondu tous les cinq ans en un grand répertoire bibliographique. G. BN.

— On lit dans le *Temps* (28 décembre 1923) : « Le conseiller aulique Bohatta, conservateur principal de la bibliothèque de l'Université de Vienne, a publié dernièrement un intéressant article sur les bibliothèques privées en Autriche, notamment sur celles des ordres religieux. Les plus anciennes sont les bibliothèques des couvents des Bénédictins à Kremsmünster (fondé en 777), à Gœttweig (1065), à Saint-Lambrecht (1066) et du couvent des chanoines réguliers à Saint-Florian (1071). Elles sont riches en beaux manuscrits des XI<sup>e</sup>, XII<sup>e</sup>, XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles et possèdent beaucoup d'incunables, parmi lesquels un exemplaire du rarissime *Missale speciale*, conservé dans le couvent de Saint-Paul.

« Les bibliothèques des grandes familles aristocratiques autrichiennes sont aussi très importantes. Celle des princes Liechtenstein, à Vienne, contient 80,000 volumes, et l'on y trouve de nombreuses œuvres littéraires du XVI<sup>e</sup> et du XVII<sup>e</sup> siècle, principalement en italien et en français. Les bibliothèques des comtes Harrach, avec une belle collection de littérature espagnole, et des comtes Lanckorowski, avec beaucoup d'ouvrages géographiques et ethnographiques, se trouvent aussi à Vienne. Il faut mentionner encore celles des princes Liechtenstein, à Wartenstein, des comtes Falkenhayn, à Walpersdorf, des comtes Lamberg, à Steyr, et de la maison ducale de Parme, à Schwarzau. M. Bohatta souligne, à la fin de son article, que les bibliothèques privées ouvrent volontiers leurs portes en Autriche. Elles rendent ainsi de grands services aux savants et aux érudits de ce pays. »

— La librairie Rikola (Vienne) annonce qu'elle est obligée de suspendre pour un temps indéterminé la publication des *Historische Blätter*; espérons que le temps viendra où il sera possible de reprendre en Autriche l'activité scientifique d'avant guerre.

— La *Revue historique* a déjà signalé (t. CXLIV, p. 158) l'ouvrage de M. Stanoyevic sur l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand. M. C. Barbagallo, qui a publié des études très documentées dans la *Nuova Rivista Storica* sur les origines de la guerre (elles viennent de paraître en volume), a adressé au *Corriere della Sera* du 5 juillet 1923 une réfutation intéressante des allégations présentées par le professeur serbe. La conjuration, bien antérieure à l'entrevue de Konopischt, remonte, selon lui, au mois d'avril-mai 1914, et il est acquis que toutes les associations nationales, même les plus modérées, ont accueilli avec enthousiasme l'annonce de l'assassinat. Mais

M. Barbagallo parle de la « serbophilie » de François-Ferdinand. Ce mot a surpris un autre historien italien, M. Giulio Caprini, qui, à son tour, a apporté quelques observations judicieuses au *Corriere della Sera* (8 juillet) : il en résulte — et de tout le débat — que les événements qui sont à l'origine de la guerre mondiale restent singulièrement obscurs et troublants.

G. BN.

**Grande-Bretagne.** — Nous avons reçu le premier numéro d'une nouvelle revue : *The Cambridge historical Journal*, qui paraît chez C. F. Clay, éditeur des publications de la « Cambridge University Press », et que dirige un Comité composé de MM. Bessians, Brooke, Clapham, J. Holland Rose et Temperley. Ce n° 1 (prix : 6 sh.) contient les articles suivants : J. B. BURY. La ville de Césarée perdue en Bretagne (la province britannique nommée « Maxima Caesariensis » tire son nom de sa capitale, « Caesarea », qu'aucun document ne nous a conservé; ne serait-ce pas Verulamium?). — C. W. PREVITÉ-ORTON. Ouvrages récents sur l'histoire de l'Italie médiévale. — Sir Ernest SATOW. Comment on fit la paix, autrefois et aujourd'hui (ce qui se passa aux Congrès de Vienne et en 1918-1919). — G. P. GOOCH. Le baron de Holstein (l'« homme mystérieux » du ministère allemand des Affaires étrangères, 1890-1906). — C. R. FAY. Le meunier et le boulanger; notes sur l'époque de transition dans l'histoire du commerce, 1770-1837. — J. H. CLAPHAM. Le développement du prolétariat agraire, 1688-1832; indications statistiques. — W. F. GRACE. La Russie et le *Times* en 1863 et 1873. — Hilary JENKINSON. Les « Plea rolls » dans les cours de comté au moyen âge (d'après des découvertes récentes faites au P. Record Office). — B. K. MARTIN. La démission de Lord Palmerston en 1853 (extraits de la correspondance échangée entre la reine Victoria et Lord Aberdeen). — H. V. TEMPERLEY. Archives modernes intéressant l'histoire diplomatique et coloniale que l'on peut actuellement consulter à Cambridge (ces archives sont conservées dans la « Cambridge prison », qui est actuellement une branche du P. Record Office). — Cette rapide analyse suffit à montrer l'intérêt que présente le nouveau recueil pour les études historiques. — La seconde livraison paraîtra en octobre 1924; les souscriptions doivent être adressées à M. Brooke, Gonville et Caius College, Cambridge.

Ch. B.

— Le British Museum vient d'acquérir la première carte imprimée où figurent les découvertes de Christophe Colomb; œuvre du géographe Contarini et du graveur Roselli, elle date de 1506. Il a réussi en outre à combler quelques lacunes de la célèbre collection Burney en acquérant plusieurs numéros du *Daily universal Register* (qui devint *The Times* le 1<sup>er</sup> janvier 1788) pour la période 1785 à 1800.

— C'est une contribution fort intéressante à l'histoire de la technique alimentaire que l'article de M. Arthur TITLEY, *Some notes on old windmills*, dans *The Engineer*, 2 février 1923.

**Italie.** — Le 28 décembre 1922, dans la salle du Consistoire, le

pape Pie XI a présidé une séance de la « Pontificia Accademia romana d'archeologia », tenue pour célébrer le premier centenaire de la naissance de G.-B. de Rossi.

— Économistes et historiens auront à utiliser les œuvres de Vifredo PARETO, le grand économiste italien mort récemment. Ils en trouveront dans la *Riforma sociale* (septembre-octobre 1923, p. 412-418) une bibliographie diligemment mise sur pied par M. G. ROCCA.

— Le Comité national du monument en l'honneur de Virgile a récemment accepté l'offre de la ville de Mantoue d'ériger à ses frais le monument en l'honneur du poète. Ce monument sera sans doute inauguré aux fêtes bimillénaires qui auront lieu en 1930.

— Un Comité qui s'était formé en 1918 auprès de l'Université de Rome s'est donné la tâche de publier un recueil de *Lettere e scritti dei caduti per la patria*, recueil dont les éléments avaient été réunis par l'« Istituto storiografico di mobilitazione ».

— L'Association pour les intérêts du Midi a fait don à la ville de Milan d'une somme de 100,000 lire pour lui permettre de racheter les documents manzonien possédés par « l'Institut des Fils de la Providence » de Naples.

**Histoire religieuse.** — La librairie Humphrey Milford de Londres a publié, pour l'« Oxford University press », le fac-similé du *Codex Sinaiticus Petropolitanus et Friderico-Augustanus Lipsiensis*, d'après les clichés pris par Helen et Kirsopp LAKE, avec une introduction sur l'histoire de ce très ancien ms. du Vieux Testament (246 planches et un index; prix : 18 guinées).

— Sous la direction de M. Henri Lemaître commencera à paraître au début de 1924 une nouvelle revue intitulée *Revue d'histoire franciscaine*, qui se propose de « rassembler sur le chantier les matériaux épars, d'établir par un examen critique la valeur de chacun d'eux, de dresser des répertoires, afin de permettre, le moment venu, l'élaboration d'œuvres de synthèse ». Son champ d'études comprendra « tout ce qui concerne les trois ordres de saint François ». Elle paraîtra tous les trois mois, à la librairie Auguste Picard, 82, rue Bonaparte, par fascicules de 152 pages in-8° environ. Abonnement annuel : 30 fr. pour la France et la Belgique et 35 fr. pour les autres pays de l'union postale.

— L'histoire du tombeau de saint François d'Assise et des fouilles opérées en 1818 dans l'église du Sacro Convento a été exposée avec une critique très bien informée par le P. MARINANGELI (*la Tomba di S. Francesco attraverso i secoli*) dans un périodique mensuel intitulé : *Il VII centenario di S. Domenico*, qui paraît à Bologne depuis 1920.

Le gérant : R. LISBONNE.

